Denis Monière
(1976)

Critique épistémologique de l'analyse systémique de David Easton

Essai sur le rapport entre théorie
et idéologie

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : mailto : marcelle.bergeron@uqac.ca

Denis Monière

Critique épistémologique de l'analyse systémique de David Easton.
Essai sur le rapport entre théorie et idéologie. Ottawa, Ontario : Les
Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 250 pp. Collection des
Sciences sociales, n° 4.

Le 28 novembre 2005, Monsieur Denis Monière accordait aux Classiques des
sciences sociale la permission de diffuser ce livre.

Courriel : denis.moniere@umontreal.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTR (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 mai 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

**Denis Monière
(1976)**

Le présent ouvrage a été publié grâce à une subvention accordée par le Conseil canadien de Recherches en Sciences sociales, dont les fonds ont été fournis par le Conseil des Arts du Canada.

Table des Matières

[Avant-propos](#)

[Introduction](#) : *Le développement de la science politique contemporaine dans son rapport avec l'idéologie*

- [Les principales phases de l'évolution de la science politique](#)
 - Philosophie et sciences sociales
 - Séparation entre économie et politique
 - Développement de l'approche juridico-institutionnelle
 - Révolte behavioriste : objectivité ; empirisme ; déclin de la théorie
 - politique
 - Nécessité de la théorie pour le développement de la science
 - politique
- [Les « middle-range théories » : Rapport entre théorie et idéologie](#)
 - [La théorie du pouvoir de Dahl et son contenu idéologique](#)
 - [Les concepts de Lipset et leur contenu idéologique](#)
 - [La théorie politique d'inspiration économique \(Downs\) et son contenu idéologique](#)
 - [L'approche fonctionnaliste et son biais idéologique](#)
- [Conclusion](#)
 - Le problème de la coupure épistémologique
 - Hypothèse sur le rapport entre théorie et idéologie

[Chapitre 1](#) : *La conception eastonienne de la théorie de la connaissance*

- [Rapport entre connaissance et critique dans les théories politiques du XVIII^e siècle](#)
- [La théorie positiviste de la connaissance](#)
 - La Restauration et la naissance du courant positiviste : distinction entre théorie spéculative et théorie positive, entre théorie et pratique
 - Distinction entre théorie et idéologie
 - Le concept d'objectivité
 - Exclusion de la critique comme mode de connaissance
 - Le positivisme en tant qu'idéologie
- [Critique eastonienne de la science politique](#)

- Hyperfactualisme
- Pessimisme
- Le concept de changement
- Apport d'Easton au développement de la science politique Contemporaine
- Théorie eastonnienne de la connaissance
 - Rapport entre fait et valeur, entre théorie normative et théorie causale
 - Revalorisation du rôle de la théorie dans la production des connaissances politiques
- La conception de la science chez Easton
 - La conception unitaire de la méthode scientifique
 - Les rapports entre science pure et science appliquée, entre théorie et pratique

Chapitre II : *La conception de la théorie politique chez David Easton*

- Question de méthode : l'induction et la déduction
 - De la spécificité de la réalité sociale par rapport à la réalité naturelle
 - Similitudes et différences entre la méthode inductive et la méthode déductive
- Diverses définitions de la théorie politique
 - Lasswell, Jouvenel, Meynaud et Meehan
- Easton et la théorie politique
 - État de la théorie en science politique
 - La théorie doit être générale et déductive
 - Trois types de théories en science politique : les généralisations particulières, les théories partielles, les théories systématiques
 - Différence entre théorie causale et théorie normative
 - Trois fonctions de la théorie politique : description, explication et prévision
 - Le caractère empirique de la théorie politique

Chapitre III : *La problématique de l'analyse systématique : présentation et critique*

- Rapports entre problématique théorique et problématique sociale
- Problématique d'Easton
 - Théorie du changement et changement de la théorie
 - Difficultés inhérentes à l'analyse systémique : exclusion des finalités ; exclusion de l'histoire ; analogie avec la biologie
 - Conséquences épistémologiques de ces difficultés
- Le concept de système
- Le concept de système chez Easton

- [Le système politique : les concepts clefs pour la définition du politique](#)
 - Policy
 - Autorité
 - Société
- [L'allocation autoritaire des valeurs](#)
 - Spécificité fonctionnelle du système politique
 - Rapports entre la fonction théorique du politique et la fonction concrète de l'État dans les sociétés capitalistes avancées
 - Rapports idéologiques entre la conception du politique chez Easton et la problématique du système d'État dans les sociétés capitalistes avancées
- [Persistance : Stabilité, Équilibre et Changement](#)
 - Les composantes du système politique
 - Sens de la stabilité et de d'équilibre
 - La persistance par le changement
 - Critique du concept de changement – Conclusion

[Conclusions](#)

Chapitre IV : *Le fonctionnement du système politique*

- La division du travail : fondement du fonctionnement du système politique
- [Le processus politique](#)
 - L'analogie cybernétique et l'analyse systématique
- [Les inputs](#)
 - [Les exigences : formulation, direction et conversion](#)
 - [Les soutiens : spécifiques, diffus, le procès de socialisation](#)
- [Les exigences et les soutiens comme sources de stress](#)
 - Le problème de l'inégalité, des clivages et des conflits dans le modèle systémique
- [La production des outputs et le processus de rétroaction](#)
- [Conclusion](#)

[Conclusion](#)

- Le concept d'interaction et le problème de la causalité chez Easton
- Rapport entre théorie empirique et idéologie

[Bibliographie](#)

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

L'objet de ce livre est la critique d'une théorie d'analyse d'un point de vue épistémologique. Cette précision implique que notre problématique est plus centrée sur l'aspect critique que sur l'épistémologie en tant que telle. Cela limite la portée ou le sens que nous donnons au mot épistémologie. Il ne s'agit pas de tracer ici des lignes de démarcation entre le scientifique et l'idéologique à l'intérieur de la théorie systémique. L'objectif n'est donc pas de situer ou de placer une coupure épistémologique dans l'œuvre d'Easton car notre à priori est qu'une telle coupure n'existe pas puisque par définition nous posons : 1° que toute pratique sociale se fonde sur une idéologie, une vision du monde, 2° que la pratique scientifique n'est pas autonome, séparée, différente et au-dessus des autres pratiques sociales, et 3° que, par conséquent, la pratique théorique en tant que pratique sociale est elle aussi conditionnée par l'idéologie.

Nous tenterons donc de soutenir qu'il n'y a pas de coupure épistémologique, c'est-à-dire que la science n'est pas l'autre de l'idéologie, qu'il y a par conséquent un rapport d'articulation entre l'idéologie et la théorie qui fournit les concepts de la pratique scientifique. C'est donc une mise en situation idéologique globale de l'analyse systémique qui est visée et non pas simplement une mise en situation éclectique qui critiquerait seulement certains éléments de ce cadre conceptuel.

Il ne s'agit pas non plus de faire une recherche sur l'opérationnalité de la structure conceptuelle imaginée par Easton, c'est-à-dire de déterminer dans quelle mesure elle est applicable à l'étude empirique de la réalité. En ce sens, notre critique n'est pas empirique mais théorique (ou philosophique). Elle vise essentiellement à mettre en lumière les postulats de l'analyse systémique, à rattacher ces postulats à un système de valeurs, à décrypter les rapports entre ce système de valeurs et une idéologie particulière, et finalement à montrer les conséquences de l'utilisation de ce cadre conceptuel pour la production des connaissances et pour la praxis. Ceci définit donc les limites ou l'optique de notre critique épistémologique qui est en fait un essai de réflexion sur le rapport entre théorie et idéologie.

Pour ce faire, il fallait dans un premier temps analyser le développement de la science politique contemporaine afin de voir s'il était possible de retracer à travers les principales phases de cette évolution un rapport entre d'une part la problématique sociale et politique concrète, et d'autre part, les orientations théoriques et la délimitation de l'objet de la science politique. C'est cette réflexion que nous présentons en introduction. Il s'agissait à ce niveau de voir si notre hypothèse était plausible à l'égard des modèles théoriques qui ont précédé l'analyse systémique. Cette introduction se veut donc une synthèse du développement de la science politique, présentée du point de vue de ceux qui se sont interrogés sur le problème du rapport entre la science politique et l'idéologie. Cette réflexion et cette relecture critique de l'histoire de la science politique nous ont permis de constater que notre problématique n'était pas originale et que d'autres auteurs avaient retracé des liens entre certaines théories ou approches de la science politique et certaines idéologies, donc que notre hypothèse était plausible.

Fort de cette constatation, nous avons, dans les chapitres qui suivent, appliqué cette hypothèse à l'analyse systémique telle que définie par le cadre conceptuel d'Easton. Pour faire cette étude, nous nous sommes surtout appuyés sur les quatre ouvrages publiés par Easton : *The Political System*, *A Framework for Political Analysis*, *Analyse du système politique*, *Children in the Political System*. Nous avons aussi à l'occasion complété notre matériel en nous référant aux nombreux articles publiés par Easton. Nous avons enfin dans la mesure du possible dans notre démarche critique, tenté de respecter la logique même de l'œuvre d'Easton qui dans un premier temps, de 1949 à 1956, s'est intéressé aux problèmes de la théorie de la connaissance et au rôle de la théorie politique, et qui dans un deuxième temps s'est attaché à la construction de son cadre conceptuel (1956-1969).

Conséquemment, le premier chapitre porte essentiellement sur le problème de la connaissance scientifique en science politique, sur le problème de l'objectivité, du rapport entre fait et valeur, entre théorie et pratique, entre science pure et science appliquée. Cette approche permettait non seulement de présenter les positions d'Easton, mais aussi de retracer la filiation intellectuelle de la conception « eastonienne » de la connaissance et par ce biais de faire une critique générale du positivisme.

Le deuxième chapitre examine la conception « eastonienne » de la théorie politique en la situant à l'intérieur du débat concernant les qualités scientifiques respectives de la méthode inductive et déductive, et ainsi dans le cadre du débat sur le rôle de la théorie en science politique. Il s'agira dans ce chapitre de montrer que dans la logique positiviste où s'inscrit la conception de la théorie d'Easton, ce sont les valeurs dominantes de la société qui deviennent les critères constitutifs de la théorie.

Dans les deux chapitres suivants nous tentons de mettre en lumière les conséquences épistémologiques de la logique analytique positiviste, fondée sur le principe de l'extériorité, en montrant comment la problématique et les concepts définis par l'analyse systémique sont non pas extérieurs, mais plutôt situés à l'intérieur d'une pratique concrète historiquement située, et qu'en ce sens, ils sont intelligibles en fonction même du projet particulier inhérent à cette pratique : la domination technocratique.

Le troisième chapitre vise donc à décrypter les rapports entre la problématique théorique d'Easton et la problématique sociale concrète des sociétés capitalistes avancées. La cible principale de notre critique sera la conception même du politique chez Easton, ou autrement dit, la spécificité fonctionnelle du système politique, ce qui nous amènera à analyser le problème de la persistance et du changement dans le modèle systémique pour faire apparaître le système de valeurs sous-jacent à la problématique « eastonienne ».

Enfin le dernier chapitre a pour objet d'examiner comment la conception du fonctionnement du système politique présentée par Easton s'articule à la rationalité du fonctionnement des sociétés capitalistes avancées. Dans cette optique, nous mettrons en situation idéologique les postulats de la division du travail, de la spécialisation des tâches, de la hiérarchie et de l'inégalité qui servent de fondements à la définition du fonctionnement du système politique dans la problématique et le cadre conceptuel d'Easton.

Introduction

Le développement de la science politique contemporaine dans son rapport avec l'idéologie

Ce que j'essaie de montrer c'est que la science à cause de sa méthode et de ses concepts a fait le projet d'un univers dans lequel la domination sur la nature est restée liée à une domination sur l'homme et qu'elle a favorisé cet univers.

H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Éd. de Minuit, 1968, p. 189.

Refusons aussi la division de la science et de l'idéologie, la plus pernicieuse de toutes puisque nous la secrétons nous-mêmes.

« Nous sommes en marche », *Esprit*, août-septembre, 1968, p. 29.

[Retour à la table des matières](#)

Le développement de la science politique fut soumis au cours des siècles à de nombreuses vicissitudes. Bien qu'au temps d'Aristote on la considérât comme une science maîtresse, cette discipline n'eut pas toujours par la suite le même prestige et perdit peu à peu sa suprématie. Son évolution fut lente et tortueuse ; ce n'est qu'avec l'apparition de l'État-nation moderne qu'on lui redonna droit de cité et ce n'est qu'au prix de mutations profondes qu'elle put ensuite sortir de l'état de stagnation où elle se trouvait.

Cette renaissance n'est certes pas le fruit du hasard ; elle correspond dans une certaine mesure aux besoins de pacification et de centralisation de la société capitaliste naissante. Hobbes, Locke et plus tard, Montesquieu, Rousseau, Hume et Bentham furent les principaux théoriciens de cette époque de transformation du mode de production et des rapports sociaux. On peut donc rattacher l'essor de la théorie politique au renouveau économique et social engendré par le capitalisme marchand et les débuts de l'industrialisation. Ainsi, la transformation des forces productives a entraîné un développement de la production des connaissances de la nature et de l'homme.

Cette renaissance de la science politique se fit dans le cadre de la philosophie : comme au temps de Platon et d'Aristote, on ne faisait pas de distinction entre l'homo politicus et l'homo economicus, la philosophie englobait toutes les dimensions de la vie en société. La division du travail scientifique n'était pas encore à l'ordre du jour.

Cependant cette situation ne pouvait durer ; à partir du fond commun constitué par la philosophie, on a assisté au XVII^e siècle à un émiettement progressif des objets de connaissance, car la spécialisation des tâches, aussi bien sur le plan matériel qu'intellectuel, était inhérente à la logique du capitalisme et de l'industrialisation. Ce fut l'économie politique qui se détacha la première du champ philosophique sous l'impulsion des travaux d'Adam Smith et plus tard de Ricardo. Ces auteurs, constatant les résultats désastreux de l'action du pouvoir féodal dans le domaine économique, proposèrent de fonder l'économie ou l'échange des biens sur le principe de la libre concurrence.

Cet énoncé théorique n'était pas sans rapport avec la pratique sociale de cette époque et traduisait la montée d'une nouvelle classe. Cette conception du libre échange était liée aux intérêts de la classe bourgeoise. Ainsi l'inadéquation entre l'économie et le pouvoir politique dans les faits s'est traduite par une distinction théorique semblable. L'économie cherche en effet à se présenter comme une discipline autonome, séparée de la politique. C'est donc de ce rapport entre l'économie libérale et le pouvoir politique que sont nées d'une part, la séparation entre économie et politique et, d'autre part, le statut lui-même de la science politique dont la nature et l'objet ont été imposés par le rôle de l'État dans les sociétés libérales naissantes et dans la civilisation industrielle.

Cette division du travail scientifique allait avoir de lourdes conséquences sur le développement des connaissances des phénomènes sociaux. Elle manifeste en premier lieu le rapport d'interdépendance entre la pratique sociale dominante et la pratique théorique. De plus, cette division entre philosophie et économie politique et entre économie et politique faisait perdre à la connaissance sa dimension critique. Et enfin l'étude du tout social perdait sa pertinence dans une situation où les rapports sociaux étaient fragmentés et où chacun était susceptible d'opposer ses intérêts à ceux des autres selon la pratique de la libre concurrence. Ainsi

s'annonçait l'ère de la domination de l'individualisme méthodologique sur les sciences sociales.

Le développement des sciences sociales fondé sur la désaffection à l'égard de la philosophie, l'émiettement de celle-ci et l'apparition de disciplines distinctes (distinction qui sera institutionnalisée par la suite), ne fut pas indépendant du développement des forces productives, provoqué par l'accumulation du capital et la généralisation de la société de marché, ni de celui de l'idéologie libérale, qui fournissait les justifications à l'établissement de ce nouvel ordre social.

Marx fut le premier à saisir d'une façon cohérente cette interaction entre le mode de production capitaliste et la division du travail scientifique :

Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; c'est, au contraire, leur existence sociale qui détermine leur conscience ¹ .

En ce sens, il critique Feuerbach et sa conception de la science de la nature :

... il évoque des secrets qui se dévoilent seulement aux yeux du physicien et du chimiste, mais où en serait la science de la nature sans le commerce et l'industrie ? Même cette science de la nature dite « pure » ne reçoit-elle pas son but et ses matériaux seulement du commerce et de l'industrie, de l'activité matérielle des hommes ² ?

C'est donc la classe qui possède les moyens de la production matérielle, qui dispose des moyens de la production intellectuelle, qui en définit les buts, les sujets d'intérêts et la façon dont ils doivent être traités. Pour appuyer sa thèse, Marx cite l'exemple de la théorie de la séparation des pouvoirs, production intellectuelle qui rendait compte des rapports entre la monarchie, la noblesse et la bourgeoisie qui se disputaient le pouvoir.

L'analyse que fait B. Crick ³ de l'histoire de la science politique américaine confirme l'hypothèse du rapport entre la problématique concrète de la société et le développement de la production des connaissances politiques. Dans cette étude, il montre clairement comment la pratique sociale dominante a déterminé les voies de développement de la science politique américaine. Dès l'origine, nous dit Crick, ce fut la fonction de socialisation et d'intégration qui fut attribuée à la science politique ⁴ . La Guerre civile sera l'occasion de concrétiser cet objectif, car la classe

¹ K. MARX, *Critique de l'économie politique : avant-propos*, dans *Œuvres*, La Pléiade, p. 273.

² K. MARX, F. ENGELS, *Idéologie Allemande*, Paris, Éditions sociales, 1953, p. 36.

³ Bernard CRICK, *The American Science of Politics*, Los Angeles, University of California Press 1967.

⁴ *Ibid.*, p. 3.

dirigeante et victorieuse, c'est-à-dire la bourgeoisie industrielle du Nord, prit conscience de la nécessité de l'éducation politique pour éviter la réapparition de tels conflits et pour reconstruire l'unité nationale¹. Il y aura fondation de 69 collèges immédiatement après la Guerre civile et c'est de cette période que date réellement l'expansion des sciences sociales et de la science politique américaine.

Une autre raison avancée en faveur de l'instauration de départements de science politique dans les universités américaines était la lutte contre l'influence subversive et antinationale des universités européennes sur les étudiants américains qui les fréquentaient et qui revenaient aux États-Unis avec des idées socialistes. J.W. Burgess, qui peut être considéré comme le principal promoteur de la science politique américaine à cette époque, écrivait :

Il est notoire que presque tous les Américains qui ont étudié l'économie politique en Allemagne pendant les dix dernières années, sont revenus dans ce pays avec des tendances plus ou moins prononcées vers le socialisme d'État. On est en train de guérir ce mal en développant des écoles américaines de science politique².

Cette position exprime clairement le rôle idéologique de la science politique qui, à l'origine, fut conçue aux États-Unis pour enrayer la pénétration des idées étrangères pernicieuses, pour lutter contre la diffusion des idées socialistes, pour défendre et propager l'« american way of life ». Les buts affirmés de cette science sont la consolidation du nationalisme, des institutions politiques républicaines et du système capitaliste ainsi que la formation d'une aristocratie qui fournirait des hommes politiques et des administrateurs probes et compétents. La société bourgeoise en voie d'établissement se devait de mobiliser les énergies intellectuelles afin de consolider sa prise du pouvoir ; elle y est parvenue par l'instauration d'un système légal défendant ses intérêts et en mettant en place les institutions juridiques et politiques nécessaires à cette défense.

Une fois détachée de la philosophie et séparée de l'économie, il n'est pas étonnant alors de voir l'avenir de la science politique lié à celui du droit. Ce furent les orientations juridiques, constitutionnalistes et institutionnelles qui s'imposèrent : elles orientèrent les recherches, modelèrent les cadres d'analyse et limitèrent l'objet de la science politique selon les besoins de cette nouvelle classe dirigeante. L'analyse politique fut dès lors confinée au territoire de l'État qui servit de principal concept unificateur de la discipline³.

¹ Il est intéressant de noter qu'en France, l'instauration universitaire de la science politique s'est faite dans les mêmes conditions politiques. En effet, l'École libre des sciences politiques fut fondée après la Commune de Paris pour favoriser la reconstruction de l'unité nationale. En ce sens, le statut universitaire et scientifique attribué à l'étude de la politique n'est pas neutre et autonome par rapport à la pratique sociale concrète.

² *Ibid.*, p. 29.

³ V. WISEMAN, *Politics the Master Science*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969, p. 14.

Cependant, de nouvelles forces sociales étaient apparues sur la scène politique et contestaient l'hégémonie de la bourgeoisie. La stabilité des sociétés industrielles était menacée. L'apparition de tendances monopolistes nécessitait une révision des principes de fonctionnement de la société libérale et de ses institutions.

Un développement des connaissances s'imposait pour faire face à la nouvelle situation.

De fait, il se produisit un élargissement du champ de l'analyse politique incluant les partis, les groupes de pression, le comportement électoral, l'opinion publique, etc. Ainsi, la science politique s'éloignait de plus en plus du concept d'État et de l'étude des institutions.

Sous l'influence de la philosophie pragmatique élaborée par W. James et C.S. Pierce, certains politicologues commencèrent à remettre en question la suprématie de l'approche juridico-institutionnelle. Ils affirment la séparation entre faits et valeurs et fixent comme objectif à la science politique de résoudre des problèmes pratiques.

Il s'agissait alors de purger la pratique scientifique de la théologie, de l'éthique et du patriotisme, afin de la rendre objective et apte à être utilisée pour réaliser des réformes. Il s'agissait de bien connaître les faits pour être en mesure de modifier la réalité (comme, par exemple, le problème de la corruption des fonctionnaires et des politiciens). L'influence de la conception pragmatique de la connaissance permettra le passage à une conception plus scientifique de la méthode d'analyse qui, dans cette nouvelle perspective, devra rester le plus près possible des faits et être inductive, c'est-à-dire trouver par l'observation des faits les lois qui gouvernent la réalité sociale. Cette méthode d'analyse repose sur le postulat selon lequel les faits sont par eux-mêmes sources de connaissance et que la connaissance ainsi obtenue permettra une rationalisation graduelle de la vie politique sans l'intervention arbitraire et extérieure des jugements, c'est-à-dire de la théorie.

Pour ces politicologues, il s'agissait d'être des observateurs objectifs de la pluralité démocratique des groupes de pression. Il n'était pas question de discuter et de critiquer la démocratie pluraliste elle-même, mais simplement de discuter des meilleures méthodes pour étudier ces groupes. Cette nouvelle façon d'aborder la réalité politique s'opposait au formalisme de l'approche institutionnelle. Il ne s'agissait pas d'étudier les institutions, de les évaluer et de les situer dans leur contexte historique, mais plutôt de centrer l'attention sur l'étude des groupes sociaux comme véhicules d'intérêts particuliers et de mettre l'accent sur le caractère dynamique de leurs activités, c'est-à-dire de les décrire dans le processus de leurs interrelations et de leurs conflits.

Ce fut la parution et la diffusion du livre d'A. Bentley, *The Process of Government*, qui amorça l'ère de la révolte contre l'approche institutionnelle. Dans

cet essai, surtout méthodologique, Bentley attaque toutes les théories politiques précédentes parce qu'elles sont métaphysiques, c'est-à-dire fondées sur un type d'explication qui n'est pas lui-même explicable. Dans cette optique, le mesurable devient le critère du significatif ¹. Dès lors, tous les faits ont une signification égale et on ne peut élaborer de théorie scientifique avant de les avoir tous décrit indistinctement. Selon Crick, la science politique de Bentley ne fait que refléter la doctrine américaine de la démocratie :

Bentley accepte clairement tout le climat de l'idéalisme démocratique et de l'optimisme propre à son temps, il est l'exemple évident du pragmatiste qui considère comme allant de soi et naturelle la croyance particulière d'un secteur particulier de la société américaine. Il expose ses arguments en faveur d'une analyse strictement factuelle en se basant sur une préconception rigide de l'harmonie progressive – le processus politique ².

Les tenants de cette nouvelle conception de la science politique s'en prirent surtout à l'aspect spéculatif des travaux des traditionnalistes. Ils leur reprochaient leur manque de systématisation, de précision et leurs biais idéologiques. Ils voulurent, pour pallier ces faiblesses, modeler la science politique sur les sciences de la nature afin d'en faire une science exacte. La science politique se devait de devenir empirique, logique et systématique et rompre radicalement avec les grandes constructions philosophiques du XIX^e siècle ³.

Cette tendance est marquée par deux caractéristiques : la méfiance à l'égard de la théorie et une recherche frénétique de l'objectivité. L'opposition entre traditionnalistes et behavioristes a entraîné une coupure entre la recherche théorique et la recherche empirique, ce qui réduisit énormément l'influence de la théorie politique traditionnelle et aboutit souvent dans les cadres universitaires, à une mise en veilleuse de ces théories au profit d'un empirisme parcellarisant. Wolin estime que cette orientation anti-théorique est une réaction typiquement américaine ⁴. Cette observation renforce l'hypothèse selon laquelle les voies du développement scientifique ne seraient pas autonomes mais plutôt conditionnées par l'environnement culturel ⁵.

¹ A. BENTLEY *The Process of Government*, Chicago, The University of Chicago Press, 1908, p. 200.

² B. CRICK, *op. cit.* p. 124-125.

³ Voir E. MEEHAN, *The Theory and Method of Political Analysis*, Homewood, Ill., The Dorsey Press, 1965, p. 11.

⁴ S. S. WOLIN, « Political Theory as a Vocation », *American Political Science Review*, décembre 1969, p. 1070.

⁵ L'émergence de concept de « behavior » dans le champ des sciences sociales est révélatrice du processus d'interdépendance décrit plus haut entre le développement des forces productives et celui des disciplines intellectuelles. En effet, le nom même de « Behavioral Science » est le produit de la lutte antisocialiste aux États-Unis, car il est apparu à l'occasion d'une discussion au Sénat américain sur la création d'une fondation de recherche en sciences sociales. Comme cette

Cette réaction à l'égard de la théorie s'explique en partie par la volonté de donner un caractère scientifique à la science politique en la situant sur le terrain de l'objectivité et de la neutralité. Cette attitude positiviste n'est pas non plus sans relation avec les événements et la problématique sociale de cette époque¹ : la Première Guerre mondiale, les problèmes posés par une immigration massive, l'industrialisation et l'urbanisation rapide, l'échec de Wilson aux élections de 1919 et l'anti-intellectualisme de la culture dominante. Selon Bernard Crick, cette conception positiviste de la science politique est le fruit d'une désillusion à l'égard de la participation active des politologues américains au processus politique concret. Ainsi, n'ayant pu réussir à réformer la vie politique américaine, ces politologues tel Ch. Merriam, se tournèrent vers la connaissance scientifique en espérant que la science pourra contribuer à transformer la société et à la perfectionner². Pour les tenants de l'approche behavioriste, les décisions politiques doivent être fondées sur le calcul des faits et des opinions ; dans cette optique, la connaissance devient pouvoir, pouvoir de contrôler scientifiquement la société.

La science politique devait non seulement faire reconnaître son statut scientifique dans le cadre des institutions universitaires, mais elle devait aussi tendre à devenir utilitaire, c'est-à-dire montrer que la connaissance du réel social et politique pouvait être utile à la direction de la société. Elle devait persuader le monde de la marchandise de sa valeur.

Pour y arriver, elle devait se défaire des stigmates laissés par son origine philosophique : la spéculation et la critique. Pour ce faire, il s'agissait de s'en tenir à la proposition : le réel est le vrai ; seuls les faits sont d'intérêt scientifique, les faits mesurables, il va sans dire. Cette orientation postulait que les faits étaient purs et qu'il s'agissait de limiter et de contrôler l'intervention des valeurs du chercheur pour arriver à une connaissance exacte des phénomènes sociaux et politiques. Et même si cette surveillance épistémologique était imparfaite, cela n'avait de toute façon aucune importance car la méthode empirique annulait les effets des valeurs du chercheur. C'est du moins ce que prétend Stuart Rice qui publia le premier manuel descriptif des techniques statistiques appliquées aux recherches politiques³. Cet auteur reconnaît qu'il y a toujours des postulats philosophiques dans les recherches scientifiques, mais ajoute-t-il, ces postulats normatifs sont d'égale valeur. Selon Rice, la genèse ou l'origine philosophique d'une proposition ou d'une hypothèse n'a pas d'importance, tout ce qui compte c'est la méthode de vérification de l'hypothèse, méthode qui détermine le caractère scientifique de celle-ci. Ainsi, le biais objectiviste supplante le biais idéologique.

appellation avait des résonnances socialistes aux oreilles de ces sénateurs, on préféra remplacer le concept dangereux de science sociale par celui, plus ambigu, de « Behavioral Science ».

¹ Voir D. WALDO, *Political Science in the United States of America*, Paris, Unesco, 1956, p. 11.

² Voir Bernard CRICK, *op. cit.*, p. 133.

³ Stuart RICE, *Quantitative Methods in politics*, New York, Russell and Russell, 2^e éd., 1969.

Si la connaissance politique devait devenir utile, elle ne devait pas cependant déranger l'ordre social établi, et c'est pour cette raison, selon Bernard Crick et C.W. Mills, que le développement de la science politique, tourné vers l'empirisme et les études de comportements, fut modelé par l'idéologie libérale. Mills remarque à ce propos :

De manière plus diffuse, le libéralisme a également inspiré la sociologie et la science politique. Contrairement à leurs prédécesseurs européens, les sociologues américains se sont toujours efforcés d'aborder un seul détail empirique à la fois, ou un seul problème de milieu. Autrement dit, ils éparpillent volontiers leur attention. Fidèles à « la théorie démocratique du savoir », ils ont postulé que tous les faits sont égaux en principe. Ils ont en outre dit et répété qu'un seul phénomène social a nécessairement une poussière de causes infinies ¹.

C'est ce que Mills nomme « l'empiricité libérale ». L'émiettement des sciences sociales ne correspondait plus à la situation, il ne suffisait plus aux besoins de la pratique sociale dominante dont le maintien exigeait l'utilisation d'une méthode « parcellarisante » et l'émiettement des objets eux-mêmes. Il fallait dès lors, à l'intérieur de la science politique, subdiviser l'objet d'analyse et restreindre le plus possible les -phénomènes à étudier.

Au début des années 50, la science politique fut de nouveau le lieu d'un affrontement au sujet de son orientation et de ses méthodes de recherche :

La dernière révolution [behavioralisme] a à peine été achevée que déjà elle est dépassée par la croissante crise sociale et politique de notre temps. Le poids de cette crise se fait sentir dans notre discipline sous la forme d'un nouveau conflit dans lequel nous nous trouvons maintenant. Ce nouveau et dernier défi est dirigé contre l'orthodoxie behavioraliste qui est en plein essor. J'appellerai ce défi la révolution post-behavioraliste ².

La conception behavioriste de la recherche et des méthodes d'analyse fut remise en question car elle s'était avérée futile et sans prise sur le réel. La pratique sociale et politique dominante de l'après-guerre exigeait de la part des définisseurs de situations une vision dynamique des phénomènes sociaux. Les politicologues ne pouvaient plus se contenter de collectionner des faits, d'accumuler des données, de mener la recherche de façon statique et parcellaire car le « monde réel », lui, accélérait son rythme de développement.

Par rapport aux transformations économiques, politiques et sociales provoquées par la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences : génocides, développement sans précédent de la puissance de destruction, apparition des blocs

¹ C. W. MILLS, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1968, p. 90.

² David EASTON, « The New Revolution in Political Science », *American Political Science Review*, décembre 1969, p. 1051.

antagonistes à l'échelle mondiale, luttes de libération nationale et mouvements de décolonisation, la science politique behavioriste se révélait impuissante et de plus en plus dépassée. Un renouveau théorique s'imposait.

Ainsi, le développement de la science politique ne fut pas indépendant des forces sociales dominantes. Easton reconnaît cette situation lorsqu'il écrit : « Il y a une raison sociale profonde qui explique l'incapacité de la science politique à dépasser ses limites. C'est la proximité de la recherche politique des forces sociales qui déterminent la politique sociale ¹. » Ce fut la réalité elle-même qui obligea les politicologues à entreprendre une démarche critique : c'est-à-dire que le changement historique est responsable de la désuétude de la théorie politique ². On peut donc formuler comme hypothèse que la problématique et les instruments d'analyse de la science politique sont déterminés par les besoins des forces sociales dominantes qui, par diverses techniques de contrôle, freinent le progrès de la production des connaissances afin de désamorcer le potentiel critique possible de ce type d'activité.

C'est en voulant modeler les sciences sociales sur les sciences « pures » de la nature, en souhaitant en faire des disciplines exactes, que le point de vue behavioriste a sclérosé le développement de la science politique. Les adversaires du behaviorisme discréditèrent l'hyperfactualisme de celui-ci en montrant l'échec de la quantification des faits sociaux, la perte de vision de l'ensemble et la stérilité des découvertes. Ils mirent en doute l'aptitude des méthodes empiriques à éclairer l'objet politique à cause de la dissemblance de nature entre le phénomène humain et le phénomène physique et vu la plasticité et la complexité du comportement humain. Ils attirèrent l'attention sur le fait que les attitudes et les motivations sont difficiles à saisir empiriquement, car il y a de nombreux obstacles à la réalisation d'expériences contrôlées, les humains ne constituant pas un objet fini puisqu'ils peuvent adapter sans cesse leurs comportements. Les processus sociaux sont dynamiques, disent-ils encore, de sorte que les généralisations ne peuvent avoir la même pertinence et la même validité que celles des sciences de la nature.

L'orientation behavioriste conduisait à une impasse. Cette crise de la science politique entraîna un vaste débat sur la nature des sciences sociales, le rôle de la théorie, le rapport entre faits et valeurs, la question de l'objectivité ou de la neutralité en science politique. Cet effort de réflexion épistémologique visa surtout à revaloriser la théorie comme instrument de connaissance et à donner une dimension dynamique à l'analyse des processus politiques. L'emploi du concept de processus est significatif à cet égard.

¹ D. EASTON, *The Political System*, New York, A. Knoff, 1953, p. 50.

² T. B. STRONG, "Holds on to your brain", dans P. GREEN et S. LEVINSON *Power and Community*, New York Pantheon Books, Random House, 1970, p. 342.

À notre avis, il est inexact de voir dans ce mouvement de réflexion et de critique une révolution, comme le fait Easton, car il n'y a pas de coupure épistémologique réelle entre les behavioristes et les post-behavioristes. Ces derniers ne cherchent pas à dépasser le mode de connaissance empirique, mais plutôt à en corriger les excès et les insuffisances.

Il s'agissait entre autres choses, de réintroduire progressivement des éléments théoriques dans l'analyse politique afin de faire éclater la problématique étroite dans laquelle le behaviorisme traditionnel avait enfermé la science politique, tout en évitant, bien sûr, de tomber dans les erreurs de spéculation des traditionnalistes de la première vague. Ces cadres de référence, ces appareils conceptuels que l'on voulait mettre en place se devaient cependant d'être neutres. L'illusion de l'objectivité était transposée au niveau conceptuel.

L'empirisme n'inspirait plus le développement des connaissances politiques mais demeurait le seul instrument cautionnant la validité des hypothèses théoriques. C'était le rempart qui devait protéger la science politique contre les assauts de la « divagation », de la spéculation philosophique. Toute la production « scientifique » de cette période troublée du développement de la science politique postule la coupure entre idéologie et science, nie l'existence d'un rapport entre idéologie et théorie.

Cette nouvelle période de la science politique est encore sous l'influence du positivisme : « La relation entre le factuel et le normatif est encore pensée dans les termes du positivisme traditionnel, c'est-à-dire que la relation s'il y en a une s'effectue de la valeur vers le fait et non du fait vers la valeur ¹. » On pose en principe, partout et toujours, une distinction, une séparation entre fait et valeur, entre empirisme et normatif, entre descriptif et « prédictif », entre ce qui est et ce qui doit être. Ainsi, Eulau ² affirme que c'est seulement en conservant la distinction entre faits et valeurs et son corollaire – la séparation des rôles entre théorie et pratique – qu'un homme peut réaliser les valeurs scientifiques et qu'une discipline peut prétendre à la scientificité. Cette conception de la recherche et de la connaissance est même proposée comme antithèse à l'idéologie.

Cette notion de l'objectivité implique aussi une séparation entre le rôle du scientifique et le rôle du citoyen. Eulau affirme à cet égard : « Je ne me suis jamais préoccupé moi-même de savoir si le résultat de mes recherches était critique ou conformiste ; ne confondons pas notre rôle de citoyen responsable avec notre rôle de scientifique ³ ! »

¹ C. TAYLOR, « Neutrality in Political Science », dans LASLETT et RUNCIMAN *Philosophy Politics and Society*, Oxford, Basil Blackwell, 1969.

² Voir H. EULAU, *The Behavioral Persuasion in Politics*, New York, Random House, 1967.

³ Voir J. CHARLESWORTH, *A Design for Political Science*, Philadelphia, 1969, p. 115. Pour une critique de cette position de Eulau voir EUBEN, « Political Science and Political Silence »,

N'est-ce pas là faire preuve d'idéalisme ? Comment ne pas voir dans cette proposition une conception idéologique, c'est-à-dire une vision particulière du monde et des rapports sociaux déterminés par le mode de production capitaliste lui-même ? Le scientifique ne peut être engagé. Est-il alors en dehors du monde, du réel ? Se veut-il un pur esprit ? Comment peut-il être en dehors des préoccupations politiques et sociales de son environnement ? Comment peut-il être indifférent, fermé à ce qui se passe autour de lui ? N'y a-t-il pas inévitablement une influence des phénomènes politiques ou des problèmes contemporains sur les préoccupations scientifiques du chercheur ? Sinon, comment choisirait-il ses objets de recherche et ses méthodes d'analyse ? Quels sont les critères qui fondent sa pratique dite scientifique ? Euben remarque à ce propos : « Il est devenu évident que la prétention à l'objectivité et à la neutralité a été utilisée pour soutenir principalement les conceptions politiques de l'establishment ¹. » Le politologue introduit dans ses formulations théoriques et dans sa démarche empirique une conception implicite de la réalité politique, des besoins humains, des valeurs et des finalités particulières : « Ainsi, toute science, mais en particulier la science politique et tous les scientifiques et en particulier les politicologues doivent être considérés comme dépendants de certains pré-requis politiques et sociaux – ceux associés avec les sociétés démocratiques occidentales ². »

Les « middle range theories ».

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aller plus loin dans cette brève histoire de la science politique contemporaine, il nous semble opportun de nous arrêter sur cette question de la neutralité, de la non-perturbation idéologique des cadres d'analyse, pour voir si, dans les études faites dans ce domaine, on a pu déceler des rapports entre théorie et idéologie.

La critique du behaviorisme traditionnel a entraîné un foisonnement de ce que Merton a appelé les « middle range theories ». À l'aide des travaux de Connolly, Euben et Taylor, nous analyserons ce rapport entre théorie et idéologie, à travers les modèles d'analyse présentés par Dahl, Lipset, Downs et autres.

Selon Connolly, les enquêtes politiques aujourd'hui contiennent beaucoup plus d'idéologies que de théories confirmées empiriquement ³. Pour cet auteur, une idéologie est caractérisée par un ensemble de propositions empiriques qui ne sont

dans D. GREEN and S. LEVINSON, *Power and Community*, New York, Panthéon Books, Random House, 1970, p. 24.

¹ *Ibid.*, p. 27.

² *Ibid.*, p. 30.

³ W. E. CONNOLLY, *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton Press, 1969, p. 49.

pas entièrement vérifiées et qui, pour des raisons pratiques, ne sont pas vérifiables. Ces propositions ont pour fonction d'orienter l'activité politique et de préserver les valeurs et croyances fondamentales d'une formation sociale donnée. Elles tendent donc de façon générale (sous le couvert de la prétention à décrire et à expliquer ce qui est) à privilégier le maintien de l'ordre existant. Pour reprendre la distinction de Mannheim, dans les théories qui sous-tendent les analyses politiques, nous n'avons pas affaire à des idéologies de type particulier mais, plutôt au sens total de l'idéologie. Il s'agit donc de comprendre les schèmes conceptuels comme des produits de la vie collective. Ainsi, pour Mannheim, la pensée humaine naît et fonctionne dans un milieu social défini : « Tout point de vue est particulier à une certaine situation sociale ¹. » De la sorte, toute connaissance est orientée vers un objet quelconque et est influencée, dans son processus, par la nature de cet objet ; la manière d'aborder l'objet en question dépend de la nature et de la position de celui qui connaît. Nous pouvons déduire de cette proposition que les idéologies se manifestent dans la recherche scientifique au niveau des instruments de connaissance : cadres conceptuels, choix et délimitations de l'objet à connaître, etc. :

Mais seuls seront alarmés par cette révélation ceux qui, en proie aux préjugés positivistes d'une génération dépassée, croient encore possible d'être complètement émancipés dans leur pensée de toutes présuppositions ontologiques, métaphysiques ou éthiques. En fait, plus on prend conscience des présuppositions placées à la base de sa pensée, et cela dans l'intérêt de la recherche véritablement empirique, plus il devient apparent que cette procédure empirique (dans les sciences sociales du moins) ne peut être pratiquée que sur la base de certains jugements métémpiriques, ontologiques et métaphysiques ².

Il faut donc mettre en lumière les conséquences de ces présuppositions, faire voir leurs rapports à l'ordre social existant afin que les théories formulées ne constituent pas des obstacles à de nouveaux développements. Il faut admettre que tout point de vue, description et explication d'une réalité est particulier à une certaine situation et il faut chercher, par la critique épistémologique, en quoi consiste cette particularité.

Nous croyons que la distinction entre le vrai et le faux n'est que formelle et en ce sens ne peut pénétrer le rapport théorie – idéologie. Considérée de la sorte, la vérité ne serait qu'approximative, c'est-à-dire relative à une pratique sociale déterminée. Nous rejetons la conception qui affirme que le réel est le vrai et le rationnel ³. Nous trouvons plus exact d'affirmer que la vérité est relative à une

¹ Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, Rivière, 1956, p. 87 et 89.

² *Ibid.*, p. 93. Voir aussi Harold WALSBY, *The Domain of Ideologies : A Study of the Origin, Development and Structure of Ideologies*, Glasgow, W. MacLellan, 1947, p. 142.

³ Voir JAKUBOWSKY, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, EDI, 1971, p. 71 : « L'humanité connaît l'Idée absolue dans la philosophie qui

réalité particulière qui, étant en mouvement, ne peut que se dépasser elle-même. La vérité est une conception de ce qu'est le monde à un moment donné. Cette vision du monde n'existe pas en dehors de l'action humaine laquelle transforme incessamment le monde et sa représentation. *En ce sens, toute vision de la réalité est idéologique lorsqu'elle cherche à figer, à maintenir, à stabiliser un état social particulier.*

Chaque chercheur se situe dans un système à cohérence interne de croyances et de valeurs qui modèlent sa problématique et sa démarche méthodologique. C'est pourquoi nous disons que les finalités et les modalités de l'enquête scientifique procèdent de l'activité humaine et sont déterminées socialement :

Les formulations des politicologues ne sont pas neutres, isolées, elles ne décrivent pas, elles n'expliquent pas simplement les événements politiques, elles sont des produits sociaux qui sont utilisés comme armes dans la lutte des classes. En général, elles ont tendance à servir à l'intégration et à la construction du consensus sans trop questionner son fondement social ¹.

Nos descriptions et nos interprétations socio-politiques sont donc influencées implicitement ou explicitement par le groupe social auquel nous nous adressons et de qui nous attendons des soutiens (financier, moral, mondain, etc.). Il y a un lien très étroit entre le processus social et les développements intellectuels. Vouloir saisir le rapport entre les discours théoriques et l'idéologie, c'est chercher à déceler les liens entre la structure sociale et la production intellectuelle du scientifique.

En ce sens, la définition de la problématique, le cadre conceptuel utilisé pour sélectionner les faits, les expliquer et les interpréter peuvent être considérés comme idéologisés. Dès lors, ces pratiques idéologiques peuvent agir à l'intérieur des pratiques théoriques de différentes façons : soit en célébrant le *statu quo*, soit en le critiquant partiellement, soit en le critiquant radicalement.

Connolly a tenté de clarifier le problème de l'intervention idéologique dans les enquêtes politiques en mettant l'accent sur les interférences causées par le biais pluraliste : « Le but n'est pas d'éliminer les éléments idéologiques de l'enquête politique car c'est impossible dans le contexte actuel et indésirable en général – mais plutôt de trouver les moyens de soumettre la dimension idéologique à un contrôle conscient ². »

Selon lui, c'est dans l'analyse du pouvoir et du processus de prise de décisions que l'on retrouve la plus forte concentration d'éléments idéologiques valorisant le *statu quo*.

devient ainsi Vérité Absolue. Après cela, il n'y a plus de progrès dans le développement de la connaissance. »

¹ W. E. CONNOLLY, *Political science and Ideology*, New York, Atherton Press, 1967, p. 90.

² *Ibid.*, p. 12.

La théorie du pouvoir de Dahl et son contenu idéologique.

[Retour à la table des matières](#)

L'apport de Dahl n'est certes pas négligeable : ses travaux (avec ceux de Lasswell) ont eu en effet beaucoup d'influence sur l'orientation de la science politique. L'approche « décision-making » malgré ses lacunes représentait par la réintroduction d'une démarche analytique où une place était faite à la théorie, un progrès par rapport au behaviorisme traditionnel.

En comparant les théories ou plus exactement les cadres conceptuels de Mills et de Dahl, Connolly montre comment le premier contient des éléments idéologiques critiques, et le second, des éléments idéologiques célébrant au contraire la démocratie à l'américaine et la conception pluraliste du pouvoir. Ni l'une ni l'autre de ces positions ne sont fondées empiriquement. La théorie de l'élite du pouvoir et la théorie du pluralisme sont toutes les deux enracinées dans des interprétations idéologiques de la vie politique américaine. Nous nous limiterons, ici, à décrire rapidement l'analyse et la critique que fait Connolly de la théorie du pouvoir (« arena theory ») de Dahl ¹.

Un autre critique, faisant partie de la jeune école de la science politique américaine, Euben ², a observé que tous les travaux de Dahl reposent sur le postulat du « monde réel » et sur la problématique suivante : quelles sont les conditions suffisantes et nécessaires pour maximiser la démocratie dans le « monde réel » ? Il nous semble que ce que Dahl appelle le « monde réel » n'est qu'une simple interprétation traditionnelle des apparences.

Dahl ne nous dit pas ou ne discute pas ce qu'est le « monde réel ». C'est un présupposé qui fait abstraction de toute la dimension diachronique et qui pose au départ un assentiment à ce qui est, à l'ordre politique et social existant. Autrement dit, on pourrait traduire ce postulat comme suit : quelles sont les conditions suffisantes et nécessaires pour maximiser la démocratie telle qu'elle est définie par le rapport des forces actuelles, c'est-à-dire par la conception que s'en font les groupes dirigeants de la société américaine ? Cette problématique se retrouve plus ou moins explicitement chez de nombreux politicologues américains (Almond entre autres). La remarque d'Euben nous semble d'ailleurs fort pertinente : « Le monde réel devient une métaphysique typiquement américaine ³. »

¹ Cette théorie est aussi critiquée par P. BACHRACH, *The Theory of Democratic Elitism : a critique*, Boston, Little Brown, 1967. Voir aussi P. BACHRACH et BARATZ, "Decisions and non-decisions", *American Political Science Review*, LVII (Sept. 1963), p. 632-642.

² EUBEN, « Political Science and Political Silence », dans P. GREEN et S. LEVINSON, *Power and Community*, New York, Pantheon Books, Random House, 1970.

³ *Ibid.*, p. 19.

Ainsi, considérer que la réalité est neutre en soi favorise la pénétration de l'idéologie dominante dans les théories. Une théorie qui utilise le postulat du « monde réel » et par là modèle son cadre conceptuel sur les principes, les procédures et les modalités de fonctionnement d'un système politique particulier, valorise forcément le *statu quo*. C'est un des aspects normatifs de la théorie de Dahl par lesquels pénètre le biais pluraliste que critique Connolly.

Dans « the arena theory », le pouvoir est considéré comme le produit collectif de la société, comme la somme de toutes les activités coopérantes moins ce qui les limite ou les confronte. Cette conception prend sa source chez J. Locke et son individualisme possessif, chez E. Burke et son conservatisme social et enfin chez J. J. Rousseau et sa démocratie de participation. Cela suppose qu'il y a une pluralité de groupes dans la société, en lutte pour un pouvoir fragmenté, qui, tout en étant en compétition les uns avec les autres pour défendre des intérêts privés, s'accordent néanmoins sur les finalités de la société, sur sa rationalité et sur l'intérêt général.

Dahl décrit ainsi le système politique comme un système de balance du pouvoir, fondé sur une multitude d'intérêts, où sont représentés les groupes actifs de la société. Chaque groupe a accès à l'arène politique et au processus de prise de décisions, chacun impose ses vues et subit les contraintes des autres ; il en résulte un processus d'ajustement des groupes et un équilibre qui n'est possible que par un consensus sur le système de valeurs et sur les règles régissant les conflits. Dès lors, le changement s'effectue par la négociation d'une façon « incrémentale ».

Dahl ayant adopté comme cadre conceptuel les principales propositions de la démocratie libérale, conclut qu'un tel équilibre se retrouve dans le « monde réel » et qu'il n'y a pas d'élite du pouvoir aux U.S.A.¹. Bien sûr, les ressources ne sont pas distribuées également (il ne nous dit pas pourquoi), mais grâce à une main invisible providentielle, ces inégalités ne sont pas cumulatives, de sorte qu'aucun groupe n'a le monopole du pouvoir. Le pouvoir est « polyarchique ». Bourricaud remarque à ce propos :

Ce qui est au centre de cette conception, c'est l'idée d'une pluralité de centres de décisions, capables plus ou moins spontanément de se faire équilibre et imposant aux acteurs la négociation et le compromis comme la seule procédure normale, c'est-à-dire à la fois légitime et efficace pour traiter de leurs litiges².

Ainsi, il y a trois conditions posées aux groupes pour qu'ils aient accès au pouvoir : ils doivent être organisés, actifs et légitimes.

¹ Voir R. DAHL, *Qui gouverne ?* Paris, A. Colin, 1971.

² François BOURRICAUD, « Le modèle polyarchique et les conditions de sa survie », *Revue française de Science politique*, vol. XX, n° 5 (oct. 1970), p. 895.

Ce modèle d'analyse privilégie la liberté formelle telle qu'elle est définie par les valeurs de la démocratie libérale au détriment de la liberté réelle et de l'égalité. Il émane d'une logique formelle qui, en isolant le niveau politique des autres niveaux d'analyse, décrit une partie de la réalité, celle de l'ordre établi, mais pas toute la réalité. C'est ce que Bourricaud dans l'article précité appelle le « paradoxe du modèle polyarchique » qui reflète sur le plan proprement politique le système dualiste, mais qui, sur le plan social ne s'applique pas. « Le fait est que le modèle polyarchique est contesté... par les groupes sociaux qui ne se comportent pas comme il s'attend d'eux qu'ils se comportent ¹. »

Ce type d'analyse voile ainsi les rapports réels qu'il y a entre le mode de production de l'existence, les rapports sociaux de production qui en découlent et les structures politiques. C'est un modèle idéaliste abstrait car il sépare démocratie économique et sociale d'une part et démocratie politique d'autre part. De plus, même à ce dernier niveau, ses postulats idéologiques voilent l'autre visage du pouvoir :

Dahl, de cette manière élimine la possibilité que dans la communauté en question, il y ait un groupe en mesure d'empêcher la contestation sur les questions importantes. De plus, en ignorant la face cachée du pouvoir, Dahl et ceux qui acceptent son approche pluraliste sont incapables de différencier de façon satisfaisante une décision clé d'une simple décision de routine ².

Selon ces auteurs, Dahl, voulant contester les aspects subjectifs de la théorie élitiste du pouvoir, a rejeté comme non réels tous les éléments qui n'étaient pas mesurables ; par là, il introduisit une approche conceptuelle et des postulats qui déterminaient ses conclusions et valorisaient le statu quo.

Connolly résume ainsi les critiques faites au modèle pluraliste :

- 1) Le système dominant empêche certains secteurs de la société de s'engager efficacement dans le processus d'équilibre du pouvoir, mais par contre, il dote d'autres secteurs d'avantages cumulatifs.
- 2) Le processus de l'agrégation des intérêts ignore certains intérêts explicitement partagés par beaucoup de citoyens parce que certains groupes continuellement actifs et légitimes n'arrivent pas à définir ces intérêts comme hautement prioritaires. Cette situation pourrait persister même si chaque citoyen faisait partie d'au moins un groupe politiquement efficace.
- 3) Beaucoup d'intérêts latents – ceux qui pourraient bien toucher de vastes secteurs de la société s'ils étaient articulés publiquement en tant que problèmes, ne sont pas définis ou identifiés clairement par le système-dominant responsable pour le faire.

¹ *Ibid.*, p. 987.

² P. BACHRACH et BARATZ, "Two faces of power", dans CONNOLLY, *The Bias of Pluralism*, p. 56.

- 4) Le travail et les processus de décision à l'intérieur des unités territoriales et fonctionnelles qui sous-tendent le pluralisme moderne ne sont souvent pas propices au développement de la personnalité qui met en valeur la vie de l'individu et permet au système politique d'éviter les effets potentiellement débilissants d'une apathie répandue qui camoufle une hostilité et une rancune latente.
- 5) Les biais du *statu quo* dans le système dominant d'identification des problèmes et de résolution des conflits découragent les efforts à l'intérieur des canaux légitimes pour :
 - 1/ augmenter la participation de groupes exclus dans le processus d'équilibre,
 - 2 et 3/ pour faire entrer dans les arènes politiques les intérêts non-organisés et non-articulés,
 - 4/ pour initier des réformes dans les organisations conçues pour promouvoir le développement de la personnalité¹.

Pour ce critique des modèles pluralistes, les théories de Dahl et de Mills sur le pouvoir sont des interprétations idéologiques de la société américaine, car elles sont fondées sur les valeurs et les croyances dominantes de la formation sociale américaine et en reflètent l'aménagement structurel, que le premier accepte et transpose en cadre conceptuel et que le second critique.

Même si leurs interprétations sont plausibles, elles ne sont pas vérifiables. Mais ces interprétations n'ont pas les mêmes effets quant à l'action ou à la pratique de la théorie. La première implique le maintien des structures sociales et politiques existantes, alors que la seconde conduit à une transformation de ces mêmes structures. Ainsi, le modèle pluraliste n'est pas neutre, car il est le reflet de la structure sociale et politique produite par un mode particulier de production (capitaliste) et il en privilégie le maintien. Il contient un biais idéologique conservateur.

Les concepts de Lipset et leur contenu idéologique.

[Retour à la table des matières](#)

Charles Taylor se propose lui aussi de démystifier la neutralité de la science politique fondée sur la séparation entre le fait et la valeur.² La science politique ne se limite pas à la saisie de faits isolés, atomisés ; sa raison d'être n'est pas de collectionner les faits, mais de les expliquer, et cela, elle ne peut le faire que par l'utilisation de cadres théoriques. Taylor considère que ces théories ne sont pas neutres mais au contraire normatives. Pour donner corps à son hypothèse, il examine et critique le livre de M.S. Lipset, *Political Man*, qui est un essai sur les conditions de la démocratie moderne.

¹ W. E. CONNOLLY, *The Biases of Pluralism*, New York, Atherton Press, 1969, p. 9-10.

² Charles TAYLOR, « Neutrality in political science », dans LASLETT P. et W. G. RUNCIMAN *Philosophy, Politics and Society*, Oxford, Basil Blackwell, 1969, p. 27.

Lipset perçoit les sociétés à partir de deux dimensions : le conflit et le consensus. Il ne considère pas le conflit en lui-même comme négatif « dysfonctionnel » pour la société, car il le définit comme une simple divergence d'intérêt intégrée à l'intérieur d'un consensus plus général. Dans cette optique, le conflit et le consensus sont nécessaires à une démocratie qui se veut stable et saine. Ainsi, pour Lipset, une société démocratique suppose l'organisation de groupes d'intérêts, une lutte pacifique à l'intérieur des règles du jeu (consensus) et la reconnaissance d'un arbitre qui prend la forme d'élections au suffrage universel. À partir de cette conceptualisation, il élabore sa typologie des sociétés : 1° celles où les divisions sont tellement profondes qu'elles ne peuvent être contenues que par la violence, la suppression des libertés et un gouvernement despotique, 2° celles qui sont pacifiques mais oligarchiques, c'est-à-dire où il n'y a qu'une infime minorité qui profite des avantages du pouvoir, 3° et enfin celles où les intérêts divergents sont articulés, où il y a possibilité d'ajustements pacifiques et où se retrouve un haut niveau de libertés individuelles et d'organisation politique.

Selon Taylor, l'analyse que fait Lipset de la démocratie suppose un jugement de valeur implicite qui considère les démocraties stables comme étant meilleures que les oligarchies stables. De plus, la réalité de la démocratie stable a été tellement contestée par la vie politique elle-même qu'on ne sait plus très bien ce que c'est. Ce n'est pas parce qu'il y a un équilibre du pouvoir que la démocratie de type libérale se maintient, c'est parce qu'elle est fondée sur un déséquilibre du pouvoir.

Ce biais idéologique que l'on retrouve chez Lipset provient de sa conception du politique et du pouvoir, qui est le lieu où sont représentés tous les intérêts particuliers. Il ne démontre pas que tous les intérêts sont représentés, car il conditionne l'existence des intérêts à leur existence en tant qu'organisés, articulés. Il fait ainsi abstraction du processus de domination inhérent au pouvoir. Son analyse se limite à l'apparence que se donne le pouvoir produit par le rapport de forces. Lipset adopte en quelque sorte la même démarche que Dahl : il transforme les valeurs dominantes de la démocratie de type libérale en cadre conceptuel prétendument objectif ¹.

Cette démarche le conduit aussi au biais du développement : le système politique démocratique des sociétés économiquement développées est le meilleur, car, prétend-il, il y a une plus grande égalité entre les modes de vie, égalité produite par la création d'une vaste classe moyenne qui, en multipliant les « cross-

¹ À ce sujet, Dusky Lee Smith note : « L'approche de Lipset à l'égard du capitalisme monopoliste assure ceux qui ont une orientation plus sceptique que l'existence de l'économie capitaliste est en elle-même une des six conditions principales de la démocratie ; que l'économie capitaliste est partie constituante du syndrome de la démocratie » (« The Sunshine Boys : Toward a Sociology of Happiness », dans COLFAX et ROACH, *Radical Sociology*, New York, Basic Book, 1971, p. 33).

pressions », apaise les conflits de classes. N'est-ce pas là une vision partielle et partielle de la réalité, et partielle parce que partielle ? Si un certain type de conflit de classes a été réduit, le processus politique moderne observé dans son ensemble, c'est-à-dire relié au processus économique, ne révèle-t-il pas néanmoins la présence d'antagonismes fondamentaux à la fois à l'intérieur d'un système social donné et entre les systèmes eux-mêmes (rapports entre pays développés et pays en voie de développement du sous-développement).

Nous avons essayé de montrer par l'analyse des cadres conceptuels de Dahl et de Lipset que tout cadre théorique secrète une certaine position idéologique. Ils ne sont pas libérés des valeurs dominantes, des partis pris qui donnent un sens à l'existence de la structure d'une formation sociale où ces cadres ont été construits. De plus, il est impossible de faire une distinction entre le cadre explicatif d'une théorie et les jugements de valeur qui le sous-tendent. Il y a un lien très étroit entre les modèles d'analyse proposés par la science politique contemporaine et les conceptions des besoins humains, ce qui introduit un biais dans la saisie des faits et dans leur explication.

En établissant un cadre conceptuel particulier, le théoricien définit en même temps l'éventail des orientations et des politiques possibles. Mais un cadre politique ne peut manquer de contenir une conception même implicite des besoins humains, des désirs et des aspirations ¹.

Le désir de modeler la démarche intellectuelle de la science politique sur celle des sciences de la nature par la recherche de la scientificité fondée sur l'objectivité et la neutralité a eu pour effet de modeler le mode de production des connaissances en science politique sur le mode de production de la vie matérielle (mode capitaliste) et, par là, a transféré au niveau de la pratique théorique les valeurs de la pratique sociale dominante. C'est pourquoi nous pensons qu'il est impossible d'isoler une science de son « encadrement culturel », c'est-à-dire de l'ensemble des rapports sociaux et des valeurs dominantes de la formation sociale où elle s'inscrit.

Ainsi, ce courant, qui se voulait une critique du behaviorisme traditionnel, n'a pas échappé aux pièges du processus de connaissance qu'il se proposait de dépasser. Certes, ses efforts pour réintroduire des éléments théoriques ne sont pas négligeables, mais cela n'a pas entraîné pour autant un changement fondamental dans l'orientation de la discipline. Pour les tenants de ce courant, il s'agissait simplement de renouveler l'outillage conceptuel dépassé du behaviorisme. La direction donnée à la science politique par ces néo-behavioristes la rendit plus cohérente et mieux adaptée aux nouvelles fonctions qu'elle fut appelée à jouer après la Seconde Guerre mondiale, fonctions que Ch. Bay décrit ainsi : « La tâche principale de la science politique en tant que profession est apparemment de louer l'ordre établi, de critiquer les autres systèmes existants et de ridiculiser la

¹ Charles TAYLOR, *op. cit.*, p. 55-56.

pensée politique radicale et utopique ¹. » Fondamentalement, leur mode de pensée n'était pas différent de celui de leurs prédécesseurs. En prenant ingénument les mœurs, les coutumes, les comportements, les relations de pouvoir de leur époque pour la nature des choses, ils contribuèrent à la fondation et à la perpétuation du pouvoir en place. Ainsi, la théorie politique de cette époque décrit moins les possibilités d'une autre politique, que les limites mêmes de la pensée politique imposées par la société existante.

Cette première tentative de rénovation post-behavioriste s'avéra insatisfaisante et poussa les analystes politiques à s'inspirer du développement des disciplines connexes. L'utilisation de l'analogie et de la métaphore est une des constantes du développement de la science politique contemporaine ².

Au début des années 60, on assista à une rénovation post-behavioriste à deux volets : 1° l'approche économique des phénomènes politiques, et 2° l'approche systémique d'inspiration sociologique. Ce renouveau théorique résulta d'un processus d'osmose : les économistes et les sociologues s'étaient tournés vers l'étude des phénomènes politiques, les premiers cherchant à les expliquer par le modèle de l'échange, les seconds voulant intégrer les phénomènes politiques dans une théorie générale en utilisant les concepts de fonction et de système.

La théorie politique d'inspiration économique.

[Retour à la table des matières](#)

Pour décrire cet apport théorique, nous ne retiendrons que la théorie de Downs ³.

Précisons tout d'abord que la science économique à laquelle se réfère Downs, s'alimente surtout aux sources de la théorie néo-classique dont la démarche était on ne peut plus déductive. Ainsi, pour Downs, contrairement aux ultra-empiristes, si les conclusions de la théorie concordent avec les faits, les énoncés de base qui guidaient la démarche théorique des chercheurs peuvent être acceptés. En d'autres mots, ce qui retient l'intérêt des économistes positivistes, ce sont les qualités « prédictives » de la théorie. Dès lors, selon eux, axiomes et postulats n'infirmant pas la légitimité de telle ou telle théorie ⁴.

Grâce à l'introduction de cette conception du processus de production des connaissances, soit la méthode déductive, la théorie prend une place plus

¹ C. BAY, "The Cheerful Science of Dismal Politics", dans Th. ROSZAK *The Dissenting Academy*, Pelican Book, Random House, 1968, p. 183.

² Voir D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, New York, Prentice Hall, 1965, p. 2.

³ A. DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Brothers, 1957.

⁴ *Ibid.*, p. 21.

importante dans la démarche intellectuelle des analystes politiques. Son rôle est pleinement revalorisé. Elle guide, c'est le radar de la connaissance politique. Elle construit et délimite ses objets d'étude et, pour ce faire, elle utilise explicitement des jugements de valeur. Mitchell remarque à cet égard :

Selon cette vision du politique, les économistes mettent l'emphase sur le choix rationnel de l'individu ou des organisations lorsqu'ils sont engagés dans différents types d'échanges, soit entre eux, soit avec les partis politiques et le gouvernement dans la poursuite de leurs intérêts subjectifs ¹.

Ainsi, la politique est conçue essentiellement comme un phénomène d'échange qui n'est pas différent de l'échange économique ; elle est une marchandise au même titre que les biens matériels.

Le premier axiome sur lequel repose la théorie de Downs est celui de l'égoïsme inhérent à la nature humaine. Cette manière dite égoïste d'être, de penser et d'agir fut d'abord énoncée par J. C. Calhoun ; Downs en a retenu le paragraphe suivant :

Cette constitution de notre nature qui nous fait sentir plus intensément ce qui nous affecte directement que ce qui nous affecte indirectement à travers les autres, conduit nécessairement aux conflits entre individus. En conséquence, chacun fait plus attention à sa propre sécurité à son propre bonheur qu'à celui des autres et lorsqu'il y a conflit, il est plus prêt à sacrifier les intérêts des autres que les siens propres ².

Voilà donc, selon Downs, l'hypothèse qui doit guider notre compréhension et notre analyse du comportement des hommes. L'intérêt personnel constitue à ses yeux la pierre angulaire de toute analyse positive. Mais avant même de collectionner les faits, la démarche théorique s'avère ici déductive ; on se préoccupe peu de savoir si les études antérieures ont fait ressortir clairement ce caractère dominant, on passe au plus court, on pose un axiome.

On peut déjà déceler le trait idéologique de cet axiome. En effet, l'individu représente ici l'unité analytique de base, ce qui implique évidemment que c'est la libre concurrence entre les intérêts individuels qui constitue le fondement même de la démocratie. Il n'est pas difficile de découvrir l'origine intellectuelle de cet axiome, à savoir l'individualisme possessif tel que défini par les théories de Hobbes et Locke. Cela n'est pas non plus sans conséquences sur le plan théorique, car ce modèle entraîne de sérieuses limitations : en effet il ne peut être appliqué aux systèmes qui reposent sur des principes et un mode de production différents du

¹ W. C. MITCHELL, "The Shape of Political Theory to Come", dans LIPSET, *Politics and the Social Science*, New York, Oxford University Press, 1969, p. 105.

² J. C. CALHOUN, *Disquisition on Government, Public Opinion and Propaganda*, ed., KATZ, CARTWRIGHT, FLDERSVELD and LEE, New York, The Driden Press, 1954 p. 15, cité par DOWNS, *op. cit.*, p. 27.

sien. Il en résulte une exclusion du champ théorique des systèmes politiques fondés sur un mode de production de la vie matérielle autre que capitaliste.

Ayant érigé en axiome le dogme fondamental de la pensée libérale, c'est-à-dire ayant évité de démontrer que l'intérêt personnel égoïste anime le comportement des hommes, Downs énonce un second axiome : « les individus agissent rationnellement ». L'homo politicus est un être de pure rationalité. Dans ce modèle, par exemple, le comportement de l'électeur est assimilé au comportement du consommateur et celui du politicien à celui du producteur de sorte que les gouvernants ne recherchent pas le bien-être des citoyens, mais les suffrages des électeurs. A. Etzioni critique le modèle de Downs et son postulat de l'homme rationnel car, dit-il, les conclusions de ce modèle seraient tout autres si elles étaient produites par le postulat inverse ¹. Dès lors, ce modèle ne peut avoir de portée universelle car le postulat qui le détermine exclut une partie de la réalité.

Ce second axiome, considéré par Downs comme nécessaire à l'édification de la théorie, est présenté sous un angle bien précis. Le concept de rationalité est défini de la même façon que la rationalité économique capitaliste : ce n'est pas au niveau des buts, mais au niveau des moyens choisis par l'agent pour atteindre ces buts, que sera déterminé si un « agent » s'est comporté rationnellement ou non. Downs croit écarter les jugements de valeur en limitant l'application du critère de rationalité aux moyens choisis pour atteindre certaines fins et en se refusant à faire porter la rationalité sur les fins elles-mêmes.

La théorie ne dit rien quant à l'évaluation des conséquences car elle stipule que c'est à l'individu qu'il revient de le faire en fonction de ses intérêts personnels. La fin de l'action n'est pas intéressante, l'attention de la théorie doit plutôt être tournée vers les moyens utilisés pour y arriver. La rationalité se trouve donc posée dans l'adéquation du moyen à la fin et non dans la fin elle-même qui relève du domaine privé. La science a, par conséquent, un caractère instrumental, car en connaissant les variables qui sous-tendent l'action, on pourra espérer être en mesure de prévoir ses effets et de les contrôler ². En procédant ainsi, Downs ne fait que camoufler à l'intérieur de la théorie les valeurs dominantes de la société. La nature même de ses axiomes réintroduit dans son modèle d'analyse et dans ses conclusions le biais idéologique qu'il se proposait d'ignorer au départ.

Downs justifie sa démarche par la méthode déductive qui fonde la validité des hypothèses sur leur conformité à la réalité. Mais quel est le critère permettant d'établir cette conformité ? C'est, répond Downs, au niveau de la vérification qu'interviennent les critères de vérité et d'erreur. À notre avis, cela n'empêche nullement les éléments idéologiques d'intervenir dans le processus de la

¹ A. ETZIONI, *The Active Society*, New York, The Free Press, 1968, p. 267.

² A. GOUDLNER estime que cette approche est liée à la culture bourgeoise utilitariste. Voir *The Coming Crisis of Western Sociology*, London, Heinemann, 1971, p. 69.

connaissance, car l'expérimentation est elle-même conditionnée par l'axiomatique de la théorie qui la sous-tend.

Ainsi, le recours à l'analogie économique pour analyser les phénomènes de la démocratie et de l'élection entraîne une idéologisation de la connaissance du processus politique. C'est ce parti pris qui inspire le choix des phénomènes à analyser. Les postulats posés au départ ont pour effet de rejeter hors du champ de l'analyse tout ce qui contredit la réalité de ces présupposés. Dès lors, les conclusions de l'expérimentation sont données par la nature et le contenu des postulats eux-mêmes. Une telle démarche ne fait que décrire la conception dominante du processus politique et masquer la nature même de la réalité, soit l'existence des classes sociales. Les postulats de Downs déterminent dans le sens pluraliste son analyse de la réalité politique et reflètent les valeurs dominantes de l'idéologie libérale.

Ainsi, selon Downs, la concurrence que se livrent les groupes pour prendre le pouvoir est parfaite. Il conçoit la démocratie comme un système où les chances sont les mêmes pour tous, où tous peuvent avoir accès à l'information et où il appartient à l'initiative de chacun de promouvoir ses intérêts personnels. Il présuppose que le processus démocratique baigne dans le magma du laissez-faire et que la concurrence entre les intérêts divergents est libre.

Ce qui est erroné dans la théorie pluraliste-démocratique, ce n'est pas l'accent mis sur la compétition, mais bien plutôt l'affirmation (qui demeure souvent implicite) que les principaux « intérêts » organisés de ces sociétés – notamment le capital et le travail – s'affrontent à armes à peu près égales ; partant, qu'aucun d'entre eux n'est à même d'acquérir un avantage décisif et permanent dans ce processus de compétition. C'est là que l'idéologie s'en mêle, pour transformer l'observation en mythe ¹.

Ce que Downs propose comme modèle d'analyse ne constitue en fait que les principes de la démocratie formelle. Toujours dans cette même optique, il croit aussi en un « fair play » : les groupes déjà organisés utilisant le pouvoir politique pour promouvoir leurs intérêts respectent les règles du jeu, ils n'interviennent pas pour faire obstruction à la montée de groupes d'intérêts susceptibles de remettre en question leur statut de groupe dominant. Donc, une des conséquences des postulats de Downs, est l'impuissance de la théorie à saisir des phénomènes tel : la situation de monopole et l'utilisation de la répression comme mode de gouvernement. Les 25 propositions que Downs présente dans le dernier chapitre d'*An Economic Theory of Democracy* peuvent être en tout ou en partie contredites empiriquement, car elles ne recouvrent que la réalité de la vision de l'idéologie démo libérale.

Downs laisse ainsi en dehors du champ de sa problématique les phénomènes de la concentration des ressources et de la répression. Pourtant, la logique de la

¹ Ralph MILIBAND, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Maspéro, 1973, p. 165.

maximisation des intérêts par les partis implique que ceux-ci, une fois l'accès au pouvoir réalisé, essaieront d'empêcher les autres groupes d'intérêts de remettre en question leur situation de groupe dirigeant et chercheront ainsi à se maintenir au pouvoir. Downs ne peut tenir compte de cette situation, son axiome de départ supposant que les intérêts ne sont pas divergents ; fondamentalement et qu'il n'y a pas de conflits quant à la rationalité des fins mais seulement quant à la rationalité des moyens pour atteindre l'harmonie sociale.

Le postulat de la maximisation des intérêts contredit la logique même de l'édifice théorique construit par l'analogie économique, à moins, bien sûr, de nier qu'il y a un seuil où il devient impossible à d'autres intérêts de contester radicalement ceux qui sont en place, et de refuser de voir le phénomène de la concentration des ressources et du pouvoir. Un tel refus constitue une vision idyllique du pouvoir, basée sur un angélisme théorique.

En effet, l'accès au « marché » n'est pas libre : ceux qui se sont déjà taillés une place défendent leurs intérêts en imposant leurs conditions aux nouveaux venus et en utilisant le pouvoir déjà acquis pour mieux contrôler et filtrer les voies d'accès. À cet égard, les questions de l'accessibilité à l'information et de la diffusion de celle-ci sont significatives. Les règles du jeu favorisent ceux qui sont déjà en place et qui ont tout intérêt à ce que le rapport de forces ne soit pas modifié. La compétition est donc déloyale, imparfaite, l'accès au pouvoir est contrôlé et la concurrence entre les divers groupes d'intérêts est inégale de sorte qu'il est plus facile à certains groupes d'intérêts de maximiser leurs prétentions qu'à d'autres.

De plus, une analyse de la démocratie qui se limite aux processus électoraux risque de passer à côté de la nature fondamentale des régimes politiques des sociétés capitalistes avancées. L'élection n'est qu'une miette de la réalité politique et on peut même se demander si elle n'est pas qu'un épiphénomène de la gouverne collective.

Dans les sociétés politiques dites démocratiques, le phénomène de la concentration des ressources politiques au profit de groupes d'intérêts particuliers a comme corollaire l'intervention répressive de ces groupes en vue de protéger leur situation. À cet égard, il semble que l'évolution des sociétés occidentales se fasse à l'encontre des postulats de Downs, car le libre jeu des intérêts est perturbé par l'emploi de plus en plus fréquent de la répression violente et non violente (d'action et de dissuasion) comme moyen d'assurer une stabilité et un équilibre favorables aux intérêts dominants.

La théorie de Downs implique que le jeu des intérêts privés, en lutte pour le pouvoir, s'effectue sans entrave et que tous ceux qui sont conscients de leurs intérêts peuvent s'organiser en vue de prendre le pouvoir (ou d'y participer minoritairement) et de satisfaire leurs revendications. Mais cet idéal ne se retrouve pas dans la réalité, car le système démocratique a un seuil de tolérance. La

compétition y est faite sur des bases inégales, elle doit s'effectuer à l'intérieur de règles et d'institutions précises, définies par le groupe social dominant qui légitime par là son autorité et légalise les moyens qu'il utilise pour sauvegarder sa position, c'est-à-dire la violence juridique, policière et militaire. Le système n'est tolérant que dans la Mesure où les groupes en lutte acceptent de ne pas transgresser les normes et le cadre de liberté permise, c'est-à-dire dans la mesure où leur opposition est partielle et ne contredit pas les fondements mêmes de la démocratie de type libérale. Mais dépassé un certain seuil, le poids de la tolérance devient insoutenable pour le système et les intérêts dominants qui le fondent, de sorte que la tolérance pure ¹ se transforme en tolérance de la répression.

La conception de l'élection, comme lieu du libre jeu des intérêts privés, semble être une mystification idéologique, résultat de l'emploi d'axiomes et de valeurs issus de l'analogie économique. Downs se sert des valeurs proposées par le système économique capitaliste (offre, demande, échange, équilibre, libre concurrence, profit, etc.) pour thématiser sa perception du système politique démocratique. Sa démarche nous confirme l'adéquation qui existe entre les valeurs proposées par le capitalisme et celles proposées par la démocratie libérale.

À notre avis, cette démarche ne nous permet pas de dépasser le niveau des valeurs proposées, de saisir et d'expliquer le pourquoi de la réalité politique, car elle refuse de prendre en considération le pourquoi des choses. Une théorie ne peut pas être que « prédictive », elle doit être explicative, capable de saisir la causalité des phénomènes politiques et ainsi être critique à l'égard de la réalité.

Par sa démarche, Downs croyait écarter les jugements de valeur et échapper ainsi à l'évaluation des fins politiques. Mais ce qu'il réussit à écarter, c'est une certaine partie de la réalité elle-même. En fait, comme nous l'avons déjà fait remarquer, son modèle d'analyse ne fait que camoufler, à l'intérieur de la théorie, les valeurs dominantes de la société. Le biais idéologique est réintroduit par la nature des axiomes et l'analogie qu'il utilise.

Cette critique, de l'approche économique des phénomènes politiques n'est que partielle, mais elle nous a permis d'une part de démasquer quelques conséquences inhérentes à l'utilisation des concepts de l'économie capitaliste et, d'autre part, d'articuler le processus par lequel la production des connaissances est conditionnée par le mode de production sous-jacent.

¹ Voir Herbert MARCUSE, *Critique de la tolérance pure*, Paris, J. Didier, 1968.

L'approche fonctionnaliste.

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement au développement de l'analyse économique des phénomènes politiques, d'autres chercheurs se tournèrent vers la sociologie où l'orientation fonctionnaliste semblait avoir été fructueuse, surtout à la suite des travaux de Parsons et de ce que Mills appelle les « suprêmes théories ». « Chez ceux que j'appelle les suprêmes théoriciens, les conceptions sont devenues d'authentiques concepts ¹. »

Après l'anthropologie et la sociologie, ce fut la science politique qui adopta ce modèle. Le fonctionnalisme était attrayant car il répondait à certaines insatisfactions laissées par les précédents modes d'analyse de la science politique. Il était non institutionnel et on le considérait comme scientifique puisque ses racines remontaient à la biologie où il avait permis une systématisation nécessaire au développement de cette discipline. De plus, c'était un instrument d'analyse qui possédait un outillage conceptuel perfectionné, donc plus en mesure de cerner la réalité politique. Il répondait, pensait-on, à plusieurs besoins de la science politique, car il permettait d'analyser l'activité politique non institutionnelle. Il réduisait les jugements de valeur et fournissait une base conceptuelle homogène permettant de faire des études comparatives. (Cet aspect fut largement développé par G. Almond.)

Il n'est pas dans notre intention de passer en revue toute la littérature portant sur ce courant sociologique, ni d'exposer de façon systématique les principales thèses de cette orientation : celles-ci ayant fortement influencé le modèle d'analyse que nous nous proposons d'étudier par la suite, l'analyse systémique ; nous reviendrons donc nécessairement sur les principaux concepts de ce type d'analyse. Nous nous contenterons pour l'instant d'esquisser la problématique sous-jacente à cette « suprême théorie » ainsi que les critiques qui lui ont été faites ².

L'objet de ce modèle d'analyse est de répondre à la question suivante : à quelle condition l'ordre social est-il possible ? Ses adeptes posent comme point de départ l'existence d'un système social. Mais quelle est l'histoire de ce système social ? Comment a-t-il été produit ? Comment s'inscrit-il dans le processus historique ? Ces préoccupations sont triviales et non nécessaires, nous disent les fonctionnalistes, car il a existé partout et toujours des ensembles humains. Ces

¹ C. W. MILLS, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1968, p. 27.

² Pour une critique exhaustive du biais idéologique du modèle de Parsons, voir A. GOULDNER, *The Coming Crisis of Western Sociology*, London, Heinemann, 1971. Voir aussi J. M. VINCENT, « De Hegel à Parsons », *Homme et Société*, n° 23, (1972), n° 23, p. 41-51 ; Serge JONAS, « Parsons ou le roi nu », *Homme et Société*, n° 1 (juillet-août-septembre 1966), p. 55-65.

ensembles sont définis par eux comme un système social où les individus agissent les uns sur les autres en partageant un ensemble de normes communes.

Ainsi, l'analyse peut montrer l'existence de régularités sociales, stables et durables (structurelles) et donc observables. À ces régularités, est par conséquent sous-jacent un équilibre social produit par les régulateurs : la socialisation et le contrôle social qui forment l'individu par l'intériorisation des normes du système et qui produisent une autodiscipline permettant l'ajustement, l'intégration dans le système social et le maintien de celui-ci. C'est donc grâce aux fonctions de socialisation et d'intégration que l'ordre est possible dans le système social ¹.

Bien sûr, cette description est grossière, mais elle a l'avantage de rendre claires les formulations souvent sophistiquées et ténébreuses de ce modèle d'analyse dont les « maîtres-concepts » sont : le système, la fonction et la « dysfonction », l'intégration, l'équilibre, le rôle, l'harmonie sociale, etc.

Les principaux postulats à la base de ce modèle d'analyse sont les suivants 1° les sociétés doivent être vues comme des systèmes de parties interreliées, 2° donc, la causalité est multiple, 3° même si l'intégration n'est jamais parfaite, les systèmes sociaux sont fondamentalement dans un état d'équilibre dynamique. Le système tend vers une stabilité, résultant de l'action des mécanismes d'ajustement et de contrôle social ; 4° les « dysfonctions », les tensions et les déviations existent et peuvent durer longtemps, mais, à long terme, elles tendent à se résorber. En d'autres mots, même si l'équilibre et l'intégration parfaite ne sont jamais réalisés, les systèmes sociaux tendent vers cet objectif. 5° Le changement se manifeste généralement par des ajustements graduels, d'une façon croissante, et non par des mouvements brusques et violents. 6° Les changements croissants proviennent de trois sources : a) l'ajustement du système aux changements exogènes, b) l'accroissement de la différenciation structurelle et fonctionnelle, et c) les innovations des membres du groupe à l'intérieur de la société. Enfin, le facteur le plus important pour l'intégration sociale réside dans le consensus au niveau des valeurs. Ces valeurs sont perçues comme des buts et des principes que la plupart des membres d'un système social donné acceptent et considèrent comme désirables. Le système de valeurs n'est pas seulement la source d'intégration la plus profonde et la plus importante, mais il est aussi l'élément le plus stable du système social ².

L'utilisation de la métaphore et de l'analogie semble être une constante dans le développement des sciences sociales en général et de la science politique en particulier. Le fonctionnalisme et l'analyse systémique sont des sous-produits de la

¹ C'est la version moderne de la problématique « hobbesienne » ; voir Talcott PARSONS, *the Social System*, New York, The Free Press, 1951, p. 36-37.

² Voir C. VAN DER BERGHE, "Dialectic and Functionalism : Toward a Theoretical Synthesis", *American Sociological Review*, vol. 28, n° 5 (octobre 1963), p. 695-705.

théorie organiciste et de la physiologie homéostatique. Ces modèles cherchent des identités formelles entre divers types de systèmes allant de la cellule, de l'individu, du petit groupe, de l'espèce jusqu'à la société ¹.

Les critiques du fonctionnalisme font ressortir les dangers de malentendus inhérents à la terminologie empruntée aux sciences de la nature. Des expressions comme « a la fonction de », « rencontre le besoin de », utilisées très largement par ce modèle d'analyse, ne posent pas de difficultés lorsqu'elles sont employées dans l'étude des phénomènes de la nature ; cependant, elles n'ont pas la même limpidité lorsqu'il s'agit de décrire des relations causales concernant les rapports humains, car elles sont alors chargées de valeurs que l'observateur lui-même endosse en tant que membre de la société. Ainsi, le concept de fonction est souvent chargé de valeurs. Fonction veut souvent dire but ou cause finale et fonctionnel ou dysfonctionnelle peuvent être traduits par approuvé ou désapprouvé ².

Cette approche favorise entre autres, le *statu quo* : « Ce biais de la stabilité peut être détecté même dans les théories systémiques qui favorisent un équilibre dynamique parce qu'elles ne tiennent pas compte d'un élément qui fait des systèmes politiques non pas de simples analogies mais des systèmes existentiels : la conscience humaine ³. » Nous reviendrons sur cette question lorsque nous analyserons plus spécifiquement le modèle d'analyse d'Easton.

Ainsi, le fonctionnalisme a surtout été mis au pilori à cause de son aspect conservateur : on lui a reproché d'insister plus sur la dimension de stabilité que sur celle du changement et, ce faisant, de mettre ses efforts théoriques au service de l'ordre établi. Gouldner écrit à ce sujet :

Par conséquent, le fonctionnalisme parsonien est fondé sur une expérience de classe qui n'incite pas à se concentrer sur le passé et qui ne désire pas que le futur soit radicalement différent. Ses motifs sont fondamentalement conservateurs, ils veulent plus mais plus de la même chose ⁴.

La tendance conservatrice se manifeste surtout lorsque ce type d'analyse est confronté à des problèmes de développement et de conflits.

Le, modèle fonctionnaliste est souvent présenté comme relativement scientifique parce que, dit-on, il n'est pas coloré de jugements moraux. Jones critique cette assertion en disant que toute activité politique est une activité à très

¹ J. GREGOR, "Political Science and the Use of Functional Analysis", *American Political Science Review*, n° 2, (1968), p. 426.

² Voir K. DAVIS, "The Myth of Functional Analysis", *American Sociological Review*, décembre 1959, p. 766.

³ H. J. SPIRO, "An Evaluation of Systems Theories", in CHARLESWORTH *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967, p. 173.

⁴ Alvin GOULDNER, *op. cit.*, p. 157.

fort contenu moral et que ce contenu doit être jugé. Pour étayer son affirmation, il montre comment cette méthode d'analyse a été marquée par la vision « organiciste » du monde et il conclut que toute l'idée du fonctionnalisme implique une éthique conservatrice ¹.

Selon Gunder Frank ², cette méthode d'investigation n'est pas neutre car, dit-il, d'une manière générale, les fonctionnalistes évitent l'étude globale d'une société et lorsqu'ils l'abordent, c'est d'une façon abstraite, en prenant la théorie fonctionnaliste comme point de départ. Les fonctionnalistes font donc un examen parcellaire de la société, ils ne considèrent que des miettes de la réalité sociale. Ils ne cherchent pas à expliquer l'ensemble, mais plutôt le fonctionnement des parties de l'ensemble. Ils ne cherchent pas à expliquer, à analyser, à prévoir l'apparition et la disparition d'un système ; au contraire, ils considèrent la structure sociale existante comme allant de soi. Ils se limitent à l'explication d'institutions particulières, en se référant à leurs fonctions dans le système. Ils ne demandent à l'ensemble que d'expliquer ses parties, ses éléments. Ils ne posent pas de question sur l'ensemble lui-même, ils ne se demandent pas pourquoi, ni comment le système existe, ni d'où il est issu.

Ce modèle d'analyse postule d'abord que le système est maintenu par certaines fonctions, et il se propose ensuite de montrer qu'un certain système est maintenu par ces fonctions. Ainsi, il ne prend en considération que ce qu'il définit abstraitement, de sorte qu'il ne peut trouver autre chose que ce qu'il met dans le système, que ce qu'il considère comme pertinent. Sa prise sur la réalité ne se fait qu'au niveau de la constatation des effets ; ses explications laissent de côté et obscurcissent le pourquoi des choses. Dès lors, c'est la fonction qui explique la fonction. On pose qu'un tel phénomène a une fonction et c'est par cette fonction que l'on explique son existence dans le système. On peut qualifier cette procédure de circulaire. Pour montrer cet aspect tautologique du fonctionnalisme, A. Grosser dit : « Si on constate que l'opium fait dormir, dire qu'il a une vertu dormitive n'explique rien ³. »

C'est dans cette perspective que l'analyse fonctionnelle aborde la question du développement et du changement. C'est en enfermant la définition du changement dans une logique particulière que les fonctionnalistes introduisent un biais idéologique dans leurs travaux.

En effet, théoriquement, ils rejettent toute tendance à la désintégration à long terme parce qu'ils posent comme nécessaire l'existence d'une intégration sociale dans tous les systèmes sociaux : « L'élimination magique du conflit et les

¹ Ray E. JONES, *The Functional Analysis of Politics*, London, Routledge and Kegan Paul, 1967.

² André GUNDER FRANK, *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro, 1970, p. 84-95.

³ A. GROSSER, *L'explication politique*, Paris, A. Colin, 1972, p. 29.

merveilles de l'harmonie interdisent à cette théorie « systématique et générale » toute incursion dans le domaine des changements sociaux, c'est-à-dire de l'histoire ¹. »

L'analyse fonctionnelle intègre le conflit dans son cadre théorique, mais ne lui reconnaît pas une fonction de désintégration. Au contraire, ce modèle définit le conflit comme une fonction nécessaire au maintien du système, car il lui permet de s'adapter aux tensions internes et externes ².

Les fonctionnalistes excluent ainsi du champ théorique la possibilité qu'il y ait des conflits à caractère total, irréductible (ex. le conflit de classes). Pour eux, le conflit est partiel et doit être résolu par la négociation, la conciliation, le compromis. Ils ont une vision « incrémentaliste » du changement qui repose sur deux postulats idéologiques : il y a un consensus dans et envers le système et ce système est en état d'équilibre : en d'autres termes, le système repose sur le pluralisme, il peut satisfaire tous les intérêts contenus dans une formation sociale. L'analyse fonctionnaliste ne prouve pas empiriquement ses postulats qui sont en fait le produit de sa méthode.

Les éléments changent, le tout est stable ; voilà un paradoxe qui résume la conception fonctionnaliste du changement. Ainsi, l'analyse fonctionnaliste de la transformation sociale, écrit Gunder Frank, « se fonde sur la notion de choix social équilibrant entre les alternatives variables, mais limitées, posées par la structure sociale existante et sur la transformation sociale cyclique et équilibrante qui en résulte dans le cadre de cette structure sociale invariable et stable ³ ».

Dans l'analyse fonctionnaliste, il n'y a donc pas de place pour les types de conflits qui porteraient en eux la destruction du système lui-même et qui seraient le résultat des contradictions *internes* du système. Les fonctionnalistes admettent un tel type de conflit, mais ils le considèrent uniquement comme le résultat de contradictions *externes*. La cause de la désintégration d'un système ne peut provenir que de l'environnement. L'ennemi n'est qu'à l'extérieur. On voit tout le profit que peut tirer d'une telle conception le groupe social dominant d'une formation sociale donnée. C'est principalement pour cette raison que le modèle fonctionnaliste a été critiqué : on lui reproche son conservatisme, son option en faveur du *statu quo* social et, conséquemment, son impuissance à saisir le processus historique dans toute sa complexité.

¹ C. W. MILLS, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1968, p. 48.

² L. COSER, *The Function of Social Conflict*, New York, The Free Press, 1956, décrit bien cette conception du conflit.

³ André GUNDER FRANK, *op. cit.*, p. 94.

Conclusion.

[Retour à la table des matières](#)

Ce bref rappel du développement de la science politique contemporaine nous a permis de soulever certains problèmes majeurs que rencontrent toutes les études effectuées dans le secteur des sciences humaines : recherche de l'objectivité par la séparation entre le fait et la valeur, formation d'un appareil conceptuel restreint ou plus vaste, rôle et importance donnés à la théorie, méthode inductive ou déductive, etc. Ces questions ne sont pas nouvelles et si elles sont encore à l'ordre du jour, c'est qu'elles camouflent un problème plus fondamental qui est celui du rapport entre le mode de production des connaissances et le mode de production de la vie matérielle.

Chaque discours théorique fait appel à la prétention scientifique comme label de qualité, créateur de valeur. Cette recherche/justification du Graal de la scientificité ne recouvre en fait que le produit d'une pratique sociale déterminée qui intervient dans le mode de production des connaissances qui permet à l'homme d'agir sur la nature et sur les autres hommes. Ainsi, l'histoire de la science ne serait que le reflet, que le double de l'histoire des conflits de l'homme avec la nature et des hommes entre eux.

Nous avons donc tenté de mettre en lumière la pénétration des valeurs, la « perturbation idéologique » qui affecte tout effort de connaissance de la réalité sociale et politique. C'est d'ailleurs par cette critique des valeurs, du contenu idéologique ou normatif des cadres conceptuels et « des théories d'analyse, que se fonde le processus de développement des connaissances et que s'est faite « l'histoire » de la science politique contemporaine. Nous avons essayé, en décrivant les différentes phases de développement de la science politique contemporaine, de déceler le rapport entre la science politique et l'idéologie, de montrer que les valeurs dominantes d'une formation sociale donnée s'infiltraient dans la problématique scientifique et en déterminaient l'orientation. Cette infiltration se manifeste en fournissant d'abord une grille de sélection quant aux objets à étudier (en fonction des besoins du groupe socialement dominant) et en calquant le mode d'analyse sur les procédures et la logique des structures sociales établies.

De ce fait, nous contestons la prétention à la neutralité des sciences sociales en général et de la science politique en particulier. Au contraire, nous considérons comme plausible l'hypothèse suivante : le processus de production des connaissances n'est pas indépendant du processus de production de la vie matérielle.

Cette proposition concernant le rapport entre théorie et idéologie fut d'abord énoncée par Marx, lorsqu'il écrivit dans *l'Idéologie Allemande* :

Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle ¹...

Cette idée fut reprise et développée par Gramsci pour qui toute sociologie présuppose une philosophie, une conception du monde dont elle est un fragment ².

Ainsi, les valeurs, les normes, les visions du monde et de ses finalités qui fondent le procès de production de la vie matérielle et sociale, c'est-à-dire le rapport de l'homme à la nature et des hommes entre eux, conditionnent le processus de production des connaissances, c'est-à-dire la production des instruments avec lesquels l'esprit humain conçoit et interprète ses propres activités. Donc, le rapport entre la science et l'idéologie n'en est pas un de rupture mais bien d'articulation.

De cette proposition, émerge le problème de la coupure épistémologique. Althusser, s'inspirant des travaux de G. Bachelard tenta de formuler une théorie de la pratique théorique scientifique. Voici la thèse qui sous-tend cette théorie : « Dans sa forme la plus générale, la pratique théorique ne comprend pas seulement la pratique théorique scientifique, mais également la pratique théorique pré-scientifique, c'est-à-dire idéologique ³. » Il affirme que dans l'histoire des sciences, il n'y a pas de science nue, de pratique théorique pure qui serait préservée des menaces de l'idéalisme, c'est-à-dire des idéologies. Il distingue donc deux moments dans l'histoire des sciences : le préscientifique et le scientifique, séparés par la fameuse coupure épistémologique. « La pratique théorique d'une science se

¹ K. MARX et Fr. ENGELS, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1966, p. 74.

² A. GRAMSCI, *Œuvres choisies*, Paris, Éditions sociales, 1959, p. 128 : « La sociologie est donc une tentative pour découvrir « expérimentalement » les lois d'évolution de la société humaine de façon à « prévoir » l'avenir avec la même certitude que celle avec laquelle on prévoit qu'à partir d'un gland se développera un chêne. L'évolutionnisme vulgaire est à la base de la sociologie qui ne peut connaître le principe dialectique avec le passage de la quantité à la qualité, passage qui trouble toute évolution et toute loi d'uniformité entendues dans un sens vulgairement évolutionniste. De toute façon, toute sociologie présuppose une philosophie une conception du monde dont elle est un fragment subordonné. »

³ Louis ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, Maspéro, 1965, p. 168.

distingue toujours nettement de la pratique théorique idéologique de sa préhistoire¹. » Pour Althusser, il s'agit de lutter contre les obstacles épistémologiques, de défendre la pratique théorique scientifique contre l'idéologie qui l'assiège. Il pose donc une démarcation nette entre théorie et idéologie. Par la surveillance épistémologique, il veut discerner ce qui est vraiment scientifique de ce qui est idéologique. Selon lui, la pratique théorique peut et doit se défaire du voile idéologique. Il semble vouloir créer deux sphères distinctes : la science et l'idéologie. Par là, il rejoint, à partir d'une analyse pourtant différente, les tenants de l'objectivité et de la séparation en dernière instance de la théorie et de l'idéologie.

La thèse althussérienne, malgré sa richesse théorique, laissa beaucoup de chercheurs insatisfaits, car si elle reconnaissait, par le concept de rupture épistémologique, un moment idéologique dans la pratique théorique scientifique, elle postulait aussi en même temps la possibilité d'une science purifiée des scories idéologiques.

Dès lors, il s'avéra nécessaire de penser non seulement la rupture mais encore l'articulation entre pratique scientifique et pratique idéologique. À la thèse althussérienne qui, en dernière instance, postule partout et toujours une coupure absolue entre science et idéologie, Jacques Rancière oppose la thèse de l'articulation de la science et de l'idéologie et dénonce l'effet mystificateur du principe de la coupure épistémologique². Selon lui, l'opposition idéologie/science se limite à répéter la dichotomie classique de la métaphysique, elle trace une ligne de démarcation imaginaire qui n'a d'autre cause ni d'autre raison que l'oubli de la lutte des classes. Cette thèse soutient qu'il n'y a pas d'idéologie qui soit l'Autre de la science et inversement. L'université, par exemple, n'enseigne pas la science dans la pureté mythique de son essence mais un découpage de connaissances scientifiques articulées comme objet de savoir. La transmission des connaissances scientifiques ne se déduit pas du concept de science, elle fait partie des formes d'appropriation du savoir qui, comme telles, sont des formes d'appropriation de classe.

Ce qui revient à dire que le rapport entre la science et l'idéologie n'en pas un de rupture mais d'articulation. L'idéologie dominante n'est pas l'autre ténébreux de la luminosité scientifique ; c'est l'espace où s'inscrivent les connaissances scientifiques et où ces dernières sont articulées comme des éléments du savoir d'une formation sociale. Ainsi, dans toute pratique scientifique, il y a toujours de l'idéologie. Cette thèse n'est en fait que le corollaire d'une thèse plus générale qui pose que, dans toutes les formations sociales connues, les idéologies sont des conditions d'existence de toute pratique.

¹ *Ibid.*, p. 168.

² Voir Jacques RANCIÈRE. « Sur la théorie de l'idéologie – Politique d'Althusser », dans *L'Homme et la Société*, n° 27 (1973), p. 31-63.

Nous nous proposons, dans les chapitres qui suivent, de confronter cette hypothèse à l'analyse systémique qui est, selon Almond et Wiseman, le dernier maillon du développement de la science politique contemporaine. Après le déclin de la philosophie politique et son émiettement, après la lutte méthodologique entre les traditionnalistes (constitutionnalistes et institutionnalistes) et les behavioristes, lutte suivie par la domination de l'empirisme et de l'hyperfactualisme, domination contestée par les néo-behavioristes et la réapparition des cadres théoriques (entre autres le fonctionnalisme), Easton propose une approche théorique des phénomènes politiques qui se veut empirique et générale.

Nous examinerons donc, dans les chapitres qui suivent, sa conception du processus de production des connaissances politiques, sa conception de la théorie politique et le modèle d'analyse qu'il propose, afin de voir si notre hypothèse se vérifie et si l'on peut repérer des éléments idéologiques dans son discours théorique.

Chapitre premier

La conception eastonienne de la théorie de la connaissance

... l'originalité de toute pensée théorique est relative à certains traits structurels de la société où cette théorie prend corps.

J. MARKIEWCZ, « Sur Ossowski », *Homme et Société*, n° 23 (janvier-février-mars 1972), p. 201.

[Retour à la table des matières](#)

Avant de présenter une analyse critique de l'œuvre théorique de David Easton, il nous faut discuter deux aspects fondamentaux qui sont les piliers de l'analyse systémique : l'épistémologie d'Easton et sa conception de la théorie politique. Ces aspects – théorie cognitive et théorie politique – impliquant nécessairement une vision du monde, se révèlent fort pertinents quant à la saisie du rapport entre théorie et idéologie. C'est pourquoi les deux premiers chapitres seront consacrés à leur élucidation.

Dans ce chapitre, nous reprendrons ce cheminement de la science politique d'un autre point de vue, en nous attachant à l'analyse des conceptions de la théorie de la connaissance qui ont guidé le développement de la science politique. Nous tenterons ainsi de retracer les origines intellectuelles de l'analyse systémique et de clarifier les positions d'Easton sur différentes questions : la nature du fait social, la séparation entre fait et valeur, l'objectivité, le rapport entre théorie et pratique, la conception de la méthode scientifique etc. Cette perspective nous permettra de préciser la problématique du rapport entre théorie et idéologie.

Le développement de la science politique pourrait être caractérisé de dialectique, car ce champ du savoir social reçut son impulsion d'un type de théorie intimement liée à la philosophie et qui fut féconde pour la pratique sociale du XVIII^e siècle. L'orientation que les politicologues d'aujourd'hui qualifient de philosophiques, spéculatives et non-scientifiques, furent en leur temps des modèles théoriques qui animèrent les luttes politiques et sociales suscitées par le développement du capitalisme et de l'idéologie libérale en voie de devenir dominante. Ces théories influencèrent le développement de ce qu'on appelle la civilisation occidentale et la modernité.

Nous voulons surtout souligner ici le rapport étroit qui existait entre ces théories politiques et la pratique sociale de leur époque¹. Ces théories constituaient une rationalisation et une justification de la montée d'une nouvelle classe sociale. Elles ont de la sorte orienté la transformation de l'ordre social existant et en ce sens, nous pouvons dire qu'elles étaient progressistes.

Dans cette phase initiale du développement de la science politique contemporaine, la théorie sociale et politique était liée au réel : il n'y avait pas de coupure entre théorie et pratique et, comme telle, la théorie servait la politique de la classe sociale révolutionnaire de l'époque, la bourgeoisie. En ce sens, théorie et idéologie se confondaient. Le rôle de la pratique cognitive n'était pas seulement de comprendre le monde mais aussi d'aider à sa transformation.

Cette conception de la connaissance et de la théorie fut par la suite niée et rejetée par l'école positiviste :

Le terme « positif » tel qu'employé par Comte dans sa philosophie positive était explicitement polémique et conçu comme une arme idéologique pour combattre l'héritage philosophique du Siècle des lumières et de la Révolution. Les principes critiques et destructifs de la philosophie négative allaient être discrédités et répudiés de sorte qu'ils pourraient être remplacés par les principes affirmatifs et constructifs de la philosophie positive².

¹ Ce rapport étroit entre la pratique sociale et la théorie politique se retrouve chez Locke. François Duchesneau souligne ainsi ce phénomène : « La philosophie de Locke n'est pas une philosophie purement spéculative. Elle est directement issue de préoccupations pratiques et vise à la solution de problèmes pratiques » (« John Locke », dans François CHÂTELET, *Les Lumières*, Paris, Hachette, coll. Histoire de la philosophie, tome 4, 1972, p. 19).

² I. ZEITLIN, *Ideology and the Development of Sociological Theory*, N. J. Prentice Hall, 1968, p. 70. A. Comte définit ainsi le sens du mot positif : « ...le mot positif désigne le réel par opposition au chimérique... Il faut enfin remarquer spécialement une cinquième application moins usitée que les autres quoique d'ailleurs pareillement universelle, quand on emploie le mot positif comme le contraire de négatif » (*Discours sur l'esprit positif*, Paris, 1844, tome 2, p. 92-95).

Celle-ci voulait reléguer aux oubliettes le rôle critique et dynamique de la théorie sociale et politique en voulant dissocier d'une part, théorie et pratique et, d'autre part théorie et idéologie.

Cette antithèse donna naissance à un système intellectuel qui conditionne encore aujourd'hui les modes de raisonnement et par conséquent le mode de production des connaissances. Il s'agit donc ici d'expliquer le pourquoi de cette orientation où le vrai est le scientifique et où le scientifique est l'empirique. Cette perspective intellectuelle fractionna la philosophie en une multitude de champs de connaissances et restreignit le concept de connaissance à la saisie de faits fractionnés mettant ainsi la théorie, c'est-à-dire la saisie du tout à l'arrière-plan. On se proposait ainsi de développer une connaissance neutre, objective, où il serait possible d'établir une démarcation entre l'idéologique et le scientifique. En fait, nous verrons que cette conception procède d'une pratique de la théorie qui est idéologique. Pour ce, nous nous contenterons de reprendre l'analyse critique que A. Gouldner ¹ a faite de la sociologie positive et d'en faire ressortir les éléments pertinents à notre problématique.

La théorie positiviste de la connaissance.

[Retour à la table des matières](#)

L'émergence de la sociologie positiviste ne peut être comprise que si elle est mise en rapport avec les problèmes auxquels faisait face la bourgeoisie française pendant la Restauration ². La terreur et le jacobinisme d'un côté, les forces réactionnaires de l'autre, menaçaient le nouvel ordre bourgeois. La nouvelle classe dominante ne pouvait se contenter de conquérir le pouvoir politique, encore devait-elle le conserver, faire reconnaître ses valeurs comme universelles, et enfin stabiliser le nouvel ordre social toujours agité par les revendications populaires. Elle y parvint en s'alliant, sur le plan politique, à la classe féodale en décomposition qui servait à la fois d'appui et de paravent à la bourgeoisie. Les termes de la problématique sociale de la classe dominante de l'époque qui voulait établir et stabiliser son pouvoir étaient : freiner le changement, maintenir l'ordre, enrayer les perturbations sociales, réduire les conflits, assurer la persistance du système, intégrer les forces sociales contestataires, les réprimer au besoin, créer un nouveau système de valeurs et de normes sociales conformes à la nature du nouvel ordre. Un tel programme nécessitait une rationalisation que se chargea de réaliser le positivisme.

¹ A. GOULDNER, *The Coming Crisis of Western Sociology*, London, Heinemann, 1971.

² C'est la thèse que soutient A. GOULDNER, *op. cit.*, p. 94-112. Voir aussi à ce sujet Jean LACROIX, *La Sociologie d'Auguste Comte*, Paris, P.U.F., 1961, p. 2.

L'étude de la société, et spécialement la nécessité d'une méthode scientifique, neutre, pour étudier la société est née d'un effort pour trouver une alternative apolitique aux conflits politiques portant sur le caractère fondamental de la société ¹.

La prétention à la connaissance objective, exempte de valeurs, résulte de l'échec de la classe bourgeoise à présenter une image cohérente du nouvel ordre social. Elle est la conséquence de la crise politique et sociale de la Restauration. A. Gouldner considère que la sociologie positiviste fut suscitée par le besoin d'une vision du monde capable non seulement de remplacer les valeurs et les idées trop dangereuses de la Révolution française, mais aussi de jouer un rôle positif dans la construction et le maintien d'un nouvel ordre social. Le positivisme est donc l'expression et la rationalisation d'un système de valeurs, crainte de conflits, désir de paix sociale et recherche de la sécurité qui reflète les préoccupations d'un ordre social qui cherche à se consolider.

La conception positiviste de la production des connaissances est idéologique car elle est la rationalisation de la réaction aux théories politiques, et sociales développées par les « philosophes » et concrétisées partiellement ou totalement par la Révolution française. La bourgeoisie une fois au pouvoir ne pouvait tolérer la perpétuation d'un mode de connaissance axé sur la saisie de la totalité, car les théories formulées devenaient alors des critiques « négatives » de la pratique du nouvel ordre social. Il fallait dès lors désamorcer le potentiel critique de la connaissance de la société et le remplacer par une attitude positive à l'égard du nouvel ordre social. C'est ce nouvel esprit scientifique positiviste que développèrent Comte, Weber, Durkheim, Parsons, et qui constitue le substrat intellectuel des sciences sociales universitaires actuelles. C'est à ce courant intellectuel que l'on doit rattacher Easton, même s'il lui oppose quelques critiques. Cette relation sera plus longuement expliquée lorsque sera abordée l'analyse de la problématique eastonienne : la persistance du système politique.

Il nous faut maintenant dégager les conséquences de l'émergence du positivisme sur la conception de la théorie.

Pour les penseurs positivistes marqués par les avatars de la Restauration et par les difficultés qu'éprouvait la bourgeoisie à consolider son pouvoir, il s'agissait surtout de fonder un mode de, connaissance qui se limite à la représentation de la réalité et qui n'intervienne pas directement dans la pratique politique par une critique de cette réalité. C'est le sens qu'il faut donner à cette recherche de l'objectivité : le désir d'une connaissance séparée de l'action, non engagée dans la transformation de la réalité, une connaissance qui, par conséquent, est produite par une séparation entre la théorie et la pratique, séparation considérée par les positivistes comme la cause générale du perfectionnement de l'activité

¹ *Ibid.*, p. 101.

intellectuelle : « ...puisque plus on est enfoncé dans la pratique moins on doit voir juste sur la théorie ¹. »

Dès lors, la théorie devient contemplative ; son rôle est de représenter le monde réel et non de le critiquer. Ainsi, la conséquence majeure de l'émergence du positivisme fut d'expulser les éléments critiques du mode de production des connaissances. Le rôle de la théorie se limitait à structurer les éléments de connaissance : classer les faits, montrer les liens qui les unissent, les interpréter sans faire intervenir les jugements de valeur. Cette conception de la théorie suppose une objectivité rendue possible par la séparation de l'objet étudié et du sujet étudiant. L'objet connu n'agit pas sur le connaisseur et, inversement, ce dernier ne doit pas intervenir sur le monde réel. Il y a un rapport d'indifférence entre l'objet et le sujet. La connaissance est conçue comme une activité passive. Dans cette optique, le rôle de la théorie politique consiste à décrire et à expliquer la réalité politique. C'est de cette conception que nous viennent les distinctions entre théorie positive et théorie normative, entre jugements de valeur et jugements de fait, ou, pour employer les termes mêmes d'Easton, l'opposition entre « value theory » et « causal theory » à laquelle il accorde tout son intérêt.

Pour les positivistes, il s'agissait surtout d'exclure du domaine scientifique les théories normatives que l'un d'eux, Bertrand de Jouvenel, définit comme étant des théories qui ont pour tâche de confronter la société politique à partir de certaines normes ou valeurs posées *a priori*. Il cite à titre d'exemple les œuvres de Hobbes et Rousseau ² qu'il qualifie de savant déiste. C'est donc la dimension critique qui est mise en question par la conception positiviste de la connaissance.

Pour le fondateur de ce courant intellectuel ³, la société est en crise et une réorganisation sociale s'impose. Pour Auguste Comte, la source de tous les maux n'est pas dans la nature de l'infrastructure économique ou dans les institutions politiques, mais plutôt au niveau des idées et des valeurs morales. C'est donc elles que la réorganisation doit d'abord viser :

Ils savent surtout que la grande crise politique et morale des sociétés actuelles tient, en dernière analyse, à l'anarchie intellectuelle. Notre mal le plus grave consiste, en effet, dans cette profonde divergence qui existe maintenant entre tous les esprits relativement à toutes les maximes fondamentales dont la fixité est la première

¹ A. COMTE, *La Science sociale*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1972, p. 46.

² Bertrand JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Gallimard, 1963, p. 56.

³ Il faut cependant noter ici que la doctrine d'Auguste Comte est ambiguë et contient plusieurs éléments incompatibles avec les stéréotypes généralement acceptés comme propres à la philosophie positive, et que par conséquent, la paternité qu'on lui attribue peut être contestable. En effet, selon Kolakowski, le père réel du positivisme serait D. Hume (voir *Positivist Philosophy*, Harmondsworth, Pelican, 1972, p. 50-60). Marcuse pour sa part estime que c'est St-Simon qui inaugure le positivisme (voir *Raison et Révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 387).

condition d'un véritable ordre social. Tant que les intelligences intellectuelles n'auront pas adhéré par un assentiment unanime à un certain nombre d'idées générales capables de former une doctrine sociale commune, on ne peut se dissimuler que l'état des nations restera, de toute nécessité, essentiellement révolutionnaire, malgré tous les palliatifs politiques qui pourront être adoptés, et ne comportera réellement que des institutions provisoires ¹.

Dans cette perspective, ce n'est pas la base matérielle de la société qui doit être réorganisée mais ses fondements spirituels.

Pour ce faire, il suffit de proposer une philosophie capable de remplacer la philosophie révolutionnaire du Siècle des Lumières fondée sur la raison critique, c'est-à-dire qui cherche à transformer la réalité. Si à l'époque féodale, la raison critique était nécessaire au renversement de la domination clérico-féodale, au moment où la classe bourgeoise devient elle-même dominante, l'esprit critique ne peut plus être toléré car il devient alors une menace pour le nouvel ordre établi. Ainsi, le rôle de l'activité intellectuelle et scientifique ne doit plus être de critiquer la réalité mais plutôt de la faire accepter et même de participer à sa construction en adoptant une attitude de soumission positive à son égard.

L'objectif du positivisme est bien d'exclure la critique comme mode pertinent de connaissance. En effet, Comte, en énonçant sa loi de l'évolution intellectuelle de l'humanité, définit l'esprit critique comme caractéristique de la pensée métaphysique, état transitoire entre la pensée théologique et la pensée positive. Ce mode de connaissance sera dépassé par ce qu'il appelle le mode positif ou la philosophie positive qui, elle, sera complète, universelle, définitive et éternelle ².

Pour Comte, la pensée critique est propre à une « évolution mentale, individuelle ou collective entre l'enfance et la maturité ³... » et elle ne saurait avoir droit de cité à l'intérieur de la pensée positive qui vise essentiellement la subordination de l'imagination à l'observation et l'appréciation systématique du présent afin de prévoir le futur et ce, en se fondant sur le dogme général de l'invariabilité des lois qu'elle propose.

Comme l'ont montré Gouldner et Zeitlin le positivisme est une idéologie au sens étroit du terme dont le contenu est la rationalisation d'un ordre social qui cherche à maintenir sa domination et à la justifier ⁴. C'est un courant intellectuel qui cherche à donner une autorité morale à l'Humanité. Dès lors, pour Comte, les hommes doivent abandonner l'idée de révolution comme moyen d'améliorer leurs

¹ A. COMTE, *op. cit.*, p. 83.

² Voir L. KOLAWOSKI, *op. cit.*, p. 83.

³ Auguste COMTE, *op. cit.*, p. 230.

⁴ « ... l'école positive tend, d'un côté, à consolider tous les pouvoirs actuels chez leurs possesseurs quelconques, et de l'autre à leur imposer des obligations morales de plus en plus conformes aux vrais besoins des peuples » (Auguste COMTE, *Discours sur l'esprit positif*, tome 2, p. 203).

conditions d'existence, car, désormais : « Pour la nouvelle philosophie l'ordre constitue sans cesse la condition fondamentale du progrès et réciproquement le progrès devient le but nécessaire de l'ordre ¹. »

Ainsi, chez Comte, on trouve une déification du progrès qui se transforme en loi universelle, indépendante de la volonté rationnelle des individus². Les lois régissant les processus sociaux et économiques sont objectives au même titre que les lois de la nature formulées par la physique ; elles sont des nécessités naturelles qui, de ce fait, paralysent toute pratique sociale qui veut changer le système en place. En calquant les sciences de l'homme sur le modèle des sciences de la nature, Comte réussit à expulser la raison critique de la sphère de la pratique théorique et scientifique.

Il n'appartient plus dès lors, à l'homme de transformer le cours de sa propre histoire. Il doit se résigner et acquiescer à ces lois sociales invariables qui prophétisent un développement transcendant. Le progrès sera inexorable si l'homme se soumet à cette raison, immanente à l'ordre social existant, car désormais, les lois du progrès font partie des mécanismes de l'ordre établi. C'est cet ordre qui constitue la norme de la vérité et est la source d'une évolution graduelle, faite de changements partiels, excluant ainsi du champ des possibilités la nécessité de rupture, de négation totale ou de destruction. « Le progrès est un ordre, il est évolution et non révolution... Le développement historique se réduit à une évolution harmonieuse de l'ordre social selon des lois naturelles immuables ³. »

La philosophie positive a pour mission d'affirmer l'ordre établi contre ceux qui prétendent vouloir le nier. Elle est pour Marcuse l'idéologie salvatrice de l'ordre établi :

La philosophie positive constitue une réaction consciente, particulièrement hargneuse en Allemagne, contre les tendances critiques et destructrices du rationalisme des Lumières en France et en Allemagne ⁴.

Plus loin, Marcuse précise son analyse :

Elle aboutit à la défense idéologique de la société bourgeoise et bien plus, contient le germe d'une justification philosophique de l'autoritarisme ⁵.

¹ A. COMTE, *Cours de philosophie positive*, Paris, éd. Garnier, 1926, tome 2, p. 141-142.

² « La philosophie théologique et la philosophie métaphysique ne dominent plus maintenant que dans le système des études sociales : c'est de ce dernier domaine qu'il s'agit enfin de les exclure ; ce qui doit surtout résulter de la conception fondamentale du mouvement social comme soumis nécessairement à d'invariables lois naturelles, au lieu d'être régi par des volontés quelconques » (A. COMTE, *Cours de philosophie positive*, 4^e éd., Paris, 1887, vol. IV, p. 267).

³ H. MARCUSE, *Raison et Révolution*, Paris, éd. de Minuit, 1968, p. 399-400.

⁴ *Ibid.*, p. 373.

⁵ *Ibid.*, p. 390.

En développant une théorie sociale qui mettait l'emphasis sur l'intégration sociale, la résignation¹, l'harmonie et la stabilité, la philosophie positive avait comme objectif ultime de détourner la menace d'un conflit qui apparaissait à l'horizon de l'histoire : l'émergence du prolétariat et sa capacité, par la lutte des classes, de renverser la domination de la bourgeoisie. Or il fallait à tout prix empêcher une autre révolution, car dans l'esprit positiviste, le progrès résulte de la réconciliation des tendances conflictuelles, réconciliation rendu possible par l'éducation de toutes les classes de la société. Ainsi, chacun trouve la place qui lui convient dans la nouvelle hiérarchie sociale et se résigne à son sort. Par là, la science positive de la société entend consacrer l'établissement de la nouvelle classe dominante et maintenir l'ordre social grâce à la prohibition de la raison critique.

La conception positiviste de la théorie doit donc être reliée à la pratique sociale dominante et, en ce sens, elle n'est pas moins idéologique que la théorie critique des Philosophes qu'elle se proposait de dépasser. En effet, comme nous l'avons souligné brièvement, cette conception de la théorie n'est pas indépendante d'un contexte historique et d'un rapport particulier entre forces sociales, celui de l'établissement de l'ordre social bourgeois dont elle reflète la problématique. Elle n'est pas, par conséquent exempte d'une vision particulière du monde ; elle n'est pas non plus indifférente au processus de luttes sociales qui conditionne sa problématique et, enfin, elle contient certaines contradictions qui nous permettent d'entrevoir sa nature idéologique. Entre autres, elle accorde aux faits une neutralité qu'ils n'ont pas. (Par exemple, l'État est un fait, mais est-ce un phénomène politique neutre ? Nous en doutons.) De plus, des valeurs interviennent dans la sélection des faits, dans leur organisation et leur interprétation.

Cette distinction formelle fait/valeur propre au positivisme est mystificatrice car, dans la pratique, la conception positiviste de la connaissance ne soustrait pas la production des connaissances à l'influence des valeurs dominantes de la société ; elle réussit tout simplement à camoufler un peu plus, sous des apparences d'objectivité et de neutralité, la pénétration de l'idéologie dominante. La coupure qu'elle propose entre le scientifique et l'idéologique n'est que formelle. En éliminant la dimension critique de la production des connaissances politiques, le point de vue positiviste permet l'infiltration des normes et des valeurs dominantes dans les théories politiques. Cette orientation confère ainsi le titre de « lois scientifiques » à des phénomènes sociaux et politiques qui sont en fait le produit de l'état des rapports de forces dans une formation sociale particulière. Elle

¹ « Le positivisme tend puissamment par sa nature à consolider l'ordre public, par le développement d'une sage résignation... Il ne peut évidemment exister de vraie résignation, c'est-à-dire de disposition permanente à supporter avec constance et sans aucun espoir de compensation quelconque, des maux inévitables, que par suite d'un profond sentiment des lois invariables qui régissent tous les divers genres de phénomènes naturels. C'est donc exclusivement à la philosophie positive que se rapporte une telle disposition à quelque sujet, qu'elle s'applique, et, par conséquent, à l'égard aussi des maux politiques » (A. COMTE, *Cours de philosophie positive*, Paris, 1887, tome IV, p. 100).

propose de prendre comme théorie les mécanismes de fonctionnement d'un ordre social donné. Même si elle parvient jusqu'à un certain point à restreindre l'intervention des valeurs du chercheur en reproduisant au plan cognitif l'aliénation produite par la division de travail et le mode de production capitaliste, elle laisse de toutes façons pénétrer dans le champ théorique les valeurs dominantes de la société. On comprend dès lors pourquoi la théorie produite par la conception positiviste n'est pas très critique à l'égard du *statu quo* et qu'elle tend à être conformiste.

Il va de soi que ce positivisme rigide n'est plus de mise dans les milieux prétendument scientifiques, mais nous croyons qu'il était bon de rappeler les origines de ce courant de pensée qui fournit encore les fondements intellectuels à la science sociale universitaire et qui modèle encore les procédures de recherche.

Il faut aussi noter que la tradition intellectuelle qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui montre bien que l'objectif premier du positivisme a été atteint : la théorie politique n'est plus conçue en fonction de la critique et de la transformation concrète du monde ; elle se contente de décrire, de comprendre et d'expliquer ce qui est, en évitant de présenter d'autres choix possibles.

On peut donc dire que l'émergence de la conception positiviste de la production des connaissances eut pour conséquence de séparer la théorie politique de la philosophie politique par l'établissement d'une distinction formelle entre jugements de valeur et jugements de fait¹. Une fois hors du champ d'influence de la philosophie traditionnelle, le concept de théorie politique se modifia et un nouveau rôle lui fut attribué. D'élément moteur de la production des connaissances, la théorie politique devint un instrument secondaire. En plus de perdre sa dimension critique, la théorie politique se vit dépouillée de son rôle directeur dans les recherches sur les activités sociales et politiques. Désormais, il appartiendrait aux faits dans leur pureté existentielle, dans leur virginité normative, de diriger le processus de production des connaissances.

¹ Cette conception d'une coupure entre philosophie politique et science politique est largement répandue dans les sciences sociales. À titre d'exemple, citons Isaak qui dit à ce sujet : « La distinction entre science politique et philosophie politique repose sur une distinction plus fondamentale entre faits et valeurs » (*Scope and Methods of Political Science*, Homewood, III., The Dorsey Press, 1969, p. 8).

Critique eastonienne de la science politique.

[Retour à la table des matières](#)

Afin de mieux comprendre la pensée d'Easton, nous devons situer au départ sa démarche théorique dans le contexte intellectuel de l'après-guerre.

L'œuvre théorique d'Easton débute par une critique épistémologique de la science politique de l'après-guerre qui est, selon lui, caractérisée par deux phénomènes : l'hyperfactualisme et le pessimisme à l'égard de l'utilité des théories dans la production des connaissances. Il développe cette critique dans un volumineux ouvrage, *The Political System*, où contrairement à ce que laisse entendre le titre, l'auteur insiste surtout sur la critique de l'orthodoxie behavioriste et où il essaie de convaincre ses lecteurs de la nécessité de cadres conceptuels en science politique. Sa démarche est donc avant tout une réaction face à un courant intellectuel qui boudait la théorie. Dans cet ouvrage, il insiste sur la nécessité d'axer les recherches sur les problèmes sociaux « importants » et d'adopter une perspective dynamique et non plus statique. Il souhaite que les recherches politiques s'orientent vers l'étude du changement. Sa marche vise donc à rénover la science politique traditionnelle qui s'enlisait dans la stérilité et l'insignifiance.

Mais pour bien les comprendre, la désuétude de la science politique dominée par l'esprit behavioriste et la critique qu'en fait Easton doivent être situées dans un cadre plus général que celui de la discipline ; ces phénomènes doivent être mis en rapport avec le développement des sociétés industrielles et les nouvelles exigences de rationalisation auxquels ont dû s'adapter et répondre les champs de connaissances spécialisées. A. Gouldner note à ce sujet que durant la deuxième guerre mondiale, les sciences sociales ont été appelées à fournir des solutions aux problèmes posés par le système administratif, cette situation, cette mobilisation des sciences sociales au service de l'État nécessitait une théorie qui pouvait systématiquement solutionner les tensions sociales et les conflits¹. Easton reconnaît lui aussi que cette période marque un point tournant dans l'histoire de la science politique, car elle est caractérisée par une profonde dépendance des disciplines scientifiques, envers le développement des forces sociales². Cette dépendance expliquerait l'échec de la science politique. Mais cette analyse lucide s'arrête là, car Easton reprend à son compte les illusions positivistes en proposant comme solution de donner une orientation plus scientifique et plus théorique à la recherche en science politique qui, de la sorte, pourra se libérer de l'emprise des pressions sociales. Son analyse attribue la stérilité du behaviorisme à

¹ GOULDNER, *op. cit.*, p. 46.

² D. EASTON, *The Political System*, New York, A. Knopf, 1953, p. 50. Voir aussi p. 39.

l'hyperfactualisme qui est une des causes de la sclérose de la science politique et de son retard sur le plan théorique. Il qualifie la période 1920-30 de préscientifique car tous les efforts étaient alors mis sur la collecte des faits sans souci de généralisation. On s'acharnait en effet à rassembler des données sans définir de cadres conceptuels qui permettent de les organiser et de les systématiser ¹.

Easton veut donc susciter une réaction face au behaviorisme qui semblait être jusque là la seule préoccupation des recherches en science politique. Il ne nie pas l'importance du behaviorisme dans l'évolution des sciences sociales, mais il veut mettre en garde contre les abus et les limitations auxquels ce courant de pensée peut conduire. Pour lui, la contribution de ce courant est plus méthodologique que théorique. Le behaviorisme constitue un apport positif en tant que technique de vérification des énoncés théoriques mais non en tant que technique de recherche en science politique, rôle qu'Easton attribue à la théorie politique.

En bref, ce qu'Easton conteste, ce n'est pas la nature des recherches empiriques, mais plutôt le fait qu'elles n'aident pas à la compréhension des phénomènes sociaux parce qu'elles ne sont pas intégrées dans un cadre théorique : « L'accumulation de données par des techniques acceptables ne peut seule nous donner une connaissance adéquate ². » D'où son insistance sur la nécessité pour la science politique de se doter d'un cadre théorique propre, d'une théorie générale qui permette d'expliquer l'ensemble de la vie politique.

Le second point de la critique épistémologique faite par Easton porte sur ce qu'il appelle « le pessimisme à l'égard de la rationalité scientifique ³ ». Entre autres, c'est l'orientation de la production scientifique et son utilisation concrète (développement des instruments de destruction, bombes atomiques, armes bactériologiques, pollution etc.) qui ont fait perdre confiance en la « rationalité » de la raison humaine. Cette désillusion ne serait-elle pas une des conséquences de la conception positiviste de la connaissance qui pose une séparation entre science et valeurs et qui, de la sorte, suggère une rationalité formelle, contredite par les faits eux-mêmes ? Cette vision optimiste du progrès, définie par la raison scientifique, procédait d'une conception idéaliste et abstraite de la science et de la raison ; elle n'était pas fondée sur une analyse concrète du rapport d'interdétermination entre théorie et pratique, entre science et idéologie.

Dans cette critique d'Easton, on peut déceler les postulats idéalistes hérités du positivisme, c'est-à-dire la croyance en l'adéquation de la raison – comme instrument de connaissance scientifique – et du progrès irréversible des sociétés,

¹ *Ibid.*, p. 89.

² *Ibid.*, p. 55.

³ *Ibid.*, p. 17.

inhérent à l'utilisation de cette raison ¹. Pour Easton, le problème axiologique ne provient pas d'une contradiction, à l'intérieur de la conception rationaliste de la science mais plutôt de la mauvaise utilisation de la raison scientifique : « La raison scientifique *telle qu'elle est utilisée* pour comprendre la vie sociale est responsable des dilemmes non-résolus de notre époque ². » Ce n'est donc pas le concept de « raison scientifique » qui doit être remis en cause, mais son utilisation. Il ne s'agit pas de dépasser la conception rationaliste de la science et son aliénation, mais au contraire de la revaloriser. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre sa critique de la science politique traditionnelle lorsqu'il écrit : « ... la science politique est probablement la dernière des sciences sociales à ressentir les effets de la raison scientifique dans sa forme la plus développée ³. » Il constate que c'est au moment même où plusieurs « social scientists » commencent à exprimer leur scepticisme quant à l'efficacité de la méthode scientifique dans les recherches sociales que des efforts sont faits pour introduire le raisonnement scientifique dans les études politiques. Avec optimisme, Easton réaffirme sa confiance en la raison comme instrument de connaissance.

Une vision optimiste du développement des sciences sociales devrait prendre pour acquis qu'un grand nombre de généralisations valables pour toutes les cultures seront découvertes et seront utiles pour résoudre les problèmes pratiques de chaque culture particulière. Le fait qu'aujourd'hui la plupart des généralisations ne sont vraies que pour notre propre culture n'est pas nécessairement un argument contre le développement d'une science de la société, c'est plutôt une exhortation à développer une « cross-cultural science » ⁴.

Il espère revaloriser le rôle de la raison dans la production des connaissances en mettant l'accent sur le développement de la théorie comme guide de la recherche empirique, car c'est là où la science politique a échoué : elle n'a pas su élaborer des généralisations valables et utiles pour la compréhension de la vie politique. Pour Easton, la voie à suivre pour l'avancement des connaissances politiques réside en la construction d'une « cross cultural science » dont le niveau de généralisation serait très élevé ⁵. C'est justement ce qu'il se propose de produire par le développement de l'analyse systémique. Easton croit donc à la raison en tant que

¹ Easton est fidèle à une des thèses fondamentales du positivisme énoncée par Auguste Comte qui dit à ce sujet : « ... le progrès coïncide avec le développement de la raison qui conquiert l'univers par la connaissance et ce progrès s'exprime dans l'avènement d'un esprit qui explique les choses sans Dieu ni âmes en raisonnant à partir d'observations... » (A. COMTE, *Œuvres choisies*, Paris, Aubier, 1943, p. 35).

² D. EASTON, *op. cit.*, p. 22.

³ *Ibid.*, p. 22.

⁴ *Ibid.*, p. 34-35.

⁵ Léo Strauss, pour sa part, critique cette orientation vers les recherches « cross-cultural », car dit-il : « elle rate la signification de ces autres cultures parce qu'elle les interprète à travers un cadre conceptuel qui provient de la société occidentale moderne que reflète cette société particulière » (« What is Political Philosophy », dans J. A. GOULD et V. THURSBY, *Contemporary Political Thought*, New York, Holt Rinehart et Winston, 1969, p. 56).

coordonnatrice des activités humaines ; il la conçoit neutre, au-dessus des activités humaines, échappant aux finalités particulières...

Mais Easton ne fait pas preuve pour autant d'un optimisme délirant ; prudent, il croit possible la construction d'une théorie générale, tout en étant conscient que « la construction d'une telle théorie n'est évidemment pas le travail d'un jour ni même d'une génération de politicologues ¹ ».

Enfin, la troisième critique majeure d'Easton concerne l'attitude de la science politique à l'égard du changement.

L'émergence du concept de changement dans les sciences sociales universitaires n'est pas le fruit du hasard ni de la perspicacité d'un sociologue ou d'un politicologue en particulier. À notre avis, le changement dans les outils conceptuels doit surtout être relié aux transformations et au développement des formations sociales qui sont, en dernière instance, les objets sur lesquels s'opère la production des connaissances.

Quant à l'apparition du concept de changement dans les appareils théoriques de la Sociologie et de la science Politique, Gouldner formule l'hypothèse explicative suivante :

La croissance du Welfare State entraîne par dessus tout un engagement envers certains changements sociaux et c'est pourquoi elle exige une approche fondamentalement différente à l'égard du changement social, c'est-à-dire le remplacement de l'approche traditionnelle par la théorie fonctionnaliste ².

Si cette hypothèse n'explique pas à elle seule l'apparition du dit concept, elle rend compte du moins d'une façon plausible d'un phénomène incontestable : les influences de l'interventionnisme étatique sur le développement des sciences sociales.

L'État, pour pallier les déficiences de l'économie de marché, se devait d'intervenir afin de régulariser le fonctionnement de l'économie capitaliste en prenant à sa charge certains besoins sociaux (sécurité sociale, éducation, santé, logement, pauvreté etc.) ainsi que les problèmes économiques (chômage endémique, aide à l'investissement, planification subordonnée aux besoins de « prédictibilité », d'efficacité, de maintien et d'expansion des marchés et du profit.) Les besoins militaires accrurent aussi la politisation des sciences sociales ³.

¹ EASTON, *The Political System*, p. 318.

² A. GOULDNER, *op. cit.*, p. 351.

³ P. BARAN et P. SWEEZY, *Le Capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Maspéro, 1970, p. 165-199.

Celles-ci furent appelées à jouer un nouveau rôle : on exigeait d'elles qu'elles puissent exposer les problèmes sociaux, formuler une certaine forme de critique, partielle et positive, c'est-à-dire capable d'entraîner des ajustements, donc apte, à proposer des solutions conciliables avec les principes du système. Devant ces nouvelles exigences, il fallait bien se rendre à l'évidence : les instruments théoriques dont on disposait n'étaient pas appropriés à cette tâche. L'approche statique des phénomènes sociaux ne convenait plus. Il fallait lui substituer une approche dynamique, capable de rendre compte du monde réel qui était en changement.

Cette digression était nécessaire pour nous faire comprendre le pourquoi des critiques d'Easton à l'égard du behaviorisme traditionnel et l'origine de son insistance pour que les recherches politiques s'orientent vers l'étude du changement social et politique. Cela nous permettra aussi, plus loin, de montrer en quoi cette conception du changement est particulière : conception réformiste du changement produit par l'auto-adaptation du système politique aux pressions ou demandes de l'environnement. Le changement prend ici le sens de mutation, de changement contrôlé, sans rupture, sans perturbation.

« Tout change, nous dit Easton, même si c'est d'une façon imperceptible, aucune institution sociale n'est stationnaire ¹. » En introduisant le concept de changement dans le champ théorique, Easton critiquait l'orientation des recherches politiques américaines qui célébraient les vertus du système politique américain et le présentaient comme le meilleur du monde. Il critique de la sorte le conformisme des politicologues américains qui acceptent les prémisses morales de la civilisation occidentale et les considèrent comme éternellement justes.

Il n'était plus possible dans le contexte de l'après-guerre de soutenir une position conceptuelle, crédible, fondée sur le postulat de la stabilité, car le besoin d'innovation devenait une des variables qui pouvaient assurer le maintien de l'ordre social. C'est cette situation contradictoire que reflète l'introduction du concept de changement dans les recherches politiques.

On peut donc constater que les critiques faites par Easton à la science politique traditionnelle ainsi que son effort de réflexion théorique ont permis la rénovation de la science politique universitaire. Son œuvre est une tentative de réorientation du mode de production des connaissances politiques en vue de construire une théorie générale systématique.

Ayant constaté les échecs de la science politique américaine, causés par le manque de perspectives théoriques, Easton a voulu revaloriser le rôle de la théorie politique, reléguée à l'arrière-plan par l'hyperfactualisme des behavioristes. Précisons-le encore une fois, Easton n'est pas en révolte contre l'empirisme, il

¹ . EASTON, *op. cit.*, p. 42.

reproche plutôt aux empiristes de s'être dissociés de la recherche théorique et d'avoir ainsi freiné l'avancement de la connaissance politique. Quant à lui, il ne veut pas se séparer de l'empirisme, mais il désire fournir des assises théoriques aux recherches empiriques.

D'une façon caricaturale, on pourrait dire d'Easton qu'il est un réconciliateur : il veut faire une synthèse des différents courants, écoles ou approches de la science politique contemporaine. Tantôt il louange les behavioristes, tantôt il critique l'insuffisance de leurs efforts. Il se prononce pour une intensification dans la quantification des variables politiques, mais il veut en même temps montrer l'utilité de l'approche qualitative. Il veut réconcilier la recherche empirique et la recherche théorique. Il pratique la politique de compromis au niveau de la conception de la production des connaissances politiques.

Théorie eastonienne de la connaissance.

[Retour à la table des matières](#)

Cette critique de la science politique donne l'occasion à Easton de développer sa conception du processus de connaissance, Nous traiterons successivement de sa théorie cognitive et de sa théorie politique (bien que les deux soient très liées), car cela nous permettra de mettre en relief la filiation qui existe entre Easton et le courant positiviste ou, si l'on préfère, de retracer sur le plan épistémologique ses origines intellectuelles. Nous pensons que même si Easton propose une critique de ses prédécesseurs, celle-ci se restreint à certains aspects formels et partiels, et que la logique qui anime sa pensée et préside à sa démarche intellectuelle n'est pas tellement différente de celle qui anime le courant qu'il dénonce.

Afin d'analyser sa conception du rapport entre science et valeurs, ainsi que sa théorie de la connaissance, nous nous reporterons à la discussion qu'il a élaborée à ce sujet dans *The Political System*. Cet ouvrage ayant été écrit il y a vingt ans, certains pourront objecter qu'Easton a pu modifier ses positions sur ce sujet. Mais tel n'est pas le cas, car Easton lui-même nous dit dans son discours présidentiel à l'Association américaine de science politique ¹ qu'en ce qui concerne le rôle des valeurs dans le processus cognitif, il n'a pas changé ses vues depuis la publication de son livre *The Political System*.

Easton a eu l'audace de remettre en question la conception positiviste classique de la connaissance fondée sur la séparation absolue entre fait et valeur. Il reconnaît sans hésiter que cette conception n'est qu'une mystification. Son objectif est de

¹ D. EASTON, *The Political System*, New York, A. A. Knopf, 1971, 2^e édition, p.337.

corriger les déviations empiristes et de restituer l'authenticité des principes positivistes énoncés par le fondateur de ce courant intellectuel qui fustigea lui-même les excès de l'empirisme. Il résume ainsi sa position sur cette question :

Il est maintenant devenu évident comme la réciproque l'était pour le positivisme naissant que quelque soit l'effort fait dans la recherche, nous ne pouvons pas nous débarrasser de nos valeurs de la même façon que nous enlevons notre veston. L'idéal d'une science sociale libre de valeurs s'est révélé être une chimère ¹.

Easton admet que des éléments idéologiques interviennent dans le processus de production des connaissances. L'activité de connaître ne peut faire abstraction des finalités qui, en dernière instance, donnent un sens à la connaissance. Prétendre alors séparer les faits des valeurs, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est refuser la réalité elle-même ; il faut au contraire reconnaître ces valeurs qui sous-tendent la démarche intellectuelle et lui donnent un sens.

Cependant, l'attitude d'Easton à l'égard de ce problème n'est pas sans ambiguïté et ne va pas très loin. Qualifiant cette position de « positivisme axiologique », Germino remarque à cet effet :

La principale affirmation de la position d'Easton est que la dichotomie fait/valeur ne nécessite pas et ne devrait pas signifier que le politicologue renoncera au jugement de valeur dans une inutile poursuite de la « Wertfrei Wissenschaft » (science libre de valeur). Au contraire, les théoriciens devraient s'emparer volontiers de l'occasion pour se défaire de l'embarras d'avoir à réclamer un statut cognitif pour leurs réflexions éthiques, ce qui était une nécessité sous l'ancienne perspective positiviste. Le théoricien sera maintenant libre de devenir « un architecte moral imaginatif »... La théorie politique en ce sens sera « une projection de l'ensemble du cadre de préférence de l'individu » ².

Easton reconnaît le lien qui peut exister entre le cadre de référence normatif du scientifique et le type de théorie qu'il peut formuler. Les valeurs influencent le choix des problèmes, la sélection des données et leur interprétation. En ce sens, aucune proposition théorique ne peut être que factuelle ou que normative ³. Toute proposition théorique est le produit de l'interaction entre certains faits et certaines valeurs. Chaque théorie implique l'existence d'un choix normatif que le théoricien utilise comme critère pour évaluer les faits ou les pratiques politiques qu'il étudie : « Ces propositions normatives d'une théorie, nous dit Easton, impliquent aussi que les moyens préconisés par le théoricien pour réaliser ses valeurs seront adéquats pour la mise en place du système politique qu'il préfère ⁴. »

¹ *Ibid.*, p. 225.

² Dante GERMINO, *Beyond Ideology, The Revival of Political Theory*, New York, Harper and Row, 1967, p. 81.

³ D. EASTON, *op. cit.*, p. 224.

⁴ *Ibid.*, p. 220.

À notre avis, cette conception est partielle et réaffirme sous une autre forme la traditionnelle séparation entre faits et valeurs. Sa reconnaissance de l'intervention des valeurs se limite au sujet connaissant et ne s'applique pas à l'objet étudié. Easton passe ainsi sous silence une partie du problème.

Les valeurs ne sont pas seulement propres aux théoriciens, mais elles sont aussi inhérentes aux faits sociaux eux-mêmes qui sont la manifestation concrète de la domination de certaines valeurs et donc d'une vision particulière du monde. Easton réintroduit la conception positiviste lorsqu'il affirme que ce qui peut être séparé sur le plan logique peut aussi l'être sur le plan pratique et que par conséquent les jugements moraux, même s'ils influencent la démarche théorique et les conclusions de la recherche, peuvent être séparés de la connaissance empirique¹. Cette dernière assertion lui permettra d'ailleurs de proposer par la suite une distinction entre théorie causale et théorie morale :

L'aspect factuel d'une proposition réfère à une partie de la réalité ; ainsi il peut être vérifié en référence aux faits. De cette façon, nous vérifions sa vérité. L'aspect moral d'une proposition, quant à lui, exprime seulement la réponse émotive de l'individu à l'égard de la réalité².

Le biais positiviste est réintroduit au niveau de la vérification des propositions théoriques, car le principe qui fonde ce courant de pensée est le suivant : la signification et la vérité de tout énoncé sont déterminées par la façon dont il est vérifié et cette vérification consiste à le soumettre à l'observation empirique. Bien sûr, la présence des valeurs dans la démarche du chercheur est réelle ; cependant, Easton s'empresse d'ajouter que les valeurs à la base de toute recherche ne nous conduisent pas à l'inévitable conclusion que ces valeurs par leur présence influencent cette recherche. On peut donc penser que tout en étant présentes elles peuvent demeurer inoffensives³. Cela est possible, car, nous dira plus loin Easton, il est possible de contrôler l'intervention des valeurs dans les propositions théoriques.

À notre avis, ces habiles tours de rhétorique cherchent surtout à revaloriser le rôle de la théorie dans la connaissance politique. Il était impossible de ne pas accepter la thèse de l'infiltration idéologique dans les cadres conceptuels, thèse qui avait jadis donné naissance à la critique des théories spéculatives et permis l'émergence de l'empirisme ; il fallait donc retourner cette thèse contre elle-même et montrer que la pratique empirique des behavioristes, elle aussi, ne pouvait échapper au processus d'idéologisation. Ainsi, pensait-on, le discrédit jeté sur la

¹ Voir *ibid.*, p. 220 et 310.

² *Ibid.*, p. 221.

³ *Ibid.*, p. 310.

théorie serait levé, et celle-ci pourrait dès lors redevenir un instrument de connaissance valable.

La neutralité de la part du chercheur, qu'il soit théoricien ou empiriste, était illusoire. Voilà ce qu'il s'agissait de faire admettre.

Par la suite, le champ serait libre de sorte que le développement de la science politique ne serait plus entravé par l'hyperfactualisme. La théorie, en organisant et en structurant les données, ferait avancer cette discipline et lui permettrait d'intervenir efficacement sur le réel. C'est en ce sens, croyons-nous, qu'il faut comprendre la critique eastonienne de la coupure entre faits et valeurs.

Pour Easton, cette reconnaissance de la présence des valeurs dans le processus de connaissance ne compromet par la validité de la recherche empirique « car la validité est toujours déterminée par la correspondance entre un énoncé et la réalité ¹ ». Par cette proposition, il revient au fondement même du positivisme où la vérité est déterminée par ce qu'on appelle le réel. La conformité de l'énoncé théorique à la réalité (et non sa capacité de la transformer) confère à celui-là la vérité ². C'est le réel qui est le vrai et le rationnel... Easton évite de remettre en question la logique positiviste et perpétue ainsi la division fonctionnelle entre connaissance et action : la théorie n'a pas à remettre en cause l'ordre du réel, son rôle est constructif c'est-à-dire limité à la représentation de la réalité, donc de la réalité des valeurs dominantes. C'est donc une connaissance descriptive et passive que propose Easton. Pour cette raison nous affirmons qu'Easton, malgré ses critiques (formelles), demeure fidèle aux postulats positivistes.

Pour les néo-positivistes dont Easton est un représentant, il faut harnacher les valeurs, c'est-à-dire les rendre claires, explicites. Le code d'éthique des sciences sociales actuelles suggère aux chercheurs, afin de contourner le problème de l'existence des prémisses normatives dans la production des connaissances sociales, d'indiquer au départ leurs postulats de base.

Easton considère avec raison que cette obligation méthodologique est insuffisante et qu'elle n'a qu'un caractère formel sans effet sur la pratique de recherche elle-même. Il écrit à ce sujet :

La clarification morale exige plus que la présentation formelle de quelques postulats. Elle implique la tâche positive de construire une image du système politique qui découle de ces prémisses morales. On peut désigner ce travail comme étant une approche constructive envers la clarification morale par opposition à l'approche formelle implicite dans l'exhortation à avouer, affirmer ou rendre explicite nos valeurs.

¹ *Ibid.*, p.226.

² A. COMTE formule ainsi ce principe : « Quelque soit d'ailleurs le mode rationnel ou expérimental de procéder à leur découverte, c'est toujours de leur conformité directe ou indirecte avec les phénomènes observés que résulte exclusivement leur efficacité scientifique » (*La Science sociale*, Paris, coll. Idées, 1972, p. 232).

Une approche constructive nécessite une présentation synthétique des valeurs et des faits afin de faire ressortir la pleine signification de ces valeurs ¹.

En critiquant ce qu'il appelle « l'approche formelle », il veut montrer que la reconnaissance des postulats de base par le chercheur ne doit pas être une simple formalité sans conséquences sur le développement du processus de recherche, mais qu'au contraire la connaissance des postulats normatifs constitue un apport vital, positif, à la recherche empirique et tout particulièrement à la construction de la théorie générale des processus politiques.

Cette attitude constructive permettra au chercheur, pense Easton, d'analyser les effets de ces valeurs sur la connaissance, de comprendre comment ces prémisses idéologiques peuvent entraîner des distorsions, des erreurs, des omissions dans la saisie de la réalité. Ainsi, la présence des valeurs n'est pas un obstacle à la connaissance, mais au contraire permet d'accroître la validité de la recherche.

Évidemment, la cohérence interne de cette proposition ne se comprend que si on la relie à un postulat fondamental selon lequel il y a dans les faits une vérité immanente, indépendante des valeurs, qui permet de concevoir une distinction nette entre le vrai et le faux. Le chemin de la vérité scientifique passe par la confrontation des valeurs à ce qui est non idéologique, c'est-à-dire le réel, les faits, qui confirmeront ou infirmeront la validité d'une proposition. W. Anderson critique cette position d'Easton :

L'argument de l'auteur est généralement fondé sur une dichotomie. L'étude de la politique est une mais elle a deux aspects – le moral ou ce que les hommes devraient faire – et le causal ou ce que les hommes font en fait par la force des choses. En ce qui concerne l'aspect moral, l'auteur dit qu'il existe une théorie normative mais il ne nous présente aucune étude empirique. Accepter une étude empirique pour son aspect moral serait opter pour le relativisme et ceci est un grand péché. Donc en ce domaine, il appartient au théoricien politique de clarifier ses propres principes moraux mais la manière de le faire n'est pas spécifiée ².

La position d'Easton n'implique pas que tous les « domain assumptions » ont une valeur scientifique égale. Easton se défend bien d'adopter une position relativiste où les valeurs de l'un seraient aussi bonnes que les valeurs de l'autre ; c'est la vérification empirique qui permettra d'évaluer la justesse des propositions théoriques construites à partir des valeurs du chercheur. « De cette façon, la théorie politique serait encore centrale pour la compréhension de la vie politique, elle deviendrait un instrument de recherche utile pour tous les politicologues ³. » On est alors amené à penser que, pour Easton, les valeurs utiles à la connaissance seront celles qui seront compatibles avec les valeurs dominantes, car elles

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 311.

² W. ANDERSON, « Book Review », dans *American Political Science Review*, 1953, p. 864.

³ EASTON, *op. cit.*, p. 314.

seulement pourront conduire le chercheur à une vérification empirique de ses propositions théoriques.

La théorie politique devient, dans l'esprit d'Easton, un instrument indispensable non seulement pour la connaissance du réel mais aussi pour la connaissance des valeurs du chercheur. L'idéal serait que chaque chercheur puisse définir ses valeurs par la construction d'une image cohérente de ce qu'il conçoit être le meilleur système politique, il n'est pas suffisant qu'il présente quelques-unes de ses valeurs qu'il croit avoir au moment où il entreprend son effort théorique, mais, plutôt, il devrait proposer un ensemble de valeurs interreliées révélatrices de sa vision globale du monde ainsi que de l'ordre de préférence de ses énoncés moraux. Si Easton veut inclure ce procédé dans le canon de la scientificité, c'est qu'il considère les valeurs comme des faits, et qu'il juge nécessaire de les étudier comme faisant partie de la réalité. Cependant il ne prend pas en considération l'inverse, c'est-à-dire les faits en tant que valeurs et concrétisations d'une vision globale du monde.

Tout en demeurant à l'intérieur du courant positiviste et behavioriste et en utilisant leur mode de raisonnement, il a voulu faire une synthèse critique des abus et des failles logiques de ce mouvement intellectuel. Cependant, même s'il critique la procédure de recherche behavioriste, Easton ne parvient pas à s'en dégager : toute son orientation est marquée du sceau du behaviorisme.

Dans la deuxième édition de *The Political System*, Easton résume ainsi sa position :

J'ai cherché à reconstruire l'image de la science afin de justifier l'inclusion d'un discours moral créatif à l'intérieur des frontières de l'entreprise scientifique elle-même et non seulement à l'intérieur de l'université, tout *en continuant à accepter l'hétérogénéité logique des faits et des valeurs*¹.

Il cherche à corriger les excès ou l'illogisme de la position behavioriste tout en continuant à défendre le postulat qui fonde cette conception. Il vise à réconcilier la recherche théorique et la recherche empirique, à remettre en cause la distinction absolutiste entre fait et valeur et à susciter une prise de conscience du rapport entre les valeurs morales du chercheur et la production des connaissances. Cependant, il nous a semblé qu'Easton a négligé de mettre en pratique les conseils qu'il donne. Il ne s'applique pas sa propre médecine². Il ne nous présente pas sa propre approche constructive des valeurs, il ne met pas à nu sa conception du monde, il ne nous montre pas le rapport entre ses prémisses morales et sa démarche intellectuelle.

¹ D. EASTON, *The Political System*, 2^e éd., p. 360. Nous soulignons.

² Voir E. F. MILLER, "David Easton's Political Theory", *The Political Science Reviewer*, vol. 1, n° 1 (1971), p. 193.

Peut-être veut-il ainsi laisser le soin à d'autres d'analyser la part d'intervention idéologique dans sa construction théorique ?

La conception de la science chez Easton.

[Retour à la table des matières](#)

Quelle image Easton se fait-il de la science politique ou comment définit-il la nature de la science ? Quel rôle lui attribue-t-il ? Comment conçoit-il le rapport entre théorie et pratique ?

Ce qui ressort de la discussion antérieure, c'est l'évidence selon laquelle notre conception des obligations de la science et de la distribution de son intérêt et de ses ressources reste en dernière instance fondée sur un ensemble de jugements de valeur sur ce que nous voulons que la science soit et fasse ¹.

Nous croyons qu'il serait stimulant pour notre critique de faire ressortir les points de référence qui sous-tendent la conception eastonienne de la science. Si, comme semble le croire Easton, ce sont les valeurs qui orientent notre vision de ce qu'est la science et de ce qu'elle doit faire, dès lors, il devient impossible de déterminer des critères universels permettant d'établir des généralisations. Les critères qui guident la démarche scientifique étant le produit de valeurs, ils ne peuvent prétendre à l'universel ; ils sont particuliers non pas bien sûr à chaque chercheur, mais plutôt à une civilisation et à une culture, elles-mêmes produits d'un mode particulier de rapports des hommes à la nature et des hommes entre eux.

En ce sens, l'activité intellectuelle est conditionnée par l'activité pratique. Il devient par conséquent difficile, ceci étant admis, de proposer une coupure épistémologique entre science et idéologie. Ce que l'on définit comme étant scientifique n'a rien d'immuable et de définitif. Le scientifique ne transcende pas l'activité humaine ; il est délimité par les besoins humains, par la nécessité de créer des outils capables de transformer le réel.

Mais la définition même de ces besoins n'en est pas pour autant plus universelle. Le règne de la nécessité et son contenu sont définis par et pour ceux qui disposent des ressources suffisantes (moyens de production) pour contrôler la nature et ainsi transposer leur domination sur la nature au niveau des rapports sociaux eux-mêmes, ces deux procès de domination étant liés dialectiquement.

¹ D. EASTON, *The Political System*, New York, A. A. KNOPF, 1971, 2^e éd., p. 357.

Il ne suffit donc pas de reconnaître de façon abstraite que la conception de la science est le produit de valeurs particulières, mais encore faut-il reconnaître la nature de ces valeurs, c'est-à-dire leur rapport aux forces sociales dominantes. À notre avis, il ne s'agit pas seulement de connaître comment interviennent ces valeurs, mais aussi de préciser pour qui ou au service de qui ; car l'intervention de ces valeurs n'est pas neutre, elle se situe dans le cadre plus général d'une lutte pour la direction des activités de l'homme. Les conséquences de ce phénomène ne sont pas minimales : en fait, elles se rapportent au problème de la liberté. Easton reconnaît la partie la plus visible du phénomène : la théorie scientifique n'échappe pas à l'emprise des valeurs. Mais il refuse de voir et de prendre en considération l'autre aspect, plus caché de ce phénomène : soit le contenu social des valeurs qui guident le chercheur.

Notre objectif est d'explorer cette dimension du processus de production des connaissances en cernant la logique de la démarche scientifique qu'Easton propose pour développer la science politique, ou, selon ses termes, pour la faire passer de l'état pré-scientifique à l'état scientifique. Évidemment, notre préoccupation rejoint la discussion qui précède car il s'agit bien ici d'une conception de la science qui véhicule des éléments normatifs où, pour ainsi dire, la science devient elle-même une valeur suprême. À cet égard, soulignons que Gouldner dans son analyse critique du fonctionnalisme présente la science comme étant le substitut moderne de la religion traditionnelle. La science ne serait qu'une autre métaphysique ¹.

Dans son analyse de la science politique contemporaine, Easton diagnostique un sous développement qu'il attribue à la faiblesse de la théorie, au manque de généralisations.

... La conception de la science qui a dominé la recherche politique pendant les cinquante dernières années a détourné l'attention de la théorie. Le plus souvent, la science politique a cherché à s'identifier avec la tendance générale consistant à appliquer la méthode scientifique aux phénomènes sociaux. On a conçu la science selon une perspective très étroite. On lui a donné comme premier objectif d'accumuler les faits avec beaucoup de zèle, et deuxièmement, au nom de la théorie, de discuter les problèmes concernant l'application de la connaissance. On a interprété la théorie comme étant la discussion des moyens pour améliorer le processus et la structure politique plutôt que comme l'identification des principales variables de la vie politique ainsi que leurs relations ².

Nous l'avons vu, cette approche ne pouvait conduire qu'à des généralisations simples ou à des corrélations. Le but de l'analyse politique se limitait à découvrir des relations entre un nombre restreint d'événements. La logique scientifique était alors appliquée à l'établissement de ces corrélations, mais ne dépassait pas ce niveau méthodologique. Pour Easton, la logique scientifique devait avoir d'autres

¹ Voir GOULDNER, *op. cit.*, p. 510.

² . EASTON, *op. cit.*, p. 65.

résultats, elle devait être utilisée non seulement pour la collecte des données, mais aussi pour l'interprétation et l'explication de ces données. Le but de la science n'était pas simplement de rassembler des faits, encore fallait-il découvrir des uniformités dans la vie politique en vue de construire une théorie générale. L'emphase devait être déplacée : des techniques à l'élaboration conceptuelle.

Easton évalue l'état de la science politique par référence au développement d'autres champs de connaissances. Le modèle qui le guide dans sa réflexion épistémologique est emprunté aux sciences de la nature. On remarque qu'il utilise fréquemment la comparaison avec ces sciences pour décrire la voie que devrait suivre la science politique. Dans cette section, nous nous attachons particulièrement à l'analyse de la conception unitaire de la méthode scientifique et à la conception du rapport entre science pure et science appliquée.

La conception unitaire de la méthode scientifique

[Retour à la table des matières](#)

Nous tenterons ici de montrer en quoi la conception du rapport entre les sciences permet de déceler chez Easton un autre signe de parenté avec le mode de pensée positiviste.

Rappelons que, pour échapper à l'emprise des influences théologiques et métaphysiques, le développement des sciences sociales fut conçu sur le modèle des sciences naturelles qui avaient su s'émanciper les premières de la « science » féodale grâce à la révolution copernicienne (laquelle permit plus tard à Kepler et Galilée de fonder les sciences modernes sur l'empirisme). Il s'agissait surtout d'abolir la subordination de la connaissance à la raison transcendante et de ramener les critères de vérité au niveau de l'individu raisonnant sur ses propres expériences. L'expérience et l'observation de la réalité, du monde sensible, remplaçaient la raison téléologique comme instrument de connaissance.

Ainsi, les principes de la logique scientifique ont été élaborés en opposition aux doctrines théologiques. Initialement, ce courant de pensée, que l'on peut rattacher à l'émergence des prémisses de la pensée libérale, était essentiellement critique de l'ordre intellectuel et matériel imposé par la domination sociale de l'ordre féodal :

Les classes dominantes clérico-féodales ont résisté aux sciences de la nature qui constituaient un défi à leur système idéologique. L'astronomie a été pendant des siècles le champ d'une lutte de classes acharnée, parfois même politique, et les

hommes de science ont été fréquemment victimes de la répression des appareils de l'État (G. Bruno, Galilée etc.) ¹.

C'est dans cet esprit qu'il faut replacer, entre autres, l'œuvre de Roger Bacon qui, au XIII^e siècle, proposait de fonder la validité de la connaissance sur l'observation d'expériences contrôlées et de mesurer la valeur d'une connaissance à partir de l'efficacité de ses applications. Il s'agissait de libérer la pensée de questions qui n'avaient aucune utilité pratique, comme : « Combien d'anges peuvent se tenir sur la tête d'une aiguille ? »

Par la suite, Guillaume d'Ockam proposa d'exclure du champ philosophique tous les concepts qui n'avaient pas de correspondance dans la réalité de sorte que seuls les jugements analytiques fondés sur la description d'expériences immédiates pouvaient porter le nom de connaissances.

Plus tard, Galilée compléta cette évolution en définissant comme seuls objets de connaissance réelle les phénomènes *mesurables* ². Un fait n'existait que s'il pouvait être décrit quantitativement. L'expérience et l'observation des faits ainsi définis devenaient les seules méthodes valables pour connaître le monde réel. Cette nouvelle conception du mode de production des connaissances, cette logique scientifique développée surtout dans les sciences de la nature, en particulier à travers l'astronomie et la physique, fut étendue à tous les champs du savoir.

Parmi les idées fondamentales de la philosophie positiviste, il y a une croyance en l'unité essentielle de la méthode scientifique... Dans sa forme la plus générale, cette croyance signifie que les méthodes pour acquérir des connaissances valables... sont essentiellement les mêmes dans toutes les sphères d'expérience ³.

Tous les phénomènes deviennent dans cette optique des objets indifférenciés qui n'existent qu'en tant qu'ils sont saisissables Par la méthode empirique, soit par la perception sensorielle, l'observation et la quantification.

Ce qui constitue le fait, ce sont les instruments de sa saisie et les techniques de sa vérification. Rien n'existe en dehors de ce qu'il est possible de connaître avec les instruments dont on dispose ⁴. La connaissance devient le produit de l'expérience sensible, c'est-à-dire du rapport de l'homme à la nature, et non plus du rapport de l'homme à des forces surnaturelles, rapport qui constituait le fondement de la

¹ M. Lowy, « Objectivité et point de vue de classe dans les sciences sociales », *Critique de l'économie politique*, n° 9 (octobre-décembre 1972), p. 9.

² Pour Lucien Goldmann, Galilée et Descartes, dans leurs productions intellectuelles, expriment l'opposition du tiers état à l'aristocratie, de l'industrie et du commerce (dont l'instrument est la mesure) à la rente foncière. Voir *Sciences humaines et philosophie*, Paris, Denoël, coll. Méditations, 1971, p. 138.

³ L. KOLAKOWSKI, *Positivist Philosophy*, Pelican Book, 1972, p. 17.

⁴ *Ibid.*, p. 213.

pensée théologique et métaphysique. Dès lors, une hypothèse n'est scientifique que si elle permet la production d'instruments utiles à l'intervention sur les phénomènes et à leur maîtrise.

Certains positivistes comme l'américain William James pousseront plus tard cette logique à l'extrême en fondant la vérité d'une proposition scientifique uniquement sur son utilité et son efficacité. C'est ce qu'on a appelé la théorie pragmatique de la connaissance. Pour Kolakowski, cette position épistémologique procède d'une philosophie du succès individuel ¹. L'objet de la connaissance ne détermine plus, dès lors, l'orientation de l'activité cognitive, c'est la méthode qui joue désormais ce rôle et qui constitue le principe unificateur de cette activité. Il ne s'agit plus de définir ce qu'est le réel, ce que sont les phénomènes, mais de construire un mode de raisonnement qui donnera son contenu à la réalité. L'*a priori* n'était plus la définition de l'objet, de l'univers mais la définition d'une méthode d'analyse qui faisait de l'expérience sensible le critère constitutif de la réalité.

Cette position n'est pas sans fondements philosophiques, car elle postule le caractère autonome et la souveraineté de la pratique cognitive par rapport à cet univers qui devient l'autre, l'en dehors, l'objet. Elle implique une vision du monde où le rapport de l'homme à la nature est renversé, l'homme est alors :

... un donné qui se contient et qui possède en lui-même les règles de son épanouissement et de la conquête de son pouvoir sur le monde. L'homme en tant que tel trouve son bonheur en lui-même par l'utilisation du monde... Ce naturalisme peut aussi signifier la soumission à la nature, aux lois de la nature : connaître la nature pour s'y soumettre, non pas passivement, mais pour l'utiliser et la maîtriser ; la connaissance et la soumission deviennent une méthodologie du pouvoir et de la domination c'est-à-dire de l'affirmation de l'homme ².

La nature devient moyen et instrument pour des fins qui lui sont extrinsèques, et le naturalisme devient une philosophie qui justifie la rationalité technicienne où l'homme trouve son bonheur en lui-même (et non plus dans l'au-delà d'un paradis illusoire) par l'utilisation du monde. Cette philosophie s'oppose ainsi à une vision du monde où l'homme est dominé par la nature et elle formule au contraire le projet d'une domination de l'homme sur la nature. En établissant un rapport d'extériorité de l'homme face à la nature, cette dernière devient malléable ; l'homme peut dès lors la contrôler, l'exploiter, la dominer. Il devient l'être suprême, à la fois maître de ses activités et de son environnement.

Cette proposition philosophique est en fait la vision d'un monde où les rapports des forces sociales sont en mutation. Il ne faut pas oublier que les sciences de la nature sont contemporaines du développement des échanges marchands, de la

¹ *Ibid.*, p. 90.

² André VACHET, *L'idéologie libérale*, Paris, Anthropos, 1970, p. 83.

valeur d'échange en tant que forme du rapport social qui pose la nature en tant qu'extériorité, qui reproduit la coupure objet-sujet afin de permettre l'émergence de la rationalité productiviste de l'accumulation. Que la nature soit traitée et pensée socialement comme extériorité, objet, cela suppose en fait une économie, une division sociale du travail régie par une logique de la rationalité productiviste. Ainsi, cette position ne peut être séparée d'une pratique sociale, pratique qui a présidé à l'émergence de la bourgeoisie et du capitalisme.

Plus tard, le positivisme et l'empirisme logique constitueront les principaux relais de ce développement historique de la logique scientifique.

Les répercussions furent considérables car on fonda d'autres sciences à partir de ce mode de production des connaissances ¹.

Certains, comme Comte, dégagèrent de ce processus une loi de l'histoire des sciences fondée sur le principe de l'accumulation des connaissances : la science subséquente dépend de la science antérieure. Les sciences de la nature s'étant développées les premières, on n'hésita pas à les prendre comme point de référence et à modéliser la connaissance des phénomènes sociaux à partir des principes méthodologiques des sciences de la nature. « Ce n'est qu'après tous les autres que les phénomènes moraux sont sortis du champ de la théologie et de la métaphysique pour entrer dans celui de la physique ².

C'est à cette unité des sciences que fait référence la pensée positiviste lorsqu'elle qualifie de « physique sociale » l'étude de l'homme et de la société. Comte énonce clairement cette position :

J'entends par physique sociale, la science qui a, pour objet propre l'étude des phénomènes sociaux, considérés dans le même esprit que les phénomènes astronomiques, physiques chimiques et physiologiques, c'est-à-dire comme assujettis à des lois naturelles, invariables dont la découverte est le but spécial de ses recherches ³.

Cette position recèle deux postulats : d'une part la société peut être assimilée à la nature (il règne dans la vie sociale une harmonie naturelle) et, d'autre part, la société est régie par des lois naturelles, c'est-à-dire des lois invariables,

¹ Les encyclopédistes prétendront appliquer la logique des sciences de la nature à l'étude des phénomènes moraux. Ils poseront en principe l'unité de méthode entre les sciences de la nature et les sciences morales. C'est ce que Condillac soutient dans son discours de réception à l'Académie française où il dit : « En méditant sur les sciences morales, on ne peut s'empêcher de voir, qu'appuyées comme les sciences physiques sur l'observation des faits, elles doivent suivre la même méthode. » Mais dans leur pratique cognitive, ils ne sont pas fidèles à leur principe méthodologique, car ils utilisent la déduction, c'est-à-dire qu'ils partent du postulat de l'état de nature pour expliquer l'origine de la société. » Voir DUCROS, *Les Encyclopédistes*, New York, Burt Franklin, 1967, p. 229-231).

² A. Comte, *La science sociale*, Paris, coll. Idées, 1972, p. 83.

³ *Ibid.*, p. 86.

indépendantes de la volonté et de l'action humaine. Par conséquent, la méthode des sciences sociales doit être identique à celle des sciences de la nature. Dès lors, la raison analytique se sépare de la raison critique qui deviendra « persona non grata » dans le monde de la connaissance. On refusera de la même façon de reconnaître la spécificité des phénomènes sociaux, car elle aurait entraîné une rupture de l'unicité de la méthode scientifique.

C'est donc par un processus de mimétisme que se sont constituées les sciences sociales avec, comme condition préalable, les vérités de toutes les sciences de la nature ¹. La connaissance des phénomènes sociaux est par conséquent subordonnée à la connaissance des phénomènes de la nature et en particulier aux connaissances produites par la biologie qui est l'avant-dernier maillon de cette chaîne scientifique, les sciences sociales en étant l'aboutissement. Les activités humaines sont des objets de connaissance et d'expérience au même titre que les phénomènes naturels. Les sciences sociales seront donc conçues sur le modèle des sciences de la nature qui serviront d'axe de référence pour évaluer l'objectivité, la rigueur, la cohérence, la scientificité des études sur l'homme et la société, et qui lui fourniront le mode de production des connaissances sociales et les principes philosophiques qui lui sont sous-jacents. Il ne s'agissait plus seulement de dominer la nature, mais aussi de dominer l'activité humaine elle-même, ce qui pour J. P. Sartre constitue la mystification suprême du positivisme ². L'application du principe des vases communicants au développement des sciences sociales ne fut possible qu'à partir de l'acceptation d'un *a priori* où on postulait que les phénomènes sociaux étaient de même nature que les phénomènes naturels, ou du moins, que les différences n'étaient pas significatives. On reproduisait de la sorte le rapport de sujet à objet dans le champ des connaissances sociales au lieu de les considérer comme une étude de sujet à sujets.

Easton pour sa part se situe dans cette tradition de l'empirisme logique non parce qu'il en accepte toutes les positions, car à plusieurs reprises il critique l'orientation hyperfactualiste de ce courant scientifique qui par ses principes méthodologiques trop rigides, bride le développement de la théorie, mais parce qu'il fait siens les principes fondamentaux de cette tradition intellectuelle, qu'il se

¹ E. Mehan écrit à ce sujet : « Ses standards épistémologiques, ses techniques et ses méthodes, ses étalons de mesure et plusieurs de ses structures explicatives ont été pris directement de la physique » (*The Theory, the Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965, p. 70).

² « La mystification suprême du positivisme c'est qu'il prétend aborder l'expérience sociale sans *a priori* alors qu'il a décidé au départ de nier une de ses structures fondamentales et de la remplacer par son contraire. Il était légitime que les sciences de la nature se délivrassent de l'anthropomorphisme qui consiste à prêter aux objets inanimés des propriétés humaines. Mais il est parfaitement absurde d'introduire par analogie, le mépris de l'anthropomorphisme dans l'anthropologie : que peut-on faire de plus exact, de plus rigoureux quand on étudie l'homme que de lui reconnaître des propriétés humaines » (J. P. SARTRE, « Question de méthode », dans *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 98).

rallie en définitive au mode de production des connaissances élaboré par les positivistes qui l'ont précédé.

En effet, c'est la conception unitaire de la méthode scientifique qui fonde sa vision des sciences sociales et de la science politique. À plusieurs reprises, ses propositions sur l'histoire des sciences sociales rejoignent celles de Comte, en étant toutefois moins rigides et plus sophistiquées. Ce n'est pas directement à Comte qu'Easton emprunte ses thèses ; s'il rejoint celui-ci, c'est plutôt par l'intermédiaire de la tradition scientifique qu'ont entretenue les tenants du positivisme ¹. Ainsi, en ce qui concerne l'histoire des sciences sociales, on retrouve chez Easton le schéma de l'évolution cognitive construit par les positivistes pour qui la hiérarchie des sciences et surtout l'explication de cette hiérarchie est cherchée à l'intérieur des champs de connaissances eux-mêmes dans leurs rapports mutuels et non par rapport à l'histoire sociale dont la production des connaissances est un des éléments constitutifs. Dans cette optique la production des connaissances est abstraite et n'est pas rattaché à l'histoire concrète de la pratique sociale. Dès lors, les sciences sont autonomes et auto-reproductives, elles s'engendrent successivement les unes les autres et forment une chaîne qui transcende le monde concret. « Le positivisme oublie que le savant n'est pas une intelligence pure mais un être social qui pense dans des conditions définies socialement ². » C'est en utilisant cette logique abstraite qu'Easton décrit l'histoire des sciences sociales, qui se sont développées en s'appuyant sur les sciences naturelles.

À ses débuts, la science sociale était une réponse aux travaux de Copernic, Kepler, Galilée et spécialement Newton. [Plus loin il ajoute] Pour la première fois, il devint évident en Europe que le succès des sciences de la nature pouvait être répété pour le monde social si et c'était une prémisses essentielle, les procédures de base des sciences de la nature étaient adaptées à la recherche sociale ³.

Ainsi, cet espoir de reproduire au niveau des phénomènes sociaux le mode de production des connaissances développé pour les phénomènes physiques n'était cohérent que dans la mesure où on postulait que le monde social était suffisamment semblable au monde physique pour que la procédure de raisonnement de l'un puisse être appliquée à l'autre. Cependant pour Easton cette

¹ Tel G. A. LUNDBERG qui dit : « En considérant la sociologie comme une science naturelle, nous étudierons le comportement social humain dans le même esprit objectif qu'un biologiste étudie un nid d'abeilles, une colonie de termites, l'organisation et le fonctionnement d'un organisme vivant » (*Sociology*, New York, 1954, p. 5). Voir aussi BERELSON, « Introduction to the Behavioral Sciences », dans *The Behavioral Sciences Today*, New York, 1963, p. 3.

² H. LEFEBVRE, *Logique formelle et logique dialectique*, Paris, Anthropos, 1968, pp. 47-48. J. Piaget soutient aussi cette position : « L'obstacle suprême lié de près aux difficultés de la décentration intellectuelle... tient simplement au fait qu'un homme de science n'est jamais un pur savant mais qu'il est toujours également engagé en quelque position philosophique ou idéologique » (*Épistémologie des sciences de l'homme*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1970, p. 81).

³ D. EASTON, *op. cit.*, p. 7 et 8.

transplantation ne peut se faire sans certaines adaptations appropriées au domaine des sciences sociales (il n'est guère explicite quant à ces adaptations). La démarche scientifique élaborée par les sciences naturelles demeure toutefois l'idéal à atteindre et doit guider le projet d'une science sociale dont l'objectif essentiel est de découvrir des uniformités dans la vie sociale et politique. La tâche fondamentale des sciences sociales est : « de découvrir des lois universelles et fiables au sujet des phénomènes sociaux ¹ ». Encore faut-il établir des critères qui permettent de dire qu'il y a répétition, uniformité ou loi. On doit donc postuler que les phénomènes sociaux intrinsèquement, ont la capacité de se reproduire à l'infini tout comme les phénomènes physiques et qu'ils sont constants dans le temps et l'espace. « Toute identification en science sociale suppose une abstraction dans le temps, c'est-à-dire l'idée d'une invariance de l'objet considéré comme plus significative que son changement ². »

Cette attitude introduisait dans le champ des phénomènes sociaux une relation de nécessité et mutilait l'objet social en faisant abstraction de son devenir possible. Il faut bien remarquer que dans la conception unitaire des sciences, l'instabilité des lois sociales et leur faible caractère « prédictif » ne sont pas perçus comme inhérents aux phénomènes sociaux, mais plutôt comme la manifestation d'un manque de rigueur dans la collecte des données, du faible développement des instruments d'analyse, d'un manque de généralisations, de cadres conceptuels et de théories.

Si les phénomènes sociaux échappent à la raison empirique, s'ils remettent constamment en question les lois qui prétendent les contenir, ce n'est pas parce que la démarche des sciences de la nature est inappropriée aux phénomènes sociaux, ce n'est pas non plus parce que le postulat de l'extériorité de l'objet ne peut être reproduit pour les phénomènes sociaux ; c'est plutôt parce que les sciences sociales sont sous-développées, parce que les pratiques cognitives des sciences sociales contemporaines, traumatisées par leurs positions anti-spéculatives et anti-critiques, ont minimisé le rôle de la théorie et se sont enfermées dans un empirisme sclérosant. Cette position épistémologique défendue par Easton se retrouve aussi chez Comte pour qui la science réelle ne consiste pas en une stérile accumulation des faits : « Il importe donc de bien sentir que le véritable esprit positif n'est pas moins éloigné au fond de l'empirisme que du mysticisme, c'est entre ces deux aberrations également funestes qu'il doit toujours cheminer ³. » La méthode scientifique doit avant tout faire une grande place à la théorie. Les faits bruts sont insignifiants, ils n'ont de signification que dans un cadre conceptuel, formulé en fonction de la découverte des lois du développement social.

¹ *Ibid.*, p. 24.

² A. GROSSER, *L'explication politique*, Paris, A. Colin, 1972, p. 67.

³ A. COMTE, *op. cit.*, p. 236.

Encore une fois, Easton, pour justifier ses positions quant au processus de production des connaissances sociales et rétablir le rôle de la théorie générale comme instrument de connaissance se réfère au modèle des sciences de la nature. Il estime que toute théorie doit être soumise à la vérification empirique qui demeure le seul critère de vérité, mais pour lui, le développement de la théorie ne doit pas être limité par les obstacles de cette vérification. Pour étayer son argumentation selon laquelle on ne doit pas inhiber la construction des théories générales parce que leur vérification ne peut être faite immédiatement, il rappelle à ses contradicteurs empiristes que les efforts théoriques des fondateurs des sciences modernes tels : Copernic, Kepler, et Galilée qui ont découvert que la terre tournait autour du soleil et qu'elle était ronde, ne pouvaient prouver empiriquement leur découverte : « ... la physique mathématique, par exemple, peut devancer à tel point le domaine du possible qu'à un moment donné il n'y a pas de lien visible entre la théorie et les faits ¹. » Il veut ainsi affirmer l'autonomie de la recherche théorique par rapport à la vérification empirique. C'est la seule façon, pense-t-il, d'être fidèle à la méthode des sciences de la nature et de produire, comme ces dernières, une connaissance universelle et certaine ; ainsi, les sciences sociales pourront devenir des sciences exactes ².

Ce n'est pas, dans la perspective eastonienne, la nature des phénomènes sociaux qui freine le développement des sciences sociales dans la découverte des lois, de certitudes scientifiques, mais ce sont les méthodes d'analyse utilisées. « Dans la méthode réside l'unité fondamentale de toutes les sciences ³ », dit-il. Cette conception unitaire de la méthode scientifique affirme donc la souveraineté de la méthode de la raison analytique sur l'objet à connaître, et en ce sens, on pourrait la caractériser de métaphysique ; car dans cette perspective, la matérialité de l'objet est neutre, sans conséquence pour la pratique cognitive qui est, dès lors, au-dessus de toutes pratiques humaines, qui devient une pratique pure.

On escamote ainsi le problème du rapport sujet-objet puisque ce n'est pas la matérialité du sujet ou de l'objet qui détermine le rapport de l'homme à la nature et le rapport des hommes entre eux, mais bien la méthode de la pratique cognitive qui unifie tous les champs de connaissances. Il n'y a pas de méthode spécifique à un ordre particulier de phénomènes, mais une multiplicité de phénomènes plus ou moins semblables qui trouvent leur signification dans la procédure analytique utilisée pour les observer, les vérifier et les expliquer.

Qu'il y ait spécificité ou non, relative ou absolue, cela importait peu pour la production des connaissances et la pratique théorique. Ainsi, pour Easton, il y a une spécificité de l'objet politique par rapport aux autres objets sociaux, car le système politique se différencie des autres systèmes par l'allocation autoritaire des

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 315.

² Voir D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 13.

³ D. EASTON, *Varieties of Political Theories*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966.

valeurs¹ ce qui, incidemment justifie son existence et sa raison d'être, sa fonction par rapport aux systèmes économique et social qui, eux, n'ont pas la fonction de distribuer les valeurs d'une façon autoritaire. Nous reviendrons plus en détail sur cette question lorsque nous aborderons la conception eastonienne du système politique. Pour l'instant, contentons-nous de constater que la différenciation ou la spécificité se situe au niveau de la fonction et elle traduit ainsi la division du travail social.

La division du travail scientifique est donc justifiée puisqu'il y a spécificité fonctionnelle d'un objet. La science politique a une raison d'être. Cette position en faveur d'une méthode unitaire associée à une différenciation fonctionnelle des phénomènes sociaux permet d'effectuer des coupures dans le champ des connaissances sociales et de reléguer à la périphérie de la pratique cognitive la compréhension et la critique du tout social.

La logique positiviste et son postulat de la transitivity méthodologique ne signifie pas que l'on puisse faire passer les théories d'un champ de connaissance dans un autre – il serait absurde, par exemple, d'appliquer aux rapports sociaux la théorie de la gravitation et de l'attraction, – mais cette logique a pour conséquence majeure de permettre l'utilisation de concepts identiques dans des champs de connaissance différents. Ce sont les concepts qui servent de jonction entre les différentes pratiques scientifiques. Pour Easton, c'est le concept de système qui unifie toutes les sciences :

Les perspectives de l'analyse systémique servent à lier toutes les sciences aussi bien naturelles que sociales, elle rend la communication possible entre elles et fait surgir des types de problèmes communs qu'une discussion interdisciplinaire peut aider à résoudre... Récemment le concept de système est devenu un cadre de référence susceptible d'être appliqué à la plus petite cellule du corps humain considérée comme système ; ainsi qu'à des systèmes plus complexes, comme par exemple le corps humain, la personnalité humaine, les petits groupes, les institutions plus larges, les sociétés et un ensemble de sociétés... L'hypothèse est que le comportement de ces systèmes est possiblement régi par un processus analogue².

Par ce concept de système, Easton prétend qu'il est possible d'unifier les problématiques de toutes les sciences aussi bien mathématique, physique, biologique que sociale.

Si l'on prend pour acquis que, d'une part, le concept est une abstraction définie par le chercheur pour structurer la réalité, pour orienter l'observation et donner un sens aux faits et que, d'autre part, cette élaboration conceptuelle est reliée à une problématique précise, on peut formuler les hypothèses suivantes : un tel concept

¹ D. EASTON, *The Political System*, p. 131.

² D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Englewood, Prentice Hall, 1965, p. XIII et p. 16.

reflétera les caractéristiques de ce pour quoi il a été élaboré ; en tant que forme, ce concept collera à son contenu ; il n'y a pas un rapport d'indifférence entre le concept et sa matière : la relation entre les deux n'est pas univoque (du premier vers le second), mais elle est dialectique. De tout ceci, on retient que le support du concept est constitué par la matière. Non pas une matière définie par une logique abstraite, mais une matière définie par une logique concrète.

Ainsi, poser un concept comme celui de système en tant qu'élément unificateur des pratiques cognitives, c'est faire du formalisme logique ¹. C'est séparer la forme de son contenu, c'est négliger le contenu. Nous pensons qu'il faut plutôt pratiquer une logique du contenu où, comme le dit H. Lefebvre : « La forme est toujours forme d'un contenu, mais le contenu détermine la forme ². » En ce sens, la théorie de la connaissance doit être comprise comme une histoire de la pratique sociale elle-même, car la constitution d'une science, ses concepts, sa procédure analytique, la définition de son objet, de même que son développement sont liés à l'activité concrète des hommes.

Transposer l'utilisation du concept de système à l'étude des phénomènes socio-politiques, comme le fait Easton, procède d'un formalisme logique et c'est de cette façon, entre autre, qu'une idéologie peut se mêler à des concepts et représentations scientifiques. La réalité sociale étant infinie, toute pratique cognitive implique donc un choix qui, dans les sciences sociales, est organiquement lié à une perspective globale déterminée de sorte que les concepts que le politicologue utilise pour découper la réalité et définir la problématique qui sous-tend sa production scientifique sont des indices révélateurs de sa vision du monde.

Employer le concept de système pour penser les phénomènes sociaux et politiques n'est pas sans implications idéologiques : ce concept ayant été d'abord défini en fonction de la saisie des phénomènes physiques et biologiques, puis ensuite employé par la cybernétique, charrie, une fois transposé au niveau des phénomènes sociaux, une vision de l'ordre du monde impropre à la réalité sociale. Ce concept introduit une déformation de la vision des phénomènes sociaux, un point de vue particulier, une perspective naturaliste à la réalité sociale, de sorte que c'est le contenu des phénomènes naturels qui détermine le contenu des phénomènes sociaux, qui leur donne une signification, une nature qu'ils n'ont pas nécessairement.

C'est uniquement à partir du postulat de l'homogénéité de la méthode scientifique qu'est déterminé ce qui existe dans l'univers social.

¹ Voir P. F. KRESS, "A Critique of Easton's Systems Analysis", dans GOULD et THURSBY, *Contemporary Political Thought*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969, p. 213.

² H. LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 52.

Mais parler de système pour décrire des phénomènes naturels, les planètes, la matière organique et inorganique, les circuits électriques etc., n'a pas les mêmes effets épistémologiques lorsqu'il s'agit de phénomènes sociaux. Dans le premier cas, la réalité que recouvre le concept de système est réalisée, complète, invariable, donc incapable de changements ou de modifications radicales par elle-même, c'est un processus qui est dépourvu de volonté et de liberté, alors que la réalité sociale, elle, est constamment en voie de réalisation : elle est inachevée, variable, capable de modifications par elle-même, elle n'est pas mécanique mais plutôt auto-dynamique. Les phénomènes sociaux, contrairement aux phénomènes physiques, ne sont pas figés dans un mouvement qui contient sa répétition et sa prévision, dans une structure établie une fois pour toutes, indépendante du devenir social ; ils sont plutôt dans un processus de transformation permanent soumis aux variations du volontaire et de l'imaginaire qui sont propres à la pratique sociale. Ils se caractérisent par le projet.

Par conséquent, l'intervention de concepts élaborés pour saisir le stable déforme la perception de la réalité sociale, lui impose un ordre qui n'est pas le sien et crée des interférences idéologiques qui brouillent la perception de cette réalité. En modelant les phénomènes sociaux sur la nature des phénomènes physiques, on injecte à la réalité sociale des attributs d'immobilité qui lui sont étrangers. En procédant de la sorte, on évacue la dimension historique des phénomènes sociaux ¹ et on leur impose un ordre fictif servant, en dernière instance, à justifier et à rationaliser la conservation d'un ordre social particulier. On peut donc parler d'une « valeur ajoutée » introduite par le positivisme dans le mode de production des connaissances sociales.

L'erreur fondamentale des tenants du positivisme logique, dont Easton est l'un des représentants, est, selon M. Lowi :

L'incompréhension de la spécificité méthodologique des sciences sociales par rapport aux sciences naturelles dont les causes principales sont 1° le caractère historique des phénomènes sociaux, transitoires, périssables, susceptibles d'être transformés par l'action des hommes, 2° l'identité partielle entre le sujet et l'objet de la connaissance, 3° le fait que les problèmes sociaux sont l'enjeu des visées antagonistes des différentes classes sociales, 4° les implications politico-idéologiques de la théorie sociale : la connaissance de la vérité peut avoir des conséquences directes sur la lutte des classes ².

Ce qui fait donc problème dans cette conception unitaire des sciences, c'est la définition même de la réalité sociale ; car si on pose comme axiome de départ que

¹ Le concept de système est anhistorique en ce sens qu'il considère qu'il y a un mouvement dans le système mais que le système lui-même n'est pas en mouvement. Cette conception subordonne le mouvement à la permanence des éléments du système. De plus elle ne peut expliquer la formation du système lui-même : elle le considère comme « sui generis ».

² M. Lowi, *op. cit.*, p. 8.

le fait social est de même nature que le fait physique, on reproduit le même rapport d'extériorité du sujet à l'objet propre aux sciences de la nature, que nous avons décrit plus haut comme un rapport de manipulation, d'exploitation et de domination, rapport qui implique au niveau des sciences sociales non seulement la domination de l'homme sur la nature, mais dès lors la domination de l'homme sur l'homme.

Cette conception unitaire de la pratique scientifique et cognitive véhicule donc une vision du monde dont la rationalité est particulière à un rapport de domination et qui, appliquée aux sciences sociales, mutile le champ de la liberté en la soumettant à l'autorité des faits, forme de la réalité, donnée comme réalité dernière, excluant ainsi les virtualités.

Nous manifestons notre scepticisme à l'égard de cette position idéologique inhérente à l'empirisme logique, car nous considérons que « ce qui est » dans la société n'est pas du même ordre que « ce qui est » dans notre extériorité, c'est-à-dire le monde physique ; autrement dit, nous attribuons une spécificité à la réalité sociale par rapport à la réalité physique parce que la première est dans son essence même le produit de l'activité historique de l'homme, ce qui implique que les « lois » qui la gouvernent ne sont pas invariables, définitives, universelles, qu'elles ne sont pas données dans la nature mais construites et détruites par notre propre activité : « L'histoire humaine se distingue de l'histoire de la nature en ce que nous avons fait l'une alors que nous n'avons pas fait l'autre ¹ ». Comme l'explique très bien Lucien Goldmann, à cette différence de nature de ces deux ordres de phénomènes devrait correspondre une différence de méthode :

Il faut admettre une différence qualitative entre les deux domaines de la connaissance. Si l'homme n'est pas une machine mais un être vivant et conscient, s'il faut admettre dans l'univers, l'existence de trois manières d'être *qualitativement* différentes, la manière inerte, le vivant et le conscient, il doit y avoir aussi des différences qualitatives entre les méthodes respectives des sciences physico-chimiques, biologiques et humaines ².

Pour nous, ce qui différencie « l'objet social » de l'objet physique, c'est que le premier est capable de développement par lui-même alors que le second ne le peut pas parce qu'il est réalisé, figé dans sa structure propre, dans son mouvement même., que le devenir lui est impossible n'étant pas animé par le principe de liberté. Le phénomène social est le produit de l'activité de l'homme alors que le phénomène physique pré-existe à la réalité sociale et à l'activité cognitive elle-même.

¹ G. LUKACS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éd. de Minuit, 1970, p. 143.

² L. GOLDMANN, *Sciences humaines et philosophie*, Paris, Éd. Denoël, coll. Méditation, 1971, p. 118.

Par conséquent, la réalité sociale est une réalisation, ou encore un développement de la subjectivité de sorte que dans cette perspective, la présenter comme un rapport de sujet à objet est une mystification qui prohibe le devenir. L'empirisme logique appliqué aux phénomènes sociaux se transforme en une logique de la domination.

L'empirisme logique est alors le produit d'une culture spécifique dans laquelle l'efficacité technologique est considérée comme étant la plus haute valeur, cette culture, nous l'appelons habituellement une idéologie technocratique déguisée en une vision du monde scientifique, anti-idéologique, purgée de jugements de valeur ¹.

L'idéologie technocratique que charrie l'empirisme est clairement exprimée entre autres par K. Popper qui dit :

Par opposition à la méthode historiciste nous pourrions concevoir une méthode dont le but serait une science sociale technologique. Une telle méthode conduirait à l'étude des lois générales de la vie sociale dans le but de découvrir tous les faits qui seraient un matériau indispensable au travail de ceux qui cherchent à réformer les institutions sociales ².

Le but pratique de cette méthode est de contrôler, de manipuler les phénomènes sociaux afin de parfaire la construction des institutions sociales, fournir une protection à la société contre les intempéries de son évolution et ainsi éviter les perturbations destructrices causées par les tempêtes révolutionnaires.

Cette position épistémologique qui postule la non-spécificité des phénomènes sociaux par rapport aux phénomènes physiques produit une réification de l'objet social et une aliénation de la raison en transposant le principe d'extériorité aux activités sociales, et en posant le processus de production des connaissances comme étant autonome, indépendant des rapports sociaux qui réifiés sont l'objet de ce savoir.

Dès lors, comme, dans le monde physique, les phénomènes obéissent à des lois supra-humaines que l'homme peut découvrir et utiliser sans cependant pouvoir les modifier (il peut transformer la matière mais pas son organisation), de la même manière, dans le monde social, les phénomènes échapperont à l'activité humaine et seront considérés comme supra-historiques, comme des objets accomplis, réalisés donc saisissables.

En fait, il en va tout autrement car si la formulation d'une loi physique ne change pas la nature de l'objet, si elle n'intervient en rien dans l'ordre des phénomènes physiques (la mise en orbite d'un satellite artificiel ne modifie pas les lois de la gravitation et de l'attraction, elle exploite ces lois), par contre la

¹ L. KOLAKOWSKI, *op. cit.*, p. 235.

² K. POPPER, *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956, p. 47.

proposition d'une loi sociale modifie l'ordre des phénomènes sociaux car la pratique cognitive est elle-même un phénomène social qui participe au développement de cette réalité sociale.

En résumé, les sciences de la nature étant devenues le prototype des sciences sociales, celles-ci ont été conçues par les tenants de la tradition positiviste comme séparées de leur objet, ces sciences pouvaient utiliser les mêmes méthodes que les sciences de la nature pour observer les phénomènes sociaux, les classer, les expliquer, à la rigueur même les prévoir et formuler des propositions efficaces pour agir sur eux et les dominer. V.W. Wiseman note à ce sujet :

Plusieurs soutiennent que la croyance selon laquelle la politique peut être réduite à une science... n'est pas le produit de la raison scientifique, mais est simplement une idéologie qui utilise une pseudo-science pour justifier l'application à la société d'une pensée technologique ¹.

Le savoir engendrant sa technique... ainsi sera dépassée l'idéologie. Nous disons, pour notre part, qu'en définissant la réalité sociale comme un complexe de choses achevées, réalisées, de même nature que les phénomènes physiques, la pratique cognitive prônée par l'empirisme logique produit une connaissance idéologique privilégiant la nécessité au détriment de la liberté.

Rapports entre science pure et science appliquée, entre théorie et pratique.

[Retour à la table des matières](#)

Pour Easton, le rapport entre science pure et science appliquée qui a été fécond pour le développement des sciences de la nature, doit aussi être reproduit au niveau des sciences sociales. L'analogie avec les sciences de la nature ne fonde pas seulement la méthode, la procédure logique de l'analyse en sciences sociales, mais elle détermine aussi la structure de l'activité scientifique. Easton voudrait donc voir la séparation « logique » des sciences de la nature, sciences pures et sciences appliquées, adoptée par la science politique :

La révolution scientifique n'a pas réussi à persuader les chercheurs en sciences sociales de diviser leurs recherches selon ces deux catégories. Au contraire, ils ont été libres de consacrer une bonne partie de leurs énergies non pas à la découverte des uniformités de la vie politique, ce qui est l'objectif de la science pure, mais plutôt à

¹ V. WISEMAN, *Politics, the Master Science*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969, p. 63.

l'établissement de principes visant à guider la société dans la révision de sa structure politique ¹.

Il s'agissait surtout en adoptant cette conception de proposer une organisation de la recherche qui permette à la théorie politique de se libérer de l'emprise contraignante de l'empirisme et de l'hyperfactualisme. En réalité, cette division ne serait que *pro forma* car, dans la pratique, la recherche théorique doit, selon la conception eastonienne, être liée de très près à la recherche empirique. L'un et l'autre types de connaissance ne sont pas dans un rapport d'opposition mais plutôt de complémentarité. Par cette distinction, Easton veut différencier « la théorie causale qui est le type de théorie propre à la science pure ² », de ce qu'il appelle la « théorie réformiste » qui procède surtout de la science appliquée.

Il s'agissait d'orienter la science politique vers la construction d'un cadre théorique plutôt que de continuer à faire des recherches sur des sujets restreints, disparates, qui étaient trop souvent le produit de préoccupations pragmatiques, immédiates. Easton insiste donc ici sur la priorité qui doit être accordée à la construction d'outils conceptuels capables de produire une approche globale du phénomène politique.

La science politique avait besoin de recherches fondamentales si elle se voulait apte à apporter des solutions aux problèmes pratiques et surtout à l'état de crise de la société. Dans cette perspective, il fallait aussi rendre scientifique la méthode scientifique elle-même, c'est-à-dire adopter une procédure qui permette de reconnaître les jugements de valeur que l'on présentait sous l'étiquette de la science, ou, en d'autres termes, de maîtriser l'intervention des valeurs dans les enquêtes politiques en évaluant les conséquences de ces jugements de valeur.

À notre avis, Easton développe cette conception à partir d'un présupposé implicite ou non avoué et qui nous semble contredire ses affirmations précédentes. En effet, si la méthode scientifique parvient à contrôler les valeurs dans la production des connaissances, cela suppose qu'elle est elle-même au-dessus de ces valeurs et qu'elle peut produire des critères ou des concepts neutres. Si, comme le prétend Easton, notre conception de la méthode scientifique est produite elle aussi par des valeurs, dès lors la connaissance des valeurs est conditionnée par certaines valeurs semblables ou opposées. En quoi cela constitue-t-il une limitation à la perturbation idéologique ? À partir de quel critère pouvons-nous évaluer une théorie ? Easton, en insistant sur le développement des recherches fondamentales par la séparation entre science pure et science appliquée, vise également la clarification des prémisses morales, mais il ne précise pas en fonction de quoi, à partir de quel critère ces valeurs seront clarifiées.

¹ D. EASTON, *The Political System*, p. 178.

² *Ibid.*, p. 79.

Il s'agit surtout pour lui de faire reconnaître la priorité de la construction de cadres conceptuels et de mettre en veilleuse l'application des connaissances. Il cherche avant tout à présenter une stratégie pour le développement de la science politique dont l'objectif soit de régénérer le rôle de la théorie politique. Son argumentation ne résout pas le problème suivant : quels sont les principes de base qui façonnent la définition de la démarche scientifique, ou comment sont produits les critères qui guident la connaissance et quels objectifs servent-ils ?

Easton le reconnaît lui-même, cette stratégie n'a rien d'immuable et ne répond pas à des critères universels. L'image de la science se modifie au rythme des changements historiques, sous la pression des nécessités de la société¹.

Si, à l'époque du *The Political System*, Easton ne voyait pas la nécessité de mettre l'emphasis sur les recherches appliquées parce que, disait-il, les instruments conceptuels de la science politique étaient encore trop faibles, il considère qu'aujourd'hui le temps nous manque² et que, par conséquent, sans pour autant négliger le développement de la recherche pure et théorique, il est urgent de s'adonner à la recherche appliquée. « En résumé on nous demande de réviser notre conception de la recherche, de remettre à plus tard la recherche fondamentale et d'agir selon nos capacités professionnelles afin de mettre immédiatement en pratique les connaissances que nous avons³ ». Cette nouvelle image de la science politique doit être celle de la « pertinence pratique ». C'est sur cette question de l'emphasis à donner dans le développement de la science politique : science pure ou science appliquée, que son point de vue s'est le plus modifié pendant les vingt dernières années.

Cette prétendue nouvelle prise de position repose sur un postulat, à savoir qu'aujourd'hui la science politique possède les instruments théoriques *suffisamment adéquats* pour participer à la résolution des problèmes sociaux. Il y a état d'urgence, car si ces problèmes ne sont pas résolus, le système risque d'éclater. Dès lors, il est clair que pour Easton, le rôle de la science et de la théorie est de résorber l'état de crise, de travailler à maintenir le système en proposant des changements suffisants pour diminuer la tension (le stress) mais qui ne perturbent pas le fonctionnement du système, c'est-à-dire qui puissent être conciliables avec les principes de fonctionnement établis. C'est dans cette perspective que s'insère la « pertinence pratique » de la science politique. Easton considère d'ailleurs que la priorité donnée à la recherche appliquée n'est que temporaire et que « lorsque la crise actuelle sera résorbée un nouvel équilibre s'établira qui rendra de nouveau

¹ *Ibid.*, p. 357.

² D. EASTON, "The New Revolution in Political Science", *American Political Science Review*, décembre 1969, p. 1053.

³ *Ibid.*, p. 1055.

possible les recherches fondamentales sans égard aux considérations pratiques et immédiates ¹ ».

Il ne semble pas que ce soit en vue de transformer fondamentalement les conditions de fonctionnement qui produisent les crises – la domination, la hiérarchie, l'exploitation, l'inégalité, l'aliénation – par la mise des connaissances et des recherches au service des masses dans leur lutte de libération que la « pertinence pratique » des recherches en science politique soit envisagée par Easton.

En ce qui le concerne, il s'agit plutôt de fournir aux dirigeants politiques un éventail de connaissances qui puisse leur être utile pour résoudre les problèmes auxquels ils font face ². Cette « pertinence pratique » consiste en fait à orienter les recherches sur les problèmes immédiats de la société capitaliste et ainsi de mettre la science au service de ceux qui auront à décider, à agir, ce qui implique une acceptation d'une certaine répartition des tâches entre ceux qui pensent et ceux qui agissent. De la sorte, la science politique s'assure une position du juge suprême, elle est la solution, la dernière chance. La seule issue pour le système politique et ses dirigeants est de faire appel aux connaissances politiques rigoureuses produites par la rationalité de la méthode scientifique qui certifie leur efficacité.

Pour Easton, il est évident que la connaissance pour la connaissance est un mythe ; il reconnaît que l'intellectuel a pour rôle de produire des connaissances utilitaires, c'est-à-dire aptes à répondre aux besoins de la société. Bien sûr, il est évasif sur ce terme, la société étant un concept abstrait et ambigu. Il faudrait savoir qui utilise la connaissance, comment et pourquoi. L'utilisation d'un savoir n'est pas plus neutre que le savoir lui-même. Easton reconnaît que cette utilisation doit être surveillée mais il se garde bien de s'avancer trop loin sur le rapport entre la structure sociale établie et l'utilisation de la connaissance. Il préfère se situer au niveau de la généralité, éludant ainsi le problème réel de la lutte des classes. La mise des connaissances au service de la société est une vision idéaliste. Concrètement, pour employer la terminologie eastonienne, l'« input » connaissance n'est pas à la disposition de tous. D'abord, cet input est modelé par les besoins et les intérêts de la classe dominante ; ensuite, son utilisation est contrôlée par ceux qui possèdent les moyens de les mettre en pratique ; l'appareil institutionnel qui rend possible la production de ces connaissances n'est-il pas dépendant du groupe dominant ? Certes, ce rapport de dépendance n'est pas absolu, car au niveau de la production intellectuelle, on retrouve le même type de rapports de forces et de rapport de production qu'au niveau de la production matérielle de sorte qu'une connaissance radicale et critique est produite mais, le plus souvent, la reproduction de la contradiction à ce niveau se fait en dehors de l'appareil institutionnel, et si elle y est intégrée ce n'est qu'à titre de caution morale.

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 354.

² Voir D. EASTON, *The Political System*, p. 354.

Il nous faut aussi noter que la connaissance critique produite institutionnellement garde toujours les marques de son origine et se freine elle-même dans le fatras de procédures qu'elle s'oblige à suivre. C'est donc plutôt en dehors du cadre institutionnel qu'une connaissance critique est possible et qu'elle peut s'insérer dans des luttes concrètes, non pas seulement comme pratique théorique mais comme praxis. Il ne s'agit pas simplement pour le politologue d'être radical dans sa profession, il faut aussi qu'il soit radical dans sa vie concrète.

L'utilitarisme eastonien ne va certes pas dans ce sens. Sa conception de la connaissance reconnaît l'osmose entre les sentiments personnels, le code moral du politologue et sa production intellectuelle ; mais il ne semble pas reconnaître le processus, inverse, c'est-à-dire que la production intellectuelle doit intervenir dans la vie personnelle du chercheur et que l'utilisation de la connaissance doit se faire en dehors de la répartition des rôles fixés par les structures sociales. Au contraire, sa conception semble adopter les canaux prévus par la structure sociale existante pour l'utilisation de la connaissance. Dès lors, le savant échange sa connaissance comme une marchandise et est payé en retour par des récompenses en argent, en statut ou en prestige. Son rôle n'est pas de participer à la mise en pratique des connaissances, mais il se réserve le droit, dans le cadre de sa profession, de censurer l'utilisation de son produit, censure évidemment qui est de principe.

Dans cette perspective, le politologue ne participe pas directement à la définition de la situation ; il répond à la demande de connaissance formulée par ceux qui définissent la situation et déterminent la nature des rapports sociaux. Le système est en crise et, devant cette menace, le politologue doit répondre présent. Mais pour qui y a-t-il crise ou urgence ? Qui est menacé ? C'est ce qu'Easton devrait définir. Il se contente d'offrir ses services. Il faut, dit-il, que dans l'état actuel des choses, la connaissance soit génératrice de réformes.

Si la science politique peut satisfaire les besoins complexes de la société capitaliste avancée, ce sera par la congruité de ses analyses, par une amélioration de la «*reliabilité*», de la sûreté de ses connaissances ; c'est en ce sens que la pratique de connaissance guidée par les cadres théoriques pourra, pour Easton, répondre à l'urgence de la situation et fournir des solutions de réforme à ceux qui ont pour tâche de prendre les décisions et donc d'appliquer les connaissances.

C'est en mettant sa capacité analytique au service de ceux qui sont menacés par les conflits sociaux que le politologue assumera pleinement son rôle et sera engagé dans la reconstruction de l'ordre social. Easton ne nous présente-t-il pas ici une vision libérale du rôle de l'intellectuel fondée essentiellement sur la séparation organisationnelle et institutionnelle entre théorie et pratique, sur une conception élitiste du rapport entre l'intellectuel et les masses ?

Le réaménagement qu'il propose entre science pure et science appliquée traduit, à notre avis, une des tendances majeures de la société capitaliste avancée qui est de mettre l'université au service de la production, de mobiliser le savoir pour répondre aux impératifs définis par la classe dominante pour qui le capital seul n'est plus suffisant pour assurer son maintien et qui cherche par conséquent à compenser ses insuffisances et à prolonger son existence et ses contradictions en transformant la science et la technique en force productive, la principale force productive, le principal moyen d'organisation sociale.

Dans cette perspective, la vieille éthique scientifique devient de plus en plus désuète et se décompose au rythme des besoins croissants de l'économie de marché. Cette intégration de la science et de la technique dans le processus de production de la vie matérielle ne touche pas seulement les sciences de la nature mais aussi les sciences de l'homme, mobilisées pour pacifier le fonctionnement du système en lui fournissant les instruments et les stratégies nécessaires au contrôle des activités humaines non seulement dans les rapports de production mais aussi dans la reproduction des rapports de production.

Dans ce contexte, une redéfinition des normes de l'éthique scientifique s'imposait, mais cette redéfinition coïncide avec la constitution des monopoles, des entreprises multinationales, des gestions technocratiques, des entreprises d'État bureaucratiques, avec la production et la consommation de masse, conséquences du plein développement de l'industrialisation capitaliste fondée sur l'impérialisme, développement qui a rendu possible la révolution scientifique et technique mais qui en même temps se trouve renforcé par elle.

Nous croyons que c'est dans ce contexte qu'il faut situer la conception utilitariste de la connaissance développée par Easton ainsi que sa conception du rapport entre science pure et science appliquée, entre théorie et valeurs et enfin sa conception du rôle du politicologue.

Si Easton reconnaît la nécessité sur le plan formel et institutionnel de séparer recherche pure et recherche appliquée, nous pouvons probablement en déduire qu'en ce qui concerne le rôle du politicologue cette même séparation se reproduira, c'est-à-dire que la pratique théorique ne coïncidera pas avec la mise en pratique des théories et qu'une différenciation fonctionnelle mettra une frontière entre l'activité analytique et la vie concrète du politicologue ¹.

Ainsi, la science politique ne peut plus s'en tenir à l'image wébérienne du divorce entre connaissance et action. Le « social scientist » ne peut plus vivre avec l'illusion de la non-responsabilité de l'intellectuel à l'égard de l'utilisation des connaissances qu'il produit : « Pour beaucoup d'entre nous, il n'est plus tolérable sur le plan pratique et sur le plan moral de demeurer sur la touche de la vie

¹ Voir *Ibid.*, p. 356.

politique lorsque nos expertises nous préviennent du désastre ¹. » Easton, conscient de la nécessité de redéfinir l'image de la science politique, propose une solution mitigée qui, sans rejeter entièrement les critiques faites à l'égard du behaviorisme traditionnel concernant l'illusion de la neutralité, *tente de maintenir malgré tout un champ d'activité intellectuelle qui échappe à la politisation*.

En fondant son argumentation sur le postulat de la nécessité de la division du travail, il propose de distinguer trois types d'activités possibles : d'un côté l'enseignement et la recherche et de l'autre la politique concrète ². En ces temps de crise, il trouve absurde de vouloir échapper à la politisation ; la science neutre n'existe pas. Mais « en même temps, nous devons être capables de protéger nos institutions historiques traditionnelles, les associations professionnelles pour permettre la poursuite continue de la recherche fondamentale ³ ». Pour rejoindre ces deux objectifs, il propose de distinguer discipline et profession : la tâche de la première (enseignement et recherche) consiste à produire les connaissances et celle de la seconde, à surveiller l'application que l'on fait de ces connaissances.

Si la profession a avantage à être politisée, il ne faut pas, par contre, que la discipline, elle, le soit. Afin de préserver le rôle académique de l'institution appelée « Association américaine de science politique » de l'agitation politique, il propose de créer un autre type d'organisation qu'il appelle « Federation of Social Scientists » permettant aux politicologues d'assumer leur responsabilité sociale. C'est par l'intermédiaire de la profession conçue comme un groupe de pression que l'action politique pourra être intégrée comme norme acceptable pour le comportement du scientifique et qu'ainsi le politicologue aura une emprise sur l'utilisation des connaissances qu'il produit.

De la sorte, pense Easton, connaissance et action, théorie et pratique seront réconciliées. Cela permettra au politicologue de consacrer une partie de ses efforts et de ses ressources à l'engagement actif et critique envers les problèmes politiques contemporains, tout en maintenant son image d'intégrité nécessaire à son maintien dans les institutions de cette même société en crise laquelle lui fournit son statut, ses récompenses et sa raison d'être. Dès lors, comment cette politisation de la profession entraînera-t-elle des transformations réelles dans les rapports sociaux puisque le politicologue demeurera toujours un être divisé entre d'une part ce qu'il croit bon pour la société et, d'autre part, les normes et les limites que lui imposent son statut, les normes culturelles qui sous-tendent son activité professionnelle ainsi que les institutions qui matérialisent son existence : l'université, le financement de la recherche, etc.

Il nous semble que l'effort de lucidité tenté par Easton est surtout animé par des principes libéraux et, pour cette raison, ne peut dépasser la contradiction qui lui

¹ *Ibid.*, p. 345.

² *Ibid.*, p. 345.

³ *Ibid.*, p. 347.

permet d'exister. En d'autres termes la conception eastonienne de la connaissance reproduit un des principes de base de l'activité capitaliste : la division du travail ¹ qui, sur le plan intellectuel, s'est traduite historiquement par ce qu'on a appelé le dualisme méthodologique fondée sur la séparation entre l'objet à connaître et le sujet connaissant. Ce principe de base du capitalisme/libéralisme s'est concrétisé par l'institutionnalisation du savoir et par l'émergence d'une hiérarchie fondée sur l'acceptation d'une différence entre celui qui connaît et celui qui, supposément, ne sait pas ². Elle a pour conséquence pratique d'entraîner la formation d'une élite qui possède les instruments de production intellectuelle et qui se réserve le droit et le pouvoir de déterminer ce qu'est la réalité sociale, quels sont les besoins des masses et quelles sont les solutions à apporter pour harmoniser le fonctionnement du système.

Les hommes qui produisent les relations sociales correspondant à leur production matérielle, produisent aussi les idées, les catégories c'est-à-dire les expressions idéales de ces mêmes relations ³.

La classe dominante, par l'intermédiaire de ses théories empiriques, n'opère ainsi que la description, que le constat tautologique de son ordre propre ; elle mesure par sa propre loi le fonctionnement de l'ensemble social. Sa connaissance extrait du « réel » la loi même qu'elle lui applique. C'est en ce sens que nous disons que la production théorique du politologue ne fait que signifier le système de pouvoir établi. L'empirisme ou le réalisme scientifique n'est alors qu'une autre forme du discours du pouvoir de la classe dominante, forme qui se prétend autonome par rapport à son contenu de domination. On aboutit à la mystification selon laquelle les sciences sont souveraines dans leur développement historique.

Dans cette optique, la connaissance résulte d'une activité spécialisée, séparée des autres types d'activités qui deviennent ainsi son matériel objectifié. Cette conception de la connaissance comme pratique spécifique autonome convient bien à un monde dans lequel la technologie, la logique de la marchandise et l'État poussent toujours plus loin la recherche de techniques de manipulation et de contrôle de l'être humain.

Easton ne s'est pas dégagé du dualisme méthodologique, il ne met pas en question ce postulat primordial, fondement de la culture scientifique occidentale. Sa théorie de la connaissance reconnaît la différenciation fonctionnelle, soit la séparation entre celui qui possède la connaissance parce que sa tâche est de

¹ Easton discute cette question dans *The Political System*, 2^e édition, p. 100-106. L'étude de la société nécessite une division du travail, une répartition des tâches. Easton considère que les problèmes sociaux sont globaux qu'ils sont formés de variables diverses qui sont interreliées, mais leur étude nécessite, pense-t-il, une séparation formelle, abstraite des composantes de ces phénomènes, une spécialisation des connaissances.

² Voir A. GOULDNER, *op. cit.*, p. 495.

³ K. MARX, F. ENGELS, *L'idéologie allemande*, Paris, Éd. Sociales, 1953, p. 35.

connaître, et celui qui est l'objet de cette activité, c'est-à-dire le monde ordinaire, défini pour la circonstance comme étant dépourvu de connaissance et ne possédant pas les moyens d'agir par lui-même sur son existence. Mais elle se garde bien d'essayer de comprendre la raison de ce rapport de subordination, elle se contente de chercher des aménagements nouveaux à l'intérieur de l'ordre social existant, espérant par là corriger la situation de crise des sociétés capitalistes avancées. Si la démarche critique d'Easton est aussi restreinte, ce n'est pas par hasard ; c'est, croyons-nous, parce qu'il y a une acceptation de ce système lui-même, non pas bien sûr d'un système politique particulier, mais d'un système conceptuel, un système de raisonnement particulier à un mode de production fondé sur la séparation entre celui qui possède les instruments de production et celui qui les utilise, sur la division du travail, sur la spécialisation des tâches, sur l'inégalité, sur la domination, bref sur l'aliénation et non sur la libération de l'homme.

Chapitre II

La conception de la théorie politique chez David Easton

La pensée dialectique détruit l'opposition *a priori* de la valeur et du fait, en interprétant tous les faits comme les étapes d'un seul et même processus. Dans ce processus, sujet et objet sont si intimement liés que la vérité ne peut être déterminée que dans la totalité sujet-objet : tous les faits expriment le connaître de même que le faire ; ils traduisent continuellement le passé dans le présent, et les objets « contiennent » ainsi la subjectivité dans leur structure même... Chaque réalité, par conséquent est une *réalisation*, autrement dit un développement de la « subjectivité »

Herbert MARCUSE, *Raison et Révolution*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. 42-43.

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous le mentionnions dans le chapitre précédent, la conception de la théorie de la connaissance chez Easton n'est pas neutre vis-à-vis de sa conception de la théorie politique. Dans notre analyse, nous les distinguons pour plus de clarté, mais dans les pages qui précèdent, à de nombreuses reprises, nous avons indiqué en creux les liens entre la position épistémologique d'Easton et sa conception de la théorie politique.

Aussi, dans ce chapitre, nous reprendrons certaines critiques esquissées dans le chapitre précédent pour éclairer l'autre dimension de l'appareil conceptuel

d'Easton : sa définition de la théorie politique et de son rôle dans le processus de production des connaissances sociales.

Dans l'analyse qui précède, nous avons cherché à faire ressortir les positions philosophiques et normatives sous-jacentes aux propositions d'Easton concernant le rapport entre les faits et les valeurs, la théorie et la pratique, la science pure et la science appliquée, ainsi que sa conception unitaire de la méthode scientifique. Cette étude nous a permis de mettre en lumière la filiation intellectuelle entre le positivisme et la théorie de la connaissance d'Easton et de relever certains traits idéologiques propres à ce mode de production des connaissances sociales.

Afin de relier sa définition de la théorie politique à sa théorie de la connaissance, il nous faudra ici, en premier lieu, reprendre certaines notions primordiales tels les différents attributs de la connaissance scientifique.

Notre hypothèse de travail dans ce second chapitre sera donc que, chez Easton, c'est la façon de définir la connaissance qui fournit les critères pour définir la théorie politique et son rôle. Il s'agira de démontrer que le rôle et la nature de la théorie en science politique tels que définis par Easton, ne diffèrent pas des attributs des théories des sciences de la nature et, qu'à la limite, les objectifs du projet scientifique sont les mêmes à la fois pour les phénomènes extérieurs à l'homme et pour l'homme lui-même.

Questions de méthode : l'induction et la déduction

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif formel de la pratique cognitive universitaire est de produire des connaissances empiriques, vérifiables et universelles, ces trois attributs étant indissociables. Selon nous, cet énoncé contient un projet situé et, comme le remarque L. Goldmann : « La pensée humaine en général, et, implicitement la connaissance scientifique, qui en est un aspect particulier, sont étroitement liées aux conduites humaines et aux actions de l'homme sur le monde ambiant ¹. » Par conséquent, la pratique cognitive étant liée à la pratique sociale elle-même, à l'objectif formel correspond un objectif informel, implicite, qui consiste à produire des instruments capables d'intervenir pour contrôler et dominer l'objet lui-même de

¹ L. GOLDMANN, *Sciences humaines et Philosophie*, Paris, éd. Denoël, coll. Méditation, 1971, p. 22.

la connaissance, ce dernier projet donnant sa signification au premier ¹. En ce sens, connaissance et intérêt sont intimement liés. Habermas dit à ce sujet : « L'approche des sciences analytico-empiriques contient un intérêt cognitif technique... C'est l'intérêt dans le contrôle technique sur des processus objectifiés ². »

Dans cette perspective, les constructions théoriques et les moyens conceptuels de la production des connaissances ne sont pas définis en dehors de l'activité de l'homme lui-même, de son rapport à l'univers, de sorte que la logique cognitive qu'il se donne n'est pas pure, c'est-à-dire autonome, au-dessus des pratiques concrètes et situées, mais procède plutôt des jugements de valeurs qu'il porte à partir de la représentation qu'il se fait de son rapport à l'univers.

Pour paraphraser G. Lukacs, disons que les catégories, ou les concepts utilisés pour penser la réalité sont des catégories de pensée, des abstractions propres à l'état de développement des forces productives : « L'idéal épistémologique des sciences de la nature, qui, appliqué à la nature, ne fait que servir les progrès de la science, apparaît lorsqu'il est appliqué à l'évolution de la société comme un instrument de combat idéologique de la bourgeoisie ³. » Cette proposition de Lukacs fait référence à l'économie classique qui, en masquant les antagonismes inhérents à la production capitaliste, conceptualisait ce mode de production en le présentant sous forme de principes et de lois éternelles de la nature et de la raison, prohibant ainsi la possibilité de concevoir un dépassement de cet ordre même. (Cette référence à la critique de l'économie classique faite par Lukacs illustre bien l'argumentation que nous développerons dans les pages qui suivent.)

Cette position épistémologique n'est possible que si les catégories utilisées pour penser la réalité sociale et politique sont construites sur le modèle des catégories, des concepts et de la procédure analytique et cognitive développés par les sciences de la nature, elles-mêmes produites en fonction du rapport d'extériorité et de domination de l'homme sur la nature ; elles n'échappent pas aux valeurs qui surgissent de l'activité de l'homme. On ne peut donc pas accepter comme allant de soi les principes cognitifs développés par les sciences de la nature pour fonder le mode de production des connaissances sociales, car il y a une différence qualitative entre les méthodes des sciences de la nature et les méthodes des sciences sociales, l'« objet » de ces dernières n'étant pas de même nature que l'objet des premières.

L'argument qui nous permet de poser cette différence est le suivant : la réalité physique existe en dehors de l'homme alors que la réalité sociale est le produit de

¹ C. P. SNOW remarque à ce sujet : « Le processus scientifique obéit à deux mobiles ; comprendre le monde physique d'une part, et avoir barre sur lui d'autre part » (*Les deux cultures*, Paris, Pauvert, 1960, p. 103).

² J. HABERMAS, *Knowledge and Human Interests*, London, Heinemann, 1972, p. 308-309.

³ G. LUKACS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éd. de Minuit, 1970, p. 29.

l'activité de l'homme, activité à la fois dirigée vers son environnement matériel et vers ses semblables avec qui il interagit dans son rapport à la nature, dans sa volonté de la maîtriser. Par conséquent, le phénomène physique n'a aucune valeur par lui-même alors que le phénomène social est lié aux valeurs produites par la conscience que l'homme a de sa situation.

Ainsi un des aspects qui différencient le phénomène physique du phénomène social, c'est que ce dernier implique un ensemble de valeurs, étant par définition le produit de l'activité humaine, alors que le premier est pur, c'est-à-dire que sa matérialité, en elle-même, ne contient pas d'éléments normatifs. La réalité sociale se différencie donc qualitativement de la réalité physique par son contenu même qui est fait de conscience et de valeurs en constant développement. Ce qu'on croit saisir par l'expérience sensible de ce qu'on appelle phénomènes sociaux, n'est par conséquent que des valeurs à la fois réalisées, concrétisées, formalisées historiquement mais aussi en mouvement, c'est-à-dire dans un processus de dépassement perpétuel.

Définir la réalité sociale dans les mêmes termes et avec les mêmes concepts utilisés pour définir la réalité physique implique donc que la pratique cognitive des sciences sociales produit des connaissances et des lois de même nature que celles des sciences naturelles, c'est-à-dire des lois invariables, universelles. Cela signifie donner un caractère définitif, naturel et rationnel à un type particulier de rapports sociaux et vouloir arrêter l'histoire. Ce projet épistémologique cherche ainsi à maintenir une forme de la réalité sociale, c'est-à-dire la réalité de la domination d'une classe sur une autre. Pour Lukacs, ce mode de production des connaissances est non scientifique : « Le caractère non scientifique de cette méthode apparemment si scientifique réside donc en ceci qu'elle ne s'aperçoit pas du caractère historique des faits qui lui servent de base et néglige ce caractère historique ¹. »

Ce qu'il faut surtout retenir de cette argumentation, c'est que : « Tout fait social est un fait historique et inversement ². » et que, par conséquent, ces faits sont non seulement instables, en continuel changement, mais aussi qu'ils sont dans leur structure même des produits d'une époque historique déterminée, d'un mode de rapport particulier de l'homme à la nature et des hommes entre eux.

Ainsi, vouloir appliquer les principes heuristiques des sciences de la nature à l'étude des phénomènes sociaux, signifie placer concrètement la pratique cognitive des sciences sociales sur le terrain de la rationalité de la société capitaliste, acceptant ainsi sans critique son essence, sa structure d'objet et les lois de son fonctionnement comme fondements immuables de la « science ». Cela signifie

¹ *Ibid.*, p. 24.

² L. GOLDMANN, *op. cit.*, p. 29.

détacher la connaissance de la critique, la théorie de la pratique et le réel de son devenir.

À cet égard, M.Q. Hale dans « The Cosmology of Arthur Bentley ¹ » a essayé de montrer comment A. Bentley, D. B. Trumann et D. Easton, malgré les divergences qu'ils manifestent dans leur identification implicite à la défense du pluralisme en tant que système établi, mettent entre parenthèse l'histoire et le devenir et excluent tous les possibles pour imposer la réalité actuelle ². C'est là, croyons-nous, la principale conséquence de la conception unitaire de la méthode scientifique et elle est lourde de signification quant à la fonction sociale des sciences sociales.

Cette conception est actuellement dominante dans les diverses disciplines des sciences sociales, et Easton n'est pas le seul ³ en science politique à mettre l'accent sur l'importance de modeler le développement de la science politique sur la méthode scientifique, et à faire référence « à une science politique modelée selon les postulats méthodologiques des sciences de la nature ⁴. »

Les débats sur cette question, les désaccords entre les politicologues apparaissent lorsqu'il s'agit de savoir 1° si les sciences sociales sont en accord avec la pratique cognitive des sciences de la nature et 2° quelle est la véritable méthode scientifique employée dans les sciences de la nature : la méthode inductive ⁵ ou la méthode déductive ⁶.

¹ M. Q. HALE, « The Cosmology of A. Bentley », dans W. E. CONNOLLY, *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton, 1969.

² Voir à ce sujet la conclusion d'Easton dans *A System Analysis of Political Life* New York, J. Wiley and Sons, 1965, qui est très révélatrice.

³ Voir entre autres : De GRAZIA *Political Behavior*, New York, 1962 pp. 7- 41-55-336-346 ; H. LASSWELL, *Power and Personality*, New York, 1948 p. 121, 203 ; ISAAK, *Scope and Method of Political Science*, Dorsey Press, 1969, p. 51 ; K. DEUTSH, « Recent Trends in Research Method in Political Science », CHARLES-WORTH, *A Design for Political Sciences*, Philadelphie, 1966, p. 157-158 ; MURPHY, *Political Theory*, Homewood, 1968, p. 241-242. C. G. HEMPEL, dans *Éléments d'épistémologie*. Paris, A. Colin, 1972, p. 2, résume bien cette position : « Nos conclusions relatives aux méthodes et au raisonnement de la recherche scientifique s'appliquent aussi bien aux sciences sociales. »

⁴ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Prentice Hall, 1965, p. 8, 17. Voir aussi "The New Revolution in Political Science", *American Political Science Review*, 1969, p. 1051, et "The Current Meaning of Behaviorialism", dans CHARLES-WORTH, *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1969, p. 11, 19, 26.

⁵ La méthode inductive semble avoir présidé au développement des sciences de la nature. Ainsi les principes méthodologiques énoncés par Locke et Newton se caractérisent par le refus des idées innées et de la méthode déductive : « Observons, calculons, comparons les résultats, mais ne cherchons pas à construire par notre seule intelligence de brillants systèmes d'explication qui proposeraient par simple déduction, réponses à toutes nos questions ». Voir R. DESNÉ, « La philosophie française au XVIII^e siècle », dans François CHATELET *Histoire de la philosophie ; Les Lumières*, Paris, Hachette, 1972, tome 4, p. 85 et 87.

⁶ K. Popper a largement influencé ce débat. Il dit à ce sujet : « Et je pense que les erreurs cruciales faites dans la plupart des discussions de méthode viennent de certaines méprises très

Les divergences entre les tenants de ces deux dernières approches se situent sur le plan de la stratégie de la recherche. Schématiquement, elles peuvent se résumer ainsi : ou bien les faits précèdent la théorie, ou bien la théorie précède les faits ; la première proposant d'aller du particulier au général et la seconde de partir du général pour rendre compte du particulier.

Dans le raisonnement inductif, la conclusion portant sur tous les membres de l'ensemble est tirée des prémisses se référant à l'observation des parties de l'ensemble, alors que dans le raisonnement déductif, la conclusion répète identiquement ce qui était donné dans les prémisses initiales. Dans ce dernier cas, c'est donc la vérité des prémisses qui entraîne inmanquablement celle de la conclusion, tandis que dans le raisonnement inductif, c'est la vérité dans l'observation expérimentale et l'accumulation des données qui fonde la vérité de la conclusion c'est-à-dire qui permet de passer de prémisses portant sur des cas particuliers à une conclusion qui a le caractère d'une loi ou d'un principe général. C'est la distinction classique entre propositions logiques et propositions empiriques. À cet égard, E. Meehan décrit la vérité logique comme étant absolue, c'est-à-dire qu'il est impossible d'accepter les prémisses et de refuser les conclusions sans se contredire, la vérité empirique, elle, serait relative, c'est-à-dire contestable à partir des critères utilisés pour définir la vérité de la proposition ¹. Nous pensons, contrairement à Meehan que la logique empirique se fonde, elle aussi, sur des prémisses, entre autres, sur celle qui définit l'objet comme porteur de ses principes de connaissance.

Pour les tenants de l'approche déductive, les hypothèses et les théories scientifiques ne sont pas dérivées des faits observés ; au contraire, elles sont formulées pour en rendre compte. « Elles constituent des conjonctures portant sur les liens entre les phénomènes qu'on étudie, sur ce que leur cours peut avoir, à l'arrière plan d'uniforme, et sur les modèles qui peuvent lui être sous-jacents ². »

Ainsi, selon le point de vue de Popper, il ne s'agit pas d'attendre passivement l'apparition des répétitions et des uniformités ; il faut plutôt imposer activement ces régularités sur le monde réel. Ce n'est donc pas la procédure de découverte des lois qui, ici, constitue la méthode scientifique, procédure définie par l'approche inductive comme ayant quatre étapes : 1° l'observation et l'enregistrement de tous les faits, 2° l'analyse et la classification de ces faits, 3° la dérivation d'énoncés généraux par induction à partir de ces faits, et 4° contrôles supplémentaires des

répandues sur les méthodes de la physique ; plus précisément d'une interprétation erronée de la forme logique de ces théories, des méthodes de vérification et de la fonction logique de l'observation et l'expérimentation » (*Misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956, p. XIV). Il se range quant à lui du côté de la méthode déductive.

¹ E. MEEHAN, *The Theory and Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965, p. 172.

² C. G. HEMPEL, *Éléments d'épistémologie*, Paris, A. Colin, coll. U, 1972, p. 23.

énoncés généraux. Pour les tenants de l'approche déductive, ce mode de raisonnement n'est pas logique et ne peut être la base de connaissances valables.

Dans l'optique de Popper, les théories scientifiques sont le fruit de l'invention et du hasard. La connaissance n'est pas un fait social et historique, elle est le produit de l'imagination et de la perspicacité d'un chercheur individuel, elle est le résultat du génie individuel ¹.

La méthode par laquelle nous obtenons nos théories ou nos hypothèses est une affaire strictement personnelle, elle ne concerne en rien la méthode scientifique dont l'objet est la vérification de la théorie.

La question de savoir comment une idée nouvelle apparaît... n'est pas pertinente pour l'analyse logique de la connaissance scientifique ².

M. Foucault prétend pour sa part qu'une analyse causale de la production scientifique qui expliquerait comment une nouvelle idée naît, est reconnue et devient dominante, est possible et nécessaire. Il montre comment des changements économiques et politiques ont déterminé la conscience des hommes de science, l'horizon et la direction de leurs intérêts, leur système de valeurs, leur manière de percevoir les choses, le style de leur rationalité, etc. Il illustre ceci en indiquant comment la naissance du capitalisme industriel, fondé sur la disponibilité de la main-d'œuvre, a modelé l'orientation de la médecine, la maladie prenant alors une dimension sociale ³.

Ainsi, les positions épistémologiques de Popper pourraient se rattacher à une vision du monde propre au développement des sociétés capitalistes avancées qui sont définies comme étant celles où la technologie est le principal facteur de croissance. Dès lors, l'intervention de la technologie ne se fait pas seulement dans les moyens de production et dans les rapports de production, mais elle se manifeste

¹ Pour Popper, on doit, par exemple, la découverte de la loi de l'attraction terrestre au génie propre, à l'intuition de Newton. Ce qui nous intrigue ici, c'est de savoir pourquoi tous ceux qui, avant Newton, ont vu des pommes tomber n'en ont pas tiré une théorie. Pourquoi y aurait-il une logique dans la production des connaissances et pas une logique de la production des connaissances ? Ce qui est mis en question par Popper, c'est l'historicité des phénomènes cognitifs. Pour notre part, nous pensons que si Newton a pu formuler cette loi de l'attraction terrestre, c'est parce qu'un ensemble de conditions sociales et historiques étaient réunies et qu'il ne fut que le véhicule de cette réalisation, ce qui n'enlève rien à son génie personnel. La production d'une connaissance ne se fait pas dans un monde éthéré, d'apesanteur du réel ; au contraire, elle est liée à la problématique concrète d'une époque historique donnée qui est la condition initiale à toute production scientifique. Marcuse dit à ce sujet : « Les étoiles qu'observait Galilée étaient les mêmes que celles qu'on voyait dans l'Antiquité, mais l'univers du discours et de l'action avait changé : la réalité sociale avait ouvert une nouvelle direction et un nouveau point de vue pour l'observation, elle avait découvert les moyens d'ordonner des données » (*L'Homme unidimensionnel*, Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 181).

² K. POPPER, *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956, p. 131, et *Logic of Scientific Discovery*, Toronto, University of Toronto Press, 1959, p. 31.

³ M. FOUCAULT, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1971, p. 213.

aussi dans les rapports sociaux, de sorte que la rationalité de l'efficacité, du rendement et du contrôle n'est pas seulement appliquée aux phénomènes naturels : elle s'étend aux phénomènes sociaux qui doivent eux aussi être régularisés, ordonnés. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant de constater que les méthodes que Popper considère comme fécondes, sont ce qu'il appelle les méthodes d'une technologie fragmentaire (piecemeal technology).

Tout comme la tâche principale de l'ingénieur est de dessiner des machines, de les remanier et de les faire marcher, de même celle du technologue ou de l'ingénieur opportuniste est de dessiner les plans des institutions sociales et de reconstruire et de faire fonctionner celles qui existent déjà ¹...

Popper attaque et rejette dans « l'historicisme » le fait que cette méthode peut indiquer, par la raison critique, les voies possibles d'une transformation globale de la société. Il propose en retour de s'intéresser aux aspects particuliers, limités, fragmentés de la vie sociale, afin de rechercher les possibilités d'accommodement par des ajustements aux institutions sociales déjà existantes. Il s'agit donc de prendre ce qui existe et d'en aménager les aspects défectueux ; tout comme l'ingénieur règle sa machine, il s'agit de régler la mécanique des rapports sociaux, car il n'y a pas de différences fondamentales entre les phénomènes sociaux et les phénomènes naturels.

Il n'y a donc pas une méthode pour connaître les phénomènes de la nature et une méthode pour connaître les phénomènes sociaux. L'approche inductive n'est pas propre aux premiers et l'approche déductive aux seconds. Popper défend lui aussi la thèse de l'unité méthodologique des sciences : « ... toutes les sciences théoriques ou généralisantes font usage de la même méthode qu'il s'agisse des sciences naturelles ou de sciences sociales... Les méthodes se réduisent toujours à l'explication causale déductive, à la prédiction et à la vérification ² »

Pour Popper, l'approche inductive n'est pas la bonne voie à suivre pour le développement des connaissances. Une telle conception du mode de production des connaissances est en effet insoutenable : tout d'abord, une recherche scientifique ainsi conçue ne pourrait jamais débiter, car la collection de tous les faits est impossible, des faits nouveaux apparaissant constamment. De plus, si le chercheur décide de se limiter aux faits significatifs, encore faut-il qu'il dise par rapport à quoi ils sont significatifs. Enfin, les faits n'expliquent rien par eux-mêmes.

Pour pallier ces carences, Popper propose l'approche déductive qui, à son avis, est plus féconde pour la production des connaissances. Il expose ainsi ses raisons :

¹ K. POPPER, *op. cit.*, p. 68.

² K. POPPER, *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956, p. 128-129.

Je crois que les théories ont la priorité sur les observations aussi bien que les expérimentations, en ce sens que ces dernières n'ont de signification qu'en relation à des problèmes théoriques. Aussi nous est-il nécessaire de poser une question avant de pouvoir espérer que l'observation ou l'expérimentation puisse nous aider en quelque façon à fournir une réponse. Ou pour exprimer cela dans les termes de la méthode des essais et erreurs, l'essai doit venir avant l'erreur la théorie ou l'hypothèse, qui est toujours provisoire, fait partie de l'essai, tandis que l'observation ou l'expérimentation nous aident à éliminer les théories en montrant en quoi elles sont erronées ¹.

L'essence de la méthode scientifique est son caractère hypothétique, et c'est au niveau de la vérification qu'interviennent les critères de vérité ou d'erreur. Toute démarche scientifique débute par un problème, par une question posée qui détermine quelles données doivent être recueillies. Les théories ne sont pas immanentes aux faits, mais elles les transcendent, leur donnent un sens.

Il ne suffit donc pas d'accumuler des faits pour découvrir les règles qui les régissent ; il faut plutôt les intégrer dans une structure de relations et leur donner une signification en les mettant en rapport avec des propositions théoriques générales. La chaîne logique de la démarche déductive est ainsi formée : formulation d'une hypothèse d'un problème ou d'une question, qui guide l'observation, l'accumulation et le classement des faits ; ces derniers, à leur tour, permettent la vérification des relations posées hypothétiquement ; si les faits confirment l'hypothèse, il y a généralisation ou loi.

Les lois ne peuvent que décrire le phénomène des relations ou processus, elles n'expliquent rien, elles font simplement état des relations observées. À partir d'un ensemble de lois, de généralisations particulières, il y a construction d'une théorie. Ce sont les théories qui expliquent les lois en les incluant dans un ensemble plus large et c'est à travers les lois que se vérifient les théories.

La distinction entre l'approche inductive et déductive repose donc sur une différence de postulat au sujet de l'homme et de son rapport à la nature.

Les inductivistes postulent que l'univers a un sens, des lois, une structure qui existent en dehors de l'homme et que par conséquent, l'homme, pour connaître cet univers, n'a qu'à recenser par l'observation et l'expérience sensible ces phénomènes : une fois les faits accumulés, se dévoileront les mystères de la nature, l'accumulation des parties permettant la reconstitution du tout.

Les déductivistes partent d'un postulat différent ; c'est l'homme qui crée ces lois, ces relations entre les phénomènes, de sorte que ce qui produit la connaissance ce n'est pas l'observation et l'expérience, mais l'imagination et l'intuition (au sens de Bergson, dirait Popper). Dans cette perspective, l'observation

¹ *Ibid.*, p. 100.

et l'expérimentation n'ont qu'une fonction de contrôle et de vérification des hypothèses. Dans cette logique scientifique, le chercheur émet d'abord une « idée »¹ ou une hypothèse dont il tire plusieurs inférences et celles-ci, à leur tour, sont soumises au contrôle empirique qui confirme ou réfute l'hypothèse. Ainsi, en partant de l'essentiel et en faisant abstraction de l'accidentel, on pourra retrouver les parties, le singulier. Les inductivistes essaient de justifier leur démarche en faisant appel à sa rigueur alors que les déductivistes mettent l'accent sur la fécondité de leur méthode.

À notre avis, cette distinction n'est que formelle car elle repose sur une distinction entre le tout et la partie, entre le singulier et le général, entre le particulier et l'universel. Ces deux méthodes procèdent donc de la logique formelle, car elles se fondent sur la saisie de la forme des « objets » (objets de pensée) pour produire la connaissance.

Les postulats de la logique inductive ne sont pas d'une autre nature que ceux de la logique déductive. Ils sont simplement l'envers l'un de l'autre. Ces deux méthodes ne s'excluent pas mutuellement ; au contraire, elles se complètent et se compénètrent. L'approche inductive fait appel à la procédure déductive et inversement. La logique déductive suppose l'existence de groupes relativement stables, de qualités, de genres, d'espèces, en somme d'une « statique sociale ». Elle constitue ainsi des objets de pensée – les concepts obtenus par abstraction –, en laissant tomber l'accidentel, le marginal, et en généralisant par induction les qualités considérées comme essentielles. Ces présuppositions se font *a priori*.

La logique inductive part d'une idée, du concept de la chose en soi qu'il s'agit d'observer et de répertorier. Cette idée de la chose en soi présuppose elle aussi des types relativement stables, des groupements possibles de phénomènes *a priori*. Il y a, dans l'approche inductive, une prénotion selon laquelle l'univers est régi par des relations déterminées, stables, qu'il agit de déduire de l'ensemble des phénomènes répertoriés. Là aussi, la distinction entre l'essentiel et l'accidentel est admise, puisque certains phénomènes sont oubliés, considérés comme non significatifs ou non intégrables dans l'ensemble déjà construit.

Dans la procédure déductive, ce qui est pensé *a priori*, ce sont les qualités, l'essence des relations entre les phénomènes alors que dans la procédure inductive, c'est l'existence de relations entre les phénomènes. Dans le premier cas, l'existence de ces relations est induite ; dans le second cas, la qualité des relations est déduite. Dans les deux cas, le concret et l'abstrait sont séparés, la forme l'emporte sur le contenu, les lois sont indépendantes du contenu des phénomènes ; ce qui constitue le tout, c'est la sommation des parties, la totalité n'étant pas différente de la totalisation des parties ; dans les deux cas encore, la relation entre les phénomènes

¹ Pour Popper, ces idées ne sont pas soumises à la logique, il n'y a pas de logique de la production des concepts, des hypothèses. La logique scientifique ne s'applique qu'à leur vérification.

est déduite de la forme des parties, ce qui permet de faire abstraction du contenu et de proposer une vision indifférenciée des phénomènes sociaux.

En définitive, ce qui constitue ces deux méthodes, c'est l'empirisme. Ainsi, ces deux approches méthodologiques, au-delà de leurs différences formelles, se rejoignent sur la définition de ce qu'est le phénomène social, en limitant le fait social à son expression extérieure, sans prendre en considération, au niveau de l'« objet » la face cachée du comportement social qu'est la conscience.

Dans cette perspective, le sujet est objectifié, l'idée ou le concept qui le représente devient une chose, signifiée par les choses, et non pas un acte signifiant. La détermination de ce qui est séparé de ce qui peut être ; la théorie se trouve séparée de la pratique, l'homme abstrait remplaçant l'homme concret comme sujet.

Ces méthodes enferment dès lors la connaissance dans la saisie de la forme, en traitant les faits sociaux comme des faits physiques, en se contentant d'établir entre eux des relations causales factuelles, analogues aux descriptions et aux lois du physicien. De plus, pour ces deux approches, la logique de la production des connaissances est de confronter la théorie aux faits qui sont, dans les deux cas, les critères de validation de toute théorie. En réalité, cette logique suppose que les faits possèdent en eux-mêmes le principe de leur connaissance, lequel se révèle lorsque les faits sont opposés au savoir intellectuel, aux hypothèses construites. « L'erreur de cette problématique, c'est d'opposer un savoir humain qui gît dans le cerveau à un savoir qui résiderait dans les faits eux-mêmes ¹. »

Ces deux méthodes analytiques s'opposent aussi formellement quant à la place et au rôle des valeurs dans la pratique cognitive. Il faut admettre ici que les tenants de l'approche déductive sont plus cohérents que les tenants de l'approche inductive qui sont généralement les farouches défenseurs de la science objective, libre de valeurs ; en ce sens, la méthode inductive serait plus mystificatrice que l'autre (en fait il n'en est rien), ses prémisses idéologiques étant contenues dans le choix des faits et dans leur classification.

En effet, pour les inductivistes, les faits sont purs ; ce sont des objets, non viciés par les idéologies, de sorte qu'un processus cognitif qui s'en tient aux faits et qui tire d'eux ses généralisations, ne peut être qu'objectif. Les déductivistes, quant à eux, reconnaissent que les valeurs jouent un rôle primordial dans la formulation de l'hypothèse ou l'énoncé du problème ; mais ceci n'est pas un obstacle à l'objectivité, car ces valeurs étant reconnues et explicitées, le chercheur pourra mieux les contrôler. De plus, l'objectivité est garantie par la vérification des hypothèses qui sélectionne les vraies des fausses en confrontant les énoncés théoriques à tous les phénomènes sans distinction.

¹ S. LATOUCHE, « La crise de l'économie politique et ses effets épistémologiques », *L'Homme et la Société*, n° 18 (oct.-nov.-déc. 1970), p. 225.

On peut donc constater que les deux méthodes font appel à l'empiricité, laquelle justifie le caractère objectif de la connaissance ; en d'autres termes, les phénomènes sont considérés en eux-mêmes comme neutres et ils sont l'arbitre qui empêche les déformations idéologiques dans la pratique cognitive qui assure l'impartialité, donc l'universalité.

Ainsi, ces deux méthodes sont liées par le principe positiviste selon lequel la signification de tout énoncé est déterminée par la façon dont celui-ci est vérifié et où la vérification consiste à soumettre l'énoncé à l'observation empirique.

En définitive, ces deux méthodes aboutissent au même résultat : elles ne peuvent, ni l'une ni l'autre, fonder l'objectivité de la connaissance et en empêcher l'idéologisation, du moins pour les sciences sociales. Tout comme dans la méthode inductive il y a des valeurs qui orientent le choix des faits, leur regroupement et leur interprétation, de la même manière dans la méthode déductive, il y a des valeurs qui modèlent la problématique ou les énoncés hypothétiques ; ces valeurs sont le produit de l'expérience du scientifique dans son rapport avec les autres hommes. Alors que la première méthode ne prévoit aucun mécanisme logique pour fonder l'universalité des lois sinon celui posé *a priori* dans les phénomènes eux-mêmes, la seconde approche prétend y arriver en éliminant les hypothèses qui se sont avérées fausses à l'expérimentation. Mais si les faits, dans leur contenu, sont la concrétisation de valeurs particulières, s'ils contiennent des éléments normatifs, leur mise en correspondance avec les énoncés théoriques ne permettra de sélectionner que les hypothèses dont les valeurs sont conformes au contenu normatif des faits eux-mêmes. « En fait, la plupart des objets de l'action humaine ou sociale ne sont pas des « faits objectifs » au sens spécial et étroit où ce terme est utilisé par les sciences et opposé aux opinions ¹. » C'est en pensant les faits sociaux comme des faits physiques que le positivisme logique sépare la forme et le contenu et produit des concepts qui font abstraction du contenu même des phénomènes sociaux. Le réel saisi et décrit par ces concepts abstraits et par les généralisations qu'ils engendrent n'est que la réalité de l'apparence, c'est-à-dire le reflet de la forme dominante des phénomènes sociaux, de leur forme idéologique achevée.

Les prémisses initiales qui seront jugées acceptables comme généralisations seront celles qui sont dominantes dans l'ordre des faits. À cet égard, ce que dit Easton est fort significatif : « Nous savons si une proposition est vraie ou fausse lorsque par les procédures de raisonnement et l'observation nous vérifions si elle concorde avec l'expérience. ² »

Ainsi, par exemple, proposer que l'allocation des valeurs se fait d'une façon autoritaire et confronter cette hypothèse à la réalité ne nous donnera pas une généralisation universelle, mais nous confirmera que l'autorité, la domination et la

¹ F. HAYEC, *Scientisme et Sciences Sociales*, Paris, Plon, 1953, p. 19.

² D. EASTON, *The Political System*, New York, A. Knopf, 1971, p. 226.

hiérarchie sont des valeurs dominantes. Cela n'explique en rien pourquoi les rapports sociaux sont dominés par cette valeur et comment il pourrait en être autrement. En ce sens, l'approche déductive n'est pas moins mystificatrice que l'approche inductive : les deux conduisent à une rationalisation d'un système de valeurs particulier, celle-ci acceptant comme point de départ le contenu idéologique des faits sociaux, celle-là retrouvant ce contenu au niveau de la sélection des hypothèses en vertu de leur conformité à la réalité des valeurs dominantes, concrétisées dans la forme dominante que prennent les phénomènes sociaux.

Enfin, à la base de ces deux procédures méthodologiques, nous retrouvons les mêmes caractéristiques pour définir une connaissance scientifique : la connaissance scientifique est empirique, universelle et certaine, c'est-à-dire qu'elle peut être utilisée comme outil pour intervenir dans l'ordre des phénomènes. C'est le premier de ces attributs qui permet aux deux autres d'exister : la connaissance est empirique ; parce qu'empirique, universelle ; parce qu'universelle, certaine. Ce sont évidemment ces trois attributs qui fondent la conception unitaire des sciences ou l'unité méthodologique des sciences naturelles et des sciences sociales.

Cette discussion sur l'approche inductive et l'approche déductive était nécessaire pour notre propos qui est de montrer 1° que ce sont les positions épistémologiques développées dans les sciences de la nature qui ont fourni le cadre de la construction des sciences sociales et de la science politique ; 2° que la définition du rôle de la théorie politique s'est faite à partir des principes cognitifs et méthodologiques des sciences de la nature.

Même si nous avons reconnu le caractère formel de l'opposition entre méthode inductive et méthode déductive et insisté sur leurs points de rencontre, nous ne devons pas négliger le fait que ces deux approches ont des implications différentes quant au rôle et à la place de la théorie dans la production des connaissances sociales et que cette opposition révèle un conflit à l'intérieur de la science politique : les tenants de l'induction insistent sur la nécessité de recherches restreintes, parcellaires et empiriques, avant de faire des propositions théoriques ; les tenants de la déduction, reconnaissent eux aussi la nécessité de recherches empiriques, mais insistent plus sur le besoin de reconnaître le rôle de la théorie dans la production des connaissances scientifiques.

Mais comme nous le mentionnions précédemment, ce débat s'est surtout déroulé au niveau stratégique, sans remettre en cause les fondements mêmes des principes épistémologiques qui sous-tendent ces deux approches. Il s'agissait de déterminer quelle était la meilleure voie pour donner aux sciences sociales un statut scientifique comparable à celui des sciences de la nature. C'est cet objectif qui est exprimé par Easton lorsqu'il critique l'ineptie et la stérilité de l'approche hyperfactualiste des « behavioralistes » et qu'il écrit : « Il semble impérieux maintenant d'ouvrir les portes et d'accueillir favorablement les perspectives et la

technique de la science ¹. » Easton demande par là une réorientation de la recherche en science politique vers la construction de cadres théoriques. Afin de mieux situer ses propositions sur ce sujet, nous rappellerons brièvement quelques définitions de la théorie politique formulées par différents auteurs dont la valeur scientifique est reconnue par le milieu universitaire.

Diverses définitions de la théorie politique.

[Retour à la table des matières](#)

La nécessité d'une théorie politique est reconnue par tous ceux qui s'intéressent à l'étude du phénomène politique, car elle est la condition ultime pour atteindre la scientificité des autres champs d'analyse.

Jusqu'à présent, dans l'histoire de la science politique, les efforts de construction théorique n'ont pas manqué, mais nous ne les retrouvons qu'à l'état de ruines. En effet, elles n'ont pas résisté à l'usure du temps et de la dynamique du phénomène qu'elles cherchaient à saisir. Mais si l'objectif entraîne l'unanimité des théoriciens, il n'en va pas de même en ce qui concerne les moyens. En effet, la définition et le rôle attribué à la théorie dans la pratique cognitive des sciences sociales varient beaucoup selon les époques et selon les auteurs. Il n'est pas nécessaire, ici, de rendre compte de façon exhaustive de tous les protagonistes de ce débat qui remonte à Aristote et à Platon. Nous nous contenterons d'examiner les strates supérieures de cet effort de construction théorique qui sont apparues à la suite de la coupure entre philosophie politique et science politique.

C'est sur la délimitation de la ligne de démarcation entre ces deux modes d'analyse que se répartissent les participants à ce débat. Pour les uns, le rôle de la théorie politique est de formuler des prescriptions qui concernent le gouvernement des sociétés humaines. Pour d'autres, l'objectif de la théorie est d'étudier le fonctionnement de la vie politique et d'en fournir une explication aussi complète et cohérente que possible. Certains encore considèrent que la théorie politique consiste en l'analyse des doctrines ou des grandes œuvres et que son champ d'opération se confine à l'histoire de la pensée politique. Enfin, pour beaucoup, la philosophie politique serait une méta-théorie qui aurait pour tâche de surveiller la recherche empirique, d'en déceler les faiblesses conceptuelles et les erreurs méthodologiques.

Chez les politicologues, l'importance accordée à la théorie politique dans le processus de production des connaissances varie en fonction de la distance que l'on

¹ *Ibid.*, p. 35.

pose entre philosophie politique et science politique. Ainsi, pour ceux qui considèrent la science politique comme absolument séparée de la philosophie politique, la théorie a un rôle passif : elle a pour tâche d'enregistrer, de classer et de coordonner les relations établies à partir de l'observation des phénomènes. Elle n'intervient qu'à l'étape de la finition. Par contre, pour ceux qui admettent une interdépendance entre la philosophie politique et la science politique, c'est-à-dire qui reconnaissent l'intervention des valeurs dans la production des connaissances, la théorie joue un très grand rôle ; c'est à elle que revient, sous la forme de l'hypothèse, la tâche de mettre en marche le procès de connaissance et de guider les observations empiriques. On peut aussi répartir les différentes positions au sujet du rôle de la théorie politique à partir de trois critères : la théorie est descriptive, explicative, « prédictive ».

H. Lasswell a largement contribué à ce débat ; il fut considéré pendant longtemps comme l'auteur qui marqua le plus la discussion sur la méthodologie de la science politique¹. Il est significatif de constater que la réflexion méthodologique d'Easton a commencé par une critique des positions de Lasswell².

Pour ce dernier, il y a une distinction très nette entre la science politique et la philosophie politique. La science politique a pour objet d'établir ce qui est et non pas de justifier des positions morales ou des préférences politiques : le titre d'un livre de Lasswell résume bien sa conception : *Politics : Who Gets What When and HOW*³.

Ainsi, pour Lasswell, la théorie politique scientifique doit adopter un point de vue contemplatif, sa tâche est de décrire le processus socio-politique et de prédire son développement⁴. À ces deux objectifs de la science politique, Lasswell en ajoute un troisième, qui est le contrôle social. La description scientifique est nécessaire pour prédire, mais à son tour la prédiction est nécessaire pour exercer un contrôle social rationnel. Comme le remarque très justement Horwitz, Lasswell ne s'en est pas tenu à son projet initial, il n'a pas respecté la dichotomie qu'il avait posée au départ entre science politique et philosophie politique, car dans son interprétation de la démocratie libérale, il a favorisé ce que l'on pourrait appeler le libéralisme positif et est ainsi devenu un maître propagandiste de la démocratie de type américain⁵.

¹ Voir H. EULAU, "H.D. Lasswell's Developmental Analysis", *Western Political Quarterly*, juin 1958, p. 229.

² D. EASTON, "Harold Lasswell, Policy Scientist for a Democratic Society", *Journal of Politics*, vol. 12, n° 3 (août 1950), p. 450-477.

³ H. LASSWELL, *Politics : Who gets What When and How*, New York, Meridian Books, 1958, p. 13 et 187.

⁴ LASSWELL et KAPLAN, *Power and Society*, New Haven, Yale University Press, 1950, p. XII.

⁵ HORWITZ, "Scientific Propaganda : H.D. Lasswell-", dans STORING, *Essays on the Scientific Study of Politics*, New York, Rinehart and Winston, 1962, p. 230.

Cette volonté d'arriver à une analyse scientifique de la société en général et de la vie politique en particulier cache donc une conception éthico-idéologique de la science qui est pensée comme un instrument par lequel, grâce à la connaissance de tous les éléments de la réalité politique, on pourra exercer un contrôle et corriger les anomalies, c'est-à-dire les tensions et les conflits. Ainsi, pour Jean Meynaud, les travaux de Lasswell dissimulent sous une apparence d'objectivité une validation et une apologie implicite mais inconditionnelle des valeurs américaines ¹.

Pour sa part, Bertrand de Jouvenel, voulant lui aussi dégager la théorie politique moderne de ses stigmates normatifs, assigne à la théorie un rôle de représentation. Dans l'état actuel de la science politique, la théorie politique n'est pour l'instant qu'une collection de théories individuelles qui souvent coexistent sans rapports les unes avec les autres. « Il en est peut-être ainsi, écrit-il, uniquement parce que les théories politiques sont normatives, c'est-à-dire sont des doctrines et non destinées à remplir la fonction représentative que le mot théorie évoque dans le cas des sciences positives ². »

Ce qui constitue la connaissance scientifique, ce n'est pas l'observation et l'énumération de tous les faits, c'est plutôt la construction d'un modèle qui permette de rendre compte de la plus grande partie des faits. Rassembler tous les faits relève de l'utopie. Afin de préciser le caractère représentatif qu'il attribue à la théorie, il ajoute :

...c'est une théorie que d'isoler certains aspects semblables, leur attribuer des termes communs et supposer des processus par lesquels ils sont déterminés. Les processus supposés constituent dans l'esprit une sorte de modèle de ce qui se produit dans la réalité observée : tentative nécessaire pour réduire la diversité du phénomène à la simplicité intellectuelle ³.

Ainsi, le rôle confié à la théorie ne serait plus normatif, ni seulement descriptif, mais serait un rôle de représentation et implicitement de réduction de la complexité de la réalité. Elle se présenterait au départ comme une hypothèse large et articulée sur ce qu'est la réalité politique et proposerait des explications qu'il s'agirait par la suite de vérifier en les confrontant aux faits. Il faut noter ici que, pour Jouvenel, une telle théorie n'existe pas encore en science politique. Elle est de l'ordre du projet, de l'idéal.

En insistant sur le rôle représentatif de la théorie politique plutôt que sur son rôle de description, Jouvenel ne croyant pas qu'il soit possible de décrire la réalité dans sa totalité, veut sans doute montrer qu'il y a toujours une déformation de la

¹ J. MEYNAUD, *Introduction à la science politique*, Paris, A. Colin, 1959, p. 29.

² B. DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Gallimard, 1963, p. 55-56.

³ *Ibid.*, p. 55.

réalité lorsque celle-ci est soumise à l'action de la connaissance, et que vouloir en rendre une image fidèle, exacte, relève de l'utopie et de la mystification.

Cependant, cette définition de la théorie politique laisse beaucoup de place aux hasards, car elle ne définit pas de procédure pour isoler les faits, elle ne propose pas de critères de discrimination pour laisser dans l'ombre les faits considérés non significatifs, ceux qui perturbent l'harmonie et la simplicité des généralisations. Elle n'explicite pas non plus la procédure par laquelle on détermine les uniformités, elle ne définit pas les principes qui nous permettraient d'affirmer que certains faits sont semblables. Elle reste silencieusement sur le mode de formulation des hypothèses explicatives et ne fournit pas non plus les critères permettant d'évaluer la qualité de la représentation, si ce n'est la conformité du modèle à la réalité perçue. Ainsi, ce que l'on juge digne d'être représenté peut n'être en réalité que ce que l'on croit être le plus important, c'est-à-dire l'apparence de la réalité ou les phénomènes qui dominent. Par conséquent, tout en voulant éliminer le normatif, la définition de Jouvenel établit en dernière instance ses fondements sur la subjectivité elle-même.

Cette définition cherche à élargir le rôle de la théorie politique en le faisant passer du niveau de la description énumérative, systématique et rigoureuse, qui risque de scléroser le développement de la connaissance, à celui de l'explication, plus stimulant et à valeur heuristique plus grande. Mais elle ne réussit pas à éliminer de la construction théorique les éléments idéologiques. Cette conception de la théorie politique peut constituer une critique de l'approche « behavioriste » traditionnelle et dénonce en fait l'hyperfactualisme stérile de ce type de science politique. Elle est surtout animée par le souci de réduire la complexité de la réalité et d'en donner une image explicative.

Mais un des problèmes majeurs que soulève ce genre de définition de la théorie politique, ainsi que ceux que nous décrirons par la suite, est celui de la vérification qui est en définitive le critère de validation des hypothèses et de leurs généralisations. Qu'entend-on par là ? De quel type de vérification s'agit-il ? Vérification abstraite ou concrète ? Cette problématique soulève d'ailleurs une question tout aussi importante qui est celle du rapport entre la connaissance et l'action, de la théorie et de la pratique. Nous reviendrons plus loin sur cette question lorsque nous discuterons de la conception de la théorie politique d'Easton.

Jean Meynaud, quant à lui, entend par théorie politique « un ensemble articulé de définitions, d'assumptions et de propositions couvrant un sujet déterminé. Elle doit permettre de présenter des relations susceptibles de vérification. Au stade initial, ce n'est qu'une hypothèse, l'objectif ultime étant de permettre la démonstration causale et la prédiction ¹. » Pour Meynaud comme pour Jouvenel, l'état de la discipline n'est pas assez avancé pour avoir donné naissance à ce type

¹ J. MEYNAUD, *op. cit.*, p. 18.

de théorie politique. « Notre discipline en est essentiellement à l'âge de l'hypothèse ¹. » Les éléments de cette définition idéale sont : la démarche déductive, la recherche de corrélations entre les faits, la formulation de propositions et, si possible, la prévision des phénomènes.

Meynaud définit alors trois types d'hypothèses qui conduisent à la construction théorique ; les hypothèses 1° qui constatent une uniformité, 2° qui établissent une typologie et 3° qui énoncent une interaction, une relation causale. C'est surtout le sens probabiliste de la théorie qui est retenu par Meynaud, car il définit la théorie dans les termes du « si... alors... » Cependant la valeur probatoire de cette procédure explicative demeure fragile. Comme le note A. Grosser : « La multiplicité des facteurs entraîne la surdétermination, donc l'indétermination. Les intercausalités entravent la mise en place d'explication ². » De sorte que, dans les sciences sociales, les vérifications qui pourraient valider ces relations causales ne sont pas constantes et définitives. Ainsi, sur le plan même de la logique interne de cette définition, on peut d'ores et déjà souligner les difficultés d'application qu'elle présente.

En effet, en ce qui concerne les phénomènes sociaux, les corrélations que l'on peut obtenir par diverses techniques sont toujours instables et souvent peu significatives, ce qui ne facilite certes pas le passage de la proposition explicative à la prédiction des phénomènes sociaux qui constitue, chez Meynaud, l'objectif de la théorie. À cet égard Runciman conteste la valeur explicative de la corrélation : « Les techniques de corrélation sont un outil extraordinairement utile dans l'organisation des données, mais elles ne sont jamais en elles-mêmes un moyen pour les expliquer ³. »

Cette fonction de la théorie ne se limite pas à prévoir la reproduction de phénomènes déjà constatés, mais consiste aussi à élargir le champ de la connaissance en prédisant des phénomènes inconnus au départ. La réalisation d'une théorie en science politique, ainsi définie à partir des caractéristiques des théories développées dans les sciences de la nature, n'apparaît pas possible.

Jusqu'au début des années 60, les réflexions sur les problèmes méthodologiques de la science politique étaient marginales. Chaque auteur traitait superficiellement la question de la définition et du rôle de la théorie de manière un peu incantatoire, afin d'invoquer la protection des critères scientifiques sur les études qu'il entreprenait, de sorte qu'on ne retrouve pratiquement aucun ouvrage qui traite spécifiquement de la méthodologie de la science politique. E. Meehan se

¹ *Ibid.*, p. 34.

² A. GROSSER, *L'explication politique*, p. 91.

³ W. G. RUNCIMAN, *Social Science and Political Theory*, Cambridge, University Press, 1963, p. 131.

proposa de combler cette lacune et consacra plusieurs ouvrages à cette question¹. Pour Meehan, le problème de la méthodologie ne se pose pas de la même façon dans les sciences sociales et dans les sciences naturelles, car la méthodologie de ces dernières n'a pas été explicitée par les physiciens eux-mêmes, mais par les philosophes des sciences qui, à partir des travaux et des découvertes faites, ont pu déduire les principes méthodologiques contenus implicitement dans les recherches des physiciens. En science politique, il en va autrement car on ne peut déduire la méthode des travaux déjà effectués ; il faut soit l'emprunter, soit la créer « de novo ».

Meehan opte lui aussi pour une conception unitaire de la méthode scientifique, cherchant parmi les principes méthodologiques des sciences physiques ceux qui sont applicables aux sciences sociales. En ce sens, il se rallie à la tradition du positivisme logique et à la thèse de la science libre de valeur.

Pour Meehan, il n'y a pas ainsi de séparation analytique entre faits et valeurs, entre enquête empirique et enquête normative, car si le jugement de valeur est un acte de comportement et, à ce titre, un des éléments constitutifs de la formation des hypothèses, il doit cependant être contrôlé : « L'approche à l'égard des jugements de valeur doit être empirique, expérimentale et relationnelle ou calculatrice si nous voulons les contrôler et profiter de leurs qualités². » Dès lors, la science demeure toujours l'autre de l'idéologie, car il lui appartient d'évaluer les jugements de valeur en fonction de leurs conséquences sur l'action de l'homme. Il définit donc six caractéristiques de l'activité scientifique : la science est explicative, empirique, systématique et logique, neutre, analytique et capable de généralisations³. Ainsi, pour l'étude scientifique des phénomènes politiques, le point crucial est le processus explicatif. C'est donc à la théorie que revient le rôle d'expliquer les relations entre les phénomènes et les généralisations qui en rendent compte.

Une théorie n'est pas simplement une description de la réalité à partir de faits observés, elle n'est pas le résultat de l'accumulation quantitative des données de l'expérience sensible et par conséquent n'est pas empirique. C'est plutôt une construction conceptuelle qui établit des liens entre des généralisations empiriques à l'aide d'abstractions et de symboles. Elle est donc essentiellement déductive⁴.

La théorie déductive est évidemment la forme idéale de la théorie scientifique, car elle prend pour postulat une généralisation universelle. Toutefois, on ne trouve pas ce type de théorie en science politique car les explications déductives, à partir

¹ E. MEEHAN, *The theory and Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965 ; *The Foundations of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1971 ; *Value Judgment in Social Science*, Homewood, The Dorsey Press, 1972.

² E. MEEHAN, *Value Judgment in Social Science*, Homewood, The Dorsey Press, 1972, p. 52.

³ E. MEEHAN, *The Theory and Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965, p. 34.

⁴ *Ibid.*, p. 136.

d'une généralisation universelle, ne sont pas encore possibles ¹. De plus, même si la théorie déductive peut à la rigueur être fondée sur des généralisations probabilistes, celles-ci semblent être, elles aussi, hors de portée de la science politique.

Pour Meehan, ce qu'on qualifie de théorie en ne sont que des quasi-théories parmi lesquelles il distingue l'« approche » et le « modèle ». Ce qui les différencie des théories deductives, c'est qu'ils n'ont aucun pouvoir explicatif, leur fonction étant plutôt de représenter la réalité.

Ainsi, l'« approche » est un simple système de classification des données, un cadre de référence utilisé pour mettre de l'ordre dans les faits, afin de simplifier la perception des phénomènes. C'est une structure, une grille d'organisation des informations. En plus de sa faculté descriptive, l'« approche » peut servir de guide à la recherche et à l'exploration, elle peut être utile pour la construction de la théorie. Meehan classe sous cette rubrique la théorie systémique qui, selon lui, n'est rien d'autre que l'idée selon laquelle on comprend mieux la société en l'analysant à partir d'un cadre théorique fondé sur la notion de système ; et à ce titre elle ne peut être une véritable théorie dont le rôle est d'expliquer les phénomènes réels ².

Le « modèle », quant à lui, est plus près de la théorie car il est plus qu'une structure d'organisation des données empiriques. Les modèles, en effet, tout comme les théories, sont construits à partir d'axiomes reliés d'une façon déductive. Ils procèdent souvent par analogie (ex. les idéaux-types de Weber ou la théorie de la démocratie de Downs qui emprunte ses postulats à la théorie économique). En ce sens, le modèle est idéal, irréel, et ne décrit pas la réalité ; il lui impose certaines valeurs – telle la rationalité du comportement politique fondé sur l'intérêt individuel chez Downs – de sorte qu'il pose *a priori* des relations causales entre les phénomènes ainsi que la qualité et la structure de ces relations. Downs peut, par exemple, faire des généralisations à partir de l'analogie entre la rationalité de l'homo economicus et de l'homo politicus, mais il ne peut expliquer pourquoi ces comportements sont rationnels. Le modèle est donc une simplification, il est partiel, incomplet, car, par sa procédure même, il élimine des variables et des possibilités.

Le souci évoqué, soit directement soit implicitement par ces différents auteurs, est de faire des sciences sociales des sciences exactes, au sens des sciences de la nature. C'est cette préoccupation qui oriente leurs réflexions sur la définition du rôle de la théorie dans l'analyse scientifique. Ainsi, pour Meehan par exemple, la théorie n'est qu'un outil, de sorte que les caractéristiques de l'outil dépendent du

¹ Voir E. MEEHAN, *Contemporary Political Thought*, Homewood, Dorsey Press, 1967, p. 18.

² E. MEEHAN, *The Theory and Method of Political Analysis*, p. 147.

projet que l'outil doit servir ¹. Le projet qui sous-tend l'effort de construction des théories explicatives est de contrôler l'environnement, de le dominer et de l'asservir : « Le contrôle sur l'environnement, ou plus précisément, le contrôle sur des aspects spécifiques de l'environnement, implique la capacité d'intervenir sur le monde extérieur pour promouvoir ou empêcher le changement ². » Le modèle de pratique cognitive des sciences de la nature n'a pas fourni uniquement des principes et des règles de méthode, mais il a aussi fait pénétrer dans la production des connaissances sociales le but des sciences de la nature qui est la domination sur l'extériorité de l'homme.

Ce principe de domination a été transposé aux activités sociales que les théories doivent organiser, régulariser et contrôler, développant ainsi une approche manipulative des phénomènes sociaux. Ce qui est aussi très significatif, c'est que ces auteurs reconnaissent généralement la contradiction qui inspire leur démarche, à savoir que les phénomènes sociaux échappent aux principes méthodologiques des sciences exactes et que des théories déductives explicatives n'ont pas encore été produites par les sciences sociales, mais ils gardent espoir, soulignant que ce n'est qu'une question de temps, que les sciences sociales sont jeunes et qu'il a fallu des siècles pour que la connaissance scientifique des phénomènes naturels soit possible ; ils espèrent qu'un jour les sciences sociales pourront permettre une connaissance empirique, universelle et certaine, qui réalisera le projet de contrôler l'homme lui-même. Ce sera alors la pratique scientifique et non plus la pratique sociale concrète qui sera à la barre de l'histoire et qui guidera le devenir. C'est là la dimension scientifique du mythe de Sisyphe.

Easton et la théorie politique.

[Retour à la table des matières](#)

Le thème dominant développé par D. Easton dans son principal essai méthodologique, *The Political System*, est la nécessité de la construction de la théorie politique pour l'avancement de la science politique. Pour comprendre cette insistance, qui procède certes d'une certaine logique scientifique, il faut la relier à la problématique des sociétés capitalistes avancées.

En effet, Easton voit la société contemporaine comme un chaos ³. Si sa critique épistémologique vise le pessimisme dominant à l'égard de la théorie politique et de la raison scientifique, l'hyperfactualisme et la vision statique développée par l'approche « behavioraliste », c'est qu'il considère que, sans cadre théorique, la

¹ Voir E. MEEHAN, *The Foundations of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1971, p. 8-9 et p. 72.

² *Ibid.*, p. 57.

³ D. EASTON, *The Political System*, p. 40.

science politique n'arrivera jamais à produire les solutions nécessaires pour résorber cette situation de crise. Easton croit que l'homme pourra mettre fin à ce chaos et enrayer cette crise s'il applique la méthode scientifique à l'analyse des phénomènes politiques. Miller remarque à ce sujet :

Easton applaudit les réalistes libéraux, Bagehot, Mosca et Pareto pour avoir entrepris une étude scientifique de la politique afin de soutenir le libéralisme, même s'il conclut que leur science politique était déformée en dernière analyse par un biais conservateur. Dans « Decline » et encore dans *The Political System*, il incite les politicologues à s'engager eux-mêmes sans réserve envers l'approche scientifique pour conduire leurs enquêtes politiques ¹.

Cette approche ne peut être véritablement scientifique que si elle fait une grande place à la théorie politique dont la construction est essentielle pour produire des connaissances universelles et par conséquent capables d'intervenir dans l'ordre des phénomènes politiques et de mettre fin aux contradictions de la société libérale et à la crise qui la menace.

Ainsi, la problématique théorique d'Easton, élaborée dans le cadre de l'unité méthodologique des sciences de la nature et des sciences sociales se rattache au motto technocratique : « savoir pour prévoir, prévoir pour contrôler et organiser », et sa compréhension n'est possible que si on la relie aux problèmes sociaux de la société capitaliste avancée. Toutefois, la construction d'une théorie générale qui conférerait à la science politique l'efficacité des sciences de la nature n'est qu'un idéal, une telle théorie n'existant pas en science politique. Easton décrit ainsi l'état de la théorie en science politique :

Tout ce qui se présente comme théorie politique n'est en réalité qu'un premier pas sur la voie de la construction de la théorie. Elle n'est pour l'instant constituée que de cadres d'analyse théoriques et de structures conceptuelles et non de propositions intégrées sur les relations entre les variables. Non seulement ne sommes nous qu'à la première étape de la construction théorique, mais même à l'intérieur de ces limites, aucun paradigme n'a été largement reconnu pour son utilité... Le choix d'une approche théorique est encore un sujet ouvert à la discussion ce qui est la caractéristique d'une science *immature* ².

Mais cet idéal est tout de même significatif, car il rend compte d'une vision particulière de la réalité des phénomènes sociaux et politiques selon laquelle il appartiendrait à la pratique scientifique de déterminer la nature et les principes de fonctionnement du réel social, d'aménager et d'organiser les rapports sociaux, de les harmoniser. Dans cette perspective la pratique scientifique est séparée de la pratique sociale concrète, la finalité explicite de la connaissance scientifique étant

¹ . F. MILLER, "David Easton's Political Theory", *The Political Science Reviewer*, vol. I (automne 1971), p. 186.

² D. EASTON, *op. cit.*, p. 369-370.

de dépasser les finalités particulières et de devenir universelle, c'est-à-dire de dominer l'ordre du devenir. Cette position philosophique est fondée sur le postulat affirmé de l'existence d'uniformités dans l'ordre des phénomènes, de sorte que la théorie est générale et universelle lorsqu'elle est en correspondance avec la réalité. En ce sens, Easton se rattache à la vision positiviste du monde selon laquelle il y a un monde réel ou naturel extérieur à l'homme mais qui peut être connu par l'application des principes logiques de l'analyse scientifique produisant un savoir absolu. Dès lors, la construction théorique est autonome par rapport à la problématique du milieu et de l'époque où elle est produite. Elle traverse les murs du temps et de l'espace et transcende les singularités de la pratique concrète des hommes, c'est-à-dire les conditions de production de leur vie matérielle et la nature de l'organisation sociale qui lui est sous-jacente.

Quant à nous, nous croyons que cette conception de la théorie politique est idéaliste et qu'en fait les théories politiques sont conditionnées par la nature et l'état de développement des forces productives, que la connaissance et les théories qu'elles engendrent ne sont qu'un moment de la praxis et que cette connaissance n'a rien à voir avec le Savoir absolu. La connaissance sociale est dialectique, elle se définit par la négation de la réalité au nom de la réalité à produire, car l'homme est le produit de son produit sur le plan social de sorte que son être ne peut être compris que par la médiation de son devenir, c'est-à-dire de ce qu'il peut être.

Cela ne préjuge nullement du devenir des théories elles-mêmes. Nous ne pensons pas que les constructions théoriques seront éternellement conditionnées par les conditions de production de la vie matérielle, car cet état historique n'a rien de définitif. On peut imaginer un monde où les contraintes matérielles seront exclues et où la production intellectuelle sera liée à d'autres facteurs et où le besoin de théories lui-même disparaîtra peut-être. En ce sens, nos critiques de la pratique scientifique et théorique de la science politique n'ont rien d'universel, c'est-à-dire qu'elles sont situées dans le temps et dans l'espace et qu'elles procèdent des conditions particulières de production de la vie matérielle.

Easton, quant à lui, s'oppose à cette conception de la connaissance car il estime que la connaissance scientifique doit être universelle et qu'à ce titre, sa portée ne peut être limitée historiquement.

Nous examinerons donc sa conception de la théorie politique afin de clarifier ses positions méthodologiques et leurs implications idéologiques.

Pour Easton, il n'y a pas de faits purs : un fait « est un arrangement particulier de la réalité en fonction d'un intérêt théorique ¹. » La démarche scientifique ne peut partir des faits pour aller à la découverte de leurs uniformités, car le chercheur ne peut tenir compte de tous les phénomènes, il doit isoler certains faits, choisir

¹ *Ibid.*, p. 53.

certaines variables qu'il juge plus significatives que d'autres. Pour ce faire, il utilise des valeurs, des postulats ou encore un cadre de références qui le guide dans l'exploration de la réalité.

Les généralisations, dès lors, ne sont valables que si les propositions théoriques sont confrontées aux données de l'expérience, que si elles sont « testées » et vérifiées par les faits. Cette procédure déductive suppose, comme nous l'avons déjà vu, que les faits ont une existence autonome, qu'ils sont des objets sans rapports avec les valeurs, celles-ci existant chez le chercheur, mais non dans les faits eux-mêmes. Ils ont ainsi une valeur universelle, puisque c'est par leur intermédiaire en définitive que le scientifique peut produire une connaissance universelle et certaine, c'est-à-dire qui dépasse les valeurs propres du chercheur et qui, par conséquent, peut être découverte par d'autres chercheurs, indépendamment de leur cadre de références (principe de l'intersubjectivité).

Mais ces généralisations n'ont pas toutes la même dimension ; Easton, dans son examen de la théorie politique, en distingue trois niveaux ¹. En science politique, ce qu'on appelle théories ne sont la plupart du temps que des généralisations particulières (singular generalization) qui établissent des uniformités entre deux variables isolées et identifiées. Elles n'expliquent qu'un nombre restreints d'éléments et il n'est pas indispensable qu'elles soient reliées à un cadre explicatif plus vaste. On retrouve habituellement ce type de généralisations dans les études de comportement électoral.

À un autre niveau, il y a les théories synthétiques ou théories partielles (synthetic or narrow gauge theory) qui sont un ensemble de propositions interreliées cherchant à synthétiser un ensemble de généralisations particulières. Elles formulent des propositions qui englobent un grand nombre d'observations empiriques. Il illustre ce type de généralisation en citant la loi d'airain de l'oligarchie, énoncée par R. Michels dans *Les partis politiques*. Même si ces explications s'appliquent à un grand nombre de phénomènes, elles demeurent fragmentaires : elles n'éclairent qu'un secteur de la réalité politique tels les groupes de pression, les partis politiques, le système administratif, etc.

Enfin, il y a les théories systématiques ou générales qui se distinguent des deux autres types par leur dimension et leur cohérence. Easton les identifie aux cadres conceptuels qui englobent l'ensemble de la discipline ². Une théorie générale est donc un cadre conceptuel qui permet d'isoler et d'identifier les phénomènes politiques ainsi que leurs relations. Il définit ainsi les principales fonctions de la théorie politique : 1° proposer des critères ou des concepts pour identifier les variables significatives à analyser ; 2° établir les relations entre ces variables ; 3° expliquer ces relations ou établir les causes qui sous-tendent les relations entre ces

¹ *Ibid.*, p. 55.

² *Ibid.*, p. 57.

phénomènes ; 4° élaborer un réseau de généralisations étroitement reliées sur le plan logique, et 5° découvrir de nouveaux phénomènes, étendre les horizons de l'analyse ¹.

Easton modèle sa conception de la théorie politique scientifique sur la nature des théories développées dans les sciences naturelles. La théorie politique sera donc un ensemble déductif de raisonnements bâtis de telle sorte qu'à partir d'un nombre limité de postulats et d'hypothèses soit dégagée une série complète de généralisations valides sur le plan empirique et de plus en plus précises et restreintes à mesure que la théorie se développe.

On peut concevoir qu'un jour, il existera dans les sciences sociales un cadre théorique qui atteindra l'état de maturité associé à la théorie en physique par exemple. Dans cette dernière science, à partir de quelques prémisses de base, dérivées empiriquement on a montré qu'il était possible de formuler de façon déductive un ensemble de théories intermédiaires et ainsi de prédire l'apparition d'événements empiriques ².

Ainsi, la raison d'être des sciences physiques, c'est-à-dire le projet d'intervenir sur l'environnement physique pour le contrôler et le dominer, est reproduit au niveau des phénomènes sociaux définis eux aussi comme étant régis par des lois universelles. Il s'agit donc, grâce à la théorie politique, de produire les concepts qui permettront d'extraire ces lois du magma informe qu'est la réalité politique, d'expliquer les relations causales entre les phénomènes pour qu'on puisse par la suite les prédire et ainsi guider le devenir. Cette position se fonde sur les postulats positivistes selon lesquels il y a un ordre naturel dans la réalité sociale et des principes de fonctionnement universels.

Évidemment, en science politique, cette conception de la théorie n'est encore qu'à l'état de projet. La science politique est une science jeune, elle n'en est qu'à ses premiers pas dans la construction théorique et sa démarche est plutôt chancelante, car les concepts utilisés manquent de précision. Easton ne croit pas que les sciences sociales d'aujourd'hui soient capables de produire des généralisations rigoureusement vérifiables ; celles qui sont déjà produites ne touchent pas les problèmes importants et significatifs. Enfin, aucun cadre conceptuel actuel ne peut prétendre être plus utile qu'un autre pour la production des connaissances sociales.

Il y a par conséquent plusieurs voies à utiliser avant de déboucher sur une théorie générale déductive pure. Ce qui importe et ce qui manque pour l'instant, c'est une approche qui, selon Easton, au lieu de privilégier certains types de problèmes, s'attaquera aux problèmes majeurs qu'affronte toute société, c'est-à-dire une théorie de la vie politique.

¹ D. EASTON, *Varieties of Political Theories*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 12.

² D. EASTON, *The Political System*, p. 58.

Pour Easton, l'approche en terme de système est la plus prometteuse à ce stade-ci de l'histoire de l'analyse politique. Il ne prétend pas avoir développé une théorie générale de la vie politique ; il pense plutôt avoir consacré ses efforts à construire un cadre conceptuel qui définit les variables significatives pour l'orientation de la recherche politique. Mais il ne nous éclaire pas beaucoup sur les raisons qui fondent la signification de ses critères ou de ses concepts. On peut se demander : par rapport à quoi ses variables sont-elles significatives ? Cette question est elle aussi très importante pour la construction théorique, car elle réintroduit le problème de rôle des valeurs dans la production des connaissances.

Easton reconnaît, du moins en partie, l'interaction entre les valeurs et la théorie : ce sont les valeurs qui permettent l'identification des variables, le choix des problèmes, etc. Mais pour Easton, les théories normatives et les théories causales ne coïncident pas.

À ce sujet, Miller a noté une évolution dans l'œuvre d'Easton : « Dans « Decline » la théorie normative avec sa fonction propre semblait occuper une place tout aussi importante que la théorie causale dans le champ de la théorie politique. Maintenant elle est présentée comme la servante de la théorie scientifique¹. » Dans *The Political System* ainsi que dans ses autres ouvrages, Easton met l'accent sur la différence entre théorie normative et théorie causale. Il y a donc, pour Easton, une coupure épistémologique, un moment privilégié dans la production des connaissances sociales où les valeurs particulières qui amorcent la démarche théorique se transforment qualitativement pour devenir des valeurs universelles.

Cette coupure est produite par l'introduction de la méthode scientifique qui permet de confirmer ou d'infirmer la validité des valeurs utilisées au départ pour la construction théorique. Ainsi, pour Easton, le biais normatif sera évité si le politicologue applique à l'étude des phénomènes politiques les principes méthodologiques des sciences de la nature. « L'attachement à la méthodologie des sciences de la nature, écrit Easton, permettra aux politicologues d'établir une connaissance fiable et objective de tous les systèmes politiques². » En ce sens, il rejoint la tradition positiviste. Nous verrons comment se traduit plus précisément cette position, lorsque nous discuterons un autre attribut de la théorie politique conçue par Easton : le caractère empirique de la théorie politique.

On assisterait donc depuis quelques années à une révolution de la théorie politique, à une transformation radicale de ses tâches et de ses fonctions dans le processus de production des connaissances. En modelant la conception de la théorie politique sur celle définie par les sciences de la nature, la science politique

¹ MILLER, *op. cit.*, p. 190.

² D. EASTON, *op. cit.*, p. 209.

pourra se séparer de la philosophie et ainsi échapper à l'emprise de la spéculation et de l'orientation normative.

Jusqu'à présent, en science politique, l'utilisation du terme « théorie politique » référait à l'étude des systèmes philosophiques qui proposaient des modèles idéaux de gouvernements ou d'organisation sociale ¹. L'objet de ce type de théorie n'était pas l'explication de tous les phénomènes, mais seulement le relevé et la description des valeurs. Le rôle de la théorie se limitait alors à l'analyse idéologique.

Ce qui intéresse Easton, ce sont les « théories causales qui cherchent à montrer la relation entre les faits politiques ². » Dans cette optique, les valeurs constituent une partie des faits sociaux et politiques. Le rôle de la théorie ne consiste pas à faire des propositions sur le bon ordre de la société ou à étudier les propositions faites par différents auteurs sur ce qui devrait être, mais doit plutôt viser à organiser le travail de recherche sur ce qui est, c'est-à-dire à la fois les faits et les valeurs. C'est en ce sens que la théorie pourra être générale et systématique. Il s'attaque en particulier à la conception « reformative » de la théorie politique. « On a l'habitude en science politique d'appeler théories les propositions ou les projets de réformes. La théorie en ce sens est entièrement différente de la théorie causale qui est la théorie de la science pure ³. »

Ainsi, l'image traditionnelle de la nature et du rôle de la théorie politique a été brisée par la montée de la théorie causale qui rompt avec le passé ; son rôle n'est plus de justifier, mais de décrire et d'expliquer. Elle s'oppose de la sorte à la théorie normative qui adopte une valeur comme objectif et construit une explication des phénomènes en fonction de la justification de cette valeur.

Ce qui, pour Easton, est défectueux dans la conception normative de la théorie, ce n'est pas le fait que la construction théorique soit fondée sur des postulats normatifs particuliers, car les valeurs jouent aussi un rôle constructif dans les recherches scientifiques, mais le fait que ce type de théorie ne puisse produire de généralisations universelles, valables à travers le temps et l'espace.

La théorie causale, quant à elle, n'est pas esclave des valeurs qui la fondent au point de départ ; elle permet au chercheur, nous dit Easton, d'être conscient de l'interférence normative et d'agir de telle sorte que l'utilisation des postulats normatifs soit contrôlée ⁴. Les propos méthodologiques d'Easton sont marqués de tendances conflictuelles : tout en rejetant la dichotomie entre faits et valeurs, il définit les valeurs de telle sorte que sa conception de la théorie politique et du

¹ Voir D. EASTON, *The Political System*, p. 52.

² *Ibid.*, p. 52.

³ *Ibid.*, p. 57.

⁴ D. EASTON, *The Political System*, p. 84.

processus de production des connaissances réintroduit la séparation entre faits et valeurs.

En définissant les valeurs comme des faits, c'est-à-dire comme des réponses émotionnelles conditionnées par l'expérience totale de l'individu, Easton suppose que ces valeurs pourront être connues empiriquement et maîtrisées par le chercheur et que, finalement, elles seront sans effets sur les généralisations empiriques expliquant les relations entre les phénomènes. Le cadre de référence du chercheur servira à découper la réalité, à isoler les variables significatives et à mettre en lumière les relations entre les variables, découvrant ainsi les causes, c'est-à-dire les lois qui régissent les phénomènes sociaux et politiques. Mais les prémisses idéologiques ne prédétermineront en rien les découvertes ou les conclusions de l'analyse, car elles seront pondérées par un critère qui écartera les théories construites à partir de valeurs fausses, ce qui permet la production de connaissances universelles et certaines, fondées sur des unités d'analyse stables.

Dès lors, quelles seront les valeurs qui pourront conduire à la construction de théories causales et qui franchiront la frontière entre la vérité et l'erreur ?

Easton écarte les valeurs liées à des régimes politiques particuliers. En ce sens, il souhaite que le politicologue soit dénationalisé ¹. La théorie politique doit aussi faire abstraction des valeurs controversées, elle doit se dégager des valeurs qui sont sujettes à conflit. Dès lors, il ne reste que « ces valeurs civilisées, humaines connues de presque tous les hommes ². »

Ainsi, ce qui constitue ces « valeurs humaines », ce n'est pas la raison, l'expérience ou la nature, mais c'est le consensus, le fait qu'elles sont reconnues par presque tous les hommes. Dans une telle perspective, il n'est pas étonnant de constater qu'Easton ne s'aventure pas à préciser le contenu de ces « valeurs humaines » supposément reconnues par presque tous les hommes. C'est donc par le biais du postulat de l'existence de valeurs universelles qu'Easton concilie la théorie normative et la théorie causale, cette dernière étant considérée comme qualitativement différente de la première, comme étant capable de produire une connaissance certaine, qui ne soit pas soumise aux aléas du temps et de l'espace, qui soit par conséquent anhistorique.

La distinction entre « value theory » et « causal theory » est insuffisante à elle seule pour comprendre ce qu'Easton entend par théorie politique systématique ou scientifique. En effet, il ne suffit pas que la construction théorique échappe aux influences des valeurs situées et propose des relations entre les phénomènes ou,

¹ D. EASTON, "The New Revolution in Political Science", *American Political Science Review*, 1969, p. 1059-1061.

² *Ibid.*, p. 1059.

autrement dit qu'elle développe une causalité phénoménologique, car cela, la philosophie politique ou la théorie normative est elle aussi en mesure de le faire ¹.

Ce qui en dernière analyse, constitue une théorie politique scientifique, c'est son caractère empirique : « La véracité de la connaissance exige que nous ancrions solidement notre pensée dans les données empiriques, une théorie sans faits peut être comme un bateau bien piloté mais avec une quille en mauvais état ². »

La conception eastonienne de la théorie politique postule donc l'existence du principe de l'identique phénoménologique dans l'ordre de la réalité sociale et politique. Nous entendons par là qu'Easton, en concevant la connaissance politique comme universelle et certaine, se doit logiquement aussi d'adopter une conception de l'objet politique qui puisse rendre possible la production de ce type de connaissance. Si une théorie générale est une proposition qui a une validité universelle, dès lors, l'objet de la théorie doit lui aussi posséder des qualités permanentes ou se présenter sous forme de relations uniformes.

La pratique scientifique est ainsi définie comme la recherche des uniformités dans un ordre de phénomènes particuliers. Pour Easton, le principal problème de la science politique est justement de définir ces uniformités, ces unités d'analyse stables. Il dit à ce sujet :

Mon objectif sera d'extraire de la réalité politique totale les aspects qui peuvent être considérés comme les processus ou les activités fondamentaux, sans lesquels aucune vie politique dans la société ne pourrait continuer... notre attention se dirige nécessairement vers le type le plus général de questions auxquelles puissent faire face tous les systèmes politiques quel que soit le temps et le lieu ³...

En postulant de la sorte l'existence de ces uniformités dans le monde des phénomènes politiques, Easton se situe dans la tradition positiviste selon laquelle la validité d'une théorie est fonction de sa correspondance à la réalité, cette correspondance étant établie en référence aux faits, à l'expérience. C'est donc en étant orientée empiriquement que la théorie politique systématique pourra se différencier de la théorie politique normative et produire des connaissances sûres pour la prédiction et le contrôle de la réalité politique.

Pour Easton, c'est le critère de l'adéquation entre une théorie et son objet qui fonde la validité scientifique de la connaissance produite par la pratique théorique.

¹ Ainsi, pour Bluhm, les théories normatives contiennent des relations causales de sorte que la distinction entre « théorie causale » et « théorie normative » est une fausse distinction. Pour cet auteur, il n'y a pas de différence entre une prescription et une description, entre le raisonnement du théoricien éthique et du théoricien technique ; les deux pratiquent la prescription. Voir *Theories of the Political System*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1971, p. 11-12.

² D. EASTON, *The Political System*, p. 78.

³ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A Colin, 1974, p. 14 et 16.

« La théorie systématique correspond au niveau de la pensée au système politique concret de la vie quotidienne ¹. » En ce sens, la nature de la théorie politique est d'être le reflet de ce qui existe ; non pas, bien sûr, uniquement le reflet de ce qui apparaît au niveau de l'expérience sensible, mais aussi de ce qui n'est pas évident, de ce qui n'apparaît pas immédiatement ; en définitive son rôle est de décrire et d'expliquer les relations entre les phénomènes.

Ce qui constitue la théorie scientifique de l'univers politique, c'est le principe empirique de la vérification par la confrontation avec les faits, de sorte que la signification de l'énoncé théorique est déterminée par la façon dont celui-ci est vérifié, c'est-à-dire par sa correspondance à la réalité ou l'ordre phénoménologique, car comment peut-on vérifier une proposition théorique sans avoir en tête une certaine idée de ce qui existe ? Autrement dit, comment vérifier le critère vérificateur de la théorie ?

Dans la perspective positiviste, entre le pôle théorique et le pôle empirique, il y a une différence catégorique fondamentale : c'est le pôle empirique qui est l'élément dominant, c'est lui qui fonde la validité du pôle théorique qui, par définition, est incertain et erratique. C'est le réel qui est le vrai, et le réel est ce qui existe ici et maintenant. Il y a donc une position implicite qui sépare l'ordre du réel de l'ordre du devenir.

Cette position positiviste implique donc qu'il y a un monde en soi, un réel social extérieur à l'homme, soit une structure du monde indépendante de la pratique sociale concrète et qui rend autonome la pratique cognitive elle-même en permettant l'élaboration d'une connaissance certaine et universelle, et ce en discriminant les concepts qui représentent adéquatement ce qui existe et ceux qui représentent une tension entre ce qui est et ce qui peut être.

Ainsi, pour Easton, la validité d'une théorie politique systématique est définie par les procédures cognitives positivistes : elle dépendra de la correspondance de ses concepts aux principales variables du système empirique et de leur capacité à identifier correctement les relations entre ces variables. On peut dire que sa démarche procède d'une attitude métaphysique, car elle affirme *a priori* la certitude quant à la réalité qui est l'instrument probatoire de la théorie. « La certitude de la connaissance exigée par le positivisme signifie la simultanéité de la certitude empirique de l'évidence des sens et la certitude méthodologique de la procédure unitaire obligatoire ². »

La théorie empirique ne serait alors qu'une projection sur les phénomènes sociaux de l'image de ce qui domine le réel social. Cette projection se fait par l'intermédiaire des valeurs du théoricien, lui-même partie constituante de l'objet

¹ D. EASTON, *The Political System*, p. 97-98.

² J. HABERMAS, *Knowledge and Human Interests*, London, Heinemann, 1972, p. 75.

qu'il cherche à connaître. Dans la pratique scientifique, ce n'est pas cependant la subjectivité totale du théoricien qui s'exprime, mais une subjectivité amputée de l'ordre du possible : les valeurs n'y sont reconnues qu'en tant qu'elles sont en accord avec les valeurs contenues dans le réel, le déjà réalisé. La pratique scientifique devient donc une pratique alinéante pour le chercheur lui-même ; elle en fait un être divisé, inhibé par le principe de réalité.

C'est dans cette aliénation que le principe positiviste de la vérification empirique prend tout son sens.

En effet, qu'est ce que vérifier empiriquement une hypothèse ou un énoncé théorique dans le champ du réel social ? Cela veut dire penser le monde social comme il se présente, tel qu'il est, car pour la raison analytique, la connaissance est la saisie de ce qui est. Bertrand de Jouvenel exprime très bien ceci lorsqu'il assigne à la théorie un rôle de représentation.

Ainsi, la frontière entre les connaissances spéculatives et les connaissances scientifiques passe entre la saisie de ce qui est et la conscience de qui pourrait être. Mais la connaissance de ce qui est par la vérification empirique est une illusion dans l'ordre du réel social car ce qui est n'est pas neutre, n'est pas un contenant vide sans conséquences pour ce qui pourrait être. Ce qui est réalisé implique jusqu'à un certain point ce qui peut être, implique une orientation particulière du devenir. Ainsi ce qui est saisi par la connaissance empirique, ce n'est pas une réalité pure, mais une réalité située, constituée par une vision du monde dominante, par un rapport de forces qui n'a rien d'universel. En ce sens, vérifier empiriquement une théorie signifie retrouver, par l'observation de phénomènes, les valeurs constituant le phénomène lui-même dans un moment historique particulier. La vérification empirique n'est possible que si la théorie contient les valeurs elles-mêmes contenues dans l'objet vérificateur, soit dans la réalité observée. Confirmer une théorie par la vérification empirique, cela veut dire confirmer l'adéquation ou l'inadéquation entre « mes » valeurs et les valeurs dominantes qui sont constituantes et constituées par la pratique sociale concrète. En ce sens, il n'y a pas une relation d'indifférence entre théorie scientifique et idéologie mais plutôt une interpénétration. La science n'est pas l'autre de l'idéologie, elle est plutôt une forme d'idéologie privilégiant une vision du monde où le réel n'est pas le devenir mais ce qui est, et où l'homme est objectivé, réifié.

Les tenants du positivisme, tout en étant d'accord sur le projet de produire une connaissance sociale universelle et certaine, présentent deux conceptions différentes des faits. Les positivistes purs conçoivent les faits comme absolument séparés des valeurs qui se trouvent ainsi expulsées du champ du réel et confinées au domaine de la métaphysique. Les faits sont l'essence de la réalité¹. Dès lors, la connaissance objective devient possible puisque, par définition, la subjectivité est

¹ *Ibid.*, p. 81.

éliminée. Les seules déviations possibles resteront celles provoquées par la subjectivité du chercheur qui pourra déformer l'observation des faits, lesquels ne contiennent pas eux-mêmes de valeurs. Les limites et les illusions de ce positivisme classique ont été largement discutées auparavant. Nous n'y reviendrons pas ici.

Le néo-positivisme ou, comme certains l'appellent, le positivisme axiologique, a été une tentative de correction des excès du courant précédent. Tout en maintenant leur foi dans les règles méthodologiques de la vérification empirique par l'observation des faits, les tenants de ce courant réformateur voulurent introduire les valeurs comme faits observables et en faire des objets de connaissance au même titre que les données de l'expérience immédiate. Les valeurs étaient intéressantes non seulement en tant qu'objets d'analyse mais aussi comme instruments dans le processus de production des connaissances lui-même. L'objectivité du chercheur ne devait pas être définie a priori mais *a posteriori*, c'est-à-dire au moment de la confrontation entre ses hypothèses théoriques et les observations empiriques. Les valeurs, en autant qu'elles étaient confirmées par la vérification empirique, constituaient un apport positif dans la production des connaissances.

Cette position était cohérente dans la mesure où elle postulait l'existence de valeurs universelles pouvant engendrer des hypothèses confirmées par les faits retrouvés dans la réalité. Dans cette perspective, la raison analytique se construit une image du monde, elle produit des concepts et des énoncés théoriques qui ne sont admis au temple de la connaissance qu'après avoir fait la preuve de leur pertinence par rapport à la réalité. Easton dit à ce sujet : « la valeur de tout système symbolique réside dans sa capacité de correspondre au système concret qu'il est supposé expliquer. ¹ »

Le positivisme axiologique exclue la contradiction de sa conception du phénoménologique social afin de pouvoir fonder logiquement son projet de produire une connaissance universelle et certaine par l'adéquation entre le réel et le rationnel, de sorte que c'est la rationalité du réel constitué, réalisé, qui se perpétue dans le rapport entre la connaissance et l'existence. On aboutit ainsi à une circularité où le contenu de la connaissance est ce qui est, annihilant la conscience du possible, de ce qui n'est pas, et où la théorie et la pratique scientifique deviennent des pratiques autonomes par rapport aux pratiques sociales concrètes.

Ce positivisme axiologique se manifeste chez Easton dans sa critique de l'hyperfactualisme où il laisse entendre que les faits n'ont aucune signification par eux-mêmes et que ce n'est pas par l'accumulation des données que se révéleront les lois qui régissent les phénomènes politiques. Il semble soutenir que c'est le théoricien qui impose une signification aux données empiriques, que c'est l'intérêt

¹ D. EASTON, *A Framework for a Political Analysis*, p. 26.

théorique ou les problèmes posés à la réalité qui donnent un sens aux faits et enfin que ceux-ci ne sont intéressants que dans la mesure où ils nous aident à comprendre certains problèmes théoriques. De ce point de vue, tous les faits n'ont pas la même valeur. Dans une large mesure est significatif ce que l'analyste considère comme intéressant, et il considère comme intéressant, ce qui dans une société lui paraît devoir être changé ou digne d'être maintenu. L'utilité des faits choisis est fonction des intérêts théoriques du chercheur. Dès lors, comment une connaissance pourra-t-elle être empirique et systématique puisqu'en dernière analyse, ce sont les valeurs du chercheur et sa situation dans le temps et l'espace qui conditionnent ses intérêts théoriques et sa problématique ? Il y a donc ici une antinomie non résolue.

Easton, pour sa part, semble croire que la vérification empirique qui est le principe méthodologique unificateur de toutes les sciences aussi bien sociales que naturelles, sera l'arbitre qui parmi les multitudes de points de vue, d'approches et de valeurs reconnaîtra la validité d'une proposition théorique. Car indépendamment de la subjectivité privée du chercheur dans ses formulations théoriques et dans le choix des faits, il y a, pour Easton, dans le réel social un ordre, une logique permanente et autonome, détachée de la pratique sociale ; il y a des problèmes qui ne sont pas relatifs à un moment historique particulier mais qui transcendent les singularités et sont universels. Cet universel abstrait est, pour Easton, la persistance du système politique. Easton ne reprend-il pas, ici, à son compte le thème de l'Idée absolue de Hegel.

Nous pensons quant à nous que toute théorie appartient à une pratique et que toute pratique est sociale, c'est-à-dire que chacun est fait par ce qu'il fait ; et en ce sens, l'idée de la valeur absolument universelle d'Easton est un *a priori*, elle ne peut être soumise à la vérification, c'est-à-dire que son universalité ne peut être démontrée. Par contre ce qui peut être démontré par une approche critique et dialectique, c'est qu'elle est historiquement située, que son apparition et sa domination dans le champ théorique peuvent être reliées à une pratique sociale concrète, et enfin qu'elle est à la fois constituée et constituante d'un ordre social particulier. L'étude de cette question fera l'objet du troisième chapitre.

Cette position d'Easton concernant la nature de la théorie politique implique, à notre avis, une vision du monde particulière, inhérente à son projet formel même qui est de produire un Savoir absolu, c'est-à-dire une connaissance qui transcende les singularités temporelle, spatiale, sociale et culturelle, qui soit par conséquent universelle et sûre, qui puisse être appliquée et transformée en technique afin d'imposer une rationalité à l'ordre des phénomènes sociaux. C'est ce que Marcuse définit comme étant la rationalité de la domination technocratique : « Ainsi la méthode scientifique, qui a permis une domination de la nature de plus en plus efficace, a fourni les concepts purs, mais elle a fourni au même titre l'ensemble des instruments qui ont favorisé une domination de l'homme par l'homme de plus en

plus efficace, à travers la domination de la nature ¹. » À ce sujet, Sartre remarque très justement que « la méthode est une arme politique et sociale ². »

Cette raison analytique, inhérente à la logique positiviste, se fonde sur une vision du social où le sujet est séparé de l'objet, où il y a une réalité extérieure à l'homme, et qui en tant que telle peut être appréhendée par la pratique cognitive, dont le rôle est d'observer les répétitions, les uniformités et d'en tirer les généralisations. De ce point de vue, il n'y a pas discontinuité ontologique entre les êtres humains et les choses. Ce qui constitue l'erreur fondamentale du scientisme c'est de réifier les personnes et leurs relations et, ainsi, de poser absolument le point de vue de l'autonomie méthodologique qui sépare l'être de la conscience et fait de la pratique scientifique la conscience de l'être.

Ainsi, la raison analytique ne se fonde pas réellement sur l'expérience, elle ne définit pas l'homme comme le produit de son produit, comme un être situé par sa pratique, mais plutôt comme un en soi déterminé par des qualités permanentes et transcendantes, dont l'expérience est définie abstraitement et reconstituée dans des catégories instrumentales qui ne sont intelligibles qu'à la lumière du projet technocratique qui les sous-tend.

En ce sens, la théorie empirique ne devient-elle pas un instrument de légitimation de ce qui est, de l'ordre social existant, en enfermant le rationnel dans le cercle du réel défini comme ce qui est, le contenu normatif des faits devenant ainsi le contenu normatif de la théorie, et excluant la critique de la connaissance et la connaissance critique ?

¹ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, Éd. de Minuit, Paris, 1968, p. 181-182.

² J. P. SARTRE, « Question de méthode », dans *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 16.

Chapitre III

La problématique de l'analyse systémique : présentation et critique

Le développement des forces productrices conditionne le savoir scientifique qui le conditionne à son tour ; les rapports de production, à travers ce savoir, dessinent les linéaments d'une philosophie, l'histoire concrète et vécue donne naissance à des systèmes d'idées particuliers qui, dans le cadre de cette philosophie, traduisent les attitudes réelles et pratiques de groupes sociaux définis.

J. P. SARTRE, « Question de méthode », dans *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 75.

[Retour à la table des matières](#)

Cet énoncé exprime bien ce que nous allons essayer d'analyser dans ce chapitre, c'est-à-dire que la problématique théorique et la production des connaissances qui en découle ne peuvent être séparées de la problématique concrète d'une société concrète, comprise comme le lieu d'une lutte pour le pouvoir, le contrôle et la domination. Selon cette hypothèse, ce sont les problèmes de l'existence posés par l'état particulier des conditions de production de la vie matérielle qui guident la production des connaissances et les constructions théoriques qui les orientent.

Ainsi, les théories politiques sont conditionnées par la nature des événements et des problèmes posés par une pratique sociale historiquement située et particulière,

à laquelle elle tente d'apporter une explication et une solution ; les questions qui lui donnent naissance sont donc liées à cet état historique particulier.

Les théories, en ce sens, ne font pas que donner une signification au monde ; elles sont aussi en même temps un signifiant et un signifié, elles produisent une intelligibilité du monde, mais elles sont elles-mêmes intelligibles en fonction même de ce qu'elles rendent signifiant, car la pratique théorique fait partie de la pratique sociale qu'elle cherche à connaître. Comme le dit Sartre, entre le Savoir et l'Être, il y a un rapport dialectique, de sorte que l'être du Savoir n'est pas séparé de la pratique de l'Être. En d'autres termes, la pratique théorique n'est pas en dehors de son objet ; au contraire, elle participe à l'ordre des phénomènes qu'elle veut rendre intelligibles, elle ne lui est pas extérieure.

C'est à partir de la raison dialectique que, dans les deux chapitres précédents, nous avons critiqué la raison analytique et son dérivé, le positivisme logique, exprimés dans la conception de la connaissance et de la théorie de D. Easton. Dans ce chapitre, nous essaierons de mettre en lumière les conséquences épistémologiques de la pratique de la logique analytique fondée sur le principe de l'extériorité, en montrant comment les concepts et la problématique définis par l'analyse systémique sont non pas extérieurs, mais plutôt situés à l'intérieur d'une pratique concrète historiquement située, et, qu'en ce sens, ils sont intelligibles en fonction même du projet particulier inhérent à cette pratique.

Ainsi, nous posons comme hypothèse que le cadre conceptuel d'Easton est la résultante des contradictions entre les principes pluralistes de la société libérale et les principes technocratiques de la société capitaliste avancée. En ce sens, sa problématique et ses concepts traduisent les difficultés de fonctionnement et de rationalisation provoquées par le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste d'État et par l'intervention de la science et de la technique comme facteur primordial de croissance.

La pratique théorique d'Easton vise non seulement à rendre compte de cette situation historique particulière, mais aussi à apporter des solutions ou, pour employer sa terminologie, des réponses à cet état de crise qui menace les sociétés capitalistes avancées. Face à cette situation de crise, les sciences sociales doivent réagir afin d'être en mesure d'apporter des solutions, de venir en aide aux autorités qui ont à prendre des décisions. Cette réorientation demandée par Easton doit se faire dans le sens du développement de la théorie politique et de l'application de la méthode scientifique aux enquêtes politiques. Comme le reconnaît lui-même Easton, ce sont des problèmes politiques, sociaux et économiques particuliers qui sont à l'origine de sa problématique théorique, qui, comme nous le verrons par la suite, sera elle aussi particulière.

Nous sommes conscients que notre démarche critique soulève un problème de présentation. En effet, il faudrait, pour montrer de façon rigoureuse les rapports

entre la problématique sociale dominante d'une formation sociale donnée et la problématique théorique qu'elle engendre, exposer de façon systématique l'état de cette pratique sociale dominante, les contradictions et les problèmes qui la menacent, le rapport des forces sociales qui la constitue, ses fondements matériels, etc. Un tel exposé dépasserait largement le cadre de notre étude ; il pourrait à lui seul faire l'objet d'une autre recherche. Par souci d'économie de temps et d'espace, nous ne nous lancerons pas ici dans cette aventure et ferons confiance à d'autres qui ont déjà longuement disserté sur cette question. Cependant, pour ne pas demeurer uniquement au niveau de l'abstrait et pour ne pas altérer le caractère démonstratif de ce chapitre, nous nous inspirerons lorsque l'occasion sera propice, des différents ouvrages écrits sur cette question¹, et utiliserons les éléments pertinents de ces analyses pour illustrer les rapports entre la problématique théorique d'Easton et la problématique sociale, idéologique et politique des sociétés capitalistes avancées. Nous espérons que cette démarche ne ternira pas la rigueur de notre exposé et nous permettra de faire voir comment la nature des problèmes d'une société détermine le contenu des appareils conceptuels construits pour analyser et connaître cette société, comment la raison analytique aliène la théorie politique, la soumet aux impératifs idéologiques de la classe dominante dont la pratique et ce qu'elle réalise constituent l'ordre du réel auquel la pratique théorique s'enchaîne. Dans cette perspective, l'idée ou le concept s'enferme dans la rationalité de son objet, c'est-à-dire de ce qui est réalisé, s'empêchant ainsi de pénétrer le possible de ce qui n'est pas, et de devenir critique envers ce qui est. En ce sens, le contenu des concepts de l'analyse systémique est fourni par le contenu particulier de la réalité qu'ils cherchent à décrire et à expliquer, et la problématique théorique développée par ce cadre conceptuel reflète la problématique concrète d'un ordre social historiquement situé : la société capitaliste avancée et son projet technocratique.

Pour ce faire, nous discuterons en premier lieu la problématique eastonienne à la lumière des conflits et des contradictions issus du développement de la société capitaliste. Il s'agira surtout de présenter d'une façon globale cette problématique et

¹ Voici quelques uns des principaux ouvrages traitant de cette question : BARAN et SWEEZY *Le Capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero, 1970 ; N. BIRNBAUM, *La crise de la société industrielle*, Paris, Anthropos, 1972 ; BON et BURNIER *Classe ouvrière et révolution*, Paris, Seuil, 1971 ; W. E. CONNOLLY, *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton Press 1969 ; M. CROZIER, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, coll. Points, 1971 ; IL MANIFESTO, *Il Manifesto*, Paris, Seuil, 1970 ; P. JALLE, *L'impérialisme en 1970*, Paris, Maspero, 1970 ; GALBRAITH, *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1971 ; H. LEFEBVRE, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1968 ; *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1970 ; *Vers le cyberanthrope*, Paris, Denoël/Gonthier, coll. Méditations, 1971 ; H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, Paris, éd. de Minuit, 1968 ; *Critique de la tolérance pure*, Paris, J. Didier, 1969 ; R. MILIBAND, *The State in Capitalist Society*, London, Weidenfield and Nicolson, 1969 ; C. PALLOIX, *L'économie mondiale capitaliste*, Paris, Maspero, 1970 ; R. RICHTA, *La civilisation air carrefour*, Paris, Anthropos, 1969 ; A. TOURAINE, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël/Gonthier, coll. Méditations, 1969.

de soulever les problèmes qu'elle pose, car par la suite nous reviendrons sur chacun des concepts clefs qui la constituent. Cette approche ne va pas sans quelques difficultés car ces concepts sont très dépendants les uns des autres, de sorte que la présentation discursive se prête mal à l'analyse de notions dont chacune, pour être précisée, nécessiterait la définition complète et préalable des autres. Par conséquent, nous procéderons à de fréquents retours en arrière ou à des renvois à des approfondissements ultérieurs. Ainsi, par exemple, dans ce chapitre, nous nous limiterons aux concepts qui se rattachent le plus directement à la problématique d'Easton tels les concepts de système, d'allocation autoritaire des valeurs et de persistance. Il est bien évident qu'une telle distinction est arbitraire et formelle et que tous les concepts qui se rapportent au fonctionnement du système politique n'ont de sens qu'en fonction de ces concepts clefs et inversement. Aussi, nous introduirons dans ce chapitre certains concepts qui ne seront développés et analysés que dans le quatrième chapitre. Nous espérons que ce double emploi n'alourdira pas trop la présentation que nous ferons du cadre conceptuel d'Easton. Enfin, dans cette discussion, nous tiendrons aussi compte des critiques énoncées par d'autres politologues à l'égard de l'analyse systémique.

La problématique d'Easton.

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aborder la problématique d'Easton, nous croyons qu'il est nécessaire de rappeler brièvement le contexte historique et politique qui a donné naissance à ce cadre conceptuel et à cette problématique qui se caractérise surtout par le problème de la persistance et du changement. L'histoire de ce dernier concept est révélatrice du rapport entre problématique sociale et problématique théorique dans les sciences sociales contemporaines.

Le concept de changement n'a pas toujours occupé en science politique la place primordiale qu'il prend actuellement dans les cadres conceptuels. Mis à part les marxistes chez qui cette notion fait partie intégrante de la méthode du matérialisme dialectique, les sociologues et les politologues qui dominaient les sciences sociales universitaires ne se sont pas outre mesure préoccupés du phénomène de changement dans les sociétés.

Ce n'est qu'avec la Seconde Guerre mondiale que l'on retrouve plus fréquemment cette préoccupation dans les écrits théoriques et dans les recherches empiriques. Auparavant, l'approche conceptuelle dominante en sciences sociales était surtout caractérisée par le statisme. Comme le note Easton, on se préoccupait moins de la recherche du mouvement des « choses » que du repérage et de la description des « choses » elles-mêmes ¹.

¹ D. EASTON, *The Political System*, New York, A. Knopf, 1953, p. 42-43.

Les politicologues avaient alors une vision statique de la société et des systèmes politiques. Leurs objets d'étude étaient les institutions, les comportements électoraux et les diverses forces politiques, etc. À cause de la nature de leurs cadres conceptuels restreints, empiristes /factualistes, non causals, ces recherches ne pouvaient saisir les phénomènes sociaux en mouvement. Ils se contentaient de collectionner des faits, d'accumuler des données sociales et politiques toujours partielles et de construire des typologies de classement.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette conception de la recherche et des méthodes d'analyse fut remise en question car elle s'était avérée futile et sans aucune prise sur le réel. Ce fut la réalité elle-même des nouvelles conditions sociales et économiques, les nouveaux rapports de force qui obligèrent les politicologues à entreprendre une démarche critique non pas, bien sûr, à l'égard de cette réalité mais à l'égard des concepts utilisés pour penser cette réalité.

Les effets de la crise économique de 1929, la montée du fascisme, la Guerre mondiale avec toutes ses conséquences : génocides, utilisation de la force atomique, ruine des empires européens, etc., et, plus tard, les luttes de libération nationale et la décolonisation obligèrent les théoriciens à prendre conscience de la non-pertinence et du caractère idéologique des modèles d'analyse proposés, et par conséquent de la nécessité de changer les instruments conceptuels et la problématique théorique.

Ce furent donc les nouvelles conditions économiques sociales et politiques, les changements historiques survenus avec la Seconde Guerre mondiale qui obligèrent les sociologues et les politicologues à relativiser l'orientation statique donnée aux analyses des phénomènes sociaux et politiques, et à reconnaître l'existence d'une dynamique inhérente aux processus socio-politiques. Il était devenu impossible de continuer à observer la réalité sociale à travers le prisme déformant de la stabilité.

Il apparaissait de toute évidence nécessaire d'introduire le concept de changement afin de pouvoir récupérer et rationaliser ces phénomènes qui échappaient à la saisie des analyses traditionnelles. Dès lors, une théorie du changement s'avérait nécessaire. On voit donc pourquoi la pratique théorique n'est pas autonome par rapport à la pratique sociale dominante, car le changement dans les théories est fonction des changements mêmes dans l'ordre des phénomènes que la théorie cherche à rendre intelligibles.

Toutefois, il ne faut pas oublier que ces efforts de renouveau théorique ne s'effectuaient pas dans un monde éthéré, au-dessus des pratiques sociales qui ont fait surgir leur nécessité, car dans le cadre de la logique positiviste, la rationalité de ce qui est, établit les frontières du contenu de la théorie, de sorte que le contenu des concepts est déterminé par la nature du contenu de l'ordre établi, de ce qui est. Ainsi, le sens du concept de changement a été défini de telle sorte qu'il puisse être

compatible avec la rationalité de la pratique sociale dominante. C'est de cette façon que la dimension idéologique est réintroduite dans le concept de changement.

Des auteurs comme Dahl, Downs et Easton présentent une conception du changement propre à une formation sociale néo-capitaliste à dominante technocratique où la recherche d'un *équilibre en progression* est proposée comme condition nécessaire à la survie du système politique. Ils ne font que traduire au niveau de la théorie politique le contenu des valeurs produites par les pratiques particulières aux sociétés capitalistes avancées. En ce sens, ils cherchent à apporter des réponses aux contradictions inhérentes aux fondements matériels de la démocratie libérale en réconciliant les principes pluralistes avec les nécessités de contrôle, de centralisation, d'intégration et d'auto-régulation par la contrainte institutionnalisée, imposées par le développement du mode de production capitaliste. En ce sens, le concept de changement rationalise donc au niveau de l'instance politique des rapports sociaux les valeurs et les normes définies par les rapports de production dans le cadre des sociétés capitalistes avancées.

Ces théoriciens ont tenté une synthèse associant changement et stabilité. Ils posent donc théoriquement qu'il peut y avoir des changements dans le système politique sans que le système lui-même change ¹. Le changement devient même une des conditions de la stabilité. Ainsi, on pondérerait le contenu du concept de changement en l'associant à la finalité du maintien du système politique et d'un ordre social particulier. Ce qu'il fallait dès lors étudier, ce n'était pas les conditions nécessaires à un changement global du système politique et du système social puisque, par définition, cela était impossible, mais plutôt les conditions d'un changement partiel dans le cadre du système existant, qui permettrait de rétablir un équilibre entre le système politique et les nouvelles exigences imposées par le développement du mode de production capitaliste qui au stade monopoliste se caractérise par un rôle accru de l'État dans l'activité économique, par la concentration des capitaux, par un processus de monopolisation visant à rationaliser la production et la distribution pour maximiser le taux de profit et, enfin, par l'intervention de plus en plus prépondérante de la science et de la technique comme force productive directe et comme facteur de croissance ². À cet égard, Henri Lefebvre remarque que l'apparition au niveau de la pratique cognitive

¹ Voir M. A. KAPLAN, « Systems Theory », dans J. CHARLES-WORTH, *Contemporary Political Analysis*, New York, Free Press, 1967, p. 150-164.

² Ce dernier thème est largement traité par R. RICHTA, *La civilisation au carrefour*, qui soutient la thèse suivante : « Le processus d'accumulation du capital ne constitue plus sur le plan purement économique, la condition du progrès général de la production (p. 22)... Le développement de la production dépend de l'état général de la science et de ses applications » (p. 20). À ce sujet, il faut aussi se référer à A. Touraine qui dit : « Les sociétés industrielles ne sont plus des sociétés d'accumulation mais de programmation » (*La société post-industrielle*, p. 65). Cette position doit cependant être relativisée par la prise en compte des relations centre-périphérie qui permettent l'accumulation du capital à l'échelle mondiale (voir la thèse de S. AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970).

de phénomènes comme la scientificité, le positivisme, le structuralisme et autres modes d'analyse est liée à l'entrée des sciences dans la production ¹.

Ce sont ces phénomènes, c'est-à-dire les conditions de production de la vie matérielle, qui donnent leur sens et leur raison d'être aux cadres conceptuels et aux modèles d'analyse développés par la science politique contemporaine ; et c'est à la lumière du projet et des valeurs qui sous-tendent ces phénomènes particuliers, historiquement situés, que l'on peut comprendre épistémologiquement la problématique théorique et la construction conceptuelle élaborée par Easton. Nous nous sommes pour l'instant contentés d'esquisser les grandes lignes de la problématique concrète qui, selon nous, a conditionné la problématique théorique d'Easton. Nous tenterons par la suite de faire une analyse plus détaillée de ce rapport.

La problématique d'Easton se veut générale, c'est-à-dire capable d'englober tous les phénomènes d'ordre politique. Ce qui l'intéresse ce n'est pas la nature des régimes politiques particuliers, ce ne sont pas les institutions spécifiques à ces régimes, tels les mécanismes de décision politique, la répartition du pouvoir, etc. Ce sont là pour Easton des problèmes secondaires. Ce qui le préoccupe plutôt, c'est la découverte du principe qui fonde la vie politique. C'est, pour employer une métaphore bien connue, la recherche de la pierre philosophale qui expliquerait tous les phénomènes politiques. La problématique théorique qui doit permettre de découvrir les fondements de la vie politique est ainsi exposée :

Les perspectives d'une analyse de la vie politique en termes de systèmes nous obligent à nous interroger sur une question du type suivant : Comment un système politique quelconque peut-il persister, dans un monde soit stable soit en changement. C'est une question comparable à celle qui consiste à se demander en ce qui concerne la vie biologique : Comment les êtres humains parviennent-ils à vivre ? Ou encore, quels processus doivent être préservés si une vie quelconque doit subsister, spécialement lorsque l'environnement peut par moments être extrêmement hostile ².

Ce que l'analyse systémique met au premier plan de la théorie politique c'est la recherche des conditions nécessaires à la survie du système politique. Dans cette perspective, changement signifie adaptation. Cette analyse cherchera par conséquent à voir comment le système politique s'adapte aux modifications du milieu qui est divisé en intra-sociétal et extra-sociétal. Son objectif est donc de cerner les mécanismes d'adaptation, les principes vitaux qui assurent la survie du système politique. La réponse à cette problématique, Easton la cherchera dans le fonctionnement même du système politique. Ce sera donc le problème de la persistance qui sera au centre de son effort de construction théorique.

¹ Henri LEFEBVRE, *La survie du capitalisme*, Paris, Anthropos, 1973, p. 14.

² David EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 16.

À ce thème central, on doit aussi associer une autre préoccupation qui lui est sous-jacente : la définition de la spécificité du politique ou « qu'est-ce que le politique » ? Quelles sont les frontières entre les différents phénomènes de l'activité sociale ? Où commence et où finit le politique ? Qu'est-ce qui distingue ce type de phénomènes des autres types de données que nous appelons économiques, sociales et psychologiques ? Pour exposer plus clairement cette problématique définie par l'analyse systémique, nous diviserons notre analyse critique en trois parties : 1° nous examinerons le concept de système et nous verrons ce qu'Easton entend par système, 2° par l'allocation autoritaire des valeurs, et 3° nous reviendrons sur le problème de la persistance du système politique. Nous pensons que cet ordre d'exposition tient compte de la logique même de la problématique théorique d'Easton.

Afin d'introduire cette discussion critique de la problématique systémique, nous voudrions souligner deux aspects de la question qu'Easton pose à la réalité : comment tout système politique parvient-il à survivre alors que le monde environnant est stable ou en changement ? En premier lieu, la forme de la question définit en creux les limites mêmes de cette problématique. Deuxièmement, la référence explicite de cette problématique à celle développée par les recherches concernant les phénomènes biologiques implique une certaine vision particulière des phénomènes qui constituent l'objet des analyses politiques.

Par sa forme, l'interrogation systémique exclut du champ théorique les questions portant sur la nature même des systèmes qu'on appelle politiques, en ce sens que ce n'est pas la finalité inscrite dans le système politique qui fait l'objet de la problématique théorique, mais plutôt les règles de fonctionnement inscrites dans les phénomènes politiques. En effet, le postulat implicite est que les diverses finalités particulières, historiques, qui animent les activités politiques, sont soumises à des lois universelles qui les transcendent, qu'il y a une logique de fonctionnement, autonome et séparée de la logique même des finalités qui donnent un sens aux phénomènes politiques.

En inscrivant sa problématique dans l'ordre du *comment* et non dans l'ordre du *pourquoi*, Easton montre qu'il s'intéresse avant tout à l'analyse des mécanismes de persistance du système politique. Il ne pose pas la question du contenu du système lui-même ; il s'intéresse ainsi plus aux mécanismes, à la forme du fonctionnement du système qu'à la raison de son fonctionnement. Les finalités des systèmes politiques sont par conséquent exclues de l'analyse systémique, la préoccupation première étant les mécanismes universels d'autorité. Les lois du fonctionnement du système politique sont pures, c'est-à-dire qu'elles sont valables à travers le temps et l'espace et pour toutes les idéologies qui sont, dans ce cadre d'analyse, situées dans l'environnement du système politique¹. Pour Easton, les finalités ne sont que des

¹ La place des idéologies dans l'analyse systémique sera analysée au chapitre IV.

variables accidentelles, les variables essentielles étant liées aux fonctions qui se rattachent à l'allocation autoritaire des valeurs.

Il évite ainsi le pourquoi et la raison d'être du système lui-même, car il considère que cela entraînerait la recherche théorique sur les sentiers de la philosophie et poserait le problème des valeurs. Cependant, il faut souligner que cette exclusion des finalités dans l'analyse des phénomènes politiques n'est pas sans conséquences sur la production des connaissances sociales, car elle laisse plusieurs questions en suspens. En effet, peut-on, par exemple, analyser systématiquement le comportement d'un individu ou d'un ensemble d'individus sans tenir compte des buts poursuivis ? Et par extension, peut-on arriver à étudier totalement les décisions et le fonctionnement d'un système politique sans égard aux finalités de ce système ? Tout être humain, toute construction humaine et toute organisation est édifiée en fonction d'un but et selon une vision du monde ; c'est là le propre de toute action posée par l'homme, qui le différencie du végétal, de l'animal et d'un pur mécanisme. À cet égard, couper toute action humaine de son but apparaît être une démarche purement mécanique, de sorte que l'analyse des phénomènes sociaux est dominée par un point de vue essentiellement technique.

On voit donc que sa problématique est conforme à sa conception positiviste des connaissances où faits et valeurs doivent être séparés et où c'est la logique de la forme qui impose son contenu dans la production des connaissances. Ceci implique par conséquent un présupposé selon lequel la forme est pure, qu'elle n'est pas dans un rapport dialectique avec son contenu, que les mécanismes de fonctionnement du système politique sont indépendants des finalités qui le constituent ou, autrement dit, que les moyens n'ont aucun rapport avec les fins.

N'est-il pas alors plausible d'affirmer que refuser de poser la question du pourquoi du système et se restreindre sur le plan théorique au comment implique une mise en situation idéologique, c'est-à-dire que si, comme nous le pensons, les règles de fonctionnement d'un système politique ne sont pas pures mais au contraire produites par les finalités particulières qui leur donnent un sens, *dès lors, ce sont les valeurs réalisées dans ces mécanismes de fonctionnement qui deviennent le contenu de la forme sur laquelle porte le processus de production des connaissances*. Les connaissances produites ainsi ne sont-elles pas idéologisées par les valeurs contenues dans l'objet de la connaissance, à savoir le fonctionnement du système politique ? Cette logique formelle inscrite dans la problématique d'Easton est elle-même en rapport avec une finalité particulière qui est de produire des instruments conceptuels capables de contrôler et de manipuler ces mécanismes de fonctionnement ou, autrement dit, de produire une technique.

N'avons-nous pas affaire ici à un « point de vue » technocratique qui chercherait à rationaliser l'état particulier des sociétés capitalistes avancées ? À ce sujet, G. Dhoquois note :

La classe dominante est faite de technocrates, dont le savoir, issu en fait de leur pouvoir, porte essentiellement sur les relations humaines prises comme des choses. Ils secrètent l'idéologie adéquate, à une rationalité de type néo-aristotélécien, dans laquelle il n'y a plus de contradictions, mais des dysfonctions, et qui expulse l'histoire réelle du fonctionnement harmonieux des systèmes ¹.

Il faut aussi souligner une autre difficulté inhérente à la forme de l'interrogation systémique. En effet, la construction de schémas conceptuels fondés sur la problématique du fonctionnement du système politique, laisse de côté la dimension historique des phénomènes. Garcès, dans une étude comparée du Chili et de la Colombie où il essaie d'appliquer l'analyse systémique, souligne que si ces concepts ont une valeur heuristique pour la recherche sur les processus d'action ou de fonctionnement du système existant, ils sont insuffisants pour faire une analyse historique de ces systèmes politiques : « Ils peuvent difficilement rendre compte en profondeur de la genèse historique d'un système actuel s'ils ne disposent pas au préalable d'une approche également satisfaisante sur les fondements d'un système politique ². » En ce sens, le cadre conceptuel d'Easton est anhistorique car le fonctionnement du système politique ne peut avoir d'histoire, étant établi par définition qu'il est régi par des procédures universelles valables pour tous les systèmes politiques, indépendamment des variables de temps et d'espace.

Ce ne sont pas les conditions d'apparition d'un système politique particulier et les contradictions qui lui sont sous-jacentes qui intéressent Easton mais les conditions de son fonctionnement et de sa survie. La problématique de l'origine et du devenir qualitativement différencié du système politique est ainsi exclue de l'analyse systémique. Les phénomènes politiques ne s'expliquent pas dans la perspective systémique par leur origine, leur développement, et le fait qu'ils sont le produit de l'activité concrète des hommes, produit imparfait qui est fait et défait par des luttes dont l'objet même est le sens du devenir ; ils sont plutôt expliqués par des lois extérieures à la pratique concrète des hommes, qui réduisent l'histoire à une accumulation linéaire d'activités dont l'intelligibilité n'est pas contenue dans leur nature mais est plutôt cherchée dans un déterminisme abstraite et mécanique, qui est au-dessus de l'existence même de ces activités. La logique de cette intelligibilité est en dehors du contenu matériel de son objet.

Dans cette perspective, l'histoire n'est pas vivante, elle est figée dans la reproduction à travers le temps et l'espace des mécanismes de fonctionnement :

La reproduction d'un tel système exige, autant qu'il est possible, l'expulsion des contradictions internes et le refus de l'Histoire dans la mesure où elle brise les structures. Le savoir sera fondé sur les apparences, consistera d'abord dans un

¹ G. DHOQUOIS, *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1971, p. 242.

² GARCÈS, *Développement politique et développement économique : Étude comparée de la Colombie et dit Chili*, thèse de doctorat non publiée, Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1970, p. 50.

empirisme. Il les formalisera dans des « modèles » d'autant plus abstraits que ces apparences seront elles-mêmes plus illusoires et en fait plus « abstraites » du fait de la logique même du système, celle de la marchandise, de l'aliénation, de la réification sur la base du principe de non-contradiction. On peut l'appeler un positivisme ¹.

Le devenir est la répétition du passé et, pour la logique positiviste, sa prévision est possible dans la mesure où l'ordre de succession en cours reproduit un ordre de succession antérieur ; l'histoire est close car la contradiction en est exclue et le changement est réduit à l'identité. Ce caractère anhistorique de l'analyse systémique se précisera lorsque nous analyserons le concept de système et la problématique de la persistance. Nous nous contentons pour l'instant de noter que l'analyse systémique, par la définition même de sa problématique, révèle son caractère partiel et qu'en excluant la question des finalités et la dimension historique des phénomènes sociaux, elle limite le champ de l'analyse et peut difficilement dès lors prétendre être générale et systématique.

Ce caractère partiel de l'analyse systémique qui se manifeste par l'exclusion des finalités et de l'histoire peut s'expliquer en partie par le fait que ce modèle d'analyse s'inspire de concepts qui ont été produits pour rendre compte de la réalité d'un autre ordre de phénomènes. C'est donc par analogie à la problématique de la biologie que se définit la problématique d'Easton.

Ainsi, tout comme la biologie s'interroge sur les conditions d'existence de la vie, sur les comportements des organismes face à différents milieux, sur les processus qui permettent à ces organismes de s'adapter et de survivre, de la même façon pour l'analyse politique systémique, il s'agit de déterminer à quelles conditions un système politique peut se maintenir en vie, quels processus doivent être assurés pour que le système politique puisse survivre, surtout lorsque les conditions extérieures sont particulièrement difficiles. En ce sens, pour Easton la problématique concernant les phénomènes sociaux n'est pas spécifique par rapport à la problématique développée pour connaître les phénomènes biologiques.

Nous ne disons pas ici qu'Easton a transposé à l'analyse des phénomènes politiques les théories développées pour l'analyse des phénomènes biologiques, mais plutôt que les phénomènes politiques sont pensés à la lumière de la logique ou de la rationalité construite pour analyser les phénomènes biologiques. L'analogie ne se situe pas au niveau de la théorie, comme Easton semble le penser dans sa tentative de réponse à cette critique ², mais au niveau de la perspective analytique et de la problématique qui sont inscrites dans les concepts qu'il emprunte pour construire sa théorie. Ainsi, la matérialité spécifique de l'« objet » social ne détermine pas la production des concepts de l'analyse politique, elle ne

¹ Guy DHOQUOIS, *op. cit.*, p. 10.

² Voir la post-face à l'édition française de *A Systems Analysis of Political Life. Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974.

fait que conditionner l'adaptation de concepts produits par la matérialité des objets physiques et b es aux phénomènes sociaux et politiques.

En situant au niveau de la théorie la critique faite à l'égard de la procédure analogique ¹, Easton se réserve une porte de sortie artificielle et évite de s'engager sur le fond du débat. Ce débat consiste à savoir s'il est valable méthodologiquement de considérer la réalité sociale à partir des concepts utilisés pour étudier le monde naturel. Devons-nous admettre que l'activité politique a des caractéristiques réductibles au vocabulaire des autres sciences ? Si la réponse est oui, comme le laisse croire Easton, ceci implique au départ le postulat de la similitude de nature entre la réalité politique et la réalité naturelle... Si la réponse est non, nous devons admettre alors que la réalité sociale et politique a une nature différente, que les sciences sociales ne peuvent se constituer sur le modèle des sciences de la nature et que, par conséquent, la méthodologie des sciences sociales doit être spécifique à la matérialité de leur objet. Dans sa réponse, Easton s'esquive mais ne réfute pas la critique qui lui est faite.

Il considère que l'origine du concept est sans conséquence pour la pratique théorique dans un autre champ d'analyse et, qu'en définitive, le concept doit être évalué selon ses mérites par la vérification empirique dans le champ d'analyse adoptif. Nous demeurons perplexe face à ce type d'argumentation qui nous demande de faire acte de foi en la vérification empirique. Nous préférons dès maintenant discuter des conséquences épistémologiques de cette procédure analogique, en ce qui concerne la problématique théorique d'Easton, car nous pensons que la production des concepts et leur utilisation ne dépendent pas seulement de la logique interne à la pratique scientifique, mais qu'elles doivent aussi être reliées à la problématique concrète posée par les conditions de production de la vie matérielle ou de la pratique sociale dominante.

Marx fonde à juste titre sa critique de l'économie politique bourgeoise sur cette relation dialectique. Il écrit à ce sujet :

En ce qui concerne les sciences historiques et sociales, il faut retenir que le sujet – ici la société bourgeoise moderne – est donné à la fois dans la réalité et dans l'esprit. Les catégories expriment donc des formes et des modes de l'existence ²...

En ce sens, l'évaluation des concepts ne repose pas uniquement sur la logique scientifique qui n'est qu'un niveau formel d'évaluation, mais elle doit aussi être faite par rapport à leur signification concrète dans une formation sociale

¹ Easton dit à ce sujet : « Jamais je n'ai approuvé le procédé consistant à appliquer à la science politique une théorie utilisée dans une autre discipline, dans l'espoir d'une adéquation raisonnablement étroite » (*ibid.*, p. 464).

² K. MARX, *Grundrisse : Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, coll. 10/18, vol. I., p. 69.

historiquement située. Dès lors, les finalités scientifiques ne sont pas indépendantes des finalités sociales concrètes.

Vouloir appliquer aux phénomènes sociaux la problématique développée pour les phénomènes biologiques a comme conséquence épistémologique de nier le caractère même des phénomènes soumis à l'analyse en les réduisant à une finalité qu'ils n'ont pas. Cela implique vouloir substituer la valeur de la persistance, la rationalité de la survie, du maintien de la continuité, à un ordre de phénomènes dont la matérialité est constituée par la pratique concrète et qui se caractérise par le dépassement, par le projet. Si Easton exclut de la problématique systémique les finalités particulières, ce n'est que pour y réintroduire la finalité abstraite de la survie, de la persistance. À ce sujet, Miller note : « Il semble que la théorie politique doit être guidée par la seule valeur qui est commune à tous les systèmes politiques, c'est-à-dire la survivance du système politique en tant que tel ¹. » Cette problématique de la persistance du système politique implique par conséquent une vision des phénomènes sociaux qui assimile la réalité sociale à la réalité de la nature (physique et biologique).

Cette procédure analogique a comme conséquence de projeter sur la réalité politique une problématique dont la signification est particulière à un autre ordre de phénomènes, ce qui a pour effet d'imposer un type de rationalité étranger à notre champ d'analyse. Ainsi, l'étude des organismes vivants se fonde sur la recherche des conditions d'existence de la vie, ou autrement dit de la survie des organismes à travers le temps et l'espace et dans des milieux différents (favorables ou défavorables) afin de découvrir les fonctions vitales essentielles qui rendent possible cette survie. Dans cette perspective, la raison d'être du phénomène lui-même échappe à l'homme, elle lui est extérieure, elle n'est pas son produit.

À la lumière de l'analyse biologique et du modèle « organiciste », l'analyse systémique oriente les préoccupations théoriques vers le problème de la durée. Elle oriente l'analyse vers la recherche des conditions de longévité des systèmes politiques. Easton fait de la durée, de la survie du système, l'objet de la production des connaissances. Il attribue donc une finalité abstraite au système politique qui serait de persister dans le temps. Dès lors, l'objet de l'analyse politique ne consiste plus dans les relations concrètes des hommes, fondées sur des besoins concrets que l'homme cherche à satisfaire par une lutte qui produit les conditions de son existence matérielle et sociale et qui contient en elle-même les conditions de dépassement de son produit ; désormais, l'objet de l'analyse politique réside plutôt dans les « besoins » abstraits du fonctionnement de l'appareil ou des instruments qu'historiquement, c'est-à-dire momentanément, les hommes ont produits dans cette lutte : le système politique.

¹ E. F. MILLER, "David Easton's Political Theory", *The Political Science Reviewer*, vol. I (automne 1971), p. 216.

Cette problématique recouvre une vision du monde et de l'organisation politique d'où l'homme, en tant que produit et producteur de ses conditions d'existence, est absent et où il n'y a pour reprendre l'expression de Meehan ¹, que des Zombies, c'est-à-dire des hommes réifiés, incapables de volontés et de libertés, qui n'existent qu'en fonction de la finalité abstraite du théoricien : la persistance du système politique.

H. Lefebvre critique les approches systémiques et structuralistes dans le même esprit que Meehan en montrant que les concepts de système et de structure sont sans substance et qu'ils annihilent le sujet. Pour Lefebvre, le discours systémique qui se présente comme un discours sur le social n'est en fait que le discours même de la société appliqué à elle-même, faisant l'apologie philosophique de la contrainte, de l'autorité et de la domination et éliminant la question du sujet, du « Qui agit et interagit et Pourquoi ².) »

La raison d'être du système politique n'est pas de persister ou de durer mais plutôt d'assurer la persistance d'une forme particulière de rapports sociaux et de réaliser les finalités particulières poursuivies par un groupe social dominant historiquement ces rapports sociaux. Ainsi, faire de la persistance un universel abstrait, cela signifie orienter la production des connaissances politiques dans le sens des finalités particulières produites par le groupe social qui domine les rapports sociaux et privilégier un moment historique du mode de production de la vie matérielle au détriment de la critique de ce mode de production et du devenir même de ces conditions de production.

La problématique de l'analyse systémique et les concepts qui lui sont sous-jacents sont donc le véhicule de la problématique sociale de la classe qui domine la société capitaliste avancée, laquelle se caractérise par la volonté de maintenir son existence par la domination dans un monde de contradictions qui nécessitent constamment des modifications et des adaptations si elle ne veut pas être débordée par la dynamique des contradictions qui fondent son existence et perdre ainsi sa situation privilégiée. Dans cette perspective, la construction d'une problématique théorique qui se définit par cette finalité « pseudo-universelle » de la persistance, qui fait abstraction des finalités concrètes et axe la production des connaissances sur le fonctionnement et les mécanismes de régulation et d'adaptation nécessaires au maintien du système existant, non pas bien sûr dans ses formes actuelles mais dans sa *raison d'être*, met la pratique scientifique au service des finalités concrètes de la pratique sociale dominante. La science et la technique deviennent ainsi un pouvoir au service de la rationalisation de l'ordre existant et constituent les fondements d'une pensée technocratique.

¹ Voir E. MEEHAN, *The Foundations of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1971, p. 252.

² H. LEFEBVRE, *Vers le cybernanthrope*, Paris, Denoël/Gonthier, coll. Méditations, 1971, p. 77.

Cette conséquence épistémologique ne résulte pas simplement du fait que l'analyse systémique modèle sa problématique sur la biologie et sur la cybernétique, car la procédure analogique n'est que le moyen, la médiation qui permet aux éléments de l'idéologie technocratique de pénétrer la pratique théorique de l'analyse systémique ; elle doit plutôt être expliquée par le fait que la pratique scientifique ne peut s'abstraire de la pratique sociale dominante, qu'elle est une pratique humaine et, qu'à ce titre, elle n'échappe pas à la logique et à la rationalité de la pratique dominante les conditions de production de la vie matérielle et sociale. Nous verrons par la suite comment ces « effets pervers » se manifestent au niveau des concepts eux-mêmes, en particulier dans le chapitre IV qui portera sur les mécanismes de fonctionnement du système politique.

Le concept de système.

[Retour à la table des matières](#)

Aussi bien pour l'analyse fonctionnaliste que pour l'analyse systémique, le concept de système est fondamental. Il est en quelque sorte la clef de voûte de ces constructions théoriques.

L'approche en terme de système est née dans les sciences exactes où elle fut présentée comme un effort d'uniformisation de la démarche scientifique. Les tenants de cette approche prétendaient répondre au besoin d'une théorie générale et de recherches abstraites, « non engagées ». Ce fut un biologiste, Von Bertalanffy, qui, vers 1920, lança le mouvement, lequel ne prit une véritable importance qu'après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, en 1956, on fonda la Société pour l'avancement de la recherche en analyse systémique, et commença alors à paraître un ouvrage annuel faisant état des travaux effectués dans cette direction théorique qui visait à englober toutes les disciplines. Le principe unificateur qui, selon Bertalanffy, devait s'appliquer à tous les champs de connaissance, était ainsi défini par le concept de système : « un ensemble d'éléments en interaction ¹. »

Ainsi, un système existe quand une certaine action produit une certaine réaction, donc quand il y a interaction. Par ce concept, on cherchait à mettre en évidence l'idée d'un groupe d'objets reliés selon certaines structures et exerçant une influence réciproque les uns sur les autres selon des schèmes de procédure précis. Cependant, ce principe universel ne pouvait suffire car, ainsi défini, il était vide de sens ; il importait donc de le rendre opératoire en vue de recherches concrètes.

Ce fut la biologie qui fournit en premier lieu le champ d'essai de ce concept, et ce n'est que plus tard qu'il fut adopté avec des fortunes diverses dans différents

¹ BERTALANFFY, « General System Theory », dans General-Systems, vol. I, 1956, p. 3.

champs des sciences sociales¹. Ce furent les anthropologues et les sociologues qui, dans un premier temps, manifestèrent leur intérêt pour l'application de ce concept. Ainsi, l'influence de cette approche analytique ne s'exerça pas directement sur la science politique ; elle fut médiatisée par les travaux de Parsons qui utilisa ce concept pour l'étude des phénomènes sociaux et mit l'accent sur le sens fonctionnaliste de l'analyse systémique². En anthropologie le courant de pensée fonctionnaliste est représenté par les œuvres de Malinowski et de Radcliffe-Brown.

Le concept de système chez Easton.

[Retour à la table des matières](#)

Le cadre d'analyse d'Easton se situe dans la tradition de l'analyse systémique développée en biologie et en sociologie. Sa définition du concept de système ne diffère donc pas de celle de ses prédécesseurs : « Nous pouvons définir un système comme un ensemble de variables, quelque soit le degré de relation entre elles³. » Il dit choisir cette définition parce qu'elle est analytique et non empirique, c'est-à-dire qu'elle lui permet d'éviter d'établir s'il y a réellement un système politique, car cette définition ne fait référence qu'à un ensemble de symboles par lesquels le théoricien espère identifier, décrire et expliquer le comportement des systèmes empiriques⁴. Dès lors, tout est système, aussi bien l'ensemble que ses parties constituantes. Les postulats impliqués ici sont les suivants : 1° il y a des interactions politiques dans le système social qui constituent un système de comportements ; 2° ce système n'existe pas dans le vide, il y a un environnement physique, biologique, social, et psychologique qui l'entoure ; 3° ce système de comportements est ouvert aux influences de l'environnement ; 4° il a la capacité de

¹ H. J. SPIRO, "An Evaluation of Systems Theory", dans J. CHARLESWORTH *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press 1967. Voir aussi Samuel H. BEER "The Analysis of Political System", dans S.H. BEER et A.B. ULAM (éds.), *Patterns of Government : The Major Political Systems in Europe*, New York, Random House, 1962, p. 25.

² « Cette conception du fonctionnalisme s'alimente chez Parsons à la biologie. C'est sur cette dernière qu'il s'appuie pour affirmer que la notion de fonction est corrélative à celle du système vivant, que ce soit un système biologique ou un système d'action » (voir G. ROCHER *Talcott Parsons et la sociologie américaine* Paris, P.U.F., 1972, p. 215), G. Rocher qualifie l'approche parsonienne de fonctionnalisme systémique. Tout comme en biologie, le concept de fonction occupera une place primordiale dans les sciences sociales, la notion de fonction étant inséparable de la notion de système, car ce sont les fonctions qui sont les conditions d'existence du système.

³ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 23.

⁴ Cette conception de la connaissance est fondée sur le principe épistémologique du *réalisme analytique* et signifie que les concepts ou les distinctions analytiques construites par le théoricien existent dans la réalité, qu'il y a une relation entre le cadre d'analyse et la réalité des phénomènes et que par conséquent ils ne sont pas de simples artifices intellectuels.

répondre aux tensions qui le menacent et de s'adapter selon les conditions de l'environnement ¹.

Ainsi, un système n'est pas une construction stable, du moins au niveau des phénomènes sociaux, car ce qui sous-tend l'idée de système c'est l'idée d'interdépendance. Cette idée signifie que les éléments du système sont reliés entre eux et que lorsque la propriété d'un de ces éléments est affectée, tous les autres éléments et l'ensemble du système sont aussi affectés. Ceci implique par conséquent l'idée d'équilibre qui est l'état vers lequel tend tout système selon la logique suivante : équilibre – perturbation – déséquilibre – ré-équilibration... Ainsi, les parties du processus sont mutuellement dépendantes et le changement dans une des parties influencera le reste du système : « l'idée d'équilibre implique que les parties interreliées tendent à être cohérentes. C'est la signification fondamentale du concept de système ². »

Cet équilibre systémique s'opère conceptuellement de la façon suivante : 1° le système est capable d'intervenir positivement dans ses relations avec son environnement ; 2° sa capacité de répondre ou d'intervenir vient de sa capacité de convertir les exigences ou les pressions de l'environnement en produisant des solutions d'adaptation à ces pressions, ces solutions à leur tour réagissant sur l'environnement ; c'est la fonction de conversion du système qui est par définition actif, 3° le système, par cette fonction de conversion, résorbe les tensions, s'adapte et se maintient dans son environnement ³.

Easton définit donc clairement la perspective de l'analyse systémique dans le sens que lui a donné Parsons. Cette filiation est ainsi décrite par E. Meehan :

Comme Parsons, Easton est à la recherche d'une théorie générale, d'un cadre conceptuel unifié pour l'analyse de la vie politique. Comme Parsons encore, il est préoccupé par la stabilité et l'ordre, par la persistance du système politique dans un monde de changements et de tension. Sa conception de la théorie est parsonienne ⁴.

Cette conception systémique de la vie sociale et politique n'a pas fait l'unanimité dans les diverses disciplines où ce cadre d'analyse a été introduit. Nous nous contenterons pour l'instant de recenser les critiques d'ordre général et méthodologique, quitte à revenir plus loin sur des critiques plus incisives portant sur les concepts et les diverses définitions utilisées par l'analyse systémique pour circonscrire le champ des phénomènes politiques.

Une des critiques les plus fréquentes vise le trop haut niveau de généralité où se place l'analyse systémique. Cette perspective analytique est tellement générale

¹ D. EASTON, *Varieties of Political Theory*, p. 144.

² D. EASTON, *The Political System*, New York, A. A. Knopf, 1953, p. 291.

³ Voir D. EASTON, *A framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1965, p. 25.

⁴ E. MEEHAN, *Contemporary Political Thought*, Homewood. The Dorsey Press, 1967, p. 168.

qu'elle ne peut rendre compte d'aucun système particulier, de sorte que son opérationnalité est très limitée.

À cet égard, les réponses de Parsons et d'Easton ne sont pas très convaincantes, car ceux-ci se défendent en disant que leurs concepts sont purement analytiques et qu'ils n'ont jamais eu l'intention de faire référence à des systèmes empiriques dans leurs constructions théoriques. L'un et l'autre, cependant, n'en espèrent pas moins que leur cadre conceptuel corresponde à la réalité empirique et qu'il soit universel, car de leur point de vue un concept n'est valable scientifiquement que s'il peut être vérifié empiriquement. P.F. Kress résume cette difficulté :

Malgré leur caractère analytique, les systèmes peuvent être empiriques. Ceci semble signifier que nous devons employer au moins deux langages : un langage conceptuel et un langage concret... parce que parfois il [Easton] semble suggérer que le langage conceptuel d'une manière ou d'une autre peut-être vérifié vis-à-vis le langage concret ¹.

En ce sens, la théorie sociale moderne fondée sur le réalisme analytique est paradoxale, car tout en révéralant les faits, elle doit chercher en dehors d'eux leur signification, la nature ou l'expérience ne pouvant fournir d'explication. C'est là selon cet auteur la principale difficulté de la théorie d'Easton. Pour ces théoriciens, un cadre conceptuel est purement analytique et symbolique ; mais selon leur logique épistémologique, il doit aussi être fidèle empiriquement. Dans leur pratique théorique, il y a deux temps : théorie et vérification, alors que dans leur conception de la connaissance, il y a instantanéité entre la valeur cognitive du concept et sa correspondance à la réalité, ceci constituant le postulat de la pratique théorique elle-même. De là, naît la confusion.

Pour C. Polin, l'analyse systémique n'a aucune universalité, elle est plutôt inspirée par l'expérience politique américaine ². E. Meehan, de la même façon, estime que le cadre théorique d'Easton n'est qu'une abstraction et n'a pas de valeur empirique parce que non universel. Enfin, A. Grosser, en qualifiant la théorie systémique de « millénarisme scientifique », fait aussi ce genre de critique : « La théorie systémique a deux inconvénients : elle se situe à un niveau tel de généralité que l'utilisation empirique est difficile et souvent sans grande portée, et deuxièmement cette même généralité fait croire qu'on progresse vers une interprétation globale, vers une théorie générale ³. » Elle serait par conséquent un obstacle à une véritable théorie générale, car c'est aussi, selon le même auteur, une procédure analytique tautologique : elle présente comme une théorie explicative ce

¹ Voir P. F. KRESS, "A Critique of Easton's Systems Analysis", GOULD et THURSBY, *Contemporary Political Thought*, New York, Holt Rinehart and Winston, 1969, p. 220.

² C. POLIN, « D. Easton ou les difficultés d'une certaine science politique », *Revue française de Sociologie*, n° spécial, 1970-1971, p. 185.

³ A. GROSSER, *L'explication politique*, Paris, A. Colin, 1972, p. 54.

qui est souvent un simple rappel de la complexité du réel, sans évaluer le poids respectif des facteurs énumérés.

Un autre type de critique formulée à l'égard de l'analyse systémique est son caractère conservateur :

La théorie de l'action de Parsons et des approches systémiques qui lui sont rattachées ont été accusées de favoriser au moins implicitement le *statu quo* en mettant l'emphasis sur le maintien, l'adaptation et le consensus plutôt que sur le conflit ¹.

Selon Spiro, on peut retrouver ce biais conservateur même dans les théories qui favorisent un équilibre dynamique parce qu'elles ne tiennent pas compte d'un élément essentiel et de première importance : la conscience humaine ². Le défaut majeur de ce type de critique, c'est d'en rester là, c'est-à-dire de ne pas expliquer pourquoi ce cadre d'analyse a défini ce type de problématique, de ne pas mettre en rapport les concepts développés et la pratique sociale concrète et, enfin de ne pas voir le caractère spécifique de ce type de stabilité, ou autrement dit, d'être mystifié par le concept de changement.

À notre avis, ce type de critique est pertinent mais mal développé et trop éclectique, de sorte que les tenants de l'analyse systémique sont justifiés de répondre en guise de défense, que l'approche systémique tient compte du changement. Pour Easton, cette critique est ironique, car dit-il : « Elle contredit la motivation dominante qui caractérise mes premiers écrits. J'y montrais, dès le début, un intérêt explicite et fondamental aux problèmes des changements politiques ³. » De même pour G. Rocher, cette critique à l'égard de Parsons n'est pas justifiée, il considère qu'on doit plutôt critiquer ce dernier pour ne pas avoir poursuivi l'analyse dynamique des différentes contradictions qu'il a lui-même introduites dans son système ⁴. Encore là, il aurait fallu que Rocher nous explique pourquoi Parsons ne l'a pas fait, quels obstacles l'en ont empêché. Nous reprendrons donc cette critique dans la discussion de la problématique de la persistance élaborée par Easton, pour montrer que ce biais « conservateur » est plutôt un biais progressiste conservateur et qu'il doit être interprété en rapport avec les contradictions mêmes de l'ordre social dominant.

Un troisième type de critique concerne les frontières du système ⁵. L'emploi du concept de système en sciences sociales implique d'énormes difficultés de délimitation des frontières entre ce qui fait partie du système et ce qui est hors du système. Il y a de plus une difficulté d'ordre diachronique quant à la définition du

¹ V. WISEMAN, *Politics the Master Science*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969, p. 63.

² SPIRO, "An Evaluation of Systems Theory", dans CHARLESWORTH *Contemporary Political Analysis*, New York, Free Press, 1967, p. 173.

³ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 470.

⁴ G. ROCHER, *op. cit.*, p. 16.

⁵ W. E. MITCHELL, « Political System », dans *International Encyclopedia of Social Science*, New York, Macmillan, Collier, 1968, vol. 16.

système : comment délimiter le système dans le temps ? Où commence et où finit un système politique ?

L'analyse systémique ne s'intéresse pas particulièrement aux conditions d'apparition d'un système politique ; son intérêt va plutôt aux conditions de la persistance, étant donné le postulat que c'est là le phénomène fondamental de la vie aussi bien biologique que sociale et politique. Dès lors, se demander quand débute un système politique ou un type de système n'a pas de sens dans un tel cadre d'analyse qui, en s'enfermant dans une problématique de la survie, se donne une vision linéaire de l'histoire ; en effet, celle-ci est conçue comme une reproduction de phénomènes sans rupture qualitative. Toutefois, la question de la fin du système a une certaine signification dans l'analyse systémique, elle s'y inscrit en creux dans la problématique de la persistance qui pourrait être ainsi définie : comment tout système évite-t-il de disparaître ? Nous reviendrons sur le problème des frontières lorsque nous discuterons spécifiquement de la définition du système politique.

Un quatrième type de critique concerne le concept d'équilibre qui implique que tous les éléments d'un système sont liés par une interdépendance fonctionnelle, de telle sorte que chaque élément réagit sur et est agi par tous les autres éléments, ce qui crée un état de stabilité ou d'équilibre.

Cette conception des processus sociaux est un dérivé de l'idéologie pluraliste qui définit les rapports sociaux d'après des conditions de concurrence parfaite, de liberté, d'autonomie et d'égalité de chance d'influer sur les processus de décisions ; ceci se traduit sur le plan épistémologique par le principe de la multiplicité causale. Dans cette optique, il n'y a pas d'échange inégal résultant des interactions entre les parties d'un système et entre les systèmes. Il y a plutôt une harmonie naturelle où les attentes de tous les participants sont satisfaites.

Ce qui fait problème ici, c'est le contenu, purement abstrait et idéaliste, du concept d'interaction ou d'échange. Il est postulé que les interactions sont neutres et égales, que ce qui est donné ou produit par l'un est compensé par ce qu'il reçoit des autres, qu'il y a donc un équilibre dans les termes de l'échange. Évidemment cette problématique expulse du champ théorique les phénomènes de l'exploitation, de la domination et de l'aliénation qui constituent en fait le contenu concret des rapports sociaux. Cette critique de la théorie de l'équilibre sera aussi reprise dans la discussion du concept de persistance.

Ce relevé des critiques faites à l'égard de l'analyse systémique est trop général, nous aurons donc à reprendre ces points d'attaque dans les sections qui suivent.

Le système politique.

[Retour à la table des matières](#)

Parler de système politique implique que le théoricien utilise certains critères pour différencier des champs d'analyse dont l'objet est un. On ne peut dire que c'est l'ordre ou la nature des phénomènes que nous voulons étudier qui nous impose une division du travail au niveau de la pratique cognitive : le phénoménologique social est un, il n'y a pas de séparation réelle dans un ordre de phénomènes produit par l'homme ; il y a plutôt des séparations artificielles correspondant à des types d'activités atomisées par des besoins déterminés à un moment historique particulier de la pratique sociale.

La division de l'« objet social » en différentes disciplines est le produit de la logique de la division du travail imposée par un mode particulier de production de la vie matérielle : la rationalité capitaliste. On dira, pour justifier cette division du travail intellectuel, qu'elle est essentiellement analytique¹ comme si l'analyse pouvait échapper au monde réel et, qu'en soi, cette position de principe ne contenait pas elle-même des implications idéologiques.

La pensée systémique se présente elle-même comme une tentative de réformer cette division des champs d'analyse et prétend abattre les cloisons entre les disciplines. On comprendra que cette démarche ne répond pas uniquement à des exigences analytiques, mais que cette réorientation traduit aussi un réaménagement du mode de production capitaliste de la vie matérielle et sociale qui est dans une situation de fuite face aux contradictions qui le fondent. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne les rapports analytiques entre sociologie, économie et science politique, on peut noter qu'à la division absolue du travail intellectuel s'est substituée une division relative qui se traduit par le principe de l'interdisciplinarité, principe pour le moins ambigu car tout en conservant les disciplines traditionnelles séparées, il propose de jeter des ponts ou, comme on le dit maintenant, d'abattre des cloisons, étant bien entendu que les frontières demeureront.

Mais répondront certains, ce souci d'interdisciplinarité et de communication entre les disciplines des sciences sociales, traduit par l'analyse systémique, n'est-il pas dicté par les impératifs nouveaux issus du passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste d'État, impératifs qui sont exprimés par la pensée technocratique, laquelle pense le réel social comme une multitude de parties intégrées dans un tout caractérisé par une hiérarchie fonctionnelle ? Il ne doit plus y avoir de séparation entre l'État et la société civile ou les forces productives, car l'État du laisser-faire est désuet face aux contradictions du capitalisme moderne ; il doit y avoir au contraire interaction entre ces deux sphères d'activités qui toutefois demeurent séparées fonctionnellement. L'analyse systémique ne serait-elle pas une tentative de rationalisation de la problématique concrète des sociétés capitalistes avancées, les concepts produits par cette pratique théorique étant modelés d'après

¹ Voir à ce sujet D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 45-46.

les principes de fonctionnement et le contenu de la différenciation fonctionnelle propre à ce mode de production ? Dès lors, qu'est-ce que le politique dans le cadre de l'analyse systémique telle que la conçoit Easton ?

Celui-ci insiste beaucoup sur le sens analytique du concept de système politique. Un système politique, nous rappelle-t-il, n'est pas composé d'individus, ce n'est pas un ensemble de personnes, c'est plutôt l'ensemble des interactions entre ces personnes ¹. Ce qui définit donc le système politique, c'est un type particulier d'interactions lié à d'autres types d'interactions.

Ce qui lui permet de différencier le système politique du système social, économique, etc., c'est le postulat selon lequel il y a une différenciation fonctionnelle dans les interactions sociales et que, par conséquent, le système politique jouit d'une autonomie relative par rapport aux autres champs d'interactions qui deviennent l'environnement du système politique. Ainsi, le système politique est défini comme une forme spéciale d'interaction sociale : « un système politique peut être défini comme l'ensemble des interactions par lesquelles les objets de valeur sont répartis par voie d'autorité dans une société ². » La propriété essentielle du politique est d'être le mécanisme muni de l'autorité nécessaire pour répartir les ressources et les valeurs dans une société, réalisant ainsi l'harmonisation des intérêts divers et contradictoires. C'est là, pour reprendre une expression d'Easton, « l'individualité » de la science politique.

Trois concepts sont impliqués dans cette définition ³. D'abord, celui de « policy ». Entendons par là la décision ou le groupe de décisions et d'actions par lesquelles les valeurs sont réparties, de sorte que certaines choses sont données à certains et refusées à d'autres. Il est en effet postulé que ces décisions se font dans un système de rareté des biens pour lesquels il y a une concurrence qui doit être régie par certaines normes, de sorte que la satisfaction des uns soit maximisée et la dissatisfaction des autres minimisée pour que le système de répartition puisse survivre. Ainsi, l'analyse systémique peut être appliquée à tous les modes de répartition quels que soient leurs formes, leurs structures, leurs objectifs, etc.

Mais tous les mécanismes sociaux ont pour fin de répartir des valeurs : dès lors, qu'est ce qui distingue les phénomènes politiques des autres ? Ce qui caractérise le politique, ce n'est pas de distribuer des valeurs ou des objets de valeurs, mais plutôt de les répartir de façon autoritaire, c'est-à-dire que les

¹ *Ibid.*, p. 36.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 23 ; *A Framework for Political Analysis*, p. 50.

³ A. C. ISAAK estime pour sa part, que la définition du système politique ne simplifie pas la construction théorique parce qu'elle multiplie le nombre de concepts à définir. De plus, il est assez difficile de faire une différence entre une décision qui est faite pour la société ce qui serait le propre du système politique et une décision qui ne serait pas faite pour la société. Autrement dit, il met en doute la spécificité du système politique. Voir à ce sujet *Scope and Methods of Political Science*, Homewood, The Dorsey Press, 1969, p. 21.

décisions doivent être acceptées comme étant contraignantes ou obligatoires ¹. C'est donc le concept d'autorité qui caractérise le politique. Une décision ne devient politique que quand ceux qui en sont l'objet considèrent qu'ils doivent s'y conformer. Ainsi, dans l'idée de politique, il y a l'idée de contrainte, mais aussi le postulat que cette contrainte est nécessaire et acceptée par ceux qui en font l'objet, qu'elle est par conséquent rationnelle et universelle.

Par sa définition du concept d'autorité, Easton accepte sans critique la nature des rapports sociaux définie par le mode de production capitaliste :

L'autorité n'est pas la seule sorte de pouvoir dont puisse disposer les titulaires de ces rôles, même si c'est probablement la plus économique en termes d'énergie et de ressources. L'autorité est la relation spéciale de pouvoir basée sur l'attente que si A envoie à B un message – qu'il s'agisse d'un souhait, d'une suggestion, d'un règlement, d'une loi, d'un commandement, d'un ordre, etc. – B l'adoptera comme la prémisse de son propre comportement ².

Easton semble ici vouloir exclure de la notion d'autorité l'utilisation de la violence. « Il [Easton] s'interdit de comprendre le recours permanent à la violence (cachée ou manifeste) qui caractérise la politique ³. » Easton ne fait pas abstraction de l'utilisation de la force comme moyen spécifique du politique ; il y fait référence clairement et à de nombreuses occasions. Ce qui fait problème, c'est qu'il y a distinction entre l'utilisation de la force légitimée et la violence conçue comme extérieure au système lui-même. Polin critique en ce sens la définition du politique d'Easton :

La définition du politique comme balance des intérêts, comporte la définition de la contrainte comme résultat de la pesée des forces, tandis que la violence représente au contraire l'intervention d'une force extérieure à toutes celles qui composent entre elles. Elle est l'addition arbitraire d'un poids sur un plateau de la balance : elle est exclue d'un système où, par hypothèse, les forces composent ⁴.

Pour Polin, cette définition est conforme à l'illusion propre à la pensée libérale anglo-saxonne qui postule qu'entre des intérêts divergents, il y a toujours possibilité de compromis. Selon Connolly,

« Par voie d'autorité » semble impliquer que ceux qui prennent les décisions veulent les effets politiquement pertinents de leurs actions, ceux qui en sont affectés connaissent ceux qui prennent les décisions et que les parties impliquées acceptent les processus et les résultats comme légitimes ⁵.

¹ Voir D. EASTON, *The Political System*, p. 133.

² D. EASTON. *Analyse du système politique*, p. 195.

³ Claude POLIN, *op. cit.*, p. 189.

⁴ *Ibid.*, p. 190.

⁵ W. E. CONNOLLY, *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton, 1967, p. 25.

Cette légitimité est le résultat du processus de socialisation qui modèle les attentes et les comportements de l'individu en fonction des normes dominantes de la société.

Cette vision des rapports sociaux fondée sur l'autorité/pouvoir légitime est mystificatrice et idéologique car elle masque la véritable nature de l'autorité et du pouvoir qui est fondé sur l'inégalité, l'exploitation et l'aliénation. Dire que B obéit à A parce que B est socialisé à la légitimité de l'autorité de A, n'est qu'une rationalisation d'un type particulier de rapports sociaux.

La socialisation et la légitimité sont les produits de rapports de forces de la société, rapports de forces dont le caractère est déterminé par le mode de production de la vie matérielle. Si B obéit à A, c'est parce qu'il est aliéné et dominé dans la production même de ses conditions d'existence. La socialisation n'est que le processus qui fait accepter à B son état d'être dominé et aliéné, qui l'empêche même d'être conscient de sa propre aliénation. La légitimité de l'autorité est donc le résultat de la violence et de la répression et non d'un processus naturel de socialisation.

Ainsi, l'analyse systémique, en définissant le système politique par la division entre dirigeants et dirigés et par la nature autoritaire des rapports sociaux, sans relier ces phénomènes à leurs fondements matériels, sans montrer leur nature particulière, se fait le véhicule de l'idéologie dominante, reflète dans son appareil conceptuel la rationalité particulière dominant les rapports sociaux et devient ainsi une philosophie de la contrainte, de l'aliénation et de la domination.

Un troisième concept va préciser davantage le sens du politique chez Easton, c'est celui de société. L'analyse politique ne porte pas sur toutes les décisions où joue le facteur d'autorité ; l'objet de l'acte politique est de répartir les valeurs sur la base de l'autorité, mais d'une façon qui touche à toute la société¹. Ne sont dites politiques ici que les décisions affectant l'ensemble de la communauté c'est-à-dire celles qui ont pour résultat d'assurer la survie de celle-ci. Pour Easton, la société est l'unité sociale la plus inclusive, celle qui englobe toutes les autres². Cette définition implique donc que le système politique jouit d'une autonomie fonctionnelle par rapport au système social. Les activités politiques sont un type particulier d'interactions parmi les autres types d'interactions qui constituent le système social. C'est cette spécificité fonctionnelle qui définit la ligne de démarcation entre le système politique et son environnement.

Easton propose donc quatre critères permettant d'établir les frontières propres du système politique par rapport aux autres systèmes sociaux (délimitant ainsi le champ de la science politique) ;

¹ Voir D. EASTON, *The Political System*, p. 134.

² *Ibid.*, p. 135.

- 1° existence de rôles et d'activités politiques distincts,
- 2° existence d'un groupe distinct assumant les rôles politiques,
- 3° existence d'une hiérarchie propre au sein de ce groupe,
- 4° existence de critères distincts de sélection du personnel politique ¹.

Ainsi, l'existence de ces frontières limite le champ d'analyse de la recherche politique et consacre l'autonomie du système politique par rapport aux autres systèmes sociaux.

Cependant, s'il y a pour Easton autonomie, il n'y a pas indépendance du système politique. Easton, pour désigner les rapports entre les systèmes composant le tout social, parle plutôt d'interdépendance, en ce sens que toute modification de l'un d'eux affecte l'ensemble des autres systèmes. Il ne devrait pas par conséquent y avoir hiérarchie dans les phénomènes sociaux ou de système plus déterminant que les autres.

Le système politique est donc à la fois autonome en ce qu'il remplit une fonction propre et qu'il est différencié des autres types de systèmes, et en processus d'interaction avec les autres systèmes sociaux. Cette définition du système politique concilie la définition libérale du politique et la définition technocratique des rapports entre système économique et système politique, l'interaction de ces deux systèmes permettant de régulariser le fonctionnement du premier. Dans ce rapport, c'est le système politique qui s'adapte aux besoins du système économique ; ce n'est pas le système politique qui définit les objectifs et la rationalité sous-jacente au fonctionnement du système économique.

La notion d'interdépendance est intimement liée à ce qu'Easton appelle un système ouvert ; le système politique est ouvert, dit-il parce qu'il subit les influences de l'environnement et réagit à son tour sur l'environnement. Easton distingue ici deux types d'environnement : l'environnement intrasociétal formé des autres systèmes sociaux et physiques qui participent à la constitution d'un même ensemble social, et l'environnement extrasociétal qui est constitué des systèmes physiques et sociaux internationaux : « La seconde partie de l'environnement comprend tous les systèmes qui existent en dehors de la société elle-même ². »

Easton n'est pas très prolixe quant à l'origine de la fonction spécifique du système politique. N'y aurait-il pas aussi interaction entre le système social et le système politique en ce qui concerne la nature même du politique ? Pourquoi le

¹ Voir D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 69.

² Voir D. EASTON, « Catégories pour l'analyse systémique du politique », dans P. BIRNBAUM et F. CHAZEL, *Sociologie politique*, Paris, A. Colin, 1972, tome I, p. 90-91.

système politique se caractérise-t-il par l'allocation autoritaire des valeurs ? Le hasard n'est certainement une variable explicative. C'est là une des limites fondamentales de l'analyse systémique qui exclue du champ de la connaissance sociale la *causalité des fonctions* et qui impose les formes dominantes des phénomènes sociaux comme critère de différenciation des champs d'analyse des phénomènes sociaux.

Cette définition du système politique est, à notre avis, plus restrictive encore que celle de Parsons, pour qui le politique est diffus à travers tout le système social. En effet, il semble que pour Parsons, le politique est à la fois un sous-système social particulier et situé, et, en même temps, une composante de tous les autres sous-systèmes sociaux.

Pour sa part, Easton, en voulant mettre de côté le concept de pouvoir comme concept clef pour définir le politique, a réduit le domaine du système politique aux processus d'allocation autoritaire des valeurs ayant pour objet l'ensemble de la société ; il exclut ainsi du système politique les processus de décisions n'affectant pas l'ensemble de la société, de sorte que le système social est défini par sa dimension biologique, comme un ensemble d'êtres vivants, et non pas par des considérations politiques. Dans cette perspective, la société apparaît comme un phénomène qui n'est pas le produit des hommes dans leurs rapports à la nature, mais plutôt comme le produit de la nature elle-même ; il en résulte que pour Easton le social n'est pas politique, ni, non plus, l'économique et le culturel.

Dès lors, sont repoussés, dans l'environnement du système politique, tous les phénomènes qui n'ont pas trait à l'allocation autoritaire des valeurs pour l'ensemble de la société, c'est-à-dire tous les rapports sociaux produits par le mode de production de la vie matérielle, tels la famille, l'usine, l'école, la culture, l'Église, l'urbanité, la sexualité, etc. Easton, dans ses récents écrits, parlera pour désigner ces phénomènes de systèmes para-politiques.

Caractériser le système politique par l'allocation autoritaire des valeurs pour la *société* n'est pas entièrement satisfaisant sur le plan théorique et empirique, car cette définition entretient des ambiguïtés. D'une part, on peut s'objecter à cette définition en disant, par exemple, que l'augmentation des prix d'un bien de consommation par une grande corporation est une décision qui affecte l'ensemble de la société, directement ou indirectement, et que cette décision n'est pas nécessairement prise à l'intérieur du processus politique (même si le système politique peut à l'occasion intervenir pour « réguler » cette augmentation par des mesures compensatoires). Il y a donc des décisions et des actions extérieures au système politique et qui affectent l'ensemble de la société.

D'autre part, on peut constater qu'il y a des décisions et des actions entreprises au nom de la société, mais qui n'affectent pas l'ensemble de la société. Leur caractère obligatoire n'est effectif que pour un secteur minoritaire de cette société.

À titre d'exemple, nous rappellerons la crise d'octobre 1970 au Québec. Pour remédier à cette crise, les autorités fédérales canadiennes remirent en vigueur une loi héritée des deux dernières guerres mondiales et qui, à l'origine, s'appliquait à l'ensemble de la société canadienne. En 1970 cependant, même si en principe la loi sur les mesures de guerre pouvait affecter l'ensemble du Canada, on restreignit son champ d'effectivité au Québec seul, et cette limitation dans l'application fut voulue par les autorités politiques. Ainsi, lorsque le maire de Vancouver chercha à utiliser cette loi pour réprimer les groupes hippies de sa ville, les autorités fédérales le rappelèrent à l'ordre en lui disant que cette loi n'était faite que pour les Québécois. N'avons-nous pas affaire ici à une décision politique, mais ne concernant pas l'ensemble de la société ? Jones remarque à ce sujet :

Si un tel groupe n'était pas une minorité, la loi l'affectant n'aurait probablement ni été votée, ni exécutée. Donc l'éventail des possibilités d'application ne distingue pas nécessairement les décisions politiques des décisions prises par des groupes para-politiques ¹.

Comment Easton peut-il alors expliquer l'origine de la fonction du système politique ? Ou, autrement dit quel est le fondement social de l'allocation autoritaire des valeurs ? Quelles sont les caractéristiques propres à la société, si ce n'est pas la présence à tous les niveaux d'activités de mécanismes d'allocation autoritaire des valeurs ? Nous pensons que l'environnement n'est pas différent du système politique, que la société est toujours particulière, c'est-à-dire produite par un rapport spécifique des hommes de la nature, lequel rapport détermine à son tour la rationalité des rapports sociaux, et que le système politique n'est que la traduction plus ou moins fidèle, au niveau des décisions collectives, des impératifs de cette rationalité particulière.

Ainsi, le sens qu'Easton donne à la notion de politique est le sens même que prennent les activités politiques dans le cadre de la société capitaliste avancée où la séparation formelle entre société civile et État (séparation propre à l'idéologie bourgeoise de la libre concurrence) est remplacée par une pratique de collaboration et de soutien actif de la part de l'État envers le mode de production capitaliste incapable par sa propre logique de survivre à ses contradictions. C'est le système politique qui est responsable de la rationalisation du fonctionnement du mode de production capitaliste.

Spiro critique la définition d'Easton parce qu'elle tend à identifier le système politique à l'État industriel moderne ². A Grosser reprend la même critique lorsqu'il dit :

¹ R. E. JONFS, *The Functional Analysis of Politics*, London Routledge and Kegan Paul, 1967, p. 32.

² SPIRO, *op. cit.*, p. 167.

En effet, la société globale dans laquelle on veut distinguer le système politique est presque toujours la société nationale définie à l'intérieur des frontières étatiques et le centre du 'système', le lieu où s'effectuent les décisions transformatrices ressemble furieusement à ce que d'autres avaient coutume d'appeler l'État ¹.

Si Easton avait défini le système politique comme étant un système de pouvoir, une différenciation aurait alors été clairement établie entre système politique et État car son concept aurait englobé des phénomènes politiques qui dépassent le cadre de l'État. Easton a, au contraire, désigné ces phénomènes par le concept de « para political systems », voulant réserver le concept de système politique aux processus d'allocation autoritaire des valeurs pour toute la société. Seul, alors, le concept d'État donne un sens à son concept de système politique. Par conséquent, ce serait le contenu idéologique inscrit dans la forme que prennent les activités politiques dans les sociétés capitalistes avancées qui déterminerait le contenu analytique des catégories par lesquelles le théoricien pense la réalité.

Même si Easton rejette les concepts de pouvoir et d'État comme instruments d'analyse ², il reprend dans son cadre conceptuel, sous une autre forme il va sans dire, le contenu idéologique des formes politiques dominantes des sociétés capitalistes avancées. C'est pourquoi sa définition du système politique par l'allocation autoritaire des valeurs qui – établit le principe de l'autonomie fonctionnelle des différents types d'interactions dans l'ordre des phénomènes sociaux – et son corollaire : la différenciation entre système politique et système social sont le reflet des contradictions entre l'idéologie libérale, qui repose sur la séparation entre société civile et société politique, et l'idéologie technocratique qui traduit le besoin d'intégration des différentes formes de l'activité sociale nécessaires à la survie d'un mode particulier des rapports de l'homme à la nature et des hommes entre eux.

C'est dans ce cadre qui se pose le problème des frontières entre le système politique et son environnement. Ainsi, Lavau estime que cette distinction est peut-être légitime pour construire l'objet d'analyse mais que, dans la réalité, cette séparation n'est pas nette et qu'il y a plutôt chevauchement des deux ordres de phénomènes. Pour Lavau « ce n'est pas la nature des choses qui crée le rapport d'autonomie-dépendance des agents politiques, mais bien plutôt une structure idéologique et un système de valeurs qui est commun au système social et au

¹ A. GROSSER, *op. cit.*, p. 73. Cette critique est aussi partagée par un autre politologue, Smith, qui dit que l'approche d'Easton s'applique surtout aux sociétés complexes à fonctions différenciées « A Structural Approach to Comparative Politics », dans D. EASTON *Varieties of Political Theory*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 115. Maurice Duverger soutient le même point de vue : « la conception exposée par David Easton « *The Political System*, New York 1953, pour qui la science politique est la science de la distribution autoritaire des valeurs dans une société, aboutit en pratique à un retour à la conception de la science politique – science de l'État » dans *La sociologie politique*, Paris, P.U.F., coll. Themis, 1966, p. 23.

² D. EASTON, *The Political System*, p. 106.

système politique et qui fonde la nature de leur articulation ¹. » Ce sont donc les idéologies qui constituent la langue commune aux deux systèmes, de sorte que le système social n'est pas dans l'environnement, il est enchevêtré au système politique et lui donne un sens. Il est pour ainsi dire causalement prioritaire.

Mais le problème vient du fait qu'il y a écart ou contradiction entre la langue commune aux deux systèmes et la pratique concrète, en ce sens que la langue commune est celle de l'idéologie démo-libérale ou pluraliste, alors que la pratique des sociétés capitalistes avancées, pour assurer sa survie, est forcée de contredire ses propres principes idéologiques et de produire une idéologie de remplacement. C'est dans cette contradiction, pensons-nous, que se définit le rapport entre théorie et idéologie : la problématique théorique et les cadres conceptuels utilisés dans les disciplines des sciences sociales sont le produit de cette contradiction et contiennent les germes de cette idéologie de remplacement qui, dans le cadre des sociétés capitalistes avancées, est l'idéologie technocratique. À cet égard, Habermas souligne que la théorie est devenue un pouvoir technique et que l'analyse systémique rationalise les choix effectués à partir de la rationalité du mode de production capitaliste ².

L'allocation autoritaire des valeurs.

[Retour à la table des matières](#)

Easton justifie sa définition du système politique par l'allocation autoritaire des valeurs en expliquant que la rationalité libérale de la libre concurrence des activités économiques a échoué, qu'elle n'a pas su produire les ajustements nécessaires à sa survie et que, pour cette raison, elle doit être remplacée par un autre principe de régulation qui est le système politique ³. C'est donc 1° à partir du constat de l'échec du libéralisme et 2° à partir de la problématique du mode de production capitaliste qui doit trouver à l'extérieur les principes de rationalisation de son fonctionnement, C'est-à-dire par l'intervention de l'État, que la problématique théorique d'Easton prend toute sa signification et qu'il établit le postulat de la spécificité fonctionnelle du système politique.

Pour Easton, les formes de l'allocation autoritaire des valeurs peuvent varier, mais il considère que toute société pour survivre doit posséder un système politique, c'est-à-dire un type d'interaction différenciée par rapport à l'ensemble des interactions de la société :

¹ G. LAVAU, « Le système politique et son environnement », *Revue française de Sociologie*, n° spécial 1970-1971, p. 174.

² J. HABERMAS, *Toward a Rational Society*, London, H.E.B., 1971, pp. 55 et 63.

³ D. EASTON, *op. cit.*, p. 136.

Le concept d'État tel qu'interprété ici fait référence à des circonstances politiques particulières, l'idée de l'allocation autoritaire des valeurs caractérise une fonction ou un réseau d'activités interreliées présent dans toute société viable ¹.

Considérer les phénomènes politiques comme étant ceux qui expriment la fonction de l'allocation autoritaire des valeurs pose certains problèmes pour l'analyse politique concernant tout particulièrement les fondements sociaux de la capacité allocative : pourquoi est-ce l'autorité qui définit le caractère de cette allocation, et quelle est l'origine des valeurs elles-mêmes ? Ces problèmes ne sont pas suffisamment éclaircis par l'analyse systémique parce qu'elle conçoit le système politique dans sa spécificité fonctionnelle, de sorte qu'elle ne peut saisir que la forme des phénomènes politiques et non leur contenu.

Il ne suffit pas de poser comme postulat que le système politique se définit par l'allocation autoritaire des valeurs, encore faut-il donner un sens à cette fonction en la reliant à l'ensemble des autres phénomènes sociaux et poser la question du pourquoi du caractère autoritaire de l'allocation des ressources et des valeurs. Si le système politique tend à se maintenir, à persister, ce n'est pas uniquement parce qu'il assume sa fonction, mais bien plutôt parce que la nature même de la société lui permet d'exercer cette fonction.

Si le système politique est responsable de l'allocation autoritaire des valeurs, c'est que le mode de production, à partir de sa rationalité propre et de sa finalité (maximisation du profit et accumulation du capital), ne peut plus assumer l'allocation des valeurs nécessaires à son développement et à sa survie, et doit déléguer cette responsabilité à un type d'activités spécialisées. Si le système politique a la charge de l'allocation autoritaire des valeurs, ce n'est pas parce que cette fonction lui est propre, mais parce qu'elle est la condition de l'existence même d'un mode de production particulier dans l'histoire. Ce qui fonde la fonction du système politique, c'est la nature spécifique du mode de production qui détermine les rapports de production et les rapports sociaux. Si la contrainte et l'autorité sont les principes directeurs de cette allocation, s'il y a des activités spécifiques qui traduisent ces principes, ce n'est pas parce que c'est dans la nature des choses, mais parce que cela correspond à un état particulier du mode de production.

La persistance du système politique en tant qu'activités spécialisées ne dépend pas de sa fonction, mais dépend de la survie de son fondement, le mode de production capitaliste, qui, à son tour se maintient avec l'appui du système politique qui institutionnalise les principes de fonctionnement de ce mode de production, à savoir les rapports d'autorité, de domination et d'exploitation. La fonction de l'allocation autoritaire des valeurs est d'organiser, de régler et de rationaliser les mécanismes de domination et d'exploitation en les rendant plus

¹ *Ibid.*, p. 143.

efficaces. Sa fonction n'est pas de changer la nature des rapports sociaux mais de masquer leurs caractères contradictoires, de réduire les possibilités de conflits, et ce dans les limites permises par la nature de la rationalité qui la fonde.

Le discours systémique est donc l'expression des mécanismes de fonctionnement de la société capitaliste avancée ; la fonction de l'allocation autoritaire des valeurs qui définit les activités politiques est la traduction de la nature des rapports de production et des rapports sociaux dans les sociétés capitalistes avancées. Ainsi, on peut dire que la spécificité de la fonction « allocative » du système politique est contemporaine du passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste d'État, de sorte que la définition du système politique faite par Easton coïncide avec la nature de l'État dans les sociétés capitalistes avancées. Au niveau de la pratique théorique, elle traduit le passage de la théorie classique libérale de l'État à la théorie néo-libérale de l'État. À ce sujet, nous pensons que la définition du système politique par la fonction de l'allocation autoritaire des valeurs n'est pas universelle parce que non définitive ; elle n'est que le reflet de la forme dominante des rapports entre le système politique et le mode de production de la vie matérielle et sociale propre aux sociétés capitalistes avancées. Examinons donc le contenu concret de cette fonction du système politique, afin de voir comment la problématique systémique correspond à la problématique concrète de ces sociétés.

Contrairement à la problématique du capitalisme concurrentiel et de l'État libéral, la problématique des sociétés capitalistes avancées ne considère plus l'État comme un mal nécessaire mais comme une nécessité bénéfique. Le capitalisme n'a pas changé fondamentalement, ce qui a changé c'est le rôle du système politique par rapport au système capitaliste ¹.

Le capitalisme concurrentiel, selon la théorie classique, peut être défini

comme un système dans lequel la production est faite sans distribution autoritaire du travail et des récompenses mais par des relations contractuelles entre individus libres (chacun possédant des ressources même si ce n'est que sa propre force de travail) qui calculent leurs actions afin de les rendre le plus profitable possible et emploient leurs ressources en fonction de ce calcul ².

Ce qui caractérise les sociétés capitalistes avancées, ce n'est pas la disparition de la rationalité du capitalisme, mais la modification des formes dans lesquelles cette rationalité se traduit ; c'est la contribution « positive » du système politique au maintien de cette rationalité. Ce type de société est donc caractérisé par l'intervention du système politique dans l'allocation des ressources et des valeurs.

¹ Voir R. BLACKBURN « The New Capitalism », dans "Ideology in Social Science", Fontana, 1972.

² C. B. MACPHERSON, « Politics » : Post Liberal Democracy ? » dans R. BLACKBURN *Ideology in Social Science*, Bungay (G.B.), Fontana/Collins, 1972, p. 29.

Ce ne sont plus les lois du marché et de la concurrence pure qui sont responsables de l'allocation des ressources : ce rôle a été transféré aux entreprises monopolistes et à l'État qui applique d'une façon autoritaire les impératifs du mode de production capitaliste dont la rationalité du développement implique le développement du caractère autoritaire des rapports sociaux. E. Mandel résume bien cette transformation :

L'ère du laisser faire, laisser passer est loin derrière nous. L'ordre socio-économique capitaliste ne peut pas survivre de nos jours sans l'intervention accrue et répétée de l'État. Le but de l'intervention de l'État n'est pas seulement d'atténuer la crise sociale en produisant des réformes sociales ou en soulageant la misère la plus flagrante dans le but, est-il besoin de le dire, de protéger et de renforcer le *statu quo* social et la propriété privée du grand capital sur lequel il est fondé ; son objectif est aussi de garantir directement les profits des secteurs dominants de la grande bourgeoisie... l'État d'une façon croissante devient le garant direct des profits de ces secteurs monopolistiques ¹.

Cette interprétation est confirmée par un des représentants de la grande bourgeoisie, M. Huvelin, président du C.N.P.F., qui en 1968 déclarait : « La première caractéristique de cette nouvelle phase de notre développement économique c'est le rôle déterminant que les États vont être appelés à y jouer. La concurrence engage la nation toute entière dans la compétition internationale. Livrées à elles-mêmes les entreprises ne sauraient l'affronter seules ². »

Certains pourraient rétorquer que le rôle de l'État n'est pas une nouveauté et que l'intervention étatique ne fut jamais absente même au temps du libéralisme économique. Ceci est juste. Mais il faut qualifier le rôle de l'État selon les différentes phases du développement du capitalisme. Si nous disons que l'État, à l'âge du libéralisme concurrentiel, n'avait pas la fonction d'allouer les valeurs d'une façon autoritaire, ce n'est pas parce que l'État était absent ou ne jouait aucun rôle ; c'est parce que nous pouvons constater que, qualitativement, son rôle était moins déterminant qu'à l'âge du capitalisme monopoliste qu'il n'était alors qu'un instrument de légitimation juridique et de maintien de la propriété, laissant aux mécanismes du libre échange la responsabilité de faire l'allocation des ressources, et, enfin, qu'il n'était pas en mesure d'effectuer la socialisation et de jouer un rôle actif de direction et d'organisation des activités économiques.

Ce qui, par contre, caractérise le rôle de l'État à l'âge du capitalisme monopoliste, c'est son intervention directe dans les processus de production pour débloquer la machine économique menacée de paralysie et de désintégration. Ce n'est qu'à partir de cette phase que l'État assume réellement la fonction de l'allocation autoritaire des valeurs en devenant pourvoyeur de capitaux et créateur d'emplois.

¹ E. MANDEL, *Europe versus America*, London, New Left Review, 1970, p. 51.

² Voir *Le Monde*, 12 novembre 1968, p. 11.

Lorsque nous regardons les changements dans la société et l'économie deux transformations ressortent : le déclin de la compétition pure et la montée de l'État de bien-être (Welfare State). Ces deux changements peuvent se résumer par le remplacement d'une économie de libre entreprise par un système plus fortement géré et guidé à la fois par les grandes organisations économiques privées et par l'État ¹.

Voyons dans ses grandes lignes comment se manifeste ce rôle qualitatif différent de l'État dans les sociétés capitalistes avancées.

L'État intervient comme régulateur du progrès économique et joue même à certains moments le rôle d'incitateur. La conception de l'État libéral a été mise en pièces par l'insuffisance des lois du marché démontrée concrètement par la crise de 1929, et par les nécessités imposées par les guerres anti-fascistes, coloniales et impérialistes. Ce qui caractérise l'État des sociétés capitalistes avancées, c'est la concentration du pouvoir. « Le marché s'est révélé incapable de remplir les tâches d'administration de l'économie. Dans ces conditions, la fonction de coordination et de direction de l'État industriel est devenue prédominante ². » Le rêve libéral de la décentralisation et du pluralisme s'est évanoui. L'État ne se contente plus de la fonction du maintien de l'ordre et de la propriété, il assure en plus le maintien de la production et son développement. Entre autres tâches, il assure le fonctionnement des services sociaux – éducation, recherche, santé publique, sécurité sociale – et il met en place l'infrastructure indispensable au développement économique capitaliste. Touraine note à cet égard : « La croissance est déterminée par un processus politique plutôt que par des mécanismes économiques ³ » Mais le sens de cette croissance est toujours déterminé par la rationalité capitaliste.

En capitalisme monopoliste, la production « normale » se fait à des niveaux inférieurs au plein rendement. Le système n'arrive pas à créer suffisamment de « demande effective » pour assurer le plein emploi de la force de travail et du capital productif. C'est à l'État que revient le rôle de créer une demande effective supplémentaire en accroissant par exemple son contrôle sur la distribution des biens et services produits, sans empiéter sur les revenus des citoyens, soit par des achats gouvernementaux, soit par des « paiements de transferts » à des groupes (subventions à certains entrepreneurs et agriculteurs, allocations aux chômeurs, pensions aux vieillards, etc.) ⁴. Son rôle est d'absorber les surplus. Un des moyens les plus employés pour ce faire est le maintien et le développement d'une industrie de guerre :

Les dépenses de l'État ont été un élément d'équilibre dans la demande et assurent une quasi-stabilité et une croissance continue sur le marché des biens. La ligne de conduite

¹ C. B. MACHPHERSON, *op. cit.*, p. 28-29.

² N. BIRNBAUN, *La crise de la société industrielle*, Paris. Anthropos, 1972, p. 78.

³ A. TOURAINE, *La société post-industrielle*. Paris, Denoël, 1969, p. 11.

⁴ P. BARAN et P. SWEEZY. *Le capitaliste monopoliste*, Paris, Maspéro, 1970, p. 43-163.

la plus facile à adopter par l'État pour ses dépenses ce sont les soi-disant dépenses de défense ¹.

Il assure donc de diverses façons une part croissante des investissements économiques.

Ainsi, à l'âge des sociétés capitalistes avancées, l'État joue le rôle de régulateur, il nationalise le risque. Il prend en charge les investissements trop coûteux pour le secteur privé et permet ainsi à ce dernier de tirer de plus grands bénéfices de ses activités. C'est l'État qui remplace l'initiative privée dans les secteurs à faible rentabilité ou à rentabilité à trop longue échéance. De la sorte l'interventionnisme étatique ne remet pas en cause les fondements du système économique capitaliste, mais sert plutôt ce dernier. Ce sont les intérêts privés qui orientent l'activité économique de l'État. C'est ce qui explique en partie les nationalisations des sources énergétiques (mines, électricité, etc.) qui apparaissent au moment où le taux de rentabilité décroît et où d'autres secteurs (électronique, pétrochimie) annoncent un taux de rentabilité très élevé.

De plus, la croissance économique nécessite des innovations technologiques dont les coûts sont trop forts pour les entreprises capitalistes seules ; encore une fois, l'État vient à la rescousse pour financer l'innovation : « Une bonne partie de l'innovation scientifique et technique est le produit direct ou indirect de l'État ou des universités et instituts de recherches qui fonctionnent grâce aux deniers publics ². » L'O.C.D.E. a fait une étude comparative du financement public de la recherche. Il ressort que l'État finance plus de 60 % de la recherche-développement totale aux États-Unis et en France, 60 % au Canada, plus de 50 % en Grande-Bretagne, 40 % en Allemagne de l'Ouest et 37 % en Italie, pour l'année 1963-1964. Aux États-Unis en 1968, 54 % de ces fonds publics étaient utilisés par des entreprises privées, 48,5 % en Grande-Bretagne, 28 % en France et 23.5 % en Allemagne ³. Miliband résume ainsi la situation :

l'État se trouve contraint, à l'intérieur d'un certain cadre qui lui est imposé par le système économique existant, de promouvoir des formes bâtarde de socialisation et d'assumer la responsabilité d'un grand nombre de fonctions et de services situés au-delà de l'horizon et des capacités des intérêts capitalistes ⁴.

N'est-ce pas la rationalité du système économique capitaliste qui donne ses finalités aux activités étatiques ? En ce sens, l'interventionnisme étatique n'est pas neutre. C'est ce qui explique que, dans l'ensemble, les politiques étatiques dans les sociétés capitalistes avancées ne s'opposent jamais aux intérêts des agents

¹ J. ROBINSON, *Liberté et nécessité*, Paris. Payot, 1973 p. 102.

² K. GALBRAITH, *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1971, p. 301.

³ Voir P. JALLE *L'impérialisme en 1970*, Paris, Maspéro, 1970, p. 109.

⁴ R. MILIBAND, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Maspéro, 1973, p. 93-94.

économiques dominants. L'autonomie de l'État est ainsi restreinte aux politiques qui ne remettent pas en cause l'ordre économique établi.

Les rapports entre le système politique et le système économique ne sont pas déterminés mécaniquement ; il y a des marges qui permettent aux systèmes politiques d'adopter des formes variables d'activités et d'institutions pour répondre à la rationalité du développement du mode de production capitaliste. Cependant, « Les conduites de l'État elles-mêmes sont gouvernées par la logique de la marchandise ¹. » Ainsi, dans le capitalisme monopoliste d'État, même s'il peut y avoir autonomie relative des formes du système politique, il ne peut en aucune façon y avoir autonomie du politique et encore moins primat du politique.

Même s'il n'y a pas symétrie dans le développement des systèmes politiques des sociétés capitalistes avancées, la tendance à la concentration du pouvoir et à l'extension des fonctions de l'État se retrouve partout, mais selon des modalités différentes. Pour avoir une vision plus juste de ces phénomènes, il faudrait tenir compte du degré de cohésion de l'élite politique, de son articulation plus ou moins forte avec les forces économiques dominantes, de la plus ou moins grande flexibilité du système institutionnel, et enfin du degré de centralisation du pouvoir politique (forme fédérative, unitaire, etc.). C'est au niveau des formes que prennent ces rapports qu'apparaîtront les différences.

Quoiqu'il en soit, le pouvoir politique de la grande propriété est partout présent, et s'il ne réussit pas toujours à imposer sa volonté à l'État, il parvient du moins à neutraliser toute politique contraire à ses intérêts :

Mais le contrôle privé sur des zones aussi vastes qu'essentielles de la vie économique rend extrêmement difficile la tâche du gouvernement qui veut imposer sa politique à UN PATRONAT HOSTILE... Soulignons que cette « intolérance » ne s'exerce pas contre toute politique économique que les milieux d'affaires désapprouvent. Mais elle demeure très réelle et elle est certainement plus importante que celle de tout autre groupe d'intérêts dans la société capitaliste ².

Les mésaventures du Labour Party, le comportement inoffensif des sociaux-démocrates allemands au pouvoir, l'incapacité totale de la coalition centre-gauche italienne d'entreprendre des réformes de structures, les difficultés des technocrates gaullistes avec les dirigeants du secteur privé, la soumission de la politique étrangère américaine aux impératifs économiques du complexe militaro-industriel, sont autant de manifestations de la puissance des grandes entreprises non seulement nationales mais multinationales.

¹ G. DHOQUOIS, *op. cit.*, p. 193.

² R. MILIBAND, *op. cit.*, p. 167 et 169.

En définissant le système politique par la spécificité fonctionnelle de l'allocation autoritaire des valeurs, l'analyse systémique est amenée à penser les phénomènes politiques en fonction même de la logique de la problématique des sociétés où cette fonction est légitimée et institutionnalisée. Le caractère autoritaire de l'allocation des ressources et des valeurs est la reproduction au niveau des rapports sociaux de la nature des rapports de production propres au mode de production capitaliste. En s'enfermant dans les catégories propres à cette rationalité fondée sur la logique de la marchandise, de la domination, de l'aliénation et de la réification, l'analyse systémique expulse du champ théorique les contradictions internes à cette logique, élimine la critique de la pratique cognitive et justifie le maintien et la reproduction de ce mode de rapports de production et de rapports sociaux. C'est dans cette perspective que la problématique de la persistance du système prend sa signification idéologique.

Persistance : stabilité, équilibre et changement.

[Retour à la table des matières](#)

Pour Easton, le problème de la persistance des systèmes politiques se pose dans les mêmes termes que dans les sciences naturelles :

Tout comme les sciences naturelles cherchent à comprendre les processus fondamentaux qui sont à la base de la vie organique, je proposerai de poser des questions qui permettront de découvrir par quels moyens les processus vitaux ou les fonctions fondamentales des systèmes politiques sont protégées¹.

Ainsi, chez Easton, la thématique de la persistance est abstraite, c'est-à-dire qu'elle ne s'applique pas aux composantes concrètes du système politique, mais plutôt à la fonction même du système politique dans la société. Nous examinerons donc la signification du problème de la persistance dans le cadre d'analyse d'Easton et afin de mieux comprendre ce qu'il entend par là, nous définirons en premier lieu sa vision des composantes du système politique, ce qui nous permettra de distinguer ce qui persiste, de ce qui disparaît ou, autrement dit, les objets du changement, la conception du changement étant fondamentale chez Easton pour expliquer sa problématique.

Easton distingue trois composantes qui se retrouvent dans tout système politique : la communauté politique, le régime et les autorités.

¹ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 78.

Dans l'analyse systémique, la communauté politique réfère à une entité abstraite ; Easton désigne en effet par ce terme un sentiment d'appartenance fondé sur une acceptation de la séparation formelle des divers types d'activités. C'est un ensemble de personnes qui participent à la division du travail politique ¹. C'est en quelque sorte une croyance selon laquelle il y a d'autres personnes avec qui il est possible de travailler et de participer à partir d'une base commune.

Dans la pensée d'Easton, le concept de communauté politique implique deux dimensions différenciées. D'une part, ce concept suggère qu'un groupe de personnes s'associent pour réaliser une entreprise commune. La communauté politique est constituée par la division du travail politique en tant qu'objet de soutien qui peut, selon les systèmes, prendre différentes formes : soit culturelles, soit structurelles. La communauté politique, en ce sens, n'est pas la communauté nationale au sens strict ; ce qui la caractérise en premier lieu, ce sont les structures politiques qui peuvent soit coïncider avec la communauté nationale, soit englober plusieurs communautés culturelles ². D'autre part, ce concept en tant qu'objet de soutien implique aussi la notion de sens de la communauté qui est un sentiment d'appartenance, une identité :

La valeur particulière du concept tient à l'idée latente que, sous-tendant le fonctionnement de tous les systèmes, il doit y avoir quelque ciment qui en assure la cohésion – un sentiment plus ou moins conscient d'une communauté entre les membres ³.

Cependant, le sens de la communauté n'est pas indispensable pour le système politique. Sa présence ou son absence ne manifeste que le degré de cohésion des soutiens apportés par les membres au système politique :

Ces sentiments de communauté indiquent le degré auquel les membres soutiennent le maintien de la division du travail politique existante, c'est-à-dire la communauté politique existante ⁴.

Par conséquent, pour Easton, ce sont les structures politiques qui en définitive créent le sentiment d'appartenance à la communauté politique. Ce concept est donc lié à un autre objet de soutien du système politique.

Cette deuxième composante du système politique est le régime : « Le régime décrit cette partie du système politique que nous pouvons appeler son ordre

¹ D. EASTON, et J. DENNIS, *Children in the Political System*, New York, McGraw Hill, 1969, p. 58.

² Voir D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 167.

³ *Ibid.*, p. 165.

⁴ *Ibid.*, p. 173.

constitutionnel dans le sens le plus large du terme ¹. » Le régime est formé des structures formelles par lesquelles les décisions se prennent. C'est, nous dit Easton, « la matrice générale des attentes régularisées dans les limites desquelles les actions politiques sont habituellement considérées comme dotées d'autorité ² ».

Cette notion inclut trois éléments : les valeurs et les principes, les normes et les règles, et enfin les structures d'autorité. C'est cette composante qui donne son sens à la communauté politique, car ici, Easton définit les conditions d'appartenance, laquelle est déterminée par l'acceptation consentie ou forcée du régime. En effet, Easton conçoit la participation à la vie politique à l'intérieur des règles et des normes du régime lui-même. Il dit à ce sujet : « Si nous désirons continuer à participer à une institution nous devons accepter les conditions de participation définies par l'institution ³. » Il semblerait ne pas y avoir de place dans le système politique pour les groupes qui rejettent les règles mêmes du fonctionnement du système politique :

On serait enclin à dire que tout ce qui n'est pas le régime établi, les autorités en place, et les éléments politiquement dominants de la communauté, reste cantonné par Easton à l'environnement à partir duquel tout cet extérieur se manifeste par l'intermédiaire des stress, wants, demandes, appuis, etc., s'exerçant sur le système politique ⁴.

La définition de la participation d'Easton est pour le moins conservatrice, car elle signifie le conformisme. Pour l'analyse systémique, la négation ne semble pas être une attitude digne de faire partie de la réalité sociale ; refuser la réalité telle qu'elle est, ne semble pas être compatible avec le rationnel, car c'est le réel (ce qui est) qui est rationnel. Le concept de participation ainsi défini n'est-il pas le reflet de la conception dominante de la participation dans les sociétés capitalistes avancées ?

Enfin, les autorités constituent la troisième composante du système politique : « Les autorités sont ces membres du système qui ont comme première responsabilité de s'occuper de la routine quotidienne du système politique ⁵. » Cette définition implique la spécialisation des activités politiques, c'est-à-dire leur différenciation des autres types d'activités sociales. Comment la définition du système politique faite par Easton pourrait-elle s'appliquer à une société où il n'y a pas de spécialisation des tâches et où les autorités seraient chacun des membres composant la collectivité ? Easton exclut du champ des possibles de l'histoire la conception libertaire des rapports sociaux selon laquelle l'allocation des ressources (de même que leur production) n'est pas le résultat d'une activité spécialisée, mais procède par négociation et décision collective et multilatérale impliquant tous les

¹ D. EASTON et DENNIS, *Children in the Political System*, New York, McGraw Hill, 1969, p. 59.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 182.

³ D. EASTON, *The Political System*, p. 212.

⁴ GARCÈS, *op. cit.*, p. 35.

⁵ D. EASTON, J. DENNIS. *Children in the Political System*, p. 60.

membres de la communauté. Il semble que pour Easton toutes les expériences concrètes d'autogestion soient le fait de philosophie millénariste et qu'elles n'ont pas de signification pour la théorie politique car malgré leurs échecs relatifs ces expériences remettent en cause l'universalité de la définition du politique par le concept d'autorité cher à Easton.

Par cette définition des composantes du système politique, Easton révèle que son cadre conceptuel est construit sur le modèle des sociétés complexes fondées sur la division du travail et la hiérarchisation des tâches et, en ce sens, il ne fait que traduire la rationalité des formes dominantes de l'organisation sociale à un moment historique donné.

Dans le cadre d'analyse d'Easton, la persistance du système politique est définie par le maintien de la fonction spécifique de ce système ; c'est donc l'allocation autoritaire des valeurs qui persiste. Tant que cette fonction peut être accomplie par le système politique, il y a persistance, c'est-à-dire maintien des frontières entre le système politique et l'environnement.

Cette problématique théorique et les concepts qui la constituent sont empreints d'ambiguïtés. On peut noter qu'Easton emploie deux concepts qui ne sont pas toujours différenciés clairement pour définir sa problématique : la persistance du système et le maintien du système. Cette confusion a été à la base de la discussion sur le caractère conservateur de l'analyse systémique. Dans sa post-face à l'édition française de *A System Analysis of Political Life*, Easton tente de différencier ces deux concepts réservant le premier à la fonction du système politique et le second aux types de systèmes, c'est-à-dire aux composantes du système politique¹. Il propose de remplacer l'expression « maintien du système » par « maintien des autorités, du régime et de la communauté politique » :

L'expression « persistance du système » d'un autre côté est réservée avec autant de soin à la *société* et à *son* aptitude à fournir les procédés par lesquels des décisions politiques peuvent être prises, quelque soit, pour le moment, le type d'autorité, de régime ou de communauté politique².

Cette précision implique que le concept de changement ne peut s'appliquer à la fonction du système politique, qu'il désigne seulement les objets du système politique, car autrement, la persistance serait incompatible avec le changement, il y aurait contradiction dans les termes mêmes de la problématique.

Ainsi, le problème de la persistance ne s'applique pas au système politique mais plutôt aux rapports entre la société et la fonction politique ; c'est à ce niveau de l'analyse systémique qu'il y a incompatibilité entre changement et persistance.

¹ Voir D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 472.

² *Ibid.*, p. 472.

En ce sens, nous pensons qu'Easton ne devrait pas lier les concepts de changement et de stabilité au problème de la persistance, mais plutôt au problème du maintien du système, car la transformation qualitative des rapports entre le système social et le système politique est impossible dans son cadre d'analyse. À ce sujet, Miller note :

Easton nous dit que le but premier de l'analyse politique est de comprendre comment un système politique arrive à persister à travers le temps, mais son cadre conceptuel élimine la possibilité de la non-persistance. Selon sa définition, un système politique persiste tant et aussi longtemps que les processus allocatifs effectifs ne disparaissent pas complètement à cause de la destruction de la société par une catastrophe comme un tremblement de terre ou une épidémie, ou parce que la société perd ses membres par l'émigration ou échoue à se reproduire. Les événements extraordinaires tel les guerres civiles, les révolutions ou les défaites militaires ne peuvent détruire le système politique de la société tant et aussi longtemps qu'un système politique peut encore apparaître éventuellement ¹.

Autrement dit, tant qu'il y a société, tant qu'il y a interactions entre les hommes, il y a persistance.

Dans la problématique de l'analyse systémique, il y a tout de même un biais qui est introduit, car c'est une forme particulière d'interaction qui est considérée comme étant universelle : les interactions autoritaires. Le changement de la nature de l'interaction entraînerait-il la non-persistance du système politique ? Easton n'introduit-il pas un biais idéologique lorsqu'il définit comme universelle la forme autoritaire des interactions entre les hommes ? Si oui, la problématique de la persistance du système politique devrait être remplacée par la problématique du maintien de la forme autoritaire des interactions sociales.

Easton n'adopte-t-il pas par ce biais une conception particulière du changement lorsqu'il dit par exemple que la non-persistance implique plus qu'un simple changement qu'elle signifie l'évaporation complète d'un système politique ². Ainsi, le changement ne peut s'appliquer à la nature même de la fonction du système politique, il ne peut conduire au dépassement du caractère autoritaire des rapports sociaux, il s'applique plutôt aux aménagements, ajustements et transformations nécessaires à la persistance de la fonction du politique définie comme l'allocation autoritaire des valeurs.

Par conséquent, selon Easton, les rapports sociaux ne sont pas fondés sur des contradictions irréductibles menaçant la persistance de la forme autoritaire des rapports sociaux de sorte que les causes des conflits et du changement ne sont pas inhérentes à la nature même des rapports sociaux et de la fonction politique ; elles

¹ E. F. MILLER, "David Easton's Political Theory", *The Political Science Reviewer*, vol., (automne 1971), p. 231.

² D. EASTON, *A Framework of Political Analysis*, p. 83.

sont plutôt produites par des conditions passagères et extérieures à la nature des processus sociaux, elles résultent d'un mauvais fonctionnement ou d'un mauvais réglage de la machine sociale qu'il s'agit d'ajuster et de remettre en état de marche après une période de blocage ou de surchauffe. Les crises, les conflits et les changements, dans cette perspective, ne portent pas sur la fonction même de la machine, sur sa raison d'être ils ne visent pas sa mise au rancard et le dépassement de la rationalité particulière qui détermine la nature des rapports sociaux et la fonction du politique.

Sa conception de la révolution est particulièrement révélatrice à cet égard. Pour Easton, le changement est un phénomène naturel qui accompagne toute activité sociale. Il y a une logique évolutive inhérente aux phénomènes sociaux, semblable à celle contenue dans les phénomènes physiques et biologiques :

Il n'y a jamais de situation sociale où les schèmes d'interaction sont absolument fixes, immuables. Si la stabilité a un sens quelconque, elle doit représenter une condition dans laquelle le rythme de changement est assez lent pour ne pas créer de problèmes dus aux changements. Mais il y a toujours changement ¹.

Ainsi, même si pour ceux qui vivent concrètement cette situation, rien ne change, cela importe peu pour l'analyste qui domine le quotidien vécu de ces hommes ; il y a toujours des changements... la stabilité n'est qu'une illusion d'optique.

De ce point de vue, les révolutions ne s'expliquent pas par l'existence de contradictions ou d'antagonismes portant sur la nature même de la société et sur l'orientation du progrès, mais s'expliquent plutôt par un « output failure ». Pour Easton, s'il y a révolution c'est parce que les mécanismes d'échanges, quelle que soit leur rationalité, sont bloqués, que le système est trop rigide, qu'il est incapable de s'adapter pacifiquement et progressivement aux nouvelles exigences du milieu :

Ne parvenant pas à leurs fins en influençant les autorités, il est probable qu'ils estimeront devoir recourir à des mesures plus radicales, sous la forme d'efforts tendant à modifier fondamentalement le régime, ou même à scinder la communauté politique.

La plupart des révolutions socio-politiques se conforment à ce schéma, tout comme les efforts moins dramatiques et traumatisants visant à modifier les structures constitutionnelles. Ils reflètent une défaillance durable et résistante des outputs, du moins dans l'esprit des membres importants du système ².

Ce n'est pas parce que la nature des exigences est incompatible avec la rationalité du fonctionnement du système, ce n'est pas parce qu'il y a contradiction

¹ *Ibid.*, p. 106-107.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 219.

irréductible¹ (et que la contradiction constitue la matérialité même des phénomènes sociaux) qu'il y a révolution, mais plutôt parce que le système n'a pas su s'adapter de lui-même à ces nouvelles exigences. Pour éviter ces changements traumatisants et dramatiques, il suffirait que le régime ou les autorités soient plus libérales et institutionnalisent une forme de changement programmé permettant de réduire les tensions et les conflits et assurant la survie du fonctionnement du système social et de sa rationalité.

Le blocage des mécanismes d'échange est le produit de l'erreur humaine, de l'incapacité des autorités ou encore du manque de ressources². Pour Easton, la cause des révolutions ne se trouve pas dans les mécanismes de fonctionnement du système et dans sa rationalité, de sorte que le processus révolutionnaire dans l'analyse systémique devient lui-même un mécanisme d'adaptation et de changement qui permet au système de survivre et de persister : « La révolution devient la sanction ultime pour faire respecter la conformité avec l'attente générale concernant les responsabilités associées aux rôles d'autorité³. » L'objet de la révolution n'est pas de transformer la nature des rapports sociaux et la division du travail, de modifier les fondements matériels des conditions de production de la vie matérielle et sociale ; la principale conséquence du processus révolutionnaire consiste plutôt à remplacer l'élite dominante par une autre élite plus dynamique qui saura faire fonctionner le système.

Dans cette perspective, la révolution est un mécanisme de réserve qui doit intervenir en dernier lieu lorsque tous les autres moyens se sont avérés inefficaces à faire fonctionner les mécanismes d'échange. Le processus révolutionnaire est donc fonctionnel par rapport à la problématique de la persistance du système. La révolution est ainsi un processus légitime de changement lorsque tous les autres moyens n'ont pas réussi à assurer une évolution normale de l'allocation autoritaire des ressources et des valeurs. Elle n'est donc pas le produit de contradictions inhérentes aux rapports de production et à la rationalité particulière qui fonde le fonctionnement du système social. Elle n'est qu'un moyen de reproduction de la rationalité du système établi. Le processus révolutionnaire dans ce cadre d'analyse n'a pas alors pour effet de renverser les fondements matériels des rapports sociaux. Il a pour conséquence de rendre fonctionnelle la distribution du pouvoir par rapport à l'évolution naturelle de la société. Il est l'ultime recours pour rétablir le

¹ À cet égard, sa conception de l'idéologie de légitimation est significative car il pose qu'il n'y a « aucun besoin d'assumer qu'on peut trouver de conflictuelles dans tous ou même dans la plupart des systèmes ». Il n'y a que « l'idéologie partisane » qui soit conflictuelle. Claude Polin note à ce sujet : « L'idéologie de légitimation n'est que la formulation verbale de l'adéquation des buts et des valeurs respectives par le système politique avec les buts et les valeurs de la société. Elle est donc unique par définition. Il n'y a pas et ne peut y avoir d'idéologie de contestation globale. Il reste à savoir si c'est la règle universelle ou cas particulier » (C. POLIN *op. cit.*, p. 190).

² D. EASTON, *op. cit.*, p. 219.

³ *Ibid.*, p. 197.

maintien de l'ordre et de l'autorité. En ce sens, pour Easton, le changement même révolutionnaire ne peut être total, il est limité aux mécanismes de distribution, il ne s'applique pas à la rationalité du mode de production de la vie matérielle ; ainsi, il ne peut renverser le mode de fonctionnement, c'est-à-dire la division du travail ou des fonctions entre le système social et le système politique ; il ne peut remettre en question le principe de l'allocation autoritaire des valeurs, le contenu même des rapports sociaux, mais seulement leurs formes ou leurs modalités d'application. Easton présente donc une conception réformiste de la révolution qui n'est pas le résultat de contradictions contenues dans les fondements matériels de la vie sociale, mais plutôt le résultat de l'échec des mécanismes d'adaptation par le changement pacifique et programmé, étant étendu que la source de l'échec ne se trouve pas dans les principes mêmes de fonctionnement mais dans leur mauvaise application ou gestion.

Cette vision du monde qui émerge du concept de changement explique peut-être pourquoi Easton ne considère pas comme un problème essentiel de la théorie politique les conditions d'apparition des systèmes politiques mais cherche plutôt les conditions de fonctionnement des systèmes politiques. Cette mise au point étant faite, nous examinerons plus en détail sa conception de la persistance et du changement.

Pour Easton, le changement n'est pas incompatible avec la continuité du système politique. Il donne comme exemple le système politique britannique qui, dit-il, a subi au cours de son histoire plusieurs transformations/adaptations, et qui, à travers ces changements, a maintenu son identité en tant que système. Ainsi, le changement est une des conditions de la persistance :

La persistance de schèmes d'interaction capables d'assumer les fonctions politiques fondamentales, exige que les membres engagés dans cette activité soient en mesure d'adapter, de corriger, de réajuster, de contrôler ou de modifier le système ou ses paramètres afin de résoudre les problèmes engendrés par les tensions internes ou externes ¹.

Notons que chez Easton, l'auto-régulation des « stress » par la capacité d'adaptation du système, est présentée comme positive, comme un succès pour la persistance du système. Ceci implique que l'analyse politique exclut de son champ le contenu de cette adaptation ou autrement dit la qualité des changements eux-mêmes, qu'elle abandonne toute perspective critique à l'égard des fins ou de la rationalité qui justifie ces changements. Young remarque à ce propos : « Cette approche contient comparativement peu de matériel concernant les buts et les valeurs sous-jacentes à la persistance ². » La seule finalité admise par l'analyse systémique est la finalité technocratique du fonctionnement, peu importe les

¹ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 87.

² Young, *Systems in Political Science*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1968, p. 45.

objectifs et les raisons de ce fonctionnement ; ce n'est pas en fonction du contenu concret des besoins humains que l'analyse systémique détermine si des interactions sont positives ou constructives, mais plutôt par rapport aux mécanismes qui assurent le fonctionnement des interactions et du système social.

Dans cette perspective, l'analyse systémique sera tolérante à l'égard de la répression. L'utilisation de la violence par l'ordre établi sera positive car elle permettra au système de réguler les tensions et d'assurer ainsi la persistance de la forme dominante des rapports sociaux. La politique répressive est tout à fait cohérente avec la fonction du système politique qui est de faire l'allocation autoritaire des valeurs, c'est-à-dire de faire accepter à ceux qui refusent de se laisser persuader pacifiquement, le bien-fondé de l'ordre des choses, le caractère obligatoire des décisions prises par les autorités dans le cadre du régime établi, et de les forcer ainsi à se soumettre à l'autorité légitime. La répression est un moyen de juguler les « dysfonctions », là s'arrête le champ de l'analyse systémique :

Le problème prioritaire concerne la façon par laquelle les fonctions fondamentales nécessaires à la persistance du système et qui sont exprimées par des types spécifiques de processus et de structures, sont sauvegardées dans une société ¹.

Pour Easton, l'analyse systémique n'est pas biaisée par le problème de la stabilité, car stabilité ne veut pas dire paix, ordre, harmonie ; stabilité a un sens technique ². La vie politique dans la conception d'Easton n'est pas stable, ce qui est stable c'est la fonction spécifique du système politique : « L'idée de la persistance du système est orientée vers l'exploration du changement aussi bien que de la stabilité qui peuvent être interprétés comme des voies alternatives pour venir à bout des tensions ³. » Ce qui doit être stable c'est le maintien des frontières entre le système politique et son environnement, c'est-à-dire le processus d'échange qui permet au système politique d'opérer l'allocation autoritaire des valeurs par la conversion des inputs en outputs et ainsi de s'adapter aux changements de l'environnement. C'est le sens du concept d'équilibre dynamique.

L'approche théorique d'Easton n'est pas une théorie de la stabilité mais plutôt une théorie du changement stabilisateur. L'identité constitue la frontière de la fonctionnalité du changement, c'est-à-dire que le changement est une condition nécessaire de la persistance du système politique en autant qu'il ne remet pas en cause la continuité de ce qui est autoritaire. Les nouvelles caractéristiques apportées par les changements dans le système politique ne doivent pas entraîner la rupture avec ce qui existait auparavant, une certaine identité doit demeurer possible entre ce qui a été changé et ce qui est nouveau. En ce sens, même lorsqu'il y a des ruptures historiques importantes, il y a toujours certaines formes anciennes

¹ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 86.

² D. EASTON et J. DENNIS, *Children in the Political System*, p. 25.

³ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 88.

du système politique qui continuent à persister. Easton ne peut cependant pas expliquer pourquoi, par exemple dans le cas de l'Angleterre, il y a de si grandes différences entre le système politique du XX^e siècle et le « système politique » de l'Angleterre néolithique ¹. Pour A. Grosser, c'est là un des problèmes majeurs de l'analyse systémique, car, dit-il, il est fort ardu d'après le découpage de l'analyse systémique de distinguer sans postulats arbitraires entre un système changé et un changement de système, et de définir des critères d'identité d'un système politique à travers le temps ². Lucien Nizard souligne pour sa part l'aspect paradoxal de la conception du changement dans la logique systémique qui se fonde sur le principe de cohérence du système :

Dès lors, cette cohérence du système structurant peut rendre compte de changements (stricto sensu) dans le système structurant. Elle peut rendre compte de mutations dans l'un ou l'autre des systèmes structurés, elle ne peut pas principe expliquer la mutation du système structurant dont elle fonde au contraire en logique la pérennité ³.

Ainsi, le concept de changement chez Easton signifie changement dans *l'identité maintenue* et non dépassement de la norme (autorité) qui définit l'identité du système politique.

Pour Easton, il n'y a pratiquement jamais changement de système, mais toujours des changements dans le système et, pour ainsi dire, ce sont ces changements dans le système qui empêchent le changement du système lui-même.

Ainsi, dire qu'un système politique persiste ou non, c'est une question de niveau d'analyse. Si on considère le niveau des composantes du système, l'analyste pourra relever des changements fréquents en ce qui concerne les autorités, les règles, les normes du régime ou même la communauté politique. Cependant à un autre niveau d'analyse, c'est-à-dire au niveau de la fonction du système politique, Easton nous dit que la persistance des fonctions vitales du système politique, en présence de changements aux autres niveaux, est plausible ⁴. Ce qui revient presque à affirmer qu'il y a persistance parce qu'il y a existence, de sorte que même si la totalité des parties du système change fondamentalement et simultanément, et à moins que ce changement total ne se traduise par l'évaporation de la société, il y aura toujours persistance du système politique.

¹ Il semblerait que durant la période néolithique, les conditions d'existence n'étaient pas fondées sur la rareté et que la vie de ces hommes n'était pas une lutte contre la famine, mais qu'ils menaient une existence assez confortable dans une sage symbiose avec leur environnement. Ils vivaient pour la plupart dans des communautés égalitaires où la logique de domination ne jouait pas. Voir Th. ROZSAK, *Vers une contre-culture*, Paris, Stock, 1970, p. 128.

² A. GROSSER, *L'explication Politique*, Paris, A. Colin, 1972, p. 72.

³ Lucien NIZARD, « Théories des systèmes, reproduction et mutation : remarques axiomatiques sur la fécondité et les limites de l'approche systémique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LIII (1972), p. 286.

⁴ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, p. 86.

Face à cette certitude, la problématique de la persistance, à ce niveau d'analyse, n'a plus aucun intérêt pour la connaissance. La non-persistance est impossible car le changement ne peut s'appliquer à la fonction du système politique qui par définition est universelle. Pour notre part, nous estimons que cette position est idéaliste et mystificatrice car tout phénomène social et politique est relatif et particulier à l'état de développement des forces productives ; nous croyons qu'il n'y a pas de fonction propre à un ordre de phénomènes et qu'en ce sens la nature universelle de l'allocation autoritaire des valeurs n'est que la réification d'un état particulier des rapports sociaux : elle procède de la vision du monde qui domine les activités sociales à un moment de l'histoire.

Par conséquent, la problématique de la persistance n'a d'intérêt que si elle est appliquée au premier niveau d'analyse, c'est-à-dire aux objets du système politique ou aux types de systèmes ; c'est d'ailleurs cette direction que prennent les tentatives d'application de l'analyse systémique. C'est donc aux pratiques concrètes et aux qualités des conditions d'existence que doit être confrontée la problématique de la persistance-, c'est à ce niveau que se révélera la véritable dimension de la problématique de la persistance par le changement.

On a beaucoup critiqué l'approche systémique pour son analyse du changement en disant qu'elle négligeait le changement révolutionnaire et les possibilités de nouvelles formes de synthèse ¹. Selon Young, ce qui est négligé par l'analyse systémique, c'est l'aspect qualitatif du changement, de sorte que dans le cadre de l'analyse systémique, les changements ne peuvent jamais affecter le contenu même du système politique, car celui-ci persiste indépendamment de sa nature concrète. Ainsi, ce qui persiste, c'est l'idée d'un système politique quelle que soit sa réalité. Le système politique se maintient de la même manière que le système biologique. L'essence de son existence est la persistance. Cependant, le concept de persistance est qualifié par l'analyse systémique ; la persistance est définie sur la base des rapports autoritaires. Si le changement n'est pas qualitatif, c'est parce que la persistance est elle-même qualitative et qu'un changement qualitatif portant sur la nature même du système politique remettrait en cause la logique de la problématique systémique, c'est-à-dire la survie du système politique en tant que fonction différenciée, responsable du maintien de la cohésion du système social.

Ainsi défini par l'analyse systémique, le changement ne peut perturber l'ordre établi (la division de la réalité sociale, les rapports et les articulations établis par le mode de production capitaliste), car il y a un pré-requis à la persistance par le changement qui est l'existence d'un consensus général quant à la nature de l'ordre établi ou quant à la rationalité inscrite dans le fonctionnement du système politique, de sorte que les conflits ne concernent pas la totalité du système mais les

¹ YOUNG, *op. cit.*, p. 45.

parties qui peuvent être transformées sans remettre en cause le tout. Il ne peut donc en résulter qu'un changement partiel et un changement de parcelle.

H. Lefebvre critique le caractère idéologique de cette conception du changement proposée par l'analyse systémique :

Le système en tant que tel [le capitalisme] se maintient avec de nombreuses modifications partielles qui n'atteignent pas l'ensemble : le monde de la marchandise, la logique de l'argent. Pour l'idéologie, il s'agit de dissimuler tantôt cette permanence sous l'exaltation du changement, tantôt de dissimuler le changement sous l'exaltation de l'équilibre. Il s'agit toujours de mener les intelligences vers une coïncidence entre le savoir et le pouvoir. Et c'est ainsi que les idéologues vont vers une philosophie de la contrainte qui supprime celle de la liberté et vise à maintenir les formes et les normes de cette société¹.

C'est en ce sens, pensons-nous que le cadre conceptuel d'Easton est fondé sur une vision technocratique de la société, vision qui transpose au niveau de la pratique théorique les valeurs réalisées dans les formes de la pratique sociale dominante. Nous croyons aussi que la problématique de la persistance par le changement reflète la problématique concrète du développement du mode de production capitaliste pour lequel le changement est la condition essentielle au maintien de son existence. Dans cette perspective, le changement prend un sens particulier, car il doit être compatible avec la rationalité particulière de ce mode de production de la vie matérielle et sociale.

Dans le cadre de la problématique définie par l'analyse systémique, le changement prend le sens de l'ajustement mutuel des parties et non le sens de la transformation qualitative du tout ; car si cela était, le type prédominant d'interaction qui définit le système politique serait remis en question de sorte que la persistance de l'allocation autoritaire des valeurs deviendrait impossible. Dans cette perspective, le changement est « incrémental ». La finalité du changement est fonctionnelle, elle vise le maintien de l'équilibre et de la cohésion du système social, laissant ainsi hors du champ de la problématique théorique la finalité du fonctionnement du système social.

Le changement est donc le moyen de la persistance car c'est par lui que les tensions sont contrôlées et régularisées ce qui permet au système politique de s'adapter aux exigences perturbatrices de son environnement. Sa raison d'être est donc de pacifier les conflits (par des moyens non pacifiques au besoin), d'intégrer les intérêts divergents ou du moins de créer les conditions nécessaires à leur coopération assurant ainsi les conditions d'équilibre, d'ordre et d'harmonie indispensables au fonctionnement du système social, c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production fondés sur la contrainte, la domination, l'exploitation et l'aliénation qui sont des phénomènes concrets exclus de l'analyse systémique.

¹ H. LEFEBVRE, *Vers le cybernanthrope*, Paris, Denoël-Gauthier, coll. Méditations, 1971, p. 91.

Dans le chapitre qui suit, nous examinerons la conception du fonctionnement du système politique présentée par Easton afin de voir comment son cadre conceptuel est modelé sur la rationalité du fonctionnement des sociétés capitalistes avancées.

Conclusion.

[Retour à la table des matières](#)

La problématique théorique d'Easton est indissociable de sa définition du système politique, car la définition qu'il donne du phénomène politique est la réponse même à sa problématique. Comment tout système politique parvient-il à persister alors que l'environnement est stable ou en changement ? Le système politique persiste parce qu'il est politique, c'est-à-dire qu'il persistera s'il accomplit sa tâche qui est l'allocation autoritaire des valeurs pour la société. On peut constater que sa conclusion est en quelque sorte contenue dans la définition qu'il donne des phénomènes soumis à l'analyse. Le problème de la persistance se pose donc en termes tautologiques dans le cadre d'analyse d'Easton.

Dans cette perspective, l'objet de l'analyse systémique n'est pas la nature même du système politique, son origine, sa raison d'être, ses finalités, les buts concrets qu'il permet de réaliser, son devenir qualitatif, mais plutôt les mécanismes, les procédures de fonctionnement par lesquels, il survit dans le temps. Ce qui devient l'objet de la théorie politique, ce ne sont pas les besoins humains mais les procédures de la réalité établie par la pratique sociale dominant un moment de l'histoire des rapports de production. En ce sens, la théorie pratiquée sur la base du modèle systémique produit une connaissance technique, assimilée à une rationalité qu'elle ne peut dépasser. En refusant d'orienter la pratique cognitive vers une critique de cette rationalité, la théorie systémique se fait prisonnière de cette rationalité, elle ne peut qu'exprimer une logique particulière à une pratique sociale historiquement située.

Nous pensons donc que la problématique d'Easton, en posant d'une façon abstraite la question de la persistance, c'est-à-dire en refusant de considérer au niveau de la pratique théorique la rationalité ou la logique des fins de cette persistance, reflète la problématique concrète d'un ordre social particulier : celle des sociétés capitalistes avancées. En ce sens, la persistance ne peut être définie comme un problème universel, applicable à tous les systèmes politiques ; elle doit plutôt être considérée comme un problème concret pour une forme particulière de pratique sociale ; si tel n'est pas le cas, cette problématique se condamne non seulement à célébrer une forme particulière du fonctionnement de la société, mais aussi à rationaliser le fonctionnement de cette société en fonction même de la

rationalité particulière qui la fonde, c'est-à-dire à rationaliser la logique de la domination.

De ce point de vue, l'analyse systémique et sa problématique seraient une stratégie qui vise à maintenir les formes dominantes du système politique dans les sociétés capitalistes avancées et qui entérine ces formes en les postulant dans la définition de son objet d'analyse. On pourrait donc conclure en disant que l'analyse systémique est le modèle théorique d'une science de la contrainte qui exprime le grand projet technocratique de l'intégration de toutes les forces dans un dirigisme bien huilé et totalement rationalisé.

Chapitre IV

Le fonctionnement Du système politique

La théorie à bien des égards contribue à la justification idéologique de l'autorité.

C.W. MILLS, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1969, p. 124.

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle primordial de la pratique théorique dans la production des connaissances est, selon Easton, de poser les questions pertinentes par rapport à la problématique concrète dominant la réalité sociale et de concevoir les moyens appropriés pour leur apporter des réponses. Dans cette perspective, il faut donc considérer les propositions théoriques qui constituent le cadre théorique du modèle d'Easton comme des réponses à sa question fondamentale : comment tout système politique parvient-il à persister dans le temps alors que l'environnement est stable ou en changement ?

Nous avons essayé dans les chapitres précédents, de montrer qu'il n'y avait pas de divorce entre les faits et les valeurs, entre la pratique scientifique et la pratique idéologique, que le rapport entre théorie et idéologie n'en était pas un de séparation (comme le prétendent les tenants du positivisme) mais plutôt d'articulation, qu'il y avait par conséquent une interdépendance entre la théorie et la pratique de sorte que la pratique théorique n'est pas indépendante des autres types de pratiques qui déterminent le rapport des hommes à la nature et des hommes entre eux. C'est en ce sens que nous avons relié la problématique théorique de la persistance du système politique par l'allocation autoritaire des valeurs, élaborée par Easton, à la problématique concrète de la persistance des rapports de production et des rapports sociaux fondés sur l'exploitation, la domination, l'inégalité, la hiérarchie et

l'aliénation, ces rapports étant situés historiquement, c'est-à-dire particuliers à la pratique dominante des sociétés capitalistes avancées dont la raison d'être est rationalisée et justifiée par l'idéologie technocratique.

Nous pensons qu'il n'y a pas de coupure épistémologique entre la question et les voies de réponses ou les concepts produits pour analyser la réalité. Les valeurs (ou le biais idéologique) qui sont inscrites dans la problématique théorique ne sont pas inoffensives quant à la production du cadre conceptuel ouvrant les voies de réponses à la question initiale. Les effets de l'idéologisation de la problématique théorique par la problématique concrète qui domine les conditions de la production de la vie matérielle et sociale se font aussi sentir sur la batterie de concepts construite pour répondre à l'interrogation systémique. Puisque pour Easton, c'est l'étude du fonctionnement de la vie politique qui constitue la voie de réponse à la problématique de la persistance, nous axerons dans ce quatrième chapitre notre critique épistémologique sur le modèle conceptuel développé pour rendre compte de ce fonctionnement et nous essayerons de mettre en lumière les conséquences des valeurs ou des postulats fondamentaux sous-jacents à l'analyse systémique pour la production des connaissances sociales et politiques.

Avant d'aborder directement la discussion des conditions de fonctionnement nécessaires selon Easton pour assurer la persistance de système politique, il est indispensable de présenter le postulat fondamental qui fonde sa vision de la réalité sociale et sa conception du fonctionnement du système politique.

Chez Easton, c'est le principe de la division du travail qui constitue le fondement de toutes les activités sociale et politique. On pourrait presque dire que pour Easton toute l'histoire se résume à l'histoire de la complexification de la division du travail qui est la condition nécessaire de l'évolution et du progrès.

À cet égard, on voit apparaître dans les écrits d'Easton une hiérarchie des sociétés qui se répartissent selon trois niveaux : les sociétés primitives, les sociétés de transition et les sociétés modernes. Ce développement est linéaire car ce sont les sociétés modernes, c'est-à-dire les sociétés capitalistes avancées (ou les sociétés où la généralisation du marché est la plus avancée) qui sont la voie d'aboutissement des « sociétés de transition », ce dernier concept désignant les pays du Tiers Monde. On peut penser qu'Easton exclut ainsi de son cadre théorique la possibilité du développement du sous-développement et que de toutes façons les possibles de l'histoire à venir de ces sociétés sont réduits à la reproduction de ce que sont les sociétés qu'on dit développées puisque ce sont ces mêmes « sociétés modernes » qui fixent les conditions de développement de ces « sociétés de transition »¹.

¹ On trouvera à la page 79-80 d'*Analyse du système politique* un bel exemple de dissimulation et de rationalisation de la nature impérialiste des rapports internationaux lorsqu'Easton traite des effets de la diffusion de la culture occidentale.

Dès lors, comme à l'intérieur des sociétés capitalistes avancées, c'est le système politique qui est l'organe régulateur du fonctionnement et du maintien de la cohésion sociale, on peut extrapoler et dire qu'à l'échelle internationale, dans le cadre de l'analyse systémique, ce sont les « sociétés modernes » qui deviennent le système régulateur et qui fixent les termes de l'échange avec l'environnement lequel est constitué par les « sociétés de transition ». Il y a par conséquent une division internationale qui est nécessaire aussi au fonctionnement de la société universelle. Posée en termes systémiques, la nature impérialiste des rapports à l'échelle mondiale est escamotée.

Puisque selon la logique positiviste et la raison analytique, c'est le réel qui définit les limites de sa conceptualisation et de sa connaissance et qui emprisonne la théorie dans le cercle de sa rationalité particulière présentée comme rationalité universelle, dès lors pour l'analyse systémique, la division du travail et la séparation des fonctions et des rôles économique, social et politique deviennent des nécessités universelles et permanentes et il n'appartient pas à la théorie d'en faire la critique et de découvrir les voies de dépassement de ce qui est.

Ainsi, pour Easton, c'est ce principe de la division du travail qui explique et justifie la différenciation fonctionnelle (ce principe échappant lui-même à l'explication) :

Dans la plupart des sociétés qui possèdent des institutions secondaires, la capacité d'exécution des tâches politiques est renforcée par quelque différenciation minimale entre les rôles politiques et les rôles sociaux... dans une période où le commerce et l'agriculture dominaient, il vient un temps où les législateurs doivent retourner à leurs champs... Il y a une limite, quoique mal définie, au temps qu'une société dans son ensemble peut consacrer à ses affaires politiques... Le besoin de nourrir, de loger et d'habiller les membres de la société impose des limites fermes et inévitables au temps que l'on peut consacrer à la politique ¹.

Dans cette perspective, le temps étant considéré comme un bien rare, il doit être lui aussi divisé afin de maximiser l'efficacité aussi bien de la production matérielle que de la production des décisions et des choix nécessaires à la vie sociale. Il y a donc un temps pour les affaires publiques et un temps pour le travail fournissant les moyens de subsistance. À partir de cette logique du rendement et de l'accumulation, il n'est pas possible que tous les membres de la communauté soient leur propre législateur, il est donc aussi nécessaire que certaines tâches soient séparées et qu'il y ait une spécialisation des rôles. En corollaire à la nécessité de la division du travail, Easton nous dit qu'il y a aussi nécessité de la concentration des pouvoirs :

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 118.

Même dans le groupe le plus petit, nous pouvons nous attendre à ce que le pouvoir et la responsabilité de s'occuper des questions courantes aussi bien que des crises tendent à être concentrés entre les mains de quelques uns.

Cette concentration organisationnelle du pouvoir a été depuis longtemps reconnue comme la règle chaque fois qu'un groupe cherche à agir. La raison d'attirer l'attention sur cette tendance du pouvoir à graviter vers une minorité a été habituellement de démontrer l'impossibilité d'éviter l'emprise d'un petit nombre ou l'impossibilité de réaliser la démocratie populaire proposée par Rousseau. Mais comme nous ne cherchons à présenter ni une critique éthique ni une théorie normative, la conséquence plus importante de ce fait est pour nous, qu'il fournit la base pour l'apparition dans tous les systèmes du plus petit jusqu'au plus grand, d'une division minimale du travail politique ¹.

Il ne suffit pas de se dissocier de la critique éthique et de la théorie normative pour absoudre ses postulats de leur dimension idéologique, dédagée, non critique est en elle-même une position particulière qui accepte le réel comme il se présente et fait des valeurs qui y sont cristallisées la substance même de la construction théorique, refusant ainsi de considérer et de mettre en lumière les virtualités réprimées par la force des formes dominantes de la réalité, de sorte que cette attitude enferme le devenir à l'intérieur de la rationalité particulière inscrite dans la réalité dominant un moment de l'histoire. Ainsi, l'analyste prête à la réalité existante la valeur d'une norme absolue, indépassable. C'est là une limite sérieuse pour un mode d'analyse qui se veut orienté vers la construction d'une théorie générale, puisque, de cette façon, il s'empêche d'expliquer la raison même de la division du travail qui devient dans la perspective de l'analyse systémique un universel abstrait transcendant l'histoire de la pratique sociale elle-même.

Ce que nous contestons dans cette proposition théorique, ce n'est pas la réalité de la division du travail, mais plutôt le caractère nécessaire et universel de la division du travail en tant que mode de production de la vie matérielle et sociale. Ce que nous refusons, c'est le parti-pris pour les formes dominantes de la réalité, car nous ne voulons pas bannir du réel le devenir qualitativement différent. Ainsi, en refusant de considérer que « La division du travail est l'expression économique du caractère social du travail dans le *cadre de l'aliénation* ² », Easton révèle le caractère idéologique de son cadre conceptuel qui est lui-même le produit d'une conscience aliénée par les formes dominantes des sociétés capitalistes avancées.

La critique faite par Marx au sujet de l'économie politique bourgeoise s'applique aussi, à notre avis, à l'analyse systémique. Lukacs commente ainsi cette critique de Marx :

¹ *Ibid.*, p. 193.

² K. MARX, *Manuscrits de 44*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 111 (les soulignés sont de nous). [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

Le caractère historique des « faits » que la science croit saisir dans une telle « pureté » apparaît cependant d'une manière encore plus néfaste. Ces faits sont en effet (comme produits de l'évolution historique) non seulement impliqués dans un continuel changement mais encore ils sont – précisément dans la structure de leur objectivité – des produits d'une époque historique déterminée : celle du capitalisme. En conséquence, cette « science » qui reconnaît comme fondement de la valeur scientifique, la façon dont les faits sont immédiatement donnés, et comme point de départ de la conceptualisation scientifique leur forme d'objectivité, cette science se place tout simplement et dogmatiquement sur le terrain de la société capitaliste, acceptant sans critique son essence, sa structure d'objet, ses lois comme un fondement immuable de la science ¹.

De la même façon, l'analyse systémique, en modelant sa structure conceptuelle sur la structure du réel constituée par la division du travail, limite les possibles de l'existence au contenu de l'existant, c'est-à-dire qu'elle ne peut se dégager du cercle de la reproduction des conditions aliénées de la production de la vie matérielle et sociale. En ce sens, cette structure conceptuelle est engagée envers la persistance de l'aliénation car elle ne peut se dégager par rapport aux conditions d'existence aliénées afin d'en faire ressortir les voies de dépassement.

La pratique scientifique des sciences sociales fondée sur la logique positiviste et la raison analytique est une pratique aliénée et aliénante car elle est incapable d'engendrer une conscience critique orientée vers la transformation globale de la réalité dominante, elle ne peut se retourner contre ses propres postulats et s'engager dans une lutte contre toutes les formes de domination et d'aliénation.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'analyse systémique, on peut constater à travers sa problématique qu'elle immobilise le devenir dans la nature autoritaire des rapports sociaux, inhibant ainsi le dépassement de la différenciation fonctionnelle du politique, du social et de l'économique fondée sur le mythe de la nécessité de la division du travail et de la spécialisation des rôles. C'est en ce sens que nous disons qu'il y a un rapport d'articulation entre la théorie systémique et l'idéologie technocratique qui rationalise le développement des sociétés capitalistes avancées.

La problématique de la persistance du système politique ne traduit que les valeurs produites par la pratique sociale dominante fondée sur la séparation du capital et du travail, sur la division de l'homme selon les fonctions et les rôles qui lui sont imposés par les nécessités de développement du mode de production capitaliste. Ainsi, l'analyse systémique, en acceptant la situation telle qu'elle est, en refusant d'en faire la critique, exprime la vérité d'une réalité aliénée, et ses propositions théoriques ou les voies de réponses à sa problématique sont construites en fonction de la persistance de cette réalité aliénée et aliénante. (De ce

¹ G. LUKACS, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éd. de minuit, 1970, p. 25. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

point de vue, on peut apprécier le fait que le matérialisme dialectique et le fonctionnalisme soient irréconciliables). Les formes dominantes de la réalité sociale devenant dans le cadre du positivisme le prérequis de la construction conceptuelle, et ces postulats étant acceptés sans tentative pour les expliquer et les critiquer, l'analyse systémique ne peut dès lors que reproduire au niveau théorique les valeurs concrétisées ou l'idéologie qui justifie la raison d'être de cette réalité particulière. On peut donc poser l'hypothèse d'une interdépendance ou d'une articulation entre la problématique concrète de la persistance de la division du travail et la problématique théorique de la persistance du système politique.

Dans les pages qui suivent, nous présenterons la structure conceptuelle imaginée par Easton pour rendre compte du fonctionnement du système politique qui constitue dans l'optique systémique la réponse au « comment » de la persistance. Nous essayerons de retracer dans cette structure conceptuelle les conséquences épistémologiques du postulat de la division du travail en montrant comment les concepts et leur articulation sont modelés sur la pratique sociale du mode de production capitaliste et traduisent ainsi une forme particulière de rapports sociaux historiquement situés.

Le processus politique.

[Retour à la table des matières](#)

Easton présente les phénomènes politiques comme des « life process » car le problème qu'il estime le plus significatif pour la construction d'une théorie générale est celui des conditions d'existence des phénomènes politiques ou, autrement dit : « comment la vie politique peut-elle durer indéfiniment ? »

Comme nous l'avons remarqué dans le chapitre précédent, la problématique systémique se définit en fonction de la métaphore biologique ; tout comme la biologie s'interroge sur les conditions d'existence de la vie, Easton pense que pour l'analyse politique, il s'agit de déterminer quels processus doivent être assurés et maintenus pour que l'on puisse encore parler de phénomènes politiques, surtout lorsque, dans certaines conditions, cette spécificité fonctionnelle est menacée de disparaître. Cependant, en ce qui concerne l'analyse systémique d'Easton, l'analogie avec la biologie ne va pas plus loin ; il faut s'adresser à un autre registre métaphorique pour pénétrer la structure conceptuelle construite par Easton qui, pour ce faire, s'est plutôt inspiré des modèles développés par la cybernétique. À ce sujet L. C. McDonald note : « que curieusement les concepts de vie et de processus vitaux sont des termes biologiques alors que la base métaphorique de la théorie d'Easton est électronique. L'ordinateur n'est pas seulement un moyen d'organiser les données politiques, il devient le modèle par lequel la société politique peut être

connue ¹. » La vie politique est imaginée comme un vaste appareil de réception et de transmission dont le fonctionnement permet de réguler les diverses interactions, composant l'organisme social.

Les concepts utilisés par Easton ont été empruntés au langage de la cybernétique et traduisent les opérations fondamentales d'un ordinateur. Ainsi, les termes input – output, « flow », « conversion », « feedback » servent dans l'analyse systémique à décrire les principales opérations et les modalités de fonctionnement du système politique. On pourrait penser qu'à la limite cette terminologie permettrait de programmer toutes les activités humaines à partir des catégories et des concepts propres à des machines à penser à qui l'on pourrait alors confier la direction et l'organisation de la vie en société. Un monde de robots en chair et en sang serait instauré et soumis aux possesseurs de ces moyens d'organisation et de direction (les technocrates). Cela n'est pour l'instant qu'une possibilité, un « futurible », mais 1984 n'est pas encore... Cette éventualité n'est cependant pas à négliger puisqu'elle est conforme à l'aboutissement logique de la rationalité utilitariste et calculatrice.

Quoiqu'il en soit, on ne peut dissocier le choix de la problématique systémique et de l'analogie cybernétique de la réalité concrète des sociétés capitalistes avancées. L'évolution sociale ne se distingue pas de l'essor des connaissances car « la classe dominante ne se maintient qu'en mobilisant la science à son profit ² », de sorte que le choix des recherches et des instruments conceptuels nécessaires à ces recherches ne relève pas de la logique interne d'une connaissance qui serait une pratique autonome par rapport aux autres types de pratiques sociales ; ces choix sont conjoncturels, ils sont plutôt orientés par la problématique concrète déterminée par la rationalité du développement du capitalisme qui nécessite la production de nouvelles méthodes de direction, d'organisation et de régulation de ses activités. Bon et Burnier remarquent à ce sujet :

La maîtrise des techniques de manipulation des foules est en ce sens vitale pour la classe dirigeante : celles-ci constituent le point stratégique de l'adaptation des individus au système, le lieu où se résout la contradiction entre société hiérarchique et changement rapides ³.

En ce sens, il serait plausible de considérer le modèle cybernétique appliqué aux phénomènes politiques comme étant l'instrument conceptuel permettant ce nouveau type de régulation sociale ayant pour horizon l'homme unidimensionnel. Ce n'est là, cependant, qu'une tendance en voie de développement dont l'aboutissement n'est pas irréversible.

¹ Voir L. C. Mc DONALD, *Western Political Theory*, New York, Harcourt Brace, 1968, p. 602.

² F. BON et M. A. BURNIER, *Classe ouvrière et révolution*, Paris, Seuil, 1971.

³ *Ibid.*, p. 121.

Easton, quant à lui, préfère se tenir à l'extérieur de ce débat car il considère qu'il n'appartient pas au théoricien de se préoccuper des questions « éthiques » qui sont en réalité des questions portant sur le rapport entre la théorie et la pratique, et que, de plus, les instruments conceptuels dont dispose l'analyste politique ne sont pas assez perfectionnés pour comprendre de façon systématique les lois qui gouvernent l'ensemble des interactions, des phénomènes qui constituent la totalité sociale. Donc, pour l'instant, la question de la finalité des instruments (à quoi et à qui serviront-ils) ne se pose pas ; il faut séparer les problèmes, et ce qui importe actuellement pour la science politique, c'est de chercher à les perfectionner afin de les rendre opérationnels et efficaces. Mills a critiqué ainsi cette attitude :

Ceux qui ont ces expressions à la bouche ont généralement pour ambition de « transformer les études sociales en vraies sciences », et veulent faire un travail qui tourne le dos à la morale et soit résolument apolitique. En règle générale, le principe de base postule le « retard » de la sociologie sur la physique, (Chez Easton, ce retard est évalué à partir de la médecine et de la biologie) et la nécessité de le combler. Ces slogans de technocrates tiennent lieu de philosophie politique parmi les hommes de science dont je parlais il y a un instant. Ils s'apprêtent à faire subir à la société j'imagine, ce que les physiciens ont fait subir à la nature. Leur philosophie politique se résume à penser que, pour peu qu'on utilise pour « régler la conduite sociale », les méthodes de la science qui permettent à l'homme de domestiquer l'atome, les problèmes de l'humanité seraient bientôt résolus, et tout le monde connaîtrait la paix et l'abondance ¹.

Nous pensons que cette critique, surtout adressée à la sociologie parsonienne, est aussi pertinente pour l'analyse systémique. Comme pour Easton, la valeur du concept n'est fonction que de son utilité, il serait très important qu'il donne un sens à son utilitarisme et qu'il nous dise en quoi les concepts sont utiles et pour qui ?

Afin de bien cerner l'articulation de sa structure conceptuelle, il faut revenir sur sa définition du politique en tant que processus, car cette notion est la clé du fonctionnement du système politique :

Dans son essence, le terme processus politique réfère aussi bien à une méthode d'interpréter les phénomènes qu'aux phénomènes eux-mêmes. Il suggère que toute vie est un schéma d'interaction entre les groupes sociaux et les individus et qu'un aspect de cette interaction se rapporte spécifiquement à la politique. Il désigne ainsi l'activité que l'on retrouve dans une situation politique... Il suggère aussi que les diverses unités sociales agissent, réagissent les unes sur les autres pour à la fin modeler la politique qui émerge de la société, c'est son sens méthodologique. Sa signification cruciale est toutefois qu'il permet de concevoir la vie politique non comme le produit *d'une seule force*, tel une classe, une structure politique ou un groupe social particulier, mais comme le produit d'une multitude de causes ².

¹ C. W. MILLS *op. cit.*, p. 119-120.

² D. EASTON, *The Political System*, p. 160.

Cette conception du processus politique s'inspire explicitement de l'idéologie pluraliste, et en ce sens est révélatrice de la vision particulière de la société et des rapports sociaux sur laquelle se fonde l'analyse systémique.

La vie politique est décrite comme un ensemble d'interactions spécialisées en fonction de deux tâches particulières. Ces fonctions spécifiques accomplies par le système politique sont les variables essentielles de la vie politique : la spécificité fonctionnelle du système politique résultant de la division du travail nécessaire à l'existence de toute société. Easton résume ainsi sa conception du politique :

Tous les systèmes politiques se caractérisent par le fait que si nous voulons être en mesure de les décrire dans leur durée nous devons leur attribuer l'accomplissement réussi de deux fonctions. Ils doivent être en mesure de faire l'attribution des objets de valeur pour la société et doivent faire accepter par la plupart des membres cette allocation comme obligatoire. Ces deux propriétés distinguent les systèmes politiques des autres types de systèmes sociaux ¹.

La description du processus politique qui est constitué par les opérations ou les mécanismes qui assurent l'accomplissement de ces deux fonctions et, par le fait même, la persistance du système politique, implique plusieurs postulats.

Dans cette perspective, ce qui distingue les différentes parties composant la totalité sociale, ce sont les types de fonctions attribuées à chaque système. Easton ne nous fournit pas de variable expliquant cette différenciation fonctionnelle et il ne précise pas non plus les types de fonctions qui constituent les autres systèmes ; il les situe dans l'environnement du système politique et les décrit comme des sources de stress que le système politique est chargé de réguler par l'allocation autoritaire des valeurs. On peut déduire que ces systèmes de l'environnement se caractérisent surtout par la fonction de production des ressources et des valeurs et que, pour sa part, le système politique est responsable de la distribution.

Même si Easton ne nous dit pas pourquoi il y a cette division du travail, il insiste sur l'interaction de ces deux types de fonctions. Les processus de production et de distribution sont imbriqués l'un dans l'autre. Le système politique est un système ouvert et il y a communication et échange entre ces divers processus. Cette conceptualisation évite le problème de l'interaction entre les fonctions ou, en d'autres termes, la *causalité des fonctions*. Ce qui s'échange d'un système à l'autre, ce ne sont pas les fonctions spécifiques, car elles semblent statiques dans la pensée d'Easton, ce sont plutôt les produits ou les effets de ces activités spécifiques séparées. Les fonctions elles-mêmes ne bougent pas, elles ne peuvent être transitives, car elles servent à établir et à maintenir les frontières entre les systèmes et par là la persistance même du système politique. Ainsi, cette intransitivité des

¹ D. EASTON, "Systems Analysis : an Example of Functionalism", in GOULD et THURSBY, *Contemporary Political Thought*, New York, Holt Rinehart and Winston, 1969. p. 204.

fonctions est une des prémisses qui découlent du principe de la division du travail utilisé comme norme pour la construction de la structure conceptuelle systémique.

Par conséquent, de ce point de vue, il ne peut y avoir de processus plus déterminant que les autres. Une fois établi qu'il y a interaction entre les processus et que la différenciation fonctionnelle est *sui generis*¹, c'est-à-dire qu'elle n'est pas elle-même le résultat d'un processus, mais qu'elle pré-existe à tous les processus, dès lors, il n'y a pas pour Easton de causalité hiérarchisée dans les processus sociaux « parcellarisés ». Il ne peut y avoir non plus de logique de développement inhérente à la matérialité des phénomènes sociaux. En ce sens, la différenciation fonctionnelle n'a pas d'histoire ; la spécificité des fonctions et des frontières entre les systèmes n'est pas doublée d'une spécificité historique.

Easton postule ainsi que tous les types de processus constituant la totalité sociale sont égaux en principe ou, en d'autres termes, qu'il n'y a pas de priorité causale et, puisqu'il ne s'agit pas d'expliquer la spécificité des fonctions mais plutôt le fonctionnement du système politique et la persistance des frontières qui les séparent, il conclut que les comportements ou les activités résultant du processus politique doivent être expliqués par une multitude de causes. Ce principe de la multiplicité causale se traduira par le concept de « feedback » qui décrit l'interdépendance entre les systèmes.

Ce n'est pas le principe de l'interdépendance ou de la réciprocité causale qui fait problème mais le principe de l'égalité des parties interdépendantes ou de l'indétermination causale. L'analyse systémique, par ce postulat, exclut du champ théorique la pénétration et l'explication de la nature concrète des rapports entre les parties de la totalité sociale. Si on applique ce principe à l'étude des rapports internationaux, l'analyse systémique nous permettra de dire par exemple que l'Amérique latine est dans un rapport d'interdépendance avec les États-Unis, mais elle ne pourra aller plus loin pour analyser la nature concrète des rapports entre ces deux entités. Elle escamotera par un tour de passe-passe méthodologique la nature des rôles inclus dans cette interdépendance, c'est-à-dire les problèmes de la dépendance et du pouvoir. Il ne s'agira pas de savoir qui domine et qui est dominé dans ces rapports, mais simplement de décrire les formes de ces rapports d'échange. L'analyse systémique conceptualise les contenants en oubliant de tenir compte des contenus. Nous retrouverons cette particularité du modèle systémique lorsque nous aborderons sa conceptualisation du fonctionnement interne du système politique. Retenons pour l'instant que le principe de la causalité multiple est un des traits essentiels de l'idéologie pluraliste et de l'empiricité libérale².

¹ Easton dit à ce sujet : «... en dernière analyse, chaque système est *sui generis*, » dans *Analyse du système politique*, p. 69.

² Voir C. W. MILLS, *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1969, p. 21.

Dans le cadre conceptuel d'Easton, le processus politique implique aussi l'idée de sélection et de compétition pour la répartition des ressources. La rareté, la division du travail dans le cadre de l'aliénation, et la compétition, la concurrence pour l'appropriation des biens sont des principes de fonctionnement et de rapports sociaux qu'Easton admet comme étant normaux, naturels :

Dans tous les systèmes, des conflits aigus nés de la concurrence pour des objets de valeur sociaux et économiques rares représentent un aspect normal de l'interaction politique. Si nous acceptons ce postulat, nous pouvons en conclure que si rien n'est prévu pour compenser le manque de satisfaction à l'égard des outputs ou pour régler les rapports entre les groupes effectivement ou potentiellement en conflit, tout système sera exposé au danger constant de désordre et de chaos. Comment cela peut-il être évité ¹.

Cette question situe bien la perspective idéologique de l'analyse systémique. Il ne s'agit pas pour la théorie politique d'exposer et d'expliquer les raisons de la division du travail et de la rareté, de la concurrence et par conséquent des rapports autoritaires, mais plutôt de chercher les solutions organisationnelles qui pourront renforcer le mode de production de la vie matérielle et sociale fondée sur ces principes afin d'éviter le chaos, le désordre ou « l'anarchie » possible en vertu des contradictions mêmes de ce mode de production particulier fondé sur l'exploitation et l'aliénation ; mais elle doit au contraire, selon la logique du positivisme, être construite de telle sorte qu'elle puisse produire les mécanismes structurels et idéologiques permettant d'enrayer la désintégration de ce type de système social qui est menacé par ses propres contradictions de fonctionnement. Il s'agit, dans cette perspective, pour la théorie politique, d'aménager les conditions de l'exploitation et de l'aliénation de sorte que le chaos soit évité et que ce type particulier de rapports sociaux puisse persister. Ainsi, à la sur-division du travail engendrée par le développement du capitalisme correspond, sur le plan de la pratique scientifique positiviste, la production d'une sur-aliénation l'homme n'est plus seulement étranger, séparé des conditions de production de sa propre vie, il doit être en plus étranger à sa propre aliénation, il est même privé de la conscience de son aliénation. Il devient alors un objet propre à la manipulation du pouvoir technocratique.

Ainsi, l'analyse systémique, en choisissant comme postulat de départ pour sa structure conceptuelle les principes et les normes qui régissent le fonctionnement d'un mode particulier de production et qui justifient sa raison d'être, s'enchaîne à un type de rationalité particulière véhiculée par l'idéologie dominante. La pratique théorique devient ainsi une pratique idéologique qui cherche à universaliser des valeurs spécifiques à une situation historique. C'est en ce sens que la théorie systémique est une théorie normative, car elle adopte les valeurs concrétisées dans le mode de production dominant comme son objectif et élabore une explication des

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 233.

conditions nécessaires pour assurer la persistance du système qui les réalise et établir ainsi son universalité.

Ayant défini les conditions de production de la vie matérielle et sociale par les principes de la division du travail et de la concurrence pour la production et l'appropriation des ressources, Easton peut dès lors justifier sur le plan logique et empirique la nécessité de la vie politique, d'une activité spécialisée elle-même séparée de l'ensemble des activités du système social. Le processus politique est donc conçu en premier lieu comme un type d'interaction spécialisée qui permet de réguler les contradictions inhérentes au mode de production qui lui donne sa raison d'être. En ce sens, le système politique est le produit des contradictions engendrées par la division du travail dans le cadre de l'appropriation, de l'accumulation et de l'aliénation. Puisque les activités qui assurent la survie matérielle de la société sont divisées, il s'ensuit que la société elle-même est divisée en fonction même de la place occupée dans le processus de production et de la division générale du travail.

Les activités spécialisées donnent ainsi naissance à des intérêts spécifiques. L'homme n'est plus universel en tant que producteur, il devient « parcellarisé » et particulier à ses activités productives fractionnées. Ses actions sont déterminées par des intérêts privés qui deviennent incompatibles avec d'autres intérêts déterminés par des fonctions différentes. L'intérêt général ne peut alors être que la sommation des intérêts privés ou, autrement dit, ce qui le définit, c'est l'accord universel pour le maintien de la propriété privée et de la division du travail. Cet intérêt général se fonde sur la reconnaissance de la nécessité d'une autre activité séparée, d'un processus spécialisé qui compense le fractionnement en une pluralité de groupes aux intérêts divergents par la création d'une harmonie artificielle permettant la coexistence d'intérêts en lutte pour l'accumulation des ressources. Cette situation entraîne donc la constitution de types d'activités différenciées ; il y a, d'une part, les activités de production qui sont conceptualisées dans la notion d'environnement et, d'autre part, les activités de distribution et de cohésion qui sont décrites par les fonctions attribuées au système politique. Il est par conséquent postulé que la pluralité des activités de production entraîne une pluralité de groupes et que ces groupes sont en compétition pour influencer le système politique, responsable de l'allocation autoritaire des ressources. Finalement, l'interaction de ces processus divisés permet la persistance de la totalité constituée de multiples parties fractionnées.

Dans la perspective systémique, l'idée d'interdépendance implique donc l'idée d'une pluralité de groupes agissant les uns par rapport aux autres. Chacun de ces groupes est conçu comme participant à l'élaboration de l'ensemble des règles définissant les modalités de ces rapports qui créent l'ordre social et expriment les aspirations de la société. Ainsi, à l'intérieur du consensus à un système de valeurs et de croyances, les conflits entre les groupes sont formalisés par la soumission aux règles du jeu qui amenuisent, par des solutions de compromis, les désaccords et les conflits. Le principe de l'interdépendance couplé au principe de la division du

travail déterminent les processus de fonctionnement du tout qui force les groupes à s'ajuster les uns aux autres de sorte que chacun restreint l'impérialisme des intérêts de tous les autres, comme tous exercent une contrainte sur les exigences de chacun.

Dans ce modèle, il revient en quelque sorte aux processus politiques d'exercer l'arbitrage en ce qui concerne la satisfaction des exigences. C'est lorsque le système politique ne peut plus s'imposer comme arbitre qu'il y a risque de chaos et qu'un type de système est menacé de disparaître et d'être remplacé par un autre type d'arbitrage pouvant exercer la fonction de l'allocation autoritaire des ressources aux groupes divisés par leurs intérêts particuliers.

Une des conditions essentielles au fonctionnement des processus politiques est donc l'existence de multiples groupes sociaux différenciés, capables de diriger un flux d'exigences spécifiques et concurrentes vers le centre de conversion qui, par ses réponses, permettra l'ajustement réciproque du système politique avec les autres instances de la vie sociale, réalisant ainsi une équivalence provisoire entre les inputs et les outputs. L'analyse systémique postule par conséquent que l'environnement du système politique est de nature pluraliste – une société pluraliste.

Ainsi dessiné, le cadre de l'analyse systémique ne coïncide pas seulement avec les systèmes dits « démocratiques », mais il peut aussi englober les systèmes dits « totalitaires » puisque ces derniers se fondent aussi sur la division du travail et par conséquent sur une pluralité de groupes qui peuvent être définis par leurs fonctions : à l'intérieur du parti et de la bureaucratie soviétiques par exemple, plusieurs groupes seraient en lutte et en concurrence pour défendre ou améliorer leur position, leur emprise sur l'appareil.

Easton, en situant dans l'environnement le pluralisme de la société, éloigne ainsi de sa construction conceptuelle les problèmes inhérents aux théories politiques fondées sur le concept de « groupes politiques ». Au niveau du système politique, ce ne sont plus les groupes qui retiennent l'attention du théoricien, mais plutôt les produits de leurs actions et interactions. Easton déplace le problème en faisant abstraction des protagonistes, en les réifiant dans une structure conceptuelle où ils n'ont plus que la forme de leurs produits. Mais cela ne résout rien.

En effet, même si Easton évite de conceptualiser la vie politique elle-même dans le cadre de la lutte entre les groupes pour la possession du pouvoir, il n'en décrit pas moins le processus politique par le postulat de la nécessité de la division du travail et de la concentration des pouvoirs. Il se place ainsi au-dessus de la querelle d'école entre Mills et Dahl car il lui importe peu d'établir s'il y a une monopolisation du pouvoir aux mains d'une élite, d'une oligarchie, ou au contraire de démontrer comme Dahl que le système politique est un système de balance du pouvoir fondé sur une multitude d'intérêts et où sont représentés tous les groupes

organisés formant la société, en d'autres mots, que le système politique est polyarchique. Ce ne sont là que des approches partielles selon Easton qui considère que la théorie générale, quant à elle, doit englober ces deux aspects possibles des systèmes politiques empiriques et pour ce faire ne doit retenir que le principe commun à tous les systèmes politiques qui est celui de la nécessité d'un groupe spécialisé, séparé des autres groupes formant la société et qui a la charge de gérer et de coordonner les activités concurrentes de ces groupes.

Si, au niveau de la société, il y a nécessité d'une division du travail, au niveau du fonctionnement du système politique, il y a nécessité de la concentration du pouvoir et d'une élite politique. Young fait une remarque pertinente à cet égard :

il semble, dit-il, que l'analyse en terme d'input-output dans sa forme présente contienne une orientation élitiste. Dans ce cadre conceptuel, l'intérêt central porte sur les membres qui comptent politiquement ¹.

Ainsi, Easton développe une vision à double registres de la totalité sociale ; il conçoit d'abord la société ou l'environnement en termes pluralistes pour, par la suite, conceptualiser le système politique en termes technocratiques. C'est en ce sens que nous pensons que l'analyse systémique traduit la problématique du développement des sociétés capitalistes avancées et qu'elle tente de rationaliser les contradictions dévoilées par la nécessité du passage de l'idéologie démo-libérale à l'idéologie technocratique.

Pour cet essai de théorie générale qu'est l'analyse systémique, il n'y a pas d'alternative possible à la vision élitiste de l'organisation sociale et politique. Pour cette version élitiste de la théorie, les besoins de l'homme ne constituent pas l'intérêt central ; l'emphase est plutôt centrée sur les besoins et les fonctions des mécanismes qui assurent le fonctionnement d'un système de pouvoir capable de gouverner efficacement.

Cette problématique est concomitante de l'idéologie technocratique, car elle a pour objectif non pas la remise du pouvoir de décision à ceux qui sont impliqués par les décisions, mais plutôt le maintien des structures hiérarchisées et autoritaires de pouvoir qui sont situées à l'extérieur, qui sont séparées organiquement de ceux qui ont à subir ces décisions, étant entendu que la répartition des ressources sera plus efficace si elle est effectuée par une élite qui fonde sa légitimité et son pouvoir sur la possession d'un savoir et d'une technique militaire, politique et scientifique. Le degré de développement des sociétés dans cette perspective est fonction du degré de différenciation des structures responsables pour l'allocation autoritaire des ressources et des valeurs.

¹ YOUNG, *Systems of Political Science*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1968, p. 48.

Ainsi, même parmi ce groupe spécialisé responsable de la réalisation de la spécificité fonctionnelle du processus politique, c'est aussi le principe de la division du travail qui détermine le fonctionnement du système politique. Il y a, pour l'analyse systémique, non seulement spécialisation des fonctions du système politique par rapport aux autres systèmes de l'environnement, mais aussi différenciation et spécialisation à l'intérieur même du système politique. Les règles définissant la répartition des rôles peuvent varier d'un système à l'autre, mais il y a, dans tous les systèmes, des principes selon lesquels la division du travail politique s'effectue.

Dans cette perspective, le changement ou l'optique dynamique de l'analyse systémique peut être appliqué aux personnes occupant les structures d'autorité, ou encore aux principes et aux normes définissant cette structure, mais il ne peut affecter le principe absolu qui veut qu'il y ait division du travail, spécificité des fonctions du système politique et enfin nécessité de la différenciation structurelle entre dirigeants et dirigés, entre l'élite et la masse. C'est donc le principe de la délégation du pouvoir et de la représentation qui sous-tend la définition du processus politique présentée par Easton.

De plus, cette tendance « universelle » à la division du travail, à la hiérarchisation des tâches, à la concentration du pouvoir dans la spécialisation de plus en plus poussée des fonctions et des groupes qui les effectuent est irréversible, car elle est présentée dans ce modèle comme la condition *sine qua non* de la modernisation et du progrès.

Dans ce monde si complexe et qui le deviendra de plus en plus, c'est la rationalité du rendement et de l'efficacité qui prime, et il appartient aux détenteurs de cette rationalité d'organiser et d'aménager les rapports sociaux de telle sorte qu'ils ne puissent enrayer le fonctionnement et le rendement de cette machine infernale conduite par les technocrates qui nous guident vers l'absurde.

Contester l'orientation de ce progrès, prétendre qu'il est possible et souhaitable de mettre fin à cette rationalité de la croissance unidimensionnelle fondée sur la division aliénante du travail, sur la spécialisation des activités productives produisant des rapports sociaux autoritaires, cela signifie pour les détenteurs de la rationalité et du pouvoir technocratique vouloir retourner à la barbarie.

Ainsi, pour Easton, la seule voie possible pour le développement des sociétés modernes est le développement de la différenciation fonctionnelle des processus politiques et la spécialisation des rôles politiques eux-mêmes parce que tout accroissement de la différenciation politique et de la spécialisation interne augmente la capacité du système de traiter un plus grand nombre d'exigences. C'est là la condition nécessaire au fonctionnement et à la persistance du système politique. La conceptualisation construite par Easton pour expliquer ce fonctionnement du système politique sera donc marquée par le biais technocratique

et élitiste révélé par l'analyse des postulats qui fondent sa définition des processus politiques.

Afin de décrire le fonctionnement du système politique, Easton emprunte trois concepts à l'électronique et les utilise pour expliquer ce qu'est la vie politique. Les concepts d'inputs, d'outputs et de feedback ne sont que des catégories synthétiques et sont surtout utilisés par l'analyse systémique pour signifier les rapports entre l'environnement et le système politique. Ils symbolisent les mécanismes d'échange, de transaction ou de communication entre le système politique et son environnement.

En général, ce qu'Easton désigne par les inputs, ce sont les causes ou les pressions qui viennent de l'environnement et qui suscitent une réaction dans le système politique :

Les inputs rassemblent et transmettent les perturbations et les changements qui se produisent dans l'environnement. Par là, ils servent d'outil conceptuel permettant de simplifier notre compréhension de la façon dont ces activités paramétriques sont transmises aux diverses parties du système ¹.

Sous la variable sommaire output, il désigne les effets qu'un système produit sur un autre ou sur l'ensemble des systèmes formant l'environnement :

Les outputs servent à désigner par un concept la façon dont le système agit en retour sur l'environnement et indirectement par conséquent, sur lui-même en modifiant, par moments, les inputs successifs de soutiens et d'exigences ².

Cette proposition définit en creux le concept de feedback qui lie les deux autres concepts selon une logique circulaire.

Ainsi, les inputs et les outputs ne peuvent ni sur le plan théorique, ni sur le plan empirique, être considérés comme point de départ et point terminal du processus politique, car ils sont reliés par un effet de rétroaction, de sorte qu'ils s'affectent mutuellement et sont interdépendants. Cette conceptualisation de l'interaction du système politique et de son environnement n'est cohérente que dans la mesure où elle se fonde sur le postulat de la transparence entre les diverses instances de la réalité sociale. Autrement dit, Easton suppose ici que le système politique est ouvert, qu'il peut s'ajuster de lui-même aux changements qui surgissent de l'environnement d'une part, et d'autre part, que les systèmes de l'environnement sont eux-mêmes ouverts aux adaptations et transformations qui viennent du système politique. Nous reviendrons dans la conclusion sur les implications normatives de ce postulat et de l'utilisation du concept de feedback pour expliquer

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 325.

² *Ibid.*, p. 325.

le fonctionnement de la vie politique ; mais il nous faut auparavant analyser plus en détails ce qu'Easton entend par inputs et outputs et voir ainsi les concepts secondaires qui constituent l'armature de sa construction théorique.

Les inputs.

[Retour à la table des matières](#)

Par le concept d'input, Easton espère pouvoir cerner l'ensemble des éléments qui forment l'environnement, ceux qui peuvent affecter la persistance du système politique. Autrement dit, les inputs permettent à l'analyste de simplifier la complexité des phénomènes et de concentrer son attention sur ce qui peut conduire à une situation de stress pour les différentes composantes qui forment le système politique. Mais ce concept en lui-même n'est pas assez précis, car il se limite à définir théoriquement l'état de perméabilité des frontières qui séparent le système politique de son environnement. Cependant, tout ce qui se passe dans l'environnement n'est pas nécessairement pertinent pour le fonctionnement du système politique. Une théorie générale qui se veut empirique ne peut rester à ce niveau ; elle doit aussi pénétrer la structure du réel et hiérarchiser les variables afin de cerner les phénomènes qui sont plus déterminants, qui affectent d'une façon plus ou moins poussée le fonctionnement du système politique.

Easton propose de réduire les influences venues de l'extérieur à deux types d'inputs particulièrement significatifs pour la persistance du système politique : ce sont les exigences et les soutiens. Dans sa construction théorique, il met beaucoup d'emphasis sur cet aspect du processus politique. Wiseman relève à ce sujet une des lacunes de la construction théorique d'Easton, c'est-à-dire l'absence de propositions théoriques concernant la transformation des exigences en outputs¹. L'analyse systémique ne nous propose pratiquement rien pour expliquer ce qui se passe dans la « black box ». Il semble qu'Easton ait délégué la responsabilité théorique de ce champ de la vie politique aux diverses théories de la décision politique. Pour sa part, il se contente de décrire les mécanismes d'entrée des inputs dans le système politique qui est protégé par différents éclusiers, en postulant qu'il y a conversion des inputs en outputs.

Ce vide dans sa construction théorique laisse penser que si les éclusiers fonctionnent normalement, le processus de transformation des inputs se fera automatiquement ; il laisse aussi croire qu'en fait il ne se passe rien dans la boîte noire, que le centre du système n'a aucune autonomie d'action, qu'il est inerte. Son rôle serait alors comparable à la mémoire d'un ordinateur et ne consisterait qu'à transmettre les données ou les informations de l'entrée vers la sortie du système politique. Cette difficulté provient du fait que l'analyse systémique définit à la fois

¹ V. WISEMAN, *Political Systems*, London, Routledge and Kegan Paul, 1966 p. 121.

le système politique comme une structure de rôles et comme un processus d'interaction entre le système et l'environnement de sorte qu'il y a confusion entre ce qui est à la frontière du système et ce qui est à l'intérieur, ceci explique qu'Easton donne l'impression de situer les activités politiques à la frontière du système politique et de négliger les mécanismes internes réalisant la transformation des inputs en outputs.

Les exigences.

[Retour à la table des matières](#)

La première catégorie d'inputs qu'il se propose d'analyser sont les exigences caractérisées comme étant une des causes de stress pouvant mettre en danger la persistance du système politique, l'autre source de stress étant conceptualisée par la catégorie ou la variable « soutien ». Retenons que dans la logique de l'analyse systémique, c'est la catégorie de l'exigence qui constitue la variable clef pour la problématique de la persistance, car ce sont les exigences qui créent le stress. La catégorie dit soutien, quant à elle, sert à expliquer comment ce stress est régularisé positivement ou négativement par le système. Cependant, pour déterminer si la persistance d'un système politique est menacée, il est nécessaire de combiner ces deux types d'inputs qui ne sont pas séparés dans les interactions politiques concrètes ¹.

Easton définit donc ainsi cette catégorie centrale de l'analyse systémique : « Une exigence peut être définie comme l'expression de l'opinion qu'une attribution dotée d'autorité concernant un domaine particulier, doit ou ne doit pas être faite par ceux qui en sont chargés ². » Le concept d'exigence représente l'ensemble des informations produites dans l'environnement et qui sont dirigées vers le système. Il y a toutefois des exigences qui ne sont pas directement produites par l'environnement mais qui résultent plutôt du fonctionnement du système politique. Ces exigences internes dépendent en dernière instance de l'activité de l'environnement. (Ainsi en est-il, lorsque les députés exigent de meilleures conditions de travail : bureau, secrétariat, bibliothèques, etc., afin de pouvoir être mieux en mesure de répondre aux demandes ou sollicitations qu'ils reçoivent de l'environnement.)

Le concept d'exigence est donc essentiel au modèle systémique car sans cette notion la définition du politique d'Easton s'écroule puisqu'il n'y aurait pas alors possibilité d'allocation autoritaire. Comme nous l'avons vu précédemment, ce concept implique aussi une division des tâches, une séparation entre le lieu de la pratique où s'élabore une exigence et le lieu où s'élabore la décision ou la réponse à

¹ D. EASTON, *Analyse du System Politique*, p. 49.

² *Ibid.*, p. 38.

cette exigence ; il y a donc nécessité de la séparation du travail, de la spécialisation des fonctions, de la délégation des rôles et des responsabilités.

Dans cette perspective, le fonctionnement du système politique nécessite un centre de décision vers lequel convergeront les revendications engendrées par les activités de l'environnement intra et extra-sociétal. Dès lors, une pratique sociale où l'exigence, la décision et l'exécution coïncideraient est exclue de la pratique théorique systémique. Nous reviendrons sur cette question lorsque nous discuterons de la direction des exigences. Il nous faut avant d'en arriver là préciser ce qu'Easton entend par exigence, car tout ce qui se passe dans l'environnement ne se transforme pas en exigences pour le système politique. Pour l'analyse systémique, tous les désirs explicites ou tacites n'ont pas de signification pour le fonctionnement du système politique.

Easton définit ainsi six catégories de phénomènes qui, dans le cadre de l'analyse systémique, doivent être différenciés des exigences ; ce sont les attentes, l'opinion publique, les motivations, les idéologies, les intérêts et les préférences. Ces phénomènes constituent en quelque sorte l'infrastructure des exigences et ils ne sont pris en compte sur le plan théorique que dans la mesure où ils influencent ou stimulent la constitution d'une exigence.

Il faut remarquer que, parmi ces phénomènes, Easton attribue un statut particulier aux idéologies : « L'idéologie couvre habituellement plus qu'une série d'exigences bien qu'elle puisse jouer un rôle important dans la forme qu'elles prennent ¹. » Cependant, nous dit Easton, elles peuvent être interprétées comme un ensemble de demandes. Cette nuance est nécessaire dans la logique systémique car tous les types d'idéologies ne peuvent être caractérisés par la catégorie exigence. Seules entrent dans cette catégorie les idéologies qui contiennent la prémisse fondamentale définie par Easton, c'est-à-dire que l'allocation autoritaire des ressources doit être obligatoire pour la société et qu'elle doit être le produit d'une activité spécialisée que représente le système politique. Ne seront donc considérées sous la catégorie « exigence » que les idéologies qui présentent un programme d'action et qui conçoivent sa réalisation dans le cadre d'un système autoritaire et hiérarchisé de décision :

une idéologie peut être formulée comme un ensemble de buts pour l'action future ou immédiate dans lequel des principes d'action sont exprimés en ce qui concerne le genre de programme général que les autorités politiques devraient réaliser. Dans ce cas, l'idéologie peut être interprétée comme un ensemble très compliqué de principes incorporant des exigences variées selon un ordre plus ou moins consistant et cohérent ².

¹ *Ibid.*, p. 42.

² *Ibid.*, p. 43.

Ainsi, par exemple, pour Easton, l'idéologie libérale de la libre concurrence ne peut être retenue dans la catégorie des exigences, car elle nie la définition du politique du modèle systémique, se refusant de diriger des demandes positives vers le système politique et se limitant à présenter des demandes négatives de non-intervention ¹.

À un autre niveau, et pour d'autres raisons, la vision libertaire anarchiste des rapports sociaux ne peut non plus être intégrée dans le modèle systémique sous la catégorie exigence car elle est la négation même du principe qui fonde le modèle, la réalisation de son programme représentant le dépassement de mode de fonctionnement de la vie sociale et politique prévu par Easton. Par conséquent, seules les idéologies qui reconnaissent la nécessité de la division du travail dans le cadre de l'aliénation, de la spécialisation et de la différenciation fonctionnelle, de la hiérarchie et de la domination peuvent être considérées comme des exigences.

Tous ces phénomènes d'opinions, d'intérêts, d'attentes ou d'idéologies sont regroupés par Easton sous le concept de « want ». Par définition, ces phénomènes qui prennent naissance dans l'environnement sont non politiques ². Ils ne deviendront politiques que lorsqu'ils seront soumis à un processus de régulation et de conversion qui les transformera en exigences pour le système politique. Easton compare ces « wants » à la manière brute qui entre dans une usine pour être transformée en produit.

Les exigences représentent la première phase de ce processus de transformation qui sera suivie par une deuxième étape où les exigences à leur tour seront transformées en décisions obligatoires pour toute la société. C'est en quelque sorte les besoins définis par la rationalité du fonctionnement du système de production qui détermineront quelles seront les exigences qui pourront être transmises au système politique et transformées en décisions. En d'autres termes, dans l'analyse systémique, ce sont les structures du pouvoir établi à la fois dans l'environnement et dans le système politique qui définissent quels besoins doivent être satisfaits.

Ne risque-t-on pas de la sorte d'enfermer la théorie politique dans les formes dominantes des rapports sociaux ? Il faut donc s'interroger ici sur le rapport entre les besoins et les exigences pour comprendre cette particularité de l'analyse systémique héritée du positivisme car ce modèle théorique passe sous silence ce problème en postulant comme principe universel et absolu : « Les désirs de tous les hommes, en tous temps et en tous lieux, n'ont pas les mêmes chances d'être transformés en exigences ³. » Dire que c'est la rareté du temps et des richesses qui est responsable de ce phénomène n'est qu'une explication formelle qui s'accorde bien avec la rationalité du mode de production capitaliste mais qui est insuffisante

¹ *Ibid.*, p. 43.

² *Ibid.*, p. 71.

³ *Ibid.*, p. 79.

sur le plan théorique, car elle néglige la raison d'être de la rareté elle-même. En ce sens, n'est-il pas plausible de penser que l'idéologie dominante délimite les frontières de la théorie causale ?

Les « wants » sont en quelque sorte l'expression des besoins qui sont susceptibles d'être pertinents pour le fonctionnement du système politique. Tous les besoins qui ne sont pas reconnus comme ayant une signification politique par un système politique particulier seront automatiquement exclus de la catégorie des « wants » par le modèle systémique. Ainsi, en utilisant ce cadre conceptuel pour analyser une société quelconque, il ne faudra retenir comme « wants » que les besoins admis ou tolérés par les normes dominantes de cette formation sociale. L'existence d'un besoin n'est reconnue par l'analyse systémique que s'il est formulé à l'intérieur des normes et des structures établies, qu'en fonction de sa conformité à l'ordre existant. De la sorte, le champ de vision de l'analyse systémique sera trop étroit pour apercevoir le besoin d'un mode de vie non autoritaire qui impliquerait la dissolution du système politique.

Une première contrainte à la satisfaction des besoins est l'adoption du cheminement prévu par le mode de fonctionnement du système établi. C'est là le premier critère discriminant qu'Easton décrit comme étant le mécanisme culturel de régulation de la conversion des « wants » :

Chaque système contient, pour le moins, des limites préétablies sous forme de normes qui découragent les éclusiers de chercher une solution politique à tous les mécontentements, intérêts ou désirs... L'effet des normes culturelles dans la vie politique est d'imposer des limites au volume et à la nature des désirs qui cherchent à pénétrer dans le système en tant qu'exigences... l'effet net des normes culturelles doit tendre à réduire le nombre et à modifier le contenu des désirs qui sans cela seraient politisés ¹.

C'est une façon intelligente et scientifique de rationaliser la nécessité de la répression de la libre recherche de la satisfaction des besoins ou autrement dit de légitimer la nécessité de l'aliénation pour le fonctionnement de la société. Comme la satisfaction des besoins n'est pas une des valeurs de l'idéologie dominante, la théorie systémique nous dit que la satisfaction de tous les besoins que le bonheur n'est pas possible. De plus, le développement des forces productives ne tend pas à réduire le fossé entre le besoin et sa satisfaction, mais au contraire il l'accroît. Ce refoulement et cette répression des besoins sont considérés par Easton comme étant fonctionnels pour la persistance du système politique. On peut donc constater que c'est la rationalité technocratique, c'est-à-dire la rationalité du fonctionnement du système politique qui détermine la rationalité sous-jacente de la pratique théorique.

¹ *Ibid.*, p. 96, 98, 101.

L'angle d'analyse privilégié par la théorie systémique n'est pas dirigé vers la satisfaction des besoins mais vers le fonctionnement satisfaisant du système politique. La rationalité qui fonde la pratique sociale dominante devient ainsi le fondement même de la pratique théorique.

À cet égard, la conception de la tolérance présentée par Easton est significative :

La tolérance ne peut permettre que, dans une société, toutes les valeurs soient remises en question sans restriction, ne serait-ce qu'à cause de l'effort alors nécessaire pour faire face à chaque défi et pour conforter la croyance en leur nécessité ou leur caractère souhaitable ¹.

L'analyse systémique pose donc comme postulat que les processus de domination et d'aliénation sont nécessaires au fonctionnement du système politique. Ce qui est toléré ici c'est le caractère répressif de la société qui immunise les hommes contre des formes de vie différente et meilleure. Non seulement certains besoins ne peuvent être exprimés parce qu'ils sont réprimés par des tabous culturels spécifiques produits par le système pour assurer sa survie (ce qui impliquerait que sa raison d'être n'a pas de valeur universelle puisqu'elle ne peut être reconnue par tous ceux qui sont inclus dans ce type de système qui, pour durer, doit utiliser la répression intériorisée : culture et auto-censure, et la violence directe), mais aussi les besoins dont l'expression est tolérée par le système établi ne peuvent eux-mêmes être satisfaits quantitativement et qualitativement, car la logique de fonctionnement du système repose sur les principes de la rareté des richesses et de la concurrence pour leur appropriation, logique dont la réalisation n'est possible que par la négation de la logique opposée : « à chacun selon ses besoins ».

Il est de plus postulé qu'entre l'expression des besoins et la décision de les satisfaire, il y a une différenciation structurelle nécessaire et universelle. Par conséquent, ne seront considérés comme « wants » que les besoins qui pourront être résolus à travers la spécialisation des tâches, c'est-à-dire qui seront dirigés vers le système politique et ses autorités. L'expression des besoins devra donc être modelée sur la structure du pouvoir établi. Pour cette raison, les idéologies globales ne peuvent, dans cette perspective, être converties en exigences. Le système politique parviendra à les neutraliser en « parcellarisant » les désirs et les revendications exprimés et en récupérant au profit de sa survie la satisfaction partielle produite par ses décisions.

Enfin, Easton nous dit que tous les « wants » n'ont pas besoin d'être convertis en exigences, car ceux-là même qui les formulent sont impuissants et ne sont pas intéressés à participer aux processus politiques :

¹ *Ibid.*, p. 102.

De plus, il est utopique de croire que chaque membre, dans une démocratie, s'intéresse suffisamment à la politique, est suffisamment informé et conscient de ce qui est possible, ou doté d'un sens suffisamment aigu de l'efficacité pour vouloir exprimer ses désirs, comme des exigences politiques ou pour s'en sentir capable. Le nombre de personnes capables et désireuses d'exprimer des exigences est sans doute bien plus faible que le nombre de celles qui en ont officiellement le droit ¹.

Pour la théorie systémique, il n'est pas intéressant de savoir pourquoi il en est ainsi ; l'hypothèse selon laquelle cette situation serait la conséquence du fonctionnement du système politique sur la base de la différenciation fonctionnelle, de la spécialisation des tâches et de la concentration du pouvoir, ne semble pas avoir de valeur explicative pour Easton.

Le rôle de ce type de théorie (positiviste) n'est pas de dire si l'apathie est une bonne chose ou non, mais de reconnaître que l'apathie et l'aliénation sont des conditions de bon fonctionnement du système politique et que toute alternative est utopique. H. Kariel note à ce sujet :

Puisque les frontières ont été tracées autoritairement, approuvées et ratifiées par une convention, finalement nous les considérons comme étant bien à leur place, réelles – remercions Dieu. Quand ces limites ne sont pas identifiées avec le dessein de Dieu, nous les considérons comme allant de soi, comme dans la nature des choses. Traverser ces frontières dominantes, c'est devenir utopique, sentimental et irréaliste ².

Ainsi, une position idéologique est cautionnée par une objectivité apparente, car c'est le contenu d'une rationalité particulière, celle de la démocratie dans le cadre des sociétés capitalistes avancées, qui devient le modèle de la théorie construite pour guider la production de la vie matérielle et sociale. Dès lors, le rapport entre théorie et pratique n'a qu'une dimension technique dont l'objectif est de mettre la connaissance au service de la persistance des structures de pouvoir existantes en prévoyant des possibilités d'ajustement dans les situations de tension. Par conséquent, la raison d'être de cette pratique théorique est de produire des connaissances adéquates pour empêcher que les contradictions qui fondent le fonctionnement du système politique ne menacent sa survie, c'est-à-dire de proposer des solutions pour que les conflits ne deviennent antagoniques et que la reproduction des rapports de production soit possible. À notre avis, la théorie politique ne pourra éviter ce biais que si elle se décentre par rapport à la rationalité qui fonde la pratique sociale dominante.

Cependant, il n'y a pas que les normes culturelles qui servent de mécanismes de sélection des besoins aptes à être convertis en « wants » ; il y a aussi dans tous les systèmes politiques, nous dit Easton, des barrages institutionnels qui régularisent le flot des « wants » convertis en exigences et qui dirigent ces dernières vers les

¹ *Ibid.*, p. 90.

² H. KARIEL, *Open Systems : Arenas for Political Action*, Peacock, Itasca Ill., 1969, p. 5.

différents canaux d'entrée dans le processus politique. C'est la structure politique de chaque système qui est responsable de ce second filtrage.

Cette fonction de garde-barrière et de régulation du flot des exigences provenant de l'environnement et dirigées vers le système politique est généralement effectuée par les partis politiques, les groupes de pression, les leaders, les mass media, les législateurs, etc. Ces mécanismes structurels qui ont la fonction de collecter, de sélectionner, de régulariser les exigences et de les communiquer aux organismes responsables de la prise de décision et d'exécution, varient selon les régimes politiques, mais leur fonction essentielle est toujours la même : elle consiste à maintenir un équilibre entre le volume et la nature des exigences et la capacité culturelle et structurelle du système politique de les absorber et de les transformer en décisions obligatoires.

Easton, toutefois, considère que ces mécanismes structurels sont plus achevés et plus efficaces dans les sociétés occidentales développées, car ils réussissent à réguler les exigences, à résoudre les crises et à assurer un changement minimum nécessaire au fonctionnement du système politique, alors que dans les sociétés de transition, il y a échec des canaux de transmission et blocage du fonctionnement du système. Cette situation de blocage et de crise de fonctionnement du système politique provient du fait, selon Easton, qu'il n'y a pas eu séparation entre les principes et les valeurs légitimant le système politique et la pratique politique réelle :

Dans beaucoup de pays en voie de développement, avec un fort taux d'analphabétisme et une impatience compréhensible lorsqu'il s'agit de redresser les torts ressentis par de nombreuses générations, les idéaux égalitaires et humanitaires en matière sociale et économique ont été interprétés comme des objectifs pratiques et immédiats sinon par les dirigeants, du moins par de larges fractions de la population. La défaillance des outputs constatée dans ces pays lorsque les idéaux occidentaux ne se sont pas transformés en réalités, a conduit à une amère déception et à une vive frustration quant à la signification de l'indépendance et de la liberté ¹.

Si nous citons ce diagnostic d'Easton, c'est qu'il est révélateur de sa conception cynique occidentale du monde et des rapports sociaux. Easton nous dit ici que les dirigeants du Tiers Monde ont intériorisé les principes et l'idéologie produites par les sociétés capitalistes avancées mais leurs peuples dans leur « naïveté primitive » n'ont pas compris que ces principes n'étaient valables qu'en autant qu'ils ne devaient pas être appliqués, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas intériorisé les prémisses mêmes de la démocratie libérale fondée sur la différenciation des tâches, sur la spécialisation et la séparation entre théorie et pratique. Ils n'ont pas compris que la liberté et la démocratie ne sont que formelles et que ces idéaux ne peuvent être étendus à toutes les activités, que tous les besoins et les exigences ne peuvent être

¹ D. EASTON *op. cit.*, p. 380.

exprimés et satisfaits, que l'inhibition, la répression des désirs et l'aliénation sont les conditions normales et nécessaires au fonctionnement des sociétés de marché généralisé, et à la production de la vie matérielle et sociale dans le cadre du capitalisme et de l'impérialisme. « Dans le cours habituel des événements, personnes ne s'attendent à voir d'aussi vastes idéaux réalisés même dans un avenir lointain ¹ », nous dit laconiquement Easton.

Dans ces « sociétés de transition », les mécanismes culturels de régulation des exigences n'ont pas fonctionné, étant contrés par la résistance des normes culturelles traditionnelles, de sorte que la survie de ces types de système politique exportés par le développement des échanges et la nécessité d'expansion des marchés pour la survie du mode de production capitaliste, dépend jusqu'à un certain point de sa capacité de destruction des mécanismes traditionnels de régulation, et de l'imposition d'un mode de vie, d'un mode de pensée et d'une culture qui soit à l'image des normes culturelles dominantes dans les sociétés capitalistes avancées.

Ainsi, l'utilisation de la logique systémique amène le chercheur à abandonner toute perspective critique et à légitimer par la rationalité technique les processus d'acculturation, d'aliénation et d'oppression, car c'est le critère de contribution positive au fonctionnement du système qui sert de critère de validation des phénomènes observés. La norme d'évaluation est le fonctionnement et non la raison d'être du système ; en ce qui concerne plus particulièrement le fonctionnement des systèmes politiques des pays du Tiers Monde, la norme d'évaluation est le fonctionnement des systèmes politiques des pays dits « développés » : « Mais dans les systèmes plus anciens, à travers les processus de socialisation politique, les membres ont appris à faire la discrimination entre les idéaux de solidarité et ce qui est habituellement décrit comme « la réalité » ². »

C'est là une vision bien particulière de la hiérarchie des âges des systèmes politiques fondée sur une conception occidentalocentrée du développement. Nous ne voyons pas très bien en quoi les sociétés occidentales sont plus vieilles que les sociétés africaines par exemple et pourquoi elles devraient servir de modèle de développement d'autant plus que leur spécificité, décrite par la séparation entre théorie et pratique, est le résultat d'une pratique elle-même spécifique qui est dominante certes, mais qui est remise en question par des forces sociales dont la pratique concrète est en contradiction avec la pratique sociale dominante et son idéologie.

Il est juste d'affirmer que l'aliénation et la mystification sont la base du fonctionnement des systèmes politiques des sociétés capitalistes avancées, mais cela ne justifie pas les limites de la théorie politique, à moins de concevoir cette

¹ *Ibid.*, p. 380.

² *Ibid.*, p. 380.

dernière comme un instrument d'aliénation, ce qui semble être le résultat de la pratique théorique axée sur la logique positiviste et la raison analytique.

Dans cette perspective, c'est le fonctionnement d'un type particulier de système politique qui devient la norme ou le critère qui guide la construction du modèle théorique dont la signification procède d'une rationalité particulière. Ainsi, ce sont les postulats de fonctionnement des sociétés capitalistes : la division du travail, la rareté des richesses, la spécialisation, la concentration du pouvoir et la distribution autoritaire des ressources qui donnent un sens aux propositions théoriques d'Easton concernant la régulation du flot des exigences et la nécessité du blocage de certaines exigences.

Même s'il y a des mécanismes culturels et structurels qui réduisent les exigences en inhibant la conversion des « wants », tout système politique, nous dit Easton, fait face à un nombre d'exigences qui dépasse sa capacité de conversion, de sorte que les exigences doivent être elles-mêmes filtrées au niveau des canaux de communication entre l'environnement et le système politique avant leur conversion en outputs : « Peu de systèmes peuvent survivre si toutes les exigences brutes se dirigent directement sans modification vers les autorités, vers les points d'output ¹. »

Easton postule donc que toute société étant caractérisée par la rareté des biens, toutes les exigences ne peuvent être satisfaites et qu'en ce sens, le système politique trouve sa raison d'être ; car face à cette situation de rareté, il doit y avoir une autorité qui puisse décider de la répartition des ressources, et ce centre de décision doit être séparé organiquement de ceux qui subissent (subiront) la répartition des ressources, puisque c'est la division du travail, la concurrence et la lutte entre intérêts contradictoires qui définissent les rapports sociaux entre la multitude de groupes qui constituent l'environnement. John Hoffman critique en ces termes le rapport entre la rareté et le système politique tel que conçu par Easton :

Il est certain que la rareté a joué un rôle primordial dans l'évolution de la société. Mais la rareté est un événement historique et le gouvernement est apparu non pas pour neutraliser la rareté, mais seulement lorsque dans une large mesure, la rareté fut vaincue afin alors d'élargir les ressources de certains pour diriger les efforts des autres. La rareté fut alors intimement reliée au système politique mais pas de la façon dont l' imagine Easton. Car là où la rareté est ou bien extrême ou bien non-existante, on ne peut s'attendre ni à l'existence d'un gouvernement ni à celle des classes pour lesquelles il existe ².

¹ *Ibid.*, p. 123.

² J. HOFFMAN, *An assessment of D. Easton*, thèse et maîtrise, inédite, Université de Sussex, 1967, p. 34.

En partant de l'universalité de ces axiomes, de leur caractère anhistorique, Easton déduit que tous les systèmes politiques ne peuvent absorber toutes les exigences formulées par les groupes ou les intérêts contradictoires qui interagissent dans l'environnement : « elles doivent donc être modifiées dans leur contenu et réduites en nombre, car dit-il, chaque système politique a forcément une capacité limitée en ce qui concerne le nombre d'exigences qu'il peut accepter pour les convertir en décisions ou les considérer comme une base possible de choix ¹. » Cette nécessité revêt presque une dimension naturelle dans la problématique systémique.

Ainsi, cette sélection naturelle ou du moins « normale » et nécessaire s'opère selon différents processus. Cette réduction peut être le résultat soit de l'élimination de l'exigence, soit du regroupement d'exigences de même nature et qui reviennent fréquemment, soit de la combinaison d'exigences différentes mais compatibles et ayant comme dénominateur commun un même sujet plus général, soit enfin de la conversion de l'exigence en « issue » qui est généralement la dernière étape de régulation avant la conversion de l'exigence en output. Ces différents processus sont responsables de l'agrégation des intérêts.

Cette réduction ou agrégation est nécessaire parce que, nous explique Easton, la capacité des canaux de communication entre le système politique et son environnement est limitée quantitativement et qualitativement, étant entendu que le processus politique se définit par sa différenciation fonctionnelle, laquelle nécessite l'existence de rôles ou de structures spécialisés servant d'intermédiaire entre la société et le système politique, et que ces structures ne peuvent être multipliées à l'infini et coïncider parfaitement avec tous les intérêts composant la totalité sociale, car si cela était, le système politique disparaîtrait, chacun devenant son propre porte-parole pour s'autogérer et s'autodéterminer. Une telle alternative est utopique et produirait une situation intolérable, nous dit Easton :

Si la communication des exigences à travers le système jusqu'au lieu des décisions d'autorité était une responsabilité générale de tous les membres d'un système, la charge d'informations que chaque personne devrait assumer et le temps passé à discuter des exigences deviendraient dans la plupart des cas rapidement intolérables ².

Ainsi, l'existence des éclusiers ayant la fonction de régulariser le flot des exigences par la réduction et leur représentation est justifiée sur le plan logique pour l'analyse systémique. Il est donc nécessaire de souligner, ici, deux aspects de ce processus de régulation : 1° la direction des exigences, 2° le problème des clivages ou de l'inégalité et des conflits dans ce modèle théorique.

Dans cette structure conceptuelle, l'existence d'un besoin converti en exigence n'est pas une condition suffisante permettant à ceux qui sont concernés de prendre

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 74 et 57.

² *Ibid.*, p. 118.

les mesures pour y remédier. À la formulation de l'exigence doivent s'ajouter les effets de socialisation, c'est-à-dire que les membres concernés doivent intérioriser et accepter la structure déjà prévue pour répartir la satisfaction et répondre aux exigences, et la considérer comme la seule solution possible à leurs problèmes.

En ce sens, les autorités doivent être le point de convergence de toutes les exigences :

ceux qui expriment les exigences veulent que les personnes normalement chargées de la tâche quotidienne de représenter la société et d'agir en son nom prennent les mesures souhaitées... Mais quelque soit la forme que prennent les exigences, elles s'adressent aux autorités ¹.

Cette proposition nous permet de constater que la théorie d'Easton prend racines dans une vision du monde particulière ; cette théorie s'inscrit dans les limites d'une idéologie qui est basée sur une profonde méfiance envers la majorité des hommes et des femmes, envers les masses, et sur une confiance envers les élites établies. Kariel écrit à ce sujet :

En identifiant une partie de la réalité comme étant un système, en le caractérisant de fonctionnel et en le désignant comme « réel », le politicologue quelque soit son intention, répond en effet à l'appel des élites établies. La théorie systémique est ainsi liée aux groupes dominants de la société pour la définition de la loi et de l'ordre acceptée par ceux qui ont le pouvoir. S'inspirant du positivisme sociologique du XIX^e siècle, une telle science vénère l'histoire comme étant définitivement comprise et classée. Elle célèbre le pouvoir, le succès et la stabilité ².

La problématique systémique manifeste ainsi son adhésion à la structure de pouvoir existante qui repose sur un processus de décision élitiste et centralisé :

Lorsque le groupe est plus vaste, il ne peut entreprendre lui-même les tâches politiques, mais doit en placer la responsabilité et le pouvoir entre les mains de quelques uns... Chaque système a donc besoin de développer un ensemble de contraintes formelles ou fonctionnelles qui soient généralement acceptées, par acquiescement, indifférence ou consensus positif, par les gouvernants aussi bien que par les gouvernés, et qui donnent au moins les indications générales quant à ce qui constitue ou non les buts admis, les pratiques et les structures du système ³.

Ainsi, cette proposition théorique d'Easton implique qu'il y a une division naturelle du travail politique, une séparation fonctionnelle nécessaire entre une minorité qui gouverne et une majorité qui est gouvernée, et enfin qu'il n'y a pas d'alternative à cet état de chose, c'est-à-dire que ce cadre théorique élimine comme devenir

¹ *Ibid.*, p. 39.

² H. KARIEL, *op. cit.*, p. 93.

³ D. EASTON, *op. cit.*, p. 181.

possible tout mode de distribution des richesses qui ne se ferait pas sur la base de rapports autoritaires, toute association qui, sur le plan du mode de vie, serait fondée sur une pratique entièrement démocratique – le contrôle étant assuré par les participants eux-mêmes, sans autorité extrinsèque (étatique ou privée), sans élite. En modelant sa structure conceptuelle sur la structure du pouvoir hiérarchisé et élitiste, fondée sur le principe de l'autorité extrinsèque – principe qui est exprimé par la notion de direction des exigences – Easton reproduit au niveau théorique les postulats et les valeurs particulières à l'idéologie dominante dans les sociétés capitalistes avancées selon lesquels il n'est pas possible de supprimer l'inégalité, l'oppression, la hiérarchie et la structure autoritaire du système, valeurs qui, dans ce cadre d'analyse, sont présentées comme étant les conditions nécessaires à l'accroissement graduel des possibilités d'accès à la corbeille des richesses et du pouvoir.

Le principe de l'aliénation du pouvoir par la délégation et la représentation est universel dans la perspective systémique ; ce qui différencie les systèmes politiques, c'est l'application de ce principe et les formes de légitimité qu'ils revêtent. Dans cette perspective, le sens de la participation politique est défini sur le plan théorique par les normes dominantes qui définissent les limites de la participation dans les sociétés capitalistes avancées.

Ainsi, la forme et le nombre des canaux de transmission qui dirigent les exigences vers les autorités peuvent varier selon les régimes politiques et peuvent être l'objet d'un changement ; mais le principe du fonctionnement élitiste du système politique est invariable, indépassable et universel. L'analyse systémique fait donc du maintien de l'inégalité dans la répartition du pouvoir de décision une condition essentielle du fonctionnement du système politique. Il ne s'agit pas pour ce mode d'analyse de reconnaître les causes de cette inégalité et ses conséquences, mais plutôt de décrire le fonctionnement du système politique sans examiner les principes qui lui donnent sa raison d'être. Pour notre part, nous pensons que les mécanismes de sélection des exigences et de transmission vers les autorités responsables, tels que les décrit Easton, procèdent d'une vision pluraliste de la société couplée d'une conception élitiste du processus politique.

Dans la perspective systémique, l'environnement est constitué d'une multitude d'activités différenciées et en concurrence les unes avec les autres qui, sur le plan social, se traduisent par une diversité de groupes représentant des intérêts divergents. Cette division sociale du travail dans le cadre de la concurrence entraîne des clivages ou des différences dans l'appropriation des richesses et dans la répartition du pouvoir. Cependant, pour Easton, ces différences n'engendrent pas d'opposition irréductible : « Ni la diversité sociale ni le clivage politique ne sont synonymes de désunion... Ils représentent des situations qui peuvent également contribuer à l'intégration d'un système ¹. » Ce paradoxe ne rend pas la théorie

¹ *Ibid.*, p. 223.

incohérente s'il est postulé que ces groupes ou intérêts reconnaissent qu'il doit y avoir une autorité supérieure et extérieure (le système politique) qui a pour fonction d'arbitrer les rivalités et de rendre obligatoires pour tous les décisions ayant pour objet l'allocation des ressources disponibles dans une situation de rareté, et que cette activité spécialisée doit être considérée par tous les groupes comme légitime.

Ainsi, à la condition qu'elles s'expriment dans le cadre de cette légitimité et acceptent les termes pluralistes du contrat social, les oppositions ou revendications ne sont pas incompatibles avec le fonctionnement du système politique et pourront avoir accès au processus de décision :

Les résultats des recherches effectuées sur les petits sous-systèmes, tels que les syndicats, indiquent que la présence d'une opposition interne authentique favorise une plus grande loyauté que l'imposition d'un régime dictatorial. Si ce qui est vrai d'un petit groupe peut être transposé au système politique global, nous supposons qu'il est possible de dire que la diversité sociale et les clivages politiques, lorsqu'existe la liberté de discussion et d'organisation contribuent à la durée des objets politiques, et que dans des conditions d'oppression ils agissent dans la direction inverse ¹.

Cette vision pluraliste de la société permet à Easton de postuler que le système politique est ouvert aux influences de l'environnement et qu'il peut par son action de conversion des exigences en outputs réduire les clivages et les inégalités. Selon cette logique, le système politique, par l'allocation autoritaire des ressources, pourra répondre à plus ou moins long terme aux exigences des intérêts concurrents de sorte qu'à la fin c'est-à-dire un jour ou l'autre même ceux qui sont aux derniers échelons de la pyramide sociale pourront avoir accès à une part des richesses et du pouvoir.

Cette conception de la vie politique est contestée par certains théoriciens ² qui montrent que la pratique pluraliste, au lieu de réduire les inégalités, ne fait que renforcer le pouvoir des intérêts dominants et qu'elle maintient en quelque sorte une « injustice distributive ». Miliband écrit à ce sujet :

Conséquence de cette thèse : un gouvernement, agissant pour le compte de l'État, ne peut manquer à terme de répondre aux désirs et aux exigences des différents intérêts concurrentiels. En définitive, tous les citoyens, jusqu'au dernier, peuvent être satisfaits.

¹ *Ibid.*, p. 224.

² Chomsky constate pour sa part : « il n'y a eu aucune redistribution véritable de la richesse et du pouvoir dans l'histoire de l'Amérique : les seules redistributions n'ont fait qu'enrichir les riches – le nouveau système d'impôts n'a fait que retarder, un moment, la concentration de la richesse ; ce système d'imposition dit « progressif » est toujours aussi régressif puisqu'il enlève à chacun environ 25 % de ses revenus » (*Le Monde* 10 mai 1973). Voir aussi, P. BACHRACH et M. S. BARATZ, « Two faces of Power », dans CONNOLLY, *The Bias of Pluralism* ; R. P. WOLFF « Au delà de la tolérance », dans H. MARCUSE, *Critique de la tolérance pure*, et H. KARIEL *The Decline of American Pluralism*, Stanford University Press, 1961.

Pour reprendre les paroles d'un chantre éminent de cette vision démocratique-pluraliste, voilà un système politique dans lequel « tous les groupes actifs et légitimes de la population peuvent se faire entendre à n'importe quel stade important du processus de décision » ... C'est aux États-Unis que cette théorie a trouvé à s'appliquer avec le plus d'ampleur. Mais elle est également parvenue, sous telle ou telle forme, à dominer la science politique et la sociologie politique, et même, pourrait-on dire, la vie politique elle-même, dans tous les autres pays capitalistes avancés. Première conséquence ; est exclue, par définition, la notion, selon laquelle l'État pourrait être une institution de caractère particulier, dont l'objectif principal serait de défendre la prééminence dans la société d'une classe particulière ¹.

Ainsi, la théorie politique pluraliste refuse de reconnaître la possibilité d'une réorganisation globale et radicale de la société, et à ce titre, elle peut être considérée comme une réification idéologique ou une vision du monde où les phénomènes de l'exploitation et de la lutte des classes sont exclus ². Il est postulé par Easton que dans les sociétés modernes complexes où il y a un très haut degré de différenciation structurelle, il n'y a pas de groupes d'intérêts ou de classe prédominante, il y a seulement des agrégations d'intérêts qui sont dans un rapport compétitif garanti par différents mécanismes du système politique, de sorte que même s'il y a monopolisation du pouvoir à certains moments, celle-ci n'est pas permanente ; l'équilibre entre les groupes est dynamique car le système politique est ouvert, permettant ainsi un renouvellement des autorités.

Dans cette optique, les conflits ne sont pas incompatibles avec le fonctionnement du système politique, car ils justifient la raison d'être de la fonction du système : l'allocation autoritaire des valeurs et des ressources : « les conflits au sujet des exigences constituent la chair et le sang de tous les systèmes politiques ³. »

Cette proposition de l'analyse systémique constitue un progrès par rapport à la conception du rôle du conflit élaborée par le courant fonctionnaliste traditionnel pour qui le conflit était « dysfonctionnel » par rapport au système. Des auteurs comme Simmel et Coser ont critiqué l'approche fonctionnaliste traditionnelle du conflit. Ils mirent en question la « dysfonctionnalité » du conflit et proposèrent plutôt d'analyser les conflits dans un sens positif. Selon eux, les conflits non seulement permettent la cohésion de l'organisation, mais ils sont mêmes essentiels à la constitution du groupe. (Ainsi, les guerres agissent souvent comme facteur constitutif des États.)

Lipset et Rokkan soutiennent aussi cette thèse :

¹ R. MILIBAND, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Maspero, 1973, p. 11-12.

² Voir D. EASTON, *op. cit.*, p. 98.

³ *Ibid.*, p. 47.

La création de canaux réguliers pour l'expression des intérêts opposés a contribué à stabiliser la structure d'un grand nombre d'États-nations... L'ouverture de canaux autorisant l'expression des conflits latents ou manifestes entre les classes déshéritées a peut-être déséquilibré beaucoup de systèmes à leur début mais en définitive a contribué à fortifier l'État avec le temps ¹.

Leur thèse de la dialectique conflit-intégration amène à penser que la survie d'une organisation est fonction d'un certain degré de conflit.

Cependant, Coser n'hésite pas à limiter la portée de cette proposition :

Cependant tous les conflits ne sont pas positivement fonctionnels pour la relation, seuls le sont ceux qui concernent les buts, les valeurs et les intérêts qui ne contredisent pas les postulats de base sur lesquels la relation est fondée ².

Ces propositions reprennent donc le postulat pluraliste qui rejette le caractère contradictoire des rapports entre les intérêts et suppose une harmonie relative des groupes d'intérêts rendue possible par la division de travail, la « parcellarisation » des intérêts et la différenciation structurelle.

Ainsi, un conflit, pour être fonctionnel, ne doit pas remettre en question le consensus qui fonde la relation ou l'organisation ; c'est là la condition essentielle à la conversion des exigences en outputs. Tant que le conflit est partiel, tant qu'il ne remet pas en cause les fondements ou la rationalité du système politique, il peut être toléré et il est même souhaitable car il est alors facteur de participation et d'intégration.

L'approche systémique pose l'intégration comme condition à la participation dans les structures établies qui deviennent les critères de sélection des objets d'analyse.

Nous participons à la vie politique lorsque nos activités sont reliées de quelque façon à l'élaboration et à l'exécution d'une décision pour la société... Si nous désirons continuer à participer dans une institution nous devons accepter les conditions de participation telles que définies par l'institution ³.

Ainsi, tant que les exigences ne sont pas formulées et organisées selon les normes dominantes de la société, elles ne seront pas reconnues comme significatives par l'analyse systémique qui concentrera plutôt son attention sur les exigences des

¹ S. M. LIPSET et S. ROKKAN, « Le parti politique agent de conflit et instrument d'intégration », dans P. BIRBAUM et F. CHAZEL, *Sociologie politique*, Paris, A. Colin, 1971, tome II, p. 199-200.

² L. COSER, *The Functions of Social Conflict*, New York, The Free Press, 1956, p. 80.

³ D. EASTON, *The Political System* p. 128 et 212.

« membres qui compte politiquement ¹ » qui, en fonction de leurs intérêts définissent les normes, les institutions et les procédures du système politique, c'est-à-dire la raison d'être du système politique et les conditions de son fonctionnement.

Dès lors, l'origine de l'inégalité, de la structure du pouvoir établi, la raison d'être du caractère autoritaire de l'allocation des ressources ne sont pas des questions pertinentes pour la théorie générale empirique car elles pourraient engendrer des critiques de l'ordre social établi et des alternatives à ce qui existe. Easton rejette explicitement cette voie d'orientation possible de la théorie politique lorsqu'il définit l'objet de la science politique : « La science politique se préoccupe seulement de l'allocation autoritaire des objets de valeur ou des politiques ². » Il ne s'agit donc pas pour la pratique théorique de produire des connaissances expliquant pourquoi cette allocation se fait de cette façon autoritaire mais seulement de décrire comment elle se fait.

Ainsi, la procédure normale pour la réduction des exigences et la régulation des conflits est la négociation et le compromis. Cette participation au processus de conversion des exigences en outputs dépend donc de deux facteurs : l'organisation de ces intérêts et la reconnaissance de la légitimité du système ou du cadre et des normes qui définissent la structure du pouvoir. Dans cette perspective, l'objet du conflit devient l'appropriation des clefs qui donnent accès au centre de décision ; ce qui est l'enjeu de la compétition, c'est le contrôle des canaux de communication entre l'environnement et le système politique qui est certes ouvert mais non accessible à tous.

La concurrence entre les intérêts divergents de la société n'est pas égale et libre, certains groupes sont plus puissants et mieux organisés que d'autres et réussissent ainsi à imposer leurs normes dans la définition des institutions responsables du maintien de l'ordre et de l'allocation des ressources. Les fonctions du système politique et les moyens de les exercer ne sont pas *sui generis*, mais plutôt le produit de la pratique dominant les rapports de production et les rapports sociaux. La constitution du processus politique et sa nature autoritaire, élitiste, ne sont pas neutres ; elles sont dans une certaine mesure le reflet des besoins des groupes d'intérêts dominants dans la société et, de la sorte, privilégient la satisfaction de certains besoins au détriment de certains autres ; sinon, pourquoi y aurait-il des mécanismes de régulation et de réduction des exigences et comment expliquer que toutes les exigences ne puissent pas être satisfaites ?

On peut noter ici que l'analyse systémique limite son champ d'observation au niveau formel des processus politiques et produit ainsi une vision « myopique » de

¹ Easton explique ainsi ce qu'il entend par cette expression : « Qui comptent » s'applique seulement à ceux qui ont quelque importance, qui participent au pouvoir effectif dans le cadre d'un système donné ». (Analyse du système politique, p. 210).

² D. EASTON, *The Political System*, p. 131.

la réalité. Lorsque Easton décrit les fonctions des mécanismes culturels et structurels de régulation des exigences, il ne saisit qu'une partie des phénomènes ; il reconnaît que le système politique ne peut absorber toutes les exigences pour les convertir en outputs, mais il n'explique pas la raison d'être de cet état de chose, refusant ainsi de s'engager dans la recherche de la causalité des fonctions.

Par exemple, si l'accès au centre de décisions est limité, si toutes les exigences n'ont pas de chances égales d'être satisfaites, cela ne dépend pas d'une nécessité naturelle et universelle – comme le laisse entendre Easton – mais cette situation est plutôt le résultat d'un rapport de forces particulier, déterminé par une pratique sociale située historiquement. Si certains intérêts ne sont pas organisés et représentés, s'ils n'arrivent pas à se faire entendre, s'ils n'ont pas de pouvoir, ce n'est pas parce que c'est dans la nature des choses, mais plutôt parce que la définition des fonctions du système politique, ses institutions, ses normes et sa structure de rôles sont imposés par les intérêts et la rationalité des groupes dominants dont l'existence et la survie dépendent du maintien de la structure du pouvoir par un dosage de réformes et de répression qui inhibent le développement d'exigences et la constitution de nouveaux groupes d'intérêts.

Ainsi c'est l'existence même du système politique qui est l'obstacle à la satisfaction des exigences, car les structures qui en assurent le fonctionnement sont le résultat de la domination d'intérêts particuliers qui les ont créés pour maintenir leur contrôle, leur puissance et leur domination, de telle sorte qu'il y a inégalité dans la capacité de participation au processus politique.

La raison d'être du caractère autoritaire de l'allocation des ressources et de la spécialisation des fonctions du système politique n'est pas universelle et naturelle, elle doit être située dans le cadre particulier de la concurrence, de l'exploitation, de l'inégalité et de l'aliénation. Dès lors, la logique de l'analyse systémique et de ses concepts est modelée sur une rationalité particulière qui fixe les limites de la production des connaissances en fonction des valeurs qui justifient l'existence et la survie de la classe qui l'articule.

Easton, quant à lui, ne croit pas que cette redistribution inégale des ressources soit la conséquence de la différenciation des fonctions, de la spécialisation des tâches, de la concurrence, autrement dit du mode d'organisation de la production capitaliste ; au contraire, dit-il, plus le degré de hiérarchisation, de spécialisation et de différenciation sera élevé, plus le système politique pourra répondre aux exigences qui lui sont adressées. C'est en ce sens, par exemple, qu'il explique la nécessité de la représentation qui a pour fonction de réduire les clivages :

On peut facilement oublier l'importance de la représentation en tant que réaction qui aide à rassembler les groupes divisés même lorsque les autres moyens sont faibles et inopérants... En tant que réactions possibles aux clivages, les structures représentatives

sous leurs diverses formes agissent de façon à permettre aux groupes l'accès aux centres d'autorité du système ¹.

La représentation est nécessaire au fonctionnement du système politique pour une autre raison : elle permet aussi aux autorités d'obtenir les connaissances et les informations dont elles ont besoin pour gouverner. La fonction de représentation se retrouve dans tous les systèmes ; ce qui varie, nous dit Easton, ce sont les formes qu'elle prend : dans les systèmes « démocratiques », elle est formelle et assumée par les partis politiques, alors que dans les systèmes « totalitaires » où la compétition entre les partis n'est pas reconnue par les règles du régime, elle est informelle, comme en U.R.S.S., où, ce sont les institutions administratives qui jouent ce rôle qui consiste à créer des canaux de négociation et de conciliation. (La représentation informelle dans les systèmes « démocratiques » est aussi une fonction des institutions administratives. Certains ont constaté qu'elle est souvent plus efficace que la représentation formelle – ex. : les pouvoirs des lobbies américains par rapport à ceux du Congrès.)

Ainsi, une des conditions du bon fonctionnement et de la persistance du système politique est l'accroissement des canaux de transmission des exigences vers le centre de décisions. En ce sens, la professionnalisation des fonctions politiques, la complexification des structures, la bureaucratisation et l'avènement de la technocratie sont des phénomènes positifs pour la persistance du système politique, car ils permettent de consacrer plus de temps aux affaires politiques et d'être plus efficaces dans la conversion des exigences en outputs. La persistance de l'allocation autoritaire des ressources suppose donc le maintien de l'inégalité dans la distribution des ressources et du pouvoir, et de la forme autoritaire/élitiste des rapports sociaux. Le système politique, pour persister, nous dit Easton, n'a pas besoin de produire des décisions qui satisfassent tous les membres du système, ni même la majorité d'entre eux, mais seulement ceux qui sont les plus influents, les plus puissants, c'est-à-dire les intérêts des groupes dominants de la société, car leur soutien est essentiel pour le fonctionnement du système politique ².

Avant d'aborder l'examen critique de la conception du stress d'Easton, il nous faut d'abord présenter l'autre variable sommaire comprise dans la notion d'input.

Les soutiens.

[Retour à la table des matières](#)

Sous cette variable, Easton veut regrouper tous les phénomènes qui traduisent les attitudes ou les actions à l'égard du système politique : « Par le concept de soutien nous définissons seulement les sentiments de confiance ou d'affection et

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 238.

² *Ibid.*, p. 382-383.

les sentiments contraires qu'une personne peut manifester envers les objets politiques ¹. »

Lorsque les soutiens se manifestent sous la forme d'une action, il s'agira de soutiens visibles et lorsqu'ils s'expriment à travers des sentiments ou des attitudes, ils seront caractérisés de tacites. Dans la première catégorie de soutien, Easton situera des actions comme payer ses impôts, voter, se joindre à l'armée, manifester, émigrer ; il désigne ainsi tous les comportements observables et mesurables. Le soutien tacite désigne le niveau qualitatif du comportement ou l'état d'esprit dans lequel s'inscrit le comportement, tels la loyauté, le sens du devoir, le patriotisme.

Le concept de soutien sert à décrire les réactions ou les comportements des membres d'une société envers les mécanismes responsables de l'allocation autoritaire des ressources. Le système politique ne peut effectuer cette fonction que si sa légitimité est acceptée par une proportion plus ou moins grande de ceux qui ont à subir les décisions obligatoires. Il ne peut fonctionner sans être soutenu par au moins une fraction des groupes qui y trouvent avantages et profits et qui sont par conséquent intéressés à sa survie.

Ce concept décrit donc le degré de solidarité exprimée de façon passive ou active, positive ou négative à l'égard des objets du système politique par les différents groupes d'intérêts de l'environnement. Par cette variable, Easton veut mettre l'accent sur une catégorie de phénomènes qui contribuent de deux façons au fonctionnement du système politique : d'abord, les soutiens sont en interaction avec les exigences, c'est-à-dire qu'ils interviennent dans le processus de conversion des « désirs » en exigences et permettent à certaines de celles-ci de franchir les multiples barrières qui gardent l'entrée du système politique et d'être ainsi transformées en outputs ; ils déterminent en un certain sens la régulation du flot des exigences ; ensuite, les soutiens peuvent aussi être source de perturbations et de stress pour le système politique car si aucun soutien n'est accordé aux autorités par exemple, les exigences ne peuvent être transformées en décisions ; ils permettent ainsi d'assurer la stabilité des règles, des normes et des structures politiques et, enfin, ils permettent une cohésion minimale.

Le domaine du soutien ou les objets sur lesquels il porte sont les objets du système politique, c'est-à-dire la communauté politique, le régime et les autorités.

J'avais émis l'hypothèse que la persistance d'un système politique dépend non seulement d'une régulation correcte de l'influx d'exigences mais d'une seconde condition majeure : le maintien d'un niveau minimal d'attachement à chacun des trois objets politiques identifiés ².

¹ D. EASTON et DENNIS, *Children in Political System*, New York, McGraw-Hill, 1969, p. 57.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 208.

Par le concept de soutien, Easton pourra donc expliquer qu'un système politique peut persister même lorsqu'il y a des tensions provoquées par une surcharge d'exigences. Il montrera de la sorte l'importance de la fonction de socialisation pour la persistance du système politique ¹.

La socialisation politique est une des principales sources de légitimité sans laquelle aucun système ne peut durer. Chaque système politique cherche à produire des décisions qui vont lui assurer un minimum de soutiens dont la forme et l'étendue varieront selon les types de systèmes. Ainsi, dans chaque système politique, il existe deux catégories de réponses qui sont disponibles pour maintenir un niveau minimum de soutien à l'égard des objets politiques : les soutiens spécifiques et les soutiens diffus.

Par soutien spécifique, Easton entend les sentiments et les attitudes des membres du système qui résultent de la satisfaction ou du mécontentement provoqué par l'allocation autoritaire des ressources au sujet d'une exigence particulière ². Il est la conséquence directe de la production des outputs. Cependant ce type de soutien n'est pas suffisant pour assurer la persistance du système politique, car, par définition, son existence et son fonctionnement ne peuvent satisfaire tous les besoins.

La conversion des exigences en outputs, si elle produit le soutien de certains groupes d'intérêts, engendre en même temps le mécontentement et la frustration des autres groupes défavorisés par l'allocation des ressources. Il doit donc y avoir des mécanismes de compensation qui font accepter aux membres non privilégiés leur inclusion dans un système qui ne répond pas à leurs exigences, et qui réduisent ainsi l'intensité des conflits. C'est ce qu'Easton entend par la notion de soutien diffus, lequel n'est pas lié directement à la production des outputs et aux profits spécifiques que les membres retirent de leur inclusion dans le système politique.

Ces mécanismes permettent au membre de continuer à participer à la vie politique même s'il est insatisfait ou en désaccord avec les outputs. La notion de soutien diffus exprime l'attachement, la loyauté au système politique en soi et non pour soi. Selon Easton, ce soutien diffus est offert inconditionnellement ³. Il est en quelque sorte un consensus conservateur envers les objets constituant le système politique. Il se manifeste par un sentiment de légitimité du régime et des autorités, par les symboles de l'intérêt commun et enfin par le degré d'identification des

¹ Voir D. EASTON, J. DENNIS, *Children in the Political System*, New York, McGraw-Hill, 1969 p. 64. A. Percheron fait une critique de cette étude de socialisation dans la *Revue française de Sociologie*, n° spécial 1970-71, « Les applications de l'analyse systémique à des cas particuliers », p. 195-213.

² Voir D. EASTON, *Analyse du Système politique*, p. 258.

³ D. EASTON et DENNIS, *op. cit.*, p. 62-63.

membres à la communauté politique. Le soutien diffus est le résultat des processus de socialisation ou de légitimation. Il reflète le degré de pénétration de l'idéologie dominante de la soumission à ce qui existe.

La logique qui préside à la justification du principe de l'obligation politique, qui est le contenu concret du concept de soutien diffus, procède d'une rationalité particulière aux sociétés de marché généralisé, fondées sur la division du travail, la concurrence et la spécialisation. Dans cette perspective, il n'y a pas d'alternative aux rapports sociaux autoritaires. Pour pacifier la concurrence, pour résoudre la contradiction entre le principe de la libre concurrence et sa conséquence, la lutte de tous contre tous, il doit y avoir un « souverain », une autorité politique séparée des intérêts concurrents. C.B. Macpherson résume bien la logique qui préside au principe de l'obligation politique, à la légitimité de la soumission par le soutien diffus :

Il est clair que les individus vivant dans ce type de société ont tout à la fois besoin d'un souverain et la possibilité de le soutenir, pour la simple raison qu'ils peuvent empiéter sur les droits d'autrui sans se détruire les uns les autres. Ils ont besoin d'un souverain pour empêcher ces empiètements de devenir destructeurs et ils peuvent le soutenir, car ils ont tout loisir de poursuivre leurs empiètements à l'abri des règles qu'il édicte. En fait, s'ils soutiennent le souverain c'est précisément pour pouvoir poursuivre ces empiètements ¹.

Dès lors, l'institutionnalisation de la violence et de la domination par le « souverain » est nécessaire au fonctionnement de la concurrence dans une société de marché généralisé. Mais c'est là une logique qui procède d'un mode de production particulier et qui sert à justifier la persistance de l'exploitation et de la domination. L'erreur de ce type de théorie consiste à attribuer à tort à toutes les sociétés les caractères propres à la société de marché et de produire une rationalisation du mode de production particulier qui les fonde.

Pour Easton, il doit donc y avoir dans tout système un consensus actif ou passif plus ou moins général sur la valeur du fonctionnement du système politique, sur la distribution inégale et autoritaire des ressources et du pouvoir dans la société : « Aucun système ne saurait durer, du moins très longtemps sans la présence de quelque croyance modérée en sa légitimité ². » Le rôle de la légitimité ou du processus de socialisation est de justifier et de rationaliser la façon dont le pouvoir est organisé, réparti et utilisé, de sorte que les membres qui participent au processus politique acceptent les décisions et les considèrent comme obligatoires.

Easton identifie donc trois sources possibles de légitimité : l'idéologie, les structures politiques et le charisme des autorités génératrices de soutien. Dans le modèle systémique, ces trois phénomènes sont présentés comme des ressources à

¹ C. B. MACPHERSON *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 1971, p. 96.

² D. EASTON, *op. cit.*, p. 262.

la disposition du système politique lui permettant de maintenir un équilibre entre sa capacité d'allocation et le flot des exigences qui lui sont destinées. L'équilibre obtenu assure sa persistance. La description des sources de soutien (ou des ressources) dont dispose le système politique pour faire accepter ses décisions révèle le caractère particulier de la conception de la vie politique d'Easton. Le caractère obligatoire de l'allocation autoritaire des ressources peut être obtenu de deux façons, soit par l'emploi de la force, soit par le consentement. Il ne semble pas que, pour Easton, la légitimité et le consentement soient le résultat d'une lutte, de l'imposition par la force d'un ordre particulier à certains intérêts.

La fonction du soutien diffus dans la logique systémique est de compenser la distribution inégale des ressources, car il permet que les membres obéissent et se soumettent aux décisions des autorités même lorsque ces décisions ne sont pas à leur avantage. Il importe peu pour Easton de déterminer quelle est la base de cette soumission. L'aliénation et le processus de domination n'ont pas de place dans le modèle d'Easton, car si ces phénomènes étaient reconnus, il deviendrait impossible de justifier sur le plan théorique la fonction de socialisation et la légitimité de l'allocation autoritaire des ressources. Tout ce qui importe pour la théorie systémique, c'est de savoir comment le système politique parvient à exercer son autorité, à faire accepter ses décisions. Dans cette perspective, la critique de la rationalité dominant le réel n'a pas sa place dans la théorie politique qui, comme le remarquait C. W. Mills, devient alors une justification idéologique de l'autorité.

L'analyse systémique ne nous explique donc pas le phénomène de l'obéissance sinon par le constat qu'il y a un besoin psychologique de croire et que les membres qui ne font pas partie du club des « membres qui comptent politiquement » n'ont tout simplement pas le choix.

Pourquoi les membres d'un système politique devraient-ils se montrer disposés à fournir un soutien aux objets politiques, même dans une situation telle qu'ils doivent abandonner tout espoir de satisfaire de nombreuses exigences essentielles, immédiates ou même futures, et spécialement lorsqu'ils sont divisés selon des clivages profonds concernant la répartition des ressources rares de ce système ? Pour ceux des membres qui sont politiquement faibles ou impuissants on peut comprendre qu'ils n'aient pas d'autre choix ¹.

Cette proposition théorique a un effet d'occultation pour la pratique cognitive, car elle masque la raison d'être de la division entre les dominants et les dominés. Elle manifeste une vision conservatrice des rapports sociaux où il est postulé que l'ordre est préférable au chaos, que les groupes d'intérêts privés de pouvoir ont plus à gagner en acceptant les règles de procédure, les institutions et les normes établies, car en s'adaptant et en s'intégrant, ils auront la possibilité de se faire entendre et peut-être aussi d'avoir accès à la structure du pouvoir puisque le

¹ *Ibid.*, p. 256.

système politique est ouvert et peut s'auto-ajuster aux exigences qui se feront reconnaître comme légitimes.

Ainsi, ces groupes défavorisés, non organisés, exclus de l'élite au pouvoir n'ont pas d'autre choix que d'accepter des compromis quant à la satisfaction de leurs besoins, d'espérer que l'avenir sera meilleur et de travailler à l'intérieur du système pour améliorer progressivement leurs conditions.

Les Amérindiens, par exemple, n'ont pas d'autres choix que d'accepter de coopérer avec les autorités américaines et de reconnaître comme légitime le système politique américain s'ils veulent avoir accès à la corbeille des richesses, ce qui signifie se soumettre à un ordre politique et social établi par la violence. *L'analyse systémique escamote ainsi l'histoire de la légitimité du système politique.* Il ne s'agit pas de savoir si les revendications des Amérindiens sont légitimes ; il s'agit, pour ce modèle théorique, de déterminer comment le système pourra répondre à ces exigences sans remettre en question son existence et sa légitimité, c'est-à-dire, sans remettre en cause la domination des « membres qui comptent politiquement. » Ce qui est significatif pour l'analyse systémique, ce n'est pas le fait que les Amérindiens aient été spoliés et exterminés pour les besoins du développement du capitalisme, mais c'est le fait qu'ils doivent se soumettre à l'ordre « nouveau » imposé par la force, accepter leur sort de minoritaires et d'impuissants, leur situation de dominés, s'ils veulent avoir leur part des miettes des richesses et du pouvoir et voir leurs exigences prises en considération par le centre de décisions.

L'analyse systémique ne peut produire que des mises en situation fonctionnelle des phénomènes socio-politiques ; elle exclut de la théorie toute mise en situation historique car son champ d'explication est délimité par les normes établies par une pratique sociale particulière ; normes qui deviennent au niveau de la théorie les postulats de la construction conceptuelle. De la sorte, le modèle systémique fera apparaître la dimension fonctionnelle du processus de socialisation mais passera sous silence la raison d'être de cette fonction.

Selon la logique systémique, il doit donc y avoir dans tout système politique un certain degré d'auto-contrainte ou de discipline politique, résultat de l'intériorisation des normes qui définissent les limites à ne pas franchir et qui imposent les sanctions à ceux qui les transgressent. Ainsi, par définition, l'existence de tout système politique suppose un certain degré de contrainte, de répression, de frustration et d'exploitation et, pour l'analyse systémique, il n'y a pas d'autre solution au mode d'organisation autoritaire des rapports sociaux.

Même lorsque le niveau du réservoir de soutien diffus est bas, le système politique peut continuer à survivre, soit parce que sa pratique ou son fonctionnement a créé une situation d'apathie ou d'indifférence, soit encore parce que les autorités disposent de ressources coercitives suffisantes pour paralyser les

membres hostiles ou pour les éliminer. Mais de toutes façons, il n'y a pas d'alternatives ; les membres doivent toujours se soumettre à une forme ou à une autre d'objet politique, qu'ils le fassent volontairement en acceptant leur impuissance relative ou absolue, ou qu'ils soient contraints par des mesures coercitives. Ainsi dans le modèle systémique, c'est la valeur autorité qui l'emporte sur la valeur liberté, car c'est la rationalité de ce qui existe qui devient le contenu normatif de la théorie politique. Pour cette raison, nous disons que la pratique théorique de l'analyse systémique, par le concept de soutien diffus, exprime la rationalisation d'un système de domination et d'oppression.

L'input des soutiens affecte de deux façons le fonctionnement du système politique. Si le soutien est un effet de rétroaction des décisions autoritaires du système politique, il retransmet cet effet au système lui-même, d'abord en influençant l'importance quantitative et qualitative du flot des exigences et ensuite en délimitant les marges de ressources disponibles pour les autorités.

En premier lieu, l'action combinée des soutiens spécifiques et diffus agit sur les « désirs » et peut être considérée à cet égard comme un mécanisme de régulation des exigences. Il faut rappeler que les concepts d'exigence et de soutien ne représentent que deux aspects d'un même phénomène : le rapport entre la diversité sociale, la multitude des groupes et des intérêts et le système politique. Ces deux types d'influences agissent simultanément sur le système politique. Ils ne sont distingués dans l'analyse systémique que pour réduire la complexité du réel.

Lorsque les autorités produisent un output qui répond à une exigence d'un groupe d'intérêts particulier, il est postulé dans la logique systémique que la loyauté de ce groupe envers les autorités et le régime en sera accrue ¹ et que par conséquent, on peut s'attendre que ce groupe se retire de la compétition pour la satisfaction des exigences, ou du moins que l'intensité de ses revendications s'atténue, et qu'ainsi le centre de décisions sera libéré d'une source possible de conflits et pourra se consacrer à l'examen et à la production d'autres outputs qui à leur tour satisferont d'autres exigences. Ainsi, un des effets possibles du soutien est de réduire le flot des exigences du moins à court terme, d'une part, et, d'autre part, d'accroître la marge de manœuvres du système politique pour prendre en charge d'autres exigences. C'est ce processus qui permet à Easton de dire que son modèle est dynamique et peut rendre compte du changement.

La logique systémique nous paraît être fondée sur une contradiction inhérente au postulat de la dynamique de la vie politique. D'abord Easton justifie le caractère autoritaire de l'allocation des ressources en postulant que la division du travail est nécessaire parce que tous les processus sociaux et tous les systèmes font face au phénomène de la rareté. Mais paradoxalement, cette situation de rareté et cette inégalité dans la redistribution des ressources et du pouvoir ne déterminent pas les

¹ *Ibid.*, p. 260.

attitudes des groupes qui sont au sommet de la hiérarchie sociale ; Easton tend à ignorer la conséquence logique de cette situation de rareté qui se manifeste par la monopolisation du pouvoir et par l'accumulation des moyens de contrôler les voies d'accès au système politique, de telle sorte que même si la liberté d'expression et l'opposition sont tolérées, elles n'ont aucune efficacité réelle. À cet égard, Miliband montre comment l'opposition de la gauche a été impuissante à modifier la structure du pouvoir et à remettre en cause l'hégémonie des intérêts capitalistes. Ce sont les intérêts dominants qui déterminent le seuil de tolérance de l'action de l'opposition. Lorsque les exigences de l'opposition deviennent menaçantes, l'État, au service des intérêts dominants, utilise la répression pour protéger l'ordre social existant et maintenir le système politique. Il y a une répartition inégale des ressources entre les groupes d'intérêts en compétition pour le contrôle du centre de décision ; le fonctionnement du système politique maintient et renforce cette inégalité de pouvoir.

Easton postule donc que les groupes dominants dont les intérêts auront été satisfaits en raison même de leur situation de domination, ne voudront pas maintenir leur situation de privilégiés, ou autrement dit, qu'ils ne manifesteront pas de cohésion de classe et qu'ils n'empêcheront pas les autres groupes d'avoir accès aux richesses qui sont par définition limitées, enfin qu'ils ne s'opposeront pas aux exigences des autres groupes moins favorisés.

Il nous semble qu'il faudrait aussi interpréter l'influence des soutiens dans le cadre de la rareté et dès lors poser que le degré de loyauté ou de confiance envers les autorités et le régime, de la part des groupes dominants, sera fonction d'un certain degré de fermeture du système politique, de sorte que, dans cette perspective, la dynamique du système politique n'est possible que dans la mesure où elle est compatible avec le maintien de la hiérarchie sociale et de la domination des groupes qui y sont au sommet. Les études de Mills et de Miliband, pour ne citer que celles-là, sont révélatrices à cet égard.

Cette dimension de la vie politique est camouflée dans ce cadre d'analyse par la justification du processus de socialisation. Pour Easton, la raison d'être du soutien diffus ne s'explique pas par le fait qu'il y a monopolisation du pouvoir et inégalité dans la concurrence entre les forces sociales, mais plutôt par le fait qu'il y a rareté de ressources et de temps pour satisfaire toutes les exigences. Nous verrons plus loin qu'Easton considère que si le système politique avait tout son temps, il arriverait à répondre à toutes les exigences, car dans la logique systémique, les intérêts des différents groupes ne sont pas contradictoires, la satisfaction des uns n'est pas incompatible avec la satisfaction des autres.

Cette situation de rareté n'est-elle pas le produit du mode de production de la vie matérielle et sociale, et n'est-elle pas une justification idéologique de la domination de groupes dont l'existence est fonction même du maintien de la rareté et de l'inégalité ? C'est sur la réponse à cette question que se fonde notre désaccord

avec Easton qui estime que la rareté et par conséquent l'inégalité est naturelle et fatale parce qu'elle existe, alors que, pour notre part, nous estimons que la rareté existe parce qu'elle est le produit d'une pratique sociale particulière et située historiquement :

la rareté n'est pas une dimension *donnée* de l'économie, elle est ce que *produit* et *reproduit* l'échange économique, en quoi elle s'oppose à l'échange primitif, qui ne connaît rien du tout de cette « Loi de Nature » dont on veut faire la dimension ontologique de l'homme ¹.

Selon Jean Baudrillard, ce concept de rareté relève par conséquent de la métaphysique de l'économie de marché en général et de l'idéologie capitaliste moderne en particulier. Pour cette raison, nous sommes aussi d'accord avec Miliband lorsqu'il critique la conception du processus de socialisation.

C'est la notion de processus et d'activité qui est présente dans le concept de « socialisation politique » et qui désigne, pour prendre l'une des définitions, les « processus à travers lesquels les valeurs, les connaissances et les symboles sont appris et intériorisés, à travers lesquels les normes sociales opératoires concernant la politique sont implantées, les rôles politiques institutionnalisés et le consensus politique créé, efficacement ou non ». La faiblesse de cette formulation, ainsi que d'une grande partie de la discussion portant sur la « socialisation politique » à propos des systèmes politiques occidentaux, est qu'elle tend à se faire très discrète sur le contenu idéologique spécifique de cette socialisation et qu'une part importante du processus est censé, dans de tels régimes, entretenir l'acceptation d'un ordre social *capitaliste* et de ses valeurs, l'adaptation à ses exigences, le rejet des solutions de remplacement ; en bref, il est question ici – très largement – d'un processus *d'endoctrinement* massif ².

Ainsi, par exemple, dans l'analyse systémique, ce n'est pas la socialisation qui a une fonction idéologique, mais l'idéologie qui a une fonction de socialisation. La nuance est importante car elle implique qu'il n'y a pas de concurrence idéologique possible en ce qui concerne la légitimité de l'ordre social établi, de sorte que les groupes dominés n'ont pas d'autre choix que de se soumettre. Dans le modèle systémique, la socialisation politique est un processus neutre et nécessaire au fonctionnement de tout système politique, car la fonction n'est pas, dans la logique systémique, et d'une façon plus générale dans la logique analytique, elle-même idéologique ; elle n'est pas le résultat d'une pratique sociale particulière, elle est par définition un universel abstrait. Ceci explique pourquoi la causalité des fonctions échappe au mode positiviste de production des connaissances et à la pratique théorique systémique. On peut encore aborder le paradoxe de l'analyse systémique en examinant la notion de soutien en tant que ressources pour le fonctionnement du système politique. Si certains groupes reconnaissent la légitimité du système

¹ Jean BAUDRILLARD, *Le miroir de la production*, Tournai, Casterman, 1973, p. 46-47.

² R. MILIBAND, *op. cit.*, p. 204.

politique, on peut supposer que c'est parce qu'ils en tirent profit, parce qu'il y a un échange inégal qui s'opère à leur avantage dans l'allocation des ressources.

Ainsi, pour que le système politique fonctionne, il faut que le coût du soutien soit inférieur ou égal à la valeur de l'output répondant aux exigences du groupe qui apporte son soutien au régime et/ou aux autorités, car autrement, il y aurait déclin des soutiens. Par conséquent, les ressources que les groupes dominants mettent à la disposition des autorités ou introduisent dans le processus politique sont moindres que la valeur du produit fini. La transformation des inputs en outputs produit ou dégage un surplus, car l'output n'est pas universel, c'est-à-dire que les décisions produites par les autorités ne peuvent répondre à toutes les exigences en même temps. Ce surplus est par conséquent constitué par la différence entre les ressources totales produites par l'environnement qui sont à la disposition du système politique et les ressources particulières investies dans le processus politique par les membres politiquement importants dont les exigences sont satisfaites par les outputs. Le soutien apporté aux objets du système politique est fonction de la non-satisfaction de certaines exigences et par conséquent de l'inégalité dans la répartition des richesses et du pouvoir. Le soutien des groupes dominants ne peut être maintenu que par le détournement vers ces groupes des ressources produites par l'ensemble de la société. Le soutien peut en quelque sorte être comparé au capital investi dans une entreprise, et le système politique fonctionne sur les mêmes principes que le mode de production capitaliste ; plus un groupe investit dans le système politique, plus il lui apporte de ressources, plus il est en droit de s'attendre à recevoir une plus grande part des bénéfices de l'opération et de contrôler les instruments de production et le processus de transformation.

Ainsi, l'introduction dans le processus politique des exigences et soutiens d'une diversité de groupes d'intérêts est nécessaire pour que le système politique produise des outputs dont la valeur soit supérieure à la mise initiale, justifiant ainsi le soutien apporté par les membres politiquement importants. Dès lors, la persistance de l'inégalité devient la condition même de la persistance du système politique, car la valeur de l'output ou la valeur du fonctionnement du système politique est fonction de la non-satisfaction des exigences de tous les groupes constituant la totalité sociale. Là est le paradoxe.

En effet, si la valeur des ressources mises à la disposition du système politique était identique pour tous les groupes de l'environnement, le système politique éclaterait, car il n'aurait plus de critère pour effectuer son allocation ou assumer sa fonction autoritaire. Si la base de l'organisation des systèmes social et économique était l'égalité réelle, le système politique n'aurait plus de raison d'être.

Dès lors, la problématique de la persistance du système politique inféode la théorie politique à l'idéologie dominante fondée sur le primat de rareté, lequel rationalise le maintien du mode de production capitaliste lié au monde économique de la marchandise et au monde politique de l'État. Une telle problématique

sanctionne le monde à l'envers en identifiant le réel ou les apparences consolidées au rationnel. La théorie d'Easton n'est pas le fruit d'une pensée paradoxale ou incohérente mais elle est plutôt l'expression du paradoxe qui constitue la société de marché généralisé.

La persistance du système politique est donc conditionnée par le maintien d'un niveau suffisant de soutien de la part des membres qui comptent, c'est-à-dire de l'élite (qui peut être plus ou moins étendue selon les systèmes). Le maintien de ce soutien exige d'une part la non-satisfaction des besoins ou des intérêts des groupes dominés et, d'autre part, le maintien dans le système de la participation aliénée de ces groupes dominés, car elle est la condition nécessaire à la satisfaction des exigences de l'élite qui, par le fonctionnement du système politique, peut s'approprier la plus-value du travail social. Selon cette logique, le système ne peut fonctionner que si le mode de production de la vie matérielle et sociale est fondé sur l'exploitation et la domination.

La dimension idéologique de l'analyse systémique apparaît clairement dans les propositions théoriques où Easton décrit les mécanismes qui permettent la persistance de ce type de rapports sociaux propres au mode de production capitaliste, car la logique de son analyse théorique est modelée sur les valeurs et les principes qui rationalisent cet état historique du développement des rapports de production et des rapports sociaux qui se présentent comme étant universels et indépassables, masquant ainsi ses propres contradictions.

La contradiction entre le développement de l'inégalité par le fonctionnement du système politique et la capacité de persistance du système est résolue dans la logique systémique par les postulats idéologiques qui rationalisent le fonctionnement même du système capitaliste. Ainsi, pour Easton, le développement de l'inégalité ne peut être absolu ; il est limité par les conditions nécessaires à son maintien, c'est-à-dire que les groupes dominants, favorisés par le fonctionnement du système politique, ne peuvent maintenir leur situation privilégiée qu'à la condition de ne pas monopoliser le pouvoir et d'accepter de faire des compromis quant à la satisfaction des exigences des autres groupes de la société, pourvu que ces groupes, en échange, reconnaissent la légitimité de l'ordre social établi et acceptent de se conformer à la structure de pouvoir déterminée par ce mode de production de la vie matérielle et sociale.

Ce processus d'échange est exprimé par l'idéologie de l'intérêt général qui est la justification du maintien des rapports de domination car c'est l'élite qui définit les termes de cet intérêt général, et les groupes sans pouvoir, c'est-à-dire ceux qui sont exploités économiquement, aliénés socialement et dominés politiquement, n'ont pas d'alternative ; ils doivent reconnaître que la définition du général inclue aussi leurs intérêts ; ils doivent donc être mystifiés, étrangers à leur propre aliénation. Ceux qui ne font pas partie de l'élite dominante, sous la contrainte directe, ou sous la menace de la contrainte qui est toujours présente dans les normes et les

structures du système politique, manifestent donc leur soutien diffus à l'égard des autorités et/ou du régime établi : ils reconnaissent qu'ils ont intérêt à garder leurs chaînes, à maintenir les instruments de leur exploitation, de leur aliénation et de leur domination, car ils ont plus à gagner en s'intégrant aux normes et aux structures établies qu'en essayant de les changer radicalement puisque, nous dit Easton, l'ordre est préférable au chaos et que le système politique a la capacité de s'adapter et de produire des changements graduels qui peu à peu réduiront les clivages, sans pour autant éliminer les inégalités dans la distribution des richesses et du pouvoir.

Dans cette perspective, le soutien diffus est produit par l'idéologie qui a une fonction de socialisation, mais le processus de socialisation dans la logique systémique n'est pas lui-même un produit idéologique, c'est-à-dire qu'il est universel, qu'il ne résulte pas d'une pratique sociale particulière dont la survie est fonction de l'exclusion de la satisfaction des besoins de la totalité. L'analyse systémique en reprenant à son compte, sans les critiquer, les postulats de l'idéologie pluraliste selon lesquels le système politique est ouvert, dynamique, occulte la nature du pouvoir, le caractère particulier et idéologique des fonctions qui assurent la persistance du système politique.

Ainsi c'est la spécificité même des phénomènes sociaux et politiques qui est exclue de la pratique cognitive de l'analyse systémique qui rendra compte de la fonction de l'intérêt général ou de l'idéologie de légitimation, mais qui passera sous silence la raison d'être de cette idéologie, c'est-à-dire son rapport à une pratique sociale particulière.

De même, en ce qui concerne la fonction de socialisation, l'analyse systémique escamotera le contenu idéologique de ce processus de socialisation, car la nature de la fonction ou la causalité de la fonction n'est pas un problème pertinent pour la démarche systémique et fonctionnelle qui véhicule sans les clarifier les contradictions mêmes du mode de production capitaliste.

Les exigences et les soutiens comme sources de stress.

[Retour à la table des matières](#)

Si la régulation des exigences et leur communication aux autorités par des structures spécialisées sont nécessaires au fonctionnement du système politique et à sa persistance, elles sont en même temps les principales sources de stress qui menacent sa survie. Une situation de stress apparaît lorsque le système politique est mis en difficulté plus ou moins grande de remplir l'une des deux fonctions qui

lui sont essentielles : faire l'allocation des ressources pour la société et être capable de faire accepter cette allocation comme obligatoire :

On dira qu'une tension [stress] intervient quand il y a menace que les variables essentielles soient poussées au delà de ce que l'on peut appeler *leur zone critique*. Cela signifie que quelque chose peut se produire dans l'environnement – le système subit une défaite totale de la part d'un ennemi, ou bien une crise économique sérieuse entraîne une désorganisation générale et la désaffection à l'égard du système. Disons qu'en conséquence les autorités deviennent constamment incapables de prendre des décisions ou que, si elles y parviennent, leurs décisions ne sont plus constamment acceptées comme obligatoires. Dans ces conditions, une répartition impérative des valeurs n'est plus possible et la société menace de s'écrouler faute d'un système de comportement qui remplisse une de ses fonctions vitales ¹.

Nous n'examinerons pour l'instant que la conception du stress provoqué par les exigences ; nous reviendrons par la suite sur le rapport entre le soutien et le stress.

Le stress provoqué par les exigences affecte principalement la fonction de l'allocation des ressources : « Le stress éprouvé par les systèmes politiques est fonction de l'interrelation entre le volume et le contenu des exigences, d'une part, et des réactions qu'un système a à sa disposition pour faire face à ces exigences et les traiter de l'autre ². » C'est en tant qu'il y a surplus d'exigences par rapport à la capacité d'absorption que les exigences sont sources de stress pour le système politique qui, dans une telle situation, est incapable d'exercer sa fonction de conversion et d'allocation de ressources.

Easton postule donc que le stress résultant des exigences est fonction du temps disponible, ou en d'autres termes, si certaines exigences ne peuvent être satisfaites, ce n'est pas parce qu'elles s'opposent aux intérêts dominants qui contrôlent les mécanismes d'allocation des ressources ou la structure du pouvoir, mais parce que le système politique n'a pas le temps et les ressources disponibles pour y répondre. À long terme, pour l'analyse systémique, toutes les exigences pourront être satisfaites par le système politique. Mais pour y arriver, il faut que les exigences soient « parcellarisées », émiettées et dispersées dans le temps ; ceux qui les formulent doivent accepter la justification des structures établies par le postulat de la rareté des ressources et du temps et ne pas considérer ce postulat comme le résultat d'une pratique sociale particulière à un mode de production. En ce sens, l'exigence du « paradis maintenant » ne peut être légitime pour la logique systémique ; elle est reléguée par la théorie empirique et la logique analytique au « musée » de l'utopie, car elle est incompatible avec la rationalité du système établi.

¹ D. EASTON, *op. cit.*, p. 25.

² *Ibid.*, p. 68.

« Si un système avait tout le temps nécessaire pour faire face à un volume accru ou à un contenu coûteux de temps, il n'y aurait que peu de raisons pour qu'une surcharge se manifeste ¹. » Ainsi, les causes de stress ne sont pas inhérentes à la nature même du système politique – d'ailleurs le stress ne menace pas la persistance de l'allocation autoritaire des ressources, mais seulement les objets du système politique (autorités, régimes, communauté) qui assurent le fonctionnement du système politique – ; les causes doivent être situées dans la logique de l'analyse systémique au niveau des mécanismes de régulation ou des canaux de transmission qui bloquent la communication des informations au centre de décisions, ou au contraire ne réussissent plus à jouer le rôle d'éclusiers, ce qui entraîne une surcharge d'exigences pour la capacité de conversion du système politique et une baisse de production des outputs.

L'explication du stress par le facteur temporel implique que les intérêts divergents qui résultent des interactions de l'environnement ne sont pas contradictoires et antagoniques ; elle se fonde ainsi sur une vision pluraliste. Cela suppose aussi une conception « incrémentale » du changement ou du progrès programmé et continu qui serait comparable à la loi de l'évolution des organismes vivants, c'est-à-dire qui procéderait d'une logique qui échappe à l'homme, qui lui est extérieure, qui n'est pas, par conséquent, le produit de la pratique des hommes eux-mêmes.

Pour pouvoir identifier une situation de stress par rapport à un système politique, il faut être en mesure de fournir des critères définissant une situation de non-stress, il faut avoir une conception du fonctionnement normal du système politique, car pour l'analyse systémique, il va de soi que la persistance du stress est incompatible avec la persistance du système lui-même, puisque le maintien de l'ordre est la raison d'être même du système politique.

Un système politique fonctionne bien lorsqu'il est ouvert et dynamique, c'est-à-dire lorsqu'il y a communication entre l'environnement et les autorités et que ces dernières disposent des informations et des ressources suffisantes pour ajuster ses décisions en fonction des exigences des membres qui comptent politiquement ; autrement dit, tant qu'il y a équilibre entre les groupes composant « l'élite du pouvoir » et que cet équilibre n'est pas menacé de l'intérieur par des groupes qui sont insatisfaits de la hiérarchie, ou de l'extérieur par des forces sociales privées de pouvoir, le système politique pourra effectuer sa fonction distributive et produire des changements adéquats aux transformations de l'environnement.

Easton postule donc ici une transparence entre le système politique et l'environnement dans sa définition du fonctionnement normal du système politique. Cependant, il peut arriver que ce fonctionnement soit perturbé, c'est-à-dire que les mécanismes d'échanges entre l'environnement et le système politique

¹ *Ibid.*, p. 66.

se bloquent et que les autorités n'aient plus la capacité de produire les outputs pertinents et de s'ajuster aux changements de l'environnement. Il y a donc stress parce que le système politique est inapte à régulariser le flux des exigences et à empêcher la surcharge ou l'accumulation de l'insatisfaction.

Cette situation n'est pas nécessairement catastrophique pour le maintien des autorités et/ou du régime : ses effets peuvent se réduire à une simple modification de la routine quotidienne dans l'ordre des décisions à prendre, en obligeant le centre de décisions à concentrer son attention sur un problème particulier et à prendre les dispositions « allocatives » ou répressives qui rétabliront le niveau d'équilibre. L'intensité de la perturbation sera alors fonction des effets de cette surcharge sur l'environnement lui-même, c'est-à-dire de l'articulation entre la surcharge d'exigences et l'érosion des soutiens, autre source de stress.

Avant d'aborder cette question, il nous faut noter une déficience du modèle systémique. Dans ce cadre d'analyse, on ne retrouve pas de proposition théorique expliquant le pourquoi de la surcharge des exigences. Qu'est-ce qui explique le décalage entre le système politique et son environnement ? Pourquoi les canaux de communication sont-ils obstrués ou encore pourquoi la totalité des exigences ne peut-elle être satisfaite ?

L'analyse systémique ne peut répondre à cette question car cela l'entraînerait sur le chemin de la critique des postulats qui la fondent et qui justifient l'existence de la pratique sociale particulière, objet même de sa pratique théorique. S'il y a un décalage entre le système politique et son environnement, c'est parce que le fonctionnement du système politique n'est pas dynamique pour la totalité des membres de la société et que la spécificité fonctionnelle du système politique reflète la spécificité même des groupes d'intérêts qui dominent les rapports de production et les rapports sociaux, c'est parce que la satisfaction des exigences de la totalité est incompatible avec la nature des intérêts de ceux qui contrôlent la structure du pouvoir.

L'analyse systémique ne retient pour sa part comme facteur explicatif que la forme des phénomènes, c'est-à-dire la performance des fonctions et des mécanismes qui les assument sans aborder la rationalité même de leur existence, produisant ainsi une vision « myopique » des phénomènes sociaux et politiques ; de cette façon, elle élude systématiquement toute critique du phénomène du pouvoir.

On peut dès lors constater que la conception dynamique du système politique n'est qu'un artifice théorique, un idéal issu de la justification idéologique de l'existence du mode de production capitaliste et de sa superstructure caractérisée par des rapports sociaux autoritaires, idéal qui ne correspond pas à la réalité, ou du moins pas à la réalité de ceux qui sont dominés et dont la libération impliquerait la disparition de la spécificité fonctionnelle du système politique, c'est-à-dire le

dépérissement du caractère autoritaire de l'allocation des ressources et de l'inégalité sociale et matérielle.

On remarquera aussi que la conception du stress révolutionnaire d'Easton fait abstraction de cette libération, en ce sens que le processus révolutionnaire ne peut menacer la persistance de l'allocation autoritaire ; le processus révolutionnaire est au contraire défini par Easton comme un mécanisme d'adaptation permettant la persistance même du système politique par un changement d'autorités et/ou de structures politiques. Il est conceptualisé comme un type possible de régulation des stress.

Les membres du système peuvent changer les objets de la légitimité, c'est-à-dire qu'ils peuvent retirer leur confiance aux autorités en place et/ou aux règles de procédure du régime établi, mais pour éviter le chaos, ils devront en même temps se soumettre à de nouveaux objets assurant ainsi la persistance de l'allocation autoritaire des ressources. Pour ce faire, ils feront des compromis, et même s'ils ne trouvent pas la nouvelle situation satisfaisante, ils reconnaîtront la nécessité de structures stables, de hiérarchisation du pouvoir, d'un ordre établi permettant le fonctionnement du système politique.

Ainsi, dans le cadre de l'analyse systémique, le système politique est dynamique parce que sa persistance implique la persistance de l'inégalité, de l'insatisfaction et de la domination. En ce sens, on peut dire que l'analyse systémique est l'expression de la rationalité de la contrainte et de la nécessité de sa persistance de sorte que la fonction répressive est tout à fait justifiée en tant que mécanisme de régulation des stress.

La fonction du stress est donc en quelque sorte d'agir comme un signal d'alarme qui permet aux autorités de réajuster leurs décisions en fonction du développement des rapports entre les groupes de l'environnement. Il est par conséquent essentiel à la persistance du système politique, car il indique le sens des corrections à apporter à la production des outputs pour que se rétablisse l'équilibre entre les groupes d'intérêts composant l'environnement, ce qui permet le retour à la stabilité nécessaire au fonctionnement dynamique du système politique et au maintien de sa spécificité fonctionnelle (allocation autoritaire des ressources).

Les tensions perturbatrices que peut subir un système politique ne proviennent pas uniquement de l'interaction entre le taux d'exigences et la capacité de conversion du centre de décisions ; elles sont aussi causées par un phénomène concomitant au premier : le niveau du réservoir des soutiens qui détermine en quelque sorte la capacité de conversion des autorités et le caractère obligatoire des décisions pour les membres de la société. Une situation de stress est donc créée par la convergence d'une hausse des exigences et d'une baisse des soutiens.

Ainsi, le déclin des soutiens peut être une autre source de stress pour le système politique. Easton introduit ici la notion du seuil critique, c'est-à-dire qu'il y a dans tout système politique une limite à la tolérance du déclin des soutiens ¹.

Cependant, ce phénomène de déclin n'est pas en soi une condition suffisante pour que la persistance du système politique soit en danger. Puisque c'est le postulat de la rareté des richesses qui détermine la nature et le fonctionnement des systèmes politiques (sur le plan théorique), il est inévitable, selon Easton, qu'il y ait une inégalité dans la satisfaction des exigences et que certains groupes manifestent leur hostilité ou leur insatisfaction envers les autorités, le régime ou la communauté politique : « une certaine érosion du soutien est inévitable dans tous les systèmes ; les clivages entre les collectivités et la défaillance des outputs qui les accompagne ne peuvent être entièrement évités ². » Il faut donc en déduire que le système politique peut persister même s'il n'est pas soutenu par tous les membres de la société.

L'existence du soutien négatif de la part des groupes qui sont dominés et privés de pouvoir réel ne constitue pas une source de stress pour le fonctionnement du système politique ; elle est au contraire une justification pour le maintien de la spécificité fonctionnelle du système politique. Ainsi, tous les membres n'ont pas la même importance pour le fonctionnement du système politique. De même, l'apathie ou l'indifférence n'est pas dans la logique systémique une source de stress tant qu'elle n'affecte pas la totalité des membres – ce qui serait d'ailleurs impossible sur le plan concret ; ces soutiens négatifs ou neutres peuvent même être considérés comme une condition nécessaire au fonctionnement du système car ils laissent aux autorités une plus grande liberté pour répondre aux exigences des membres qui dominent le processus politique. Par conséquent, le déclin des soutiens ne sera significatif que lorsqu'il aura atteint un certain seuil qui n'est pas la perte de tous les soutiens, le point zéro du réservoir des soutiens.

La détermination de ce seuil critique doit être faite dans la logique systémique en fonction du degré de soutien de la part des « membres qui comptent politiquement ». L'érosion des soutiens ne deviendra significative pour la persistance du système politique que lorsqu'elle affectera les groupes dominants de la société ; en d'autres termes, c'est la structure du pouvoir établi qui définit le seuil critique : Pour le modèle systémique, ce sera le comportement des organismes constitués (groupes, partis, etc.) – ce que l'on pourrait désigner comme les corps intermédiaires – envers les objets du système, qui sera considéré comme significatif, car ces phénomènes sont quantifiables :

L'érosion du soutien peut donc se produire par un réseau complexe de rapports entre les élites plutôt que par suite d'un retrait individuel et direct du soutien de la part des

¹ *Ibid.*, p. 208.

² *Ibid.*, p. 233.

membres. Nous voyons ainsi une fois de plus que le soutien de tous les membres n'est pas obligatoirement nécessaire à la persistance ou au changement d'un objet politique ¹.

Dès lors, la valeur des soutiens est elle-même inégale car elle sera déterminée par la nature des clivages entre les collectivités et les groupes qui forment la totalité sociale, ou autrement dit, par la place dans la hiérarchie sociale, dans la structure de l'inégalité.

Dans ce type de pratique théorique inspirée du positivisme analytique, il n'est pas intéressant d'expliquer pourquoi il y a inégalité, pourquoi certains groupes sont privés de pouvoir car le rôle de la théorie n'est pas de remettre en cause ce qui existe : c'est-à-dire le processus de domination qui fonde l'existence même du système politique.

En ce qui a trait à l'érosion des soutiens, on peut constater que l'analyse systémique reflète le caractère élitiste des rapports sociaux et que c'est la structure dominant le réel qui impose son contenu et sa logique à la structure conceptuelle. Dans le cadre du positivisme, ce sont les caractéristiques d'une pratique sociale particulière située historiquement qui sont présentées comme universelles et qui définissent le champ des possibles et les voies du devenir. L'histoire, dans cette perspective, ne peut être autre que la reproduction de ce qui est, étant entendu que ce qui est, n'est pas une réification d'une vision du monde particulière à une phase du développement des rapports de l'homme à la nature et des hommes entre eux, mais est un universel abstrait, un absolu, et qu'il y a une identité entre le réel et le rationnel. Cette logique analytique exclut par conséquent toute transformation ou processus révolutionnaire produisant des rapports sociaux qualitativement différents grâce à une production et une allocation libertaire et égalitaire des ressources.

La production des outputs et le processus de rétroaction

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons décrit précédemment comment le stress est lié aux inputs, plus directement aux exigences qui sont les sources majeures de stress car elles nécessitent une action des autorités ; en effet, dans la conception d'Easton, le processus politique est dynamique : les autorités doivent prendre des décisions positives ou négatives pour répondre aux sollicitations de l'environnement.

¹ *Ibid.*, p. 216.

D'autre part, la fonction des soutiens est double : ils peuvent tendre à réduire le stress produit par une surcharge d'exigences, mais ils peuvent être eux-mêmes source de stress lorsqu'à un certain seuil la production des outputs ne correspond plus aux exigences des groupes dominants de sorte que lorsque les autorités ne peuvent effectuer la fonction « allocative », il y a un effet de rétroaction sur le réservoir des soutiens qui agit sur le flot des exigences ; d'où résulte une détérioration des mécanismes d'échanges entre le système politique et son environnement.

Pour que le système politique puisse survivre à ces perturbations, il doit avoir la capacité de réagir à ces influences de l'environnement : « la persistance... est étroitement liée à la capacité d'un système politique, en tant que système ouvert, se réglant lui-même, et fixant ses propres objectifs, de se transformer ¹. » En ce sens, le fonctionnement du système politique est dynamique pour Easton qui, dans son modèle théorique, utilise le concept d'outputs pour décrire les mécanismes par lesquels le système politique peut agir pour modifier ses rapports avec l'environnement et contrer les effets de stress.

Ce concept désigne les décisions et les actions des autorités résultant de la pression combinée des exigences et des soutiens : « Par le concept « d'output » je cherche à isoler les activités par lesquelles les ressources et les énergies des membres d'un système peuvent être organisées, concentrées et engagées ². » Tout comme les inputs représentaient l'influence de l'environnement sur le système politique, le concept d'output désigne l'influence du système politique sur l'environnement.

Puisque le cadre d'analyse d'Easton est fondé sur le principe de l'universalité de la division du travail et de la spécialisation des tâches, la production des outputs sera une fonction réservée exclusivement aux autorités ; Easton reprend en quelque sorte l'idée de l'obligation politique en régime de marché généralisé, idée énoncée par Hobbes qui affirme la nécessité du souverain absolu, extérieur, c'est-à-dire séparé de la société (environnement) composée de groupes concurrents en lutte les uns avec les autres, afin d'éviter l'état de guerre permanent qui caractérise l'état de nature.

Easton estime de la même façon que si les membres d'une société ne faisaient pas traiter leurs exigences par des autorités différenciés (fonctionnellement et institutionnellement) des groupes d'intérêts en compétition, la cohésion sociale serait menacée ; il y aurait risque de chaos car les décisions et les actions de ces groupes n'auraient aucun caractère obligatoire pour l'ensemble de ces groupes. Ainsi, la délégation de la responsabilité de la production des outputs aux autorités est nécessaire pour rendre contraignante l'allocation des ressources et éviter la

¹ *Ibid.*, p. 449.

² *Ibid.*, p. 328.

dislocation de la totalité sociale. Pour Easton, aucune société ne peut exister et survivre en dehors de ce mode autoritaire d'organisation des rapports sociaux.

Dans cette perspective, le système politique est un niveau d'interaction qui se superpose à la société de marché généralisé où il a la fonction de régulariser les rapports d'échange, de stabiliser les relations de marché entre les groupes d'intérêts divergents, permettant ainsi à ce type de société de persister en dépit des contradictions qui la fondent et qui menacent sa survie.

Dans le cadre particulier de ce type de société définie par la généralisation du marché et le développement inégal à l'échelle nationale et à l'échelle mondiale, la fonction du système politique consiste à contrôler les effets de l'inégalité, c'est-à-dire à imposer un ordre et des règles de fonctionnement qui empêchent les conditions d'inégalité économique, sociale et politique inhérentes à ce mode de production de devenir destructrices et qui permettent ainsi le maintien de la cohésion sociale dans le cadre de rapports de domination et d'inégalité et la persistance du mode de production capitaliste qui est le contenu concret du caractère dynamique de l'approche systémique.

La problématique théorique de l'analyse systémique est ainsi liée à la problématique concrète de la survie d'un type particulier de société. Le sens de sa démarche est défini par la rationalité même de ce mode de production. Elle nous renvoie à une réalité spécifique qu'elle veut faire passer pour universelle. Ce qui constitue le caractère général de ce type de théorie, c'est la généralisation d'un type particulier de société. Une véritable théorie générale ne devrait pas se limiter à la recherche sur les mécanismes qui modifient *les effets* de l'inégalité, mais elle devrait plutôt être orientée vers la recherche des causes de cette inégalité.

En excluant cette dimension de la construction théorique, le modèle systémique introduit un biais favorable à la persistance d'un type particulier de rapports de production et de rapports sociaux et de sa rationalité. Dès lors, la théorie est engagée dans une pratique qui maintient les rapports d'inégalité et de domination. Elle interprète le monde non pour le changer radicalement, c'est-à-dire pour dépasser les contradictions qui le fondent, mais pour lui permettre de persister tel qu'il est en lui indiquant les aménagements et les adaptations à faire pour qu'il puisse survivre à ses propres contradictions. C'est pourquoi, ce qui importe pour Easton, ce n'est pas de savoir comment les clivages et les inégalités pourraient être éliminés, mais de savoir comment les effets de ces clivages pourront être atténués afin que le système politique ne soit pas lui-même éliminé.

Ainsi, dans la logique systémique, pour assumer cette fonction de régulation, le système politique possède la capacité de produire des outputs répondant aux stress et aux conflits entre les divers groupes de l'environnement qui tentent de s'approprier les richesses et le pouvoir. Si le système politique était privé de cette capacité d'agir, s'il était passif face aux perturbations venant de l'environnement il

serait nécessairement détruit et d'ailleurs il n'aurait alors aucune raison d'être ; sa spécificité est fonction précisément des ressources que lui délèguent les groupes dominants car ces derniers ont intérêt à ce que l'allocation autoritaire des ressources soit maintenu puisque de l'existence de cette fonction dépend le maintien de leur domination et leur existence en tant que groupes dominants. Le système politique a donc la capacité d'agir en interrelation avec la société et de maintenir un réservoir suffisant de soutiens en répondant d'une façon « constructive » aux stress, par des décisions et des actions qui répartissent d'une façon autoritaire les ressources.

Les autorités qui sont en quelque sorte le moteur de ce processus d'allocation peuvent anticiper les réactions des membres du système et prévenir l'apparition de situations perturbatrices. Elles peuvent en ce sens influencer sur les conditions même de l'environnement et ainsi aménager les rapports entre les intérêts divergents de telle sorte que des solutions de compromis soient possibles et que les clivages inévitables dans la logique systémique ne constituent pas des entraves au bon fonctionnement de la société et ne remettent pas en cause le maintien de la cohésion sociale.

Dans le cadre d'analyse élaboré par Easton, il est par conséquent postulé que les rapports entre les forces sociales ne sont pas antagoniques, car ce mode d'analyse privilégie le processus de production des outputs comme facteur explicatif des interactions sociales ; dès lors, le lieu du conflit est situé au niveau des outputs et non au niveau même de la fonction du système politique. La légitimité de la spécificité fonctionnelle du politique est posée *a priori* et ce ne sera qu'en fonction même de la production des outputs que la légitimité des objets du système politique pourra être mise en doute, entraîner un déclin des soutiens et en dernière instance devenir l'objet même du conflit.

Ainsi, la démarche d'Easton présuppose comme point de départ qu'il n'y a pas d'antagonismes au niveau des forces sociales qui constituent l'environnement ; elles peuvent composer même s'il y a entre elles une disparité, une inégalité de richesses et de pouvoir. Les conflits n'apparaîtront qu'à la suite du fonctionnement du système politique, ils ne porteront que sur les réponses du système, et ce sera par rapport à la « dysfonctionnalité » des réponses que les conflits pourront porter sur les objets du système politique (jamais sur sa raison existentielle) qui devront alors être eux-mêmes transformés, adaptés ou changés. Le contenu du caractère dynamique de l'analyse systémique se limite à l'amélioration de l'administration des rapports entre les hommes et s'inscrit ainsi dans le cadre d'une vision technocratique de la société. N. Birnbaum critiquant la vision technocratique développée par la sociologie positiviste fait l'observation suivante :

La recherche des lois du comportement (travestie sous la forme de lois universelles) sert les fins de la domination politique. Un profond désespoir philosophique déguisé en réalisme mène au renoncement à l'ancienne tâche de la philosophie – trouver les

principes du bien... si le présent est une cage de fer d'où il n'y a aucune possibilité de s'échapper, alors l'utilisation de la méthode positiviste procède d'une philosophie conservatrice de l'histoire ¹.

C'est là le sens du fonctionnement dynamique du système politique conceptualisé par Easton.

Pour rendre compte avec plus de précision de cette fonction « allocative », il distingue deux types différents d'outputs qui peuvent être produits par les autorités pour stimuler le soutien spécifique : les outputs obligatoires et les outputs connexes ; dans le premier cas, il s'agit de décisions, de lois, de décrets ou règlements qui entraînent des actions obligatoires ; dans le second cas, Easton fait référence aux politiques, aux justifications (idéologies), aux engagements (corruption) qui procurent ou laissent espérer des avantages et des faveurs à certains membres ou groupes. Notons que dans le modèle systémique, la persistance de la corruption et du favoritisme est fonctionnelle et nécessaire à la persistance du système politique, car sans elle, les autorités auraient beaucoup de difficultés à mobiliser le soutien spécifique. Enfin, les déclarations (outputs verbaux), même sans action consécutive, peuvent avoir un caractère obligatoire et atténuer les tensions. L'annonce qu'une action sera entreprise peut suffire à résorber un stress et enrayer le déclin des soutiens ; l'efficacité de cette pratique dépend de l'efficacité du processus de socialisation et du degré de soutien diffus accordé aux objets du système. L'utilisation de cette ressource artificielle ne peut toutefois pas être indéfiniment extensible.

Easton distingue aussi les outputs selon leur caractère tangible ou intangible. Dans le premier cas, il s'agit de ressources matérielles, tels la prime à l'investissement, l'allocation aux chômeurs, la pension de vieillesse, les routes, les hôpitaux, les écoles, etc. Dans le second cas, il fait référence aux buts du système et aux récompenses psychologiques tels l'ordre public, la défense nationale, le transport, l'enseignement, etc. Le lieu d'impact de ces divers types d'outputs est le soutien. C'est en fonction de l'influence positive ou négative qu'ils exercent sur le niveau des soutiens que les outputs affectent la persistance du système politique. L'efficacité des autorités à stimuler le soutien par la production d'outputs dépendra de divers facteurs telles les perceptions et les attentes des membres les plus puissants, la conformité des outputs aux exigences, l'exactitude des informations que possèdent les autorités en ce qui concerne les effets des outputs passés, l'opportunité du moment de la réponse, les ressources dont disposent les autorités, leur compétence, etc.

Il peut arriver que ce processus d'allocation ne réussisse pas à enrayer le déclin des soutiens, que la production des outputs échoue dans sa fonction de persuasion et que le système ne dispose pas d'un soutien assez efficace pour continuer à

¹ N. BIRNBAUM, *Toward a Critical Sociology*, London, Oxford University Press, 1971, p. 93.

fonctionner normalement, c'est-à-dire à rendre obligatoires les décisions « allocatives » : « En dernier ressort, nous dit Easton, un ensemble d'autorités peut provoquer le soutien minimal dont il a besoin par l'usage de la coercition et de la violence ¹. »

Il est à noter que le modèle systémique n'accorde qu'une importance minimale au rôle de la violence dans la description des processus politiques et que cet aspect de la réalité tient peu à peu de place dans cette théorie qui se veut systématique. L'usage de la répression semble être considéré comme un épiphénomène, comme une ressource marginale pour la persistance du système politique ; en effet, Easton ne juge pas pertinent de lui accorder même une section à l'intérieur de ses 29 chapitres de *L'analyse du système politique*. Cet aspect du politique est en quelque sorte couvert du voile du silence dans la logique systémique. Easton n'y fait référence qu'à de rares occasions et il n'élabore pas outre mesure sur le sujet. Il ne le mentionne qu'en passant et encore le fait-il d'une façon singulière.

Comme le montre la citation précédente, l'usage de la violence est séparé différencié du processus politique en tant que tel ; ce phénomène ne fait pas partie intégrante de la totalité des activités politiques, sa situation systémique est la latence. Il ne se manifeste que lorsque le fonctionnement du système politique est bloqué, ce qui suppose que le processus d'allocation autoritaire des ressources n'est pas lui-même fondé sur l'utilisation de la force, que le fonctionnement normal du système politique est pacifique et qu'il n'y a pas d'interdépendance entre le consensus, la persuasion, l'acceptation des décisions « allocatives » et l'utilisation de la force. En ce sens, la conception de l'usage de la force ou de la pratique répressive est modelée sur les idéaux ou les valeurs de la démocratie pluraliste.

Pour Easton, ce n'est pas par la possession du monopole de la violence qu'est défini le processus politique. La coercition n'est pas inhérente à la nature des rapports sociaux dans les sociétés de marché généralisé fondée sur la concurrence en vue de l'appropriation des richesses. Le système politique n'est pas en lui-même le produit d'une pratique répressive. Ainsi, la violence ne définit pas la nature du système politique, elle n'est considérée par l'analyse systémique que comme une ressource possible à la disposition des autorités qui l'utilisent lorsque tous les autres moyens ont échoué à enrayer le déclin des soutiens.

Dès lors, on peut constater que la définition de la violence dans le cadre de l'analyse systémique fluctue selon les normes qui, dans chaque système concret, déterminent les limites de la légitimité de la structure du pouvoir établi. Ainsi, dans les sociétés capitalistes avancées, la concurrence entre les hommes pour avoir accès au centre de décisions n'est pas une forme de violence, de même que l'inégalité dans la distribution des richesses et du pouvoir. L'exploitation et la domination justifiées par les normes dominantes ne sont pas des formes de violence car, dans la logique systémique, ce qui est, est rationnel et légitime.

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 385.

Ce n'est pas le processus de formation des rapports sociaux, c'est-à-dire l'histoire qui est l'objet d'analyse mais le fonctionnement du processus politique tel qu'il est constitué et légitimé. Par conséquent, c'est l'idéologie dominante qui définit ce qu'est la violence pour le modèle théorique. En l'occurrence, c'est l'idéologie pluraliste qui, dans ce cadre d'analyse, définit le lieu et les limites de la pratique répressive et qui produit cette vision particulière de la séparation entre le changement réformiste, « incrémental » et la pratique générale de la violence et de la répression. En effet, la conception du fonctionnement du système politique développée par Easton implique que si le système est dynamique, il pourra répondre aux exigences des différents groupes et produire les réformes et les adaptations nécessaires à sa survie ; en dernier ressort, la coercition ne sera utilisée que lorsque le système échouera dans sa fonction de conversion des inputs en outputs. Cette logique masque la nature même du système politique et des rapports sociaux dans le cadre des sociétés capitalistes avancées.

La production des outputs n'est pas non plus suffisante pour assurer le fonctionnement dynamique du système politique ; celui-ci doit en plus disposer de moyens pour connaître les réactions provoquées par ses décisions et ses actions. Dans cette perspective, la fonction d'information est primordiale pour la production même des outputs, car elle permet aux autorités de déterminer l'efficacité de ceux-ci quant à la réduction des stress et, s'il y a lieu, de corriger les erreurs, de réorienter la production des outputs en fonction d'objectifs différents et ainsi de s'adapter aux changements de l'environnement :

À strictement parler, et selon l'usage habituel, le terme « rétroaction » s'applique uniquement à l'information. C'est sur la base de l'information revenant aux responsables des décisions que ceux-ci sont en mesure de régler ou « corriger » leur comportement ¹.

Par ce concept, Easton veut rendre compte de la propriété qu'il attribue au système politique de pouvoir ajuster des conduites futures sur des performances passées. L'idéal de ce modèle de fonctionnement du système politique est d'arriver à réaliser une correspondance approximative entre les inputs et les outputs.

Pour ce faire, les autorités doivent non seulement connaître l'état général du système, mais elles doivent en plus être en mesure de percevoir correctement les effets que les outputs produisent sur l'environnement, si elles veulent satisfaire les exigences, les anticiper, encourager les soutiens et assurer le bon fonctionnement du système politique. C'est ce processus informatif qu'Easton désigne par le concept de boucle de rétroaction ² qui rend compte du retour vers les autorités des

¹ *Ibid.*, p. 344.

² L'idée de feedback est, selon Easton, l'innovation intellectuelle la plus féconde à notre époque ; il affirme même que la diffusion et la pénétration de cette idée est la source unique de la

informations sur les conséquences de leurs actions. C'est ce processus qui, dans la logique systémique, fournit aux autorités le moyen essentiel pour modifier le processus « allocatif » et ainsi contrer les stress inhérents au déclin des soutiens. Il assure l'autoguidage et l'autorégulation du système politique.

Sur le plan analytique, le processus de feedback se décompose en quatre temps. La première phase décrit comment les outputs agissent en tant que stimuli sur les comportements des membres du système en augmentant ou en réduisant leur input de soutien. La deuxième phase du processus de rétroaction comprend les réactions proprement dites des membres aux outputs. La troisième phase, quant à elle, permet d'expliquer comment l'information sur l'input de soutien est elle-même transmise aux autorités ; elle décrit le fonctionnement des courroies de transmission, c'est-à-dire les éclusiers. Enfin la quatrième phase de la boucle de rétroaction rend compte des réactions des autorités à la rétroaction d'informations, décrivant de la sorte les relations entre les autorités et le reste du système.

On remarquera que la conceptualisation de la boucle de rétroaction est la répétition de la description du processus politique et de la pénétration des inputs dans le système politique que nous avons décrit précédemment. Easton approche donc le même phénomène à partir de deux angles différents : dans un premier temps, il reconstruit le processus politique à partir de l'environnement pour, dans un deuxième temps, reproduire le même processus mais cette fois considéré sous l'angle du système politique lui-même. Cette double approche rend le modèle systémique quelque peu redondant.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La description conceptuelle du fonctionnement du système politique est fondée chez Easton sur le postulat de la nécessité de la division du travail. Partant de ce principe, il tente de justifier la nécessité de la différenciation fonctionnelle, de la concurrence et de la concentration des pouvoirs. Cependant, ce faisant, Easton accepte le réel comme il se présente et fait des valeurs qui y sont cristallisées la substance même de sa construction théorique. Il s'empêche de la sorte d'expliquer la raison même de la division du travail qui devient dans la perspective systémique un universel abstrait transcendant l'histoire de la pratique sociale. Cette attitude

naissance de la deuxième révolution industrielle et scientifique qui se caractérise par l'automation, c'est-à-dire la production de machines capables de se régler et de se diriger elles-mêmes. C'est là, une vision proprement idéaliste de l'histoire des rapports de l'homme à la nature. Le fait que l'homme réifie le principe de l'autogouvernement dans des objets et qu'il refuse l'autogestion à ses semblables montre bien le caractère particulier de la pratique cybernétique qui renforce la pratique de domination et de manipulation nécessaire au maintien de la classe dominante.

théorique enferme le devenir à l'intérieur de la rationalité particulière inscrite dans la réalité dominant un moment de l'histoire.

L'analyse systémique en modelant sa structure conceptuelle sur la structure du réel constituée par la division du travail dans le cadre de l'aliénation, limite les possibles de l'existence au contenu de l'existant, c'est-à-dire qu'elle ne peut se dégager du cercle de la reproduction des conditions aliénées de la production de la vie matérielle et sociale. La problématique systémique immobilise le devenir dans la nature autoritaire des rapports sociaux inhibant au niveau théorique le dépassement de la différenciation fonctionnelle du politique, du social et de l'économique fondée sur le mythe de la nécessité de la spécialisation des rôles. C'est en ce sens que nous disons qu'il y a un rapport d'articulation entre la théorie systémique et l'idéologie technocratique qui rationalise l'orientation du développement des sociétés capitalistes avancées.

Cette articulation nous est d'abord révélée par les silences du modèle systémique. Easton ne nous fournit pas de variable expliquant la raison d'être de la division du travail, de la différenciation fonctionnelle autre que le déterminisme de la nature. Il ne précise pas non plus les types de fonctions qui constituent les autres systèmes et évite enfin le problème de la causalité des fonctions. Il semble que pour Easton la différenciation fonctionnelle n'ait pas d'histoire, qu'elle pré-existe à tous les processus, que la spécificité des fonctions et des frontières entre les systèmes ne soit pas doublée d'une spécificité historique.

La perspective idéologique de l'analyse systémique se manifeste aussi dans la description du processus politique qui est fondée sur les postulats de la compétition et de la sélection pour la répartition des ressources. Dès lors, le fonctionnement ne devient possible que dans le cadre de rapports sociaux autoritaires et inégalitaires. Si au niveau de la société, il y a nécessité d'une division du travail et d'une pluralité de groupes concurrents, au niveau du fonctionnement du système politique, il y a nécessité de la concentration du pouvoir et d'une élite politique ; et pour cet essai de théorie générale, il n'y a pas d'alternative rationnelle possible au caractère élitiste de l'organisation sociale et politique. Cette problématique est donc concomitante de l'idéologie technocratique, car elle a pour objectif non pas la remise du pouvoir de décision à ceux qui sont impliqués par ces décisions, aux masses, mais plutôt le maintien de structures hiérarchiques et autoritaires de pouvoir qui sont séparées organiquement de ceux qui ont à subir ces décisions, étant entendu que la répartition des ressources sera plus efficace si elle est effectuée par une élite qui fonde sa légitimité et son pouvoir sur la possession d'un savoir et d'une technique militaire, politique et scientifique. Cette orientation du développement des sociétés est irréversible car ce développement ne peut être fonction que de la complexification de la division du travail et des structures politiques responsables pour l'allocation autoritaire des ressources.

Dès lors, le changement est restreint aux personnes occupant les structures d'autorité et aux règles définissant la répartition autoritaire des rôles, mais il ne peut affecter le principe absolu qui veut qu'il y ait division du travail, spécificité des fonctions du système politique et nécessité de la différenciation fonctionnelle entre dirigeants et dirigés, entre l'élite et le peuple. C'est donc le principe de la délégation du pouvoir et de la représentation qui sous-tend la définition du processus politique présentée par Easton. L'analyse systémique en ce sens, aboutit à une justification idéologique de la persistance de rapports sociaux autoritaires et inégalitaires. Ainsi, le champ de généralité de la théorie s'arrête aux frontières élevées par le caractère autoritaire de la pratique sociale dominante. Easton s'enchaîne de cette façon à une rationalité particulière et reproduit au niveau théorique les postulats et les valeurs propres à l'idéologie dominante des sociétés capitalistes avancées.

Conclusion

Puisque l'univers régnant du discours est celui d'un monde non libre, la pensée dialectique est nécessairement destructrice. La libération, quelle qu'elle soit, qu'elle est susceptible d'apporter, est une libération en pensée, en théorie, et le divorce de la pensée et de l'action, de la théorie et de la pratique, fait lui-même partie d'un monde non libre. Aucune pensée, aucune théorie ne peut abolir leur séparation, mais la théorie peut aider à préparer le terrain pour leur réconciliation, et la capacité de la pensée à développer une logique et un langage de la contradiction est une condition préalable à cette tâche.

Herbert MARCUSE, *Raison et révolution*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. 47.

[Retour à la table des matières](#)

Le modèle de l'analyse systémique suppose une équivalence des facteurs et escamote le problème du pouvoir, car pour Easton, il y a « indétermination causale » entre les différents types d'activités constituant les phénomènes sociaux, c'est-à-dire qu'il y a interdépendance et non pas dépendance entre les différents ordres de phénomènes de la réalité sociale. Ainsi, le concept d'interaction, qui est central dans la logique systémique, signifie qu'il y a réciprocité causale entre les éléments ou « objets » qui constituent la totalité sociale.

En ce sens, le processus politique a la même importance, la même qualité déterminante que les autres systèmes de l'environnement. C'est le postulat de la parité causale qui fonde la logique du processus de rétroaction et de la description du processus politique chez Easton. Lorsque, par exemple, il discute des relations entre la personnalité (personality) et les institutions politiques, il affirme que, d'une part, la personnalité est un facteur déterminant et d'une importance considérable, mais d'autre part, il affirme que l'aspect institutionnel d'une situation est une autre

variable également importante ¹ de sorte que le rapport entre les éléments en interaction est caractérisé par une parité causale.

Le modèle systémique et le concept d'interaction tels qu'élaborés par Easton élude le problème de la causalité à la fois à l'égard des relations entre les systèmes (économique, social, politique) et des rapports entre les variables internes à un système. Ainsi, il ne peut expliquer le pourquoi des relations entre les systèmes formant la totalité sociale ; il ne peut englober dès lors dans son cadre théorique la raison d'être du système politique et de son fonctionnement. Il ne suffit pas pour expliquer un phénomène de dire que A agit sur B et inversement, à moins de postuler la non-existence de relations de pouvoir et de concevoir les phénomènes sociaux sur le modèle des phénomènes naturels, c'est-à-dire comme étant dépourvus d'intentionnalité, comme étant animés d'une logique qui serait indépendante de la pratique humaine elle-même.

De même, le modèle systémique, en ce qui concerne le fonctionnement même du système politique, ne présente pas de hiérarchisation des variables utilisées pour décrire le processus politique, car Easton considère que les phénomènes sociaux sont déterminés par une logique circulaire où il n'y a ni point de départ, ni point d'arrivée de sorte que ce cadre théorique ne peut produire de réponses à certaines questions, comme : est-ce que l'input des exigences précède l'input des soutiens ? Les outputs déterminent-ils les inputs ? Quels sont les mécanismes régulateurs les plus efficaces pour contrôler les exigences ? Les structurels ou les culturels ? Qu'est-ce qui est le plus important pour la survie du système ? Le soutien spécifique ou diffus ? Cette batterie incomplète de questions montre bien qu'à l'intérieur du système et entre les systèmes, il y a indétermination causale selon la logique systémique, et non priorité causale. On peut alors se demander comment le stress peut se produire puisque dans ce modèle tous les phénomènes sont simultanés et de même importance ? Dès lors, d'où vient l'impulsion qui donne la vie aux phénomènes de l'univers systémique, qui les rend dynamique et qui peut menacer la persistance du système d'interaction ?

Dire que A cause B et que B cause A ne veut rien dire ; de plus, cette logique nie toute qualité historique aux phénomènes sociaux. Hoffman remarque pertinemment :

C'est ce caractère historique qui est nié par la notion de causalité ou d'interaction chez Easton, et nier l'histoire c'est nier toute compréhension. Car toute compréhension implique la reconnaissance d'une priorité causale ².

¹ Voir David EASTON, *The Political System*, New York, A Knopf, 1953, p. 217.

² John HOFFMAN, *An assessment of D. Easton*, thèse de maîtrise inédite, Université de Sussex, 1967, p. 18.

Comment, dès lors, expliquer à partir de la logique systémique la spécificité même du système politique ? En refusant de considérer les phénomènes socio-politiques dans leur perspective historique, le modèle d'Easton présente un point de vue naturaliste de la totalité sociale : l'existence même des phénomènes est posée *a priori* et n'est pas expliquée (par exemple la causalité des fonctions).

C'est *l'être-là* qui est alors l'objet de la pratique cognitive et non le processus par lequel le *là* de l'être est réalisé. En ce sens, la conception de la réalité d'Easton est essentiellement phénoménaliste : seul ce qui apparaît peut être dit, réel et, dès lors, c'est la pratique sociale dominant le réel qui modèle la logique et le contenu des théories et des connaissances ; la critique est ainsi expulsée de la pratique cognitive positiviste, laquelle se fonde sur la séparation entre philosophie et science, entre fait et valeur, entre théorie et pratique.

Ainsi, la logique systémique repose sur une philosophie de l'histoire qui postule la simultanéité des phénomènes constituant la totalité sociale et l'équivalence des effets qu'ils exercent les uns sur les autres, de sorte que cette conception de l'histoire est elle-même anhistorique puisqu'elle implique la négation du changement, du dépassement qualitatif de l'ordre qui constitue la réalité actuelle, soit la division du travail dans le cadre de l'aliénation et de la domination qui se traduit en termes systémiques par la persistance du mode autoritaire de l'allocation des ressources.

Dans cette perspective, la dynamique de l'analyse systémique est d'une certaine façon statique, car ce ne sont pas les fonctions elles-mêmes qui sont l'objet du mouvement mais plutôt les structures, les institutions et les personnes qui les assument. C'est en ce sens que nous disons que la logique systémique est particulière, car elle exclut de la pratique théorique la connaissance de la causalité des fonctions. Ainsi, le devenir ne peut être autre que la reproduction de ce qui existe déjà, et c'est dans le cadre de ce projet situé que la pratique de l'analyse systémique a des effets idéologiques sur la production des connaissances, que se manifeste le rapport entre théorie et idéologie.

Toute théorie qui se veut scientifique, qui se définit comme fonction de représenter la réalité, ne peut échapper au procès d'idéologisation, car dans l'ordre social la réalité est toujours une réalisation, c'est-à-dire une concrétisation de valeurs particulières, de sorte que la théorie empirique n'est pas plus neutre ou objective que la théorie normative puisque ce sont les valeurs ou l'idéologie dominante inscrites dans la réalité réalisée qui servent de critères à la construction de la théorie et que c'est l'adéquation entre les concepts et cette réalité qui fonde le caractère scientifique de la théorie.

Ainsi, l'analyse systémique, en posant comme postulats de départ pour sa construction théorique, les principes et les normes qui régissent le fonctionnement d'un mode de production particulier et qui justifient sa raison d'être, s'enchaîne à

une rationalité particulière véhiculée par l'idéologie dominante. La pratique théorique devient ainsi une pratique idéologique qui cherche à universaliser des valeurs spécifiques à une situation historique. En ce sens, la théorie systémique est une théorie normative car elle adopte les valeurs concrétisées par la domination d'un mode de production particulier, elle en fait les critères constitutifs de la théorie et élabore une explication des conditions nécessaires pour assurer la persistance du système qui les réalise et établir ainsi son universalité. On peut donc dire que l'analyse systémique est l'expression sur le plan théorique de la réification et qu'en ce sens ce modèle est idéologique.

La théorie, dans notre optique, ne fait pas que donner une signification au monde ; elle est aussi en même temps un signifiant et un signifié ; elle produit une intelligibilité du monde, mais elle est intelligible en fonction même de ce qu'elle rend signifiant car la pratique théorique n'est pas en dehors de son objet, mais au contraire, elle participe à l'ordre des phénomènes qu'elle veut rendre intelligible. Dans la perspective positiviste, l'idée ou le concept s'enferme dans la rationalité de son objet, c'est-à-dire de ce qui est réalisé, s'empêchant ainsi de pénétrer le possible de ce qui n'est pas et de devenir critique envers ce qui est. En ce sens, le contenu des concepts de l'analyse systémique est fourni par le contenu particulier de la réalité qu'ils cherchent à décrire et à expliquer ; et la problématique théorique de la persistance développée par ce cadre conceptuel reflète la problématique concrète d'un ordre social historiquement situé qui cherche à survivre à ses contradictions : la société capitaliste avancée et son projet technocratique fondé sur la persistance de la division du travail dans le cadre de l'aliénation, de la spécialisation des tâches, de la hiérarchie, de l'autorité, de la domination et de l'inégalité.

Il était certes important par cette étude de porter la critique au niveau de la théorie, de mettre en question les concepts et la rationalité qui soutiennent les réflexions, les analyses scientifiques et la production des rationalisations de l'ordre établi ; en ce sens, la critique théorique a un rapport à la pratique. Mais on ne peut toujours en rester à ce niveau éthéré, et il faut revenir à la critique concrète, c'est-à-dire à une mise en question de la réalité elle-même... Cette réflexion critique sur l'analyse systémique n'était qu'un premier pas, il nous faut maintenant aller vers une théorie et une pratique de libération...

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre bibliographie nous avons classé les articles et les ouvrages utilisés pendant notre recherche en fonction des principaux thèmes qui sont développés dans cette étude. L'élaboration d'une bibliographie structurée par thème n'est pas sans poser quelques problèmes, car certains livres traitent souvent de plusieurs thèmes simultanément de sorte qu'il a fallu à l'occasion faire des choix qui pourront paraître arbitraires à certains égards. Cette procédure a en outre l'inconvénient de disperser les auteurs en fonction des différents thèmes traités dans leurs œuvres. Enfin cette bibliographie ne prétend pas être systémique pour chacun des thèmes de classification ; nous n'avons réuni ici que les œuvres qui ont été de quelque utilité dans la conception et la rédaction de cet ouvrage.

Généralités

- AVINERI, S., *The Social and Political Thought of Karl Marx*, Cambridge University Press, 1971.
- BAUDRILLARD, Jean, *Le miroir de la production*, Tournai, Casterman, 1973.
- CHATELET, François, *Les lumières* Paris, Hachette, coll. Histoire de la philosophie, tome 4, 1972.
- DHOQUOIS, Guy, *Pour l'histoire*, Paris, Anthropos, 1972.
- DUCROS, Pierre, *Les Encyclopédistes*, New York, Burt Franklin, 1967.
- GOLDMANN, Lucien, *Marxisme et sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1970.
- GRAMSCI, A. *Œuvres choisies*, Paris, Ed. Sociales, 1959.
- GUERRY, V., *La vie quotidienne dans un village Baoulé*, Abidjan, INADES, 1970.
- HOROWITZ, I. L., *Professing Sociology*, Chicago, Aldine Publ., 1968.
- IL MANIFESTO, *Il Manifesto*, Paris, Seuil, 1970.
- KAPLAN, Normand, *Science and Society*, Chicago, Rand McNally, 1965.
- LAING, R. D., et COOPER, D. G., *Raison et Violence*, Paris, Payot, 1973.
- MARKIEWICZ – LAGNEAU, J., « Sur Ossowski », *Homme et société*, n° 23 (janvier-février-mars 1972), pp. 199-209.
- MARX, Karl, *Manuscrits de 44*, Paris, Éditions sociales, 1968.
- MEYNAUD, Jean, *Introduction à la science politique*, Paris, Armand Colin, 1959.
- POULANTZAS, Nicos, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspéro, petite coll., 1970.

- PRELOT, Marcel, *La science politique*, Paris, P.U.F., Que sais-je ? 1966.
- RADCLIFFE BROWN, A. R., *A Natural Science of Society*, New York, The Free Press, 1957.
- ROBINSON, Joan, *Liberté et Nécessité*, Paris, Payot 1973.
- ROSZAK, Theodore, *Vers une contre culture*, Paris, Stock, 1970.
- SHERMAN, Howard, *Radical Political Economy*, New York, Basis Book, 1972.
- UNESCO, *La science politique contemporaine*, Paris, Unesco, 1950.
- VACHET, André, *L'idéologie libérale*, Paris, Anthropos, 1970.
- VIDAL, Daniel, *Essai sur l'idéologie*, Paris, Anthropos, 1971.

L'Œuvre de David Easton.

Livres d'Easton.

- EASTON, David, *The Political System*, New York, A.A. Knopf, 1953, 2^e Édition, 1971.
- EASTON, David, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1965.
- EASTON, David, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974.
- EASTON, David, *Varieties of Political Theory*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966.
- EASTON David, et DENNIS, Jack, *Children in the Political System*, New York, McGraw-Hill, 1969.

Articles d'Easton.

- EASTON, David, "Walter Bagehot and Liberal Realism", *American Political Science Review*, vol. 43, n° 1 (février 1949), p. 17-39.
- EASTON, David, "Harold Lasswell : Political Scientist for a Democratic Society", *Journal of Politics*, vol. 12, n° 3 (août 1950), p. 450-477.
- EASTON, David "The Decline of Modern Political Theory", *Journal of Politics*, vol. 13, n° 1 (février 1951), p. 36-58.
- EASTON, David, "Problems of Method in American Political Science", *International Social Science Bulletin*, vol. 4, n° 1 (printemps 1952), p. 107-124.
- EASTON, David, "Can there be a Science of Human Behavior", *University of Chicago Roundtable*. Publication 11, octobre 1953.
- EASTON, David, "Shifting Images of Social Science and Values", *Antioch Review*, 1955, p. 3-18.
- EASTON, David, "A Theoretical Approach to Authority," Monographie : Office of Naval Research, 1955.
- EASTON, David, "The Limits of the Equilibrium Model in Social Research", *Behavioral Science*, vol. I (janvier 1956), p. 96-104.

- EASTON, David, "An Approach to the Analysis of Political Systems", *World Politics*, vol. 9, n° 3 (avril 1957), p. 383-400.
- EASTON, David, « Traditional and Behavioral Research in American Political Science », *Administrative Science Quarterly*, vol. 2, n° 1 (juin 1957), p. 110-115.
- EASTON, David, "The Function of Formal Education in a Political System", *School Review*, 1957, p. 304-416.
- EASTON, David, "Political Change and the Perception of Authority", dans FRIEDRICH, C.J., (éd), *Authority*, Harvard, 1959, p. 170-196.
- EASTON, David, "Political Anthropology", dans SIEGEL, B. J., (ed.) *Biennial Review of Anthropology*, Stanford, Stanford University Press, 1959, p. 210-262.
- EASTON, David, et HESS, R.D., "The Child's Changing Image of the President", *Public Opinion Quarterly*, vol. 24, n° 4 (hiver 1960), p. 632-645.
- EASTON, David, et HESS, R. D., "Youth and the Political System", dans LIPSET, M.S., et LOWENTHAL, L. *Culture and Social Character*, Glencoe, Ill., Free Press, 1961, p. 222-251.
- EASTON, David, et HESS, R.D., "The Child's Political World", *Midwest Journal of Political Science*, vol. 6, n° 3 (août 1962) p. 229-296.
- EASTON, David, et HESS, R. D., "The Role of the Elementary School in Political Socialization", *School Review*, 1962, p. 257-266.
- EASTON, David, "A Systems Approach to Politics", *Rapport spécial*, Social Science Education Consortium, Purdue University, 1965.
- EASTON, David, et DENNIS, J., "The Child' Image of Government", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, septembre 1965, supplément spécial, pp. 40-57.
- EASTON, David, "Political Theory", dans GOULD, J., et KOLB, W.L., (eds.), *A Dictionary of the Social Sciences*, New York, Free Press, 1965, p. 514-515.
- EASTON, David, "The Current Meaning of 'Behavioralism' in Political Science", dans CHARLESWORTH, James C., (ed.), *Contemporary and New Approaches to Political Sciences*, New York, Atherton Press, 1966, p. 11-32.
- EASTON, David, et COLLIER, D., "What is Political Science", *The Instructor*, mai 1966.
- EASTON, David, "Alternative Strategies in Theoretical Research", dans EASTON, D., *Varieties of Political Theory*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 1-14.
- EASTON, David, et DENNIS, Jack, "The Acquisition of Regime Norms Political Efficacy", *American Political Science Review*, vol. 61, n° 1 (mars 1967), p. 25-33.
- EASTON, David, "The Theoretical Relevance of Political Socialization", *Revue canadienne de Science politique*, vol. I, n° 2 (1968) p. 125-147.
- EASTON, David, "Political Science", dans *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 12, Collier et Macmillan, 1968, p. 282-297.
- EASTON, David, "The New Revolution in Political Science", dans *American Political Science Review*, vol. 63, n° 4 (décembre 1969), p. 1051-1062.

- EASTON, David, "Continuities in Political Analysis : Behavioralism and Post-Behavioralism", dans EASTON, D., *The Political System*, New York, A. Knopf, 1971, p. 349-368.
- EASTON, David, « Catégories pour l'analyse systémique du politique », dans BIRNBAUM, Pierre, et CHAZEL, François, *Sociologie politique*, Paris, A. Colin, 1972, tome I, p. 84-104.

Critique du modèle systémique eastonien.

- ANDERSON, W., "Book Reviews", *American Political Science Review*, vol. 47, n° 3 (septembre 1953) p. 862-865.
- CARDOSO, F. H., *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Anthropos, 1971.
- COOK, T.I., "The Political System : the Stubborn Search for a Science of Politics", *Journal of Philosophy*, février 1954, p. 128-137.
- DAHL, Robert A., "The Science of Politics, New and Old", *World Politics*, vol. 7, n° 3 (avril 1955), p. 479-489.
- DUCLOS, P., « Grandeurs, faiblesses, aspirations de la « political science », *Revue française de Science politique*, janvier-mars 1959, p. 156-184.
- GARCÉS, *Développement politique et développement économique. Étude comparée de la Colombie et du Chili*, thèse de doctorat non publiée, Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1970.
- GERMINO, Dante, "The Revival of Political Theory", *Journal of Politics*, vol. 25, n° 3 (août 1963), p. 437-460.
- GROSS, B., "Book Reviews", *American Political Science Review*, vol. 61, n° 1 (mars 1967), p. 156-158.
- HACKER, A., *Political Theory (Philosophy Ideology and Science)*, New York, Macmillan, 1961.
- HOFFMAN, John, *An Assessment of David Easton*, thèse de maîtrise, inédite, Université de Sussex, 1967.
- HYNEMAN, Charles, *The Study of Politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1959, p. 138-141.
- JOFFE, H. U., "The Case against Political Theory", *Journal of Politics*, vol. 22, n° 2 (mai 1960), p. 259-275.
- JONES, R. E., *The Functional Analysis of Politics*, London, Routledge and Kegan Paul, 1967.
- KRESS, P. F., "A Critique of Easton's Systems Analysis", dans GOULD et THURSBY, *Contemporary Political Thought*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969.
- LEWIS, Thomas J., « The Normative Status of Talcott Parsons and David Easton's Analyses of the Support System », texte ronéoté – présenté au Congrès de l'Association canadienne de Science politique à l'Université Sir George Williams, août 1973.

- MILLER, Eugene F., "David Easton's Political Theory", *The Political Science Reviewer*, vol. I, n° 1 (1971), p. 184-235.
- NETTL, P., "The Concept of System in Political Science", *Political Studies*, 14 (3) (octobre 66), p. 305-338.
- NICHOLSON, M.B., et REYNOLDS, P.A., "General Systems, the International System and the Eastonian Analysis", *Political Studies*, vol. XV (février 1967), p. 14-31.
- PATRICK, Glenda, M., « A Critique of David Easton's Systems Analysis », texte présenté au Congrès de l'Association canadienne de Science politique à l'université Sir George Williams, août 1973.
- POLIN, Claude, « David Easton ou les difficultés d'une certaine science politique », *Revue française de Sociologie*, n° spécial 1970-71, p. 183-195.
- PRATT, R.C., "A Note on David Easton's Approach to Political Philosophy", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 20, n° 3 (août 1954), p. 371-375.

L'analyse systémique.

- ALMOND, G., "A Developmental Approach to Political Systems", *World Politics*, vol. 17 (2), (février 65), p. 183-214.
- ALMOND, Gabriel, « Le système politique », dans BIRNBAUM, Pierre, et CHAZEL, François, *Sociologie politique*, Paris, A. Colin, 1971, tome I, p. 38-60.
- APTER, David, "Why Political System Change", *Government and Opposition*, vol. 3, (4) (août 68) p. 411-427.
- BARBER, B., "Structural Functional Analysis : some problems and misunderstandings", *American Sociological Review*, vol. 21, n° 2 (avril 1956), p. 129-135.
- BEER, Samuel H., "Analysis of Political System", dans H. BEER et A.B. ULAM (eds.), *Patterns of Government : The Major Political System in Europe*, New York, Random House, 1962.
- BERGHE, Pierre (Van Der), "Dialectic and Functionalism Toward a Theoretical Synthesis", *American Sociological Review*, vol. 28, n° 5 (octobre 1963), p. 695-705.
- BERNARD, Stephane, « Esquisse d'une théorie structurelle fonctionnelle du système politique », *Revue de l'institut de Sociologie*, Bruxelles, (3) 1963, p. 515-617.
- BERTALANFFY, "General System Theory", dans *General System*, vol. I, 1956.
- BLUHM, M. T., *Theories of the Political System*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1971.
- BRAMS, S.J., "Measuring the Concentration of Power in Political Systems", *American Political Science Review*, vol. 62 n° 2 (juin 1968), p. 461-475.

- CANCIAN, Francesca M., "Varieties of Functional Analysis", *International Encyclopedia of Social Sciences*, New York, Macmillan et The Free Press, 1968, vol. 6, p. 29-41.
- CANCIAN, F., "Functional Analysis of Change", *American Sociological Review*, vol. XXV (1960), p. 818-827.
- DAVIS, K., "The Myth of Functional Analysis", dans *American Sociological Review*, vol. XXIV, n° 6 (décembre 1959), p. 757-772.
- DELATTRE, P., *Système, Structure, Fonction, Evolution : Essai d'analyse épistémologique*, Paris, Maloine-Doin, 1971.
- DEUTSCH, Karl, « Le gouvernement en tant que système de pilotage : les concepts de rétroaction, de but et d'intention », dans BIRNBAUM, M. Pierre, et CHAZEL, François, *Sociologie politique*, Paris, Colin, 1971, tome I, p. 104-124.
- FRAGNIER, A. P., « Information et persistance d'un système », *Association internationale de Science politique*, Congrès de Munich, 1970.
- GOODMAN, J. S., « The Concept of « System », in International Relations Theory », *Background*, 8 (4) février 1965), p. 257-268.
- GREGOR J., "Political Science and the Use of Functional Analysis", dans *American Political Science Review*, vol. 62, n° 2 (juin 1968), p. 425-439.
- HEMPEL, Carl, "The logic of Functional Analysis", dans GROSS, L., et RUNCIMAN, W.C., *Symposium of Sociological Theory*, New York, Harper and Row, 1959.
- JONAS, Serge « Talcott Parsons ou le roi nu », *Homme et la Société*, n° 1 (juillet-août-septembre 1966), p. 55-65.
- KAPLAN, M. "Systems Theory", dans CHARLESWORTH, *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967, p. 150-164.
- KAPLAN, M. A. "Systems Theory and Political Science", *Social Research*, vol. 35, n° 1 (1968), p. 30-47.
- LAPIERRE, J. W., « Pour une théorie dynamique des changements politiques », *Revue française de Science politique*, vol. 11. (1) (mars 1961), p. 118-137.
- LAVAU, Georges, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue Canadienne de Science politique*, vol. 2, n° 1, mars 1969), p. 18-45.
- LAVAU, Georges, « Le système politique et son environnement », dans *Revue française de Sociologie*, n° spécial 1970-71, p. 169-183.
- MITCHELL, William C., « Political Systems », dans SHILLS (éd.), *International Encyclopedia of Social Sciences*, New York, Macmillan et Collier, 1968, vol. 15, p. 473-478.
- MITCHELL, W. C., *Sociological Analysis and Politics : The Theory of Talcott Parsons*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1967.
- MITCHELL, W. C., "The Polity and Society : A Structural Functional Analysis", *Midwest Journal of Political Science*, vol. 2, n° 4 (1958), p. 403-420.
- NIZARD, Lucien, « Théories des systèmes, reproduction et mutation : remarques axiomatiques sur la fécondité et les limites de l'approche systémique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LIII, 1972.

- PARSONS, Talcott, *Politics and Social Structure*, New York, The Free Press, 1969.
- PERCHERON, Annick, « Les applications de l'analyse systémique à des cas particuliers », *Revue française de Sociologie*, n° spécial 1970-71, p. 195-213.
- RIVLIN, B., "The Concept of Political System in the Study of Developing States", *Orbis*, 10 (2) (été 1966), p. 548-563.
- ROCHER, Guy, *Talcott Parsons et la sociologie américaine*, Paris, P.U.F., 1972.
- SPIRO, Herbert, "An Evaluation of Systems Theory", dans James CHARLESWORTH, *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967, p. 164-174.
- VERNEY, D. U., *The Analysis of Political Systems*, London, Routledge and Kegan Paul, 1959.
- VINCENT, J. M., « De Hegel à Parsons », *l'Homme et la Société* n° 23 (janvier-février-mars) 1972), p. 41-51.
- WISEMAN, Victor, *Political Systems*, London, Routledge and Kegan Paul, 1966.
- YUNG, O. R., "A survey of General Systems Theory", *General Systems*, vol. 9 (1964), 61-80.
- YOUNG, R., *Systems in Political Science*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1968.

Théorie politique.

- ALMOND, Gabriel, "Political Theory and Political Science", *American Political Science Review*, vol. 60, n° 4 (décembre 1966), p. 869-879.
- ARROW, K., *Social Choice and Individual Values*, New York, J. Wiley, 1951.
- BEALS, R. L., *Politics of Social Research*, Chicago, Aldine Publ., 1969.
- BRECHT, A., *Political Theory*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1959.
- BUCHANAN et TULLOCK, *The Calculus of Consent*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1962.
- CATLIN, George, Politics Theory : What is it ?, *Political Science Quarterly*, vol. LXXXI, n° 1 (mars 1957), p. 1-29.
- CHARLESWORTH, J., *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967.
- CHARLESWORTH, J., (ed.), *A Design for Political Science*, Philadelphia, American Political and Social Science, 1966.
- HAZEL, François, « Réflexions sur la conception parsonienne du pouvoir et de l'influence », *Revue française de Sociologie*, octobre-décembre 1964, p. 387-401.
- COBBAN, A., "The Decline of Political Theory", *Political Science Quarterly*, vol. LXVIII, n° 3 (1953), p. 321-337.
- Cox, R. H., (éd.), *Ideologies, Politics and Political Theory*, Belmont, Calif., Wadsworth, 1969.
- CRICK, Bernard *In Defense of Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

- CRICK, Bernard, *The American Science of Politics*, Los Angeles, University of California, 1967.
- DAHL, Robert, *Modern Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1970.
- DIKE'S, Vernon Van, *Political Science : A Philosophical Analysis*, Standord, Standord University Press, 1960.
- EUBEN, "Political Science and Political Silence", dans GREEN, P., et LEVINSON, S., *Power and Community*, New York, Pantheon Books, Random House, 1970.
- EULAU, H., "WH. Lasswell's Developmental Analysis", *Western Political Quarterly*, vol. 11, n° 2 (juin 1958), p. 229-243.
- EULAU, H., *The Behavioral Persuasion in Politics*, New York, Random House, 1967.
- GERMINO, Dante, *Beyond Ideology, The Revival of Political Theory*, New York, Harper and Row, 1967.
- GOULD, J., et THURSBY, V. U. *Contemporary Political Thought*, New York, Holt Rinehart et Winston, 1969.
- GREER, Scott, "Sociology and Political Science", dans LIPSET, M.S., *Politics and Social Sciences*, New York, Oxford University Press, 1969.
- GROSS, L., *Symposium on Sociological Theory*, New York, Harper et Row, 1959.
- GREAVES, H.R., "Political Theory Today", *Political Science Quarterly*, vol. LXXV, n° 1 (1960), p. 1-16.
- GREEN, P., LEVINSON, S., *Power and Community*, New York, Pantheon Books, Random House, 1970.
- HAAS, M., et KARIEL, H., *Approaches to the Study of Political Sciences*, Scranton, Chandler, 1970.
- HACKER, Andrew, *Political Theory : Philosophy Ideology Science*, New York, Macmillan, 1961.
- HALE, M.Q., "The Cosmology of Arthur Bently", dans CONNOLLY, W. E., *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton, 1969.
- HORWITZ, "Scientific Propaganda : H.D. Lasswell", dans STORING, *Essays on the Scientific Study of Politics*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1962.
- ISAAK, Alan C., *Scope and Methods of Political Science*, Homewood, III, The Dorsey Press, 1969.
- JACKSON, N.W., "The Application of Method in the Construction of Political Science Theory", *Revue canadienne de Science politique*, vol. V, n° 3 (septembre 1972). p. 402-418.
- JAFFA, H. W., "The Case against Political Theory", *Journal of Politics*, vol. 22, n° 2 (mai 1960), p. 259-276.
- JOUVENEL, Bertrand de, *De la politique pure*, Paris, Gallimard, 1963.
- KALLENBERG, A.L., "Concept Formation in Normative and Empirical Studies : Toward a Reconciliation in Political Theory", *American Political Science Review*, vol. 63 (1) (mars 1969), p. 26-39.
- KAPLAN, Abraham, *The Conduct of Inquiry : Methodology for Behavioral Science*, San Francisco, Chandler Publ., 1964.

- KARIEL, Henry, *Open Systems : Arenas for Political Action*, Itasca, Ill., Peacock Publ., 1969.
- KARIEL, H. S., "Political Science in the United States", *Political Studies*, vol. IV, n° 2 (juin 1956), p. 113-128.
- KATEB, G., *Political Theory : Its Nature and Uses*, New York, St-Martins Press, 1968.
- LASLETT, P., et RUNCIMAN, W. G., *Philosophy, Politics and Society*, 3^e série, Oxford, Basil Blackwell, 1969.
- LASSWELL, Harold, *Politics : Who Gets What When and How?* New York, Meridian Books, 1958.
- LASSWELL, Harold, *The Future of Political Science*, New York, Atherton Press, 1963.
- LASSWELL, H., et LERNER, D., « Les sciences de la politique aux États-Unis », Paris, A. Colin, 1951.
- LASSWELL, Harold, et KAPLAN, A., *Power and Society : A Framework for Political Inquiry*, New Haven, Yale University Press, 1951.
- LERNER, D., et LASSWELL, H., *The Policy Sciences : Recent Development in Scope and Method*, Standord, Standord University Press, 1951.
- LEVY, M.J., *The Structure of Society*, Princeton University Press, 1952.
- LIPSET, S.M., *Politics and the Social Science*, New York, Oxford University Press, 1969.
- LIPSET, S. M., *Political Man, The Social Bases of Politics*, New York, Anchor Books, 1960.
- LIPSET, Seymour Martin, et ROKKAN, Stein, « Le parti politique agent de conflit et instrument d'intégration », dans BIRNBAUM, P., et CHAZEL, Fr. *Sociologie politique*, Paris. A. Colin, 1971, tome 2, p. 196-221.
- MACPHERSON, C. B., *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 1971.
- MACDONALD, L. C., *Western Political Theory*, New York, Harcourt, Brace, 1968.
- MEEHAN, Eugene, *The Theory and the Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965.
- MEEHAN, Eugene, *The Foundations of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1971.
- MEEHAN, Eugene, *Value Judgment in Social Science*, Homewood, The Dorsey Press, 1972.
- MEEHAN, Eugene, *Contemporary Political Thought*, Homewood, The Dorsey Press, 1967.
- MERTON, R., *Social Theory and Social Structure*, New York, Free Press, 1957.
- MITCHELL, W. C., "The Shape of Political Theory to Come", dans LIPSET, M. S., *Politics and Social Sciences*, New York, Oxford University Press, 1969.
- MURPHY, *Political Theory*, Homewood, The Dorsey Press, 1968.
- PARTRIDGE, P.H., "Politics, Philosophy, Ideology", *Political Studies*, 9, (1961), p. 217-235.

- PLAMENATZ, J. P., "The Use of Political Theory", *Political Studies*, vol. 8, n° 1 (juin 1960), p. 37-48.
- POOL, I. de S., *Contemporary Political Science : Toward Empirical Theory*, New York, McGraw-Hill, 1967.
- RAPOPORT, Anatole, "Various Meanings of Theory", *American Political Science Review*, vol. 52 (décembre 1958), p. 972-988.
- RAPOPORT, Anatole, "The Use of Theory in the Study of Politics", dans BUEHRIG, E. H., *Essays in Political Science*, Bloomington Indiana University Press, 1966, p. 3-36.
- REES, J.C., "The Limitations of Political Theory", *Political Studies*, vol. 2, n° 3 (octobre 1954), p. 242-258.
- RIESELBACH, L., et DEUTSCH, K., "Recent Trends in Political Theory and Political Philosophy", *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, juillet 1965, p. 139-162.
- RUNCIMAN, W. G., *Social Science and Political Theory*, Cambridge, University Press, 1963.
- SPITZ, David, *Political Theory and Social Change*, New York, Atherton Press, 1967.
- STORING, Herbert, J., *Essays on the Scientific Study of Politics*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1962.
- STRAUSS, Leo, "What is Political Philosophy", dans GOULD, J.A., et THURSBY, V., *Contemporary Political Thought*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969.
- TANNEHAUS, J., *The Development of American Political Science*, Boston, Allyn and Bacon, 1967.
- WALDO, D., *Political Science in the United States of America*, Paris, Unesco, 1956.
- WISEMAN, Victor, *Politics the Master Science*, London, Routledge and Kegan Paul, 1969.
- WOLF, P. L., "Metapolitics : Reflections on a Methodological Revolution", *Political Studies*, vol. 12 (1964), p. 362-369.
- WOLIN, S.S., "Political Theory as a Vocation", *American Political Science Review*, vol. 63, n° 4 (décembre 1969), p. 1062-1083.
- YOUNG, Robert (éd.), *Approaches to the Study of Politics*, Evanston, Ill., Northwestern University Press, 1958.

Théorie de la connaissance et épistémologie

- ALTHUSSER, Louis, *Pour Marx*, Paris, Maspéro, coll. Théorie, 1968.
- ARON, Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.
- BACHELARD, Gaston, *Épistémologie*, Paris, P.U.F., 1971.
- BARBER, Bernard, *The Sociology of Science*, New York, The Free Press, 1962.

- KUHN, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.
- BIERSTEDT, Robert, "A Critique of Empiricism in Sociology", *American Sociological Review*, vol. XIV, n° 5 (octobre 1949).
- BIRNBAUM, Norman, *Toward a Critical Sociology*, London, Oxford University Press, 1971.
- BOUDON, R., *La crise de la sociologie*, Paris, Droz, 1971.
- BROWN, R., *Explanation in Social Science*, Chicago, Aldine, 1963.
- CANGUILHEM, Georges, *Études d'histoire et de philosophie des Sciences*, Paris, Vrin, 1968.
- CERTEAU, Michel de, « Savoir et Société. Une inquiétude nouvelle : de Marcuse à mai 1968 », *Esprit*, n° 374 (octobre 1968), p. 292-312.
- CHOMSKY, Noam, *Problems of Knowledge and Freedom*, Fontana Collins, 1972.
- COOPER, Barry, « Values and the Methodology of Political Science », *Revue Canadienne de Science politique*, vol. IV, n° 1 (mars 1971), p. 119-122.
- DURKHEIM, Émile, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, P.U.F., 1956.
- ENGELS, F., *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970.
- FICHANT, M., et PECHEUX, M., *Sur l'histoire des sciences*, Paris, Maspéro, coll. Théorie, 1971.
- FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du Savoir*, Paris, Gallimard, 1971.
- GIBSON, O., *Logic of Social Enquiry*, London, Routledge and Kegan Paul, 1960.
- GILLIPSIE, Ch., *The Edge of Objectivity – An Essay in the History of Scientific Ideas*, Princeton University Press, 1960.
- GOLDMANN, Lucien, *Sciences humaines et Philosophie*, Paris, Denoël, coll. Méditations, 1971.
- GREER, Scott, *The Logic of Social Inquiry*, Chicago, Aldine Publ., 1969.
- GROSSER, Alfred, *L'explication politique*, Paris, Armand Colin, 1972.
- GURVITCH, Georges, *Les cadres sociaux de la connaissance*, Paris, P.U.F., 1966.
- GURVITCH, Georges, « Sociologie de la connaissance et psychologie collective », *L'Année sociologique*, 1940-48, 1949, p. 464-484.
- HABERMAS, Jurgen, *Knowledge and Human Interests*, London, Heinemann, 1972.
- HARVEY, M., « Sociological Theory : The Production of a Bourgeois Ideology », dans PATERMAN, T., *Counter Course*, Penguin Book, 1972, p. 82-115.
- HAYEC, F., *Scientisme et sciences sociales*, Paris, Plon, 1953.
- HEMPEL, Carl G., *Éléments d'épistémologie*, Paris, Armand Colin, 1972.
- HERBERT, « Réflexions sur la situation théorique des sciences sociales », *Cahiers pour l'Analyse*, n° 2, 1966.
- JAKUBOWSKY, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, E.D.I., 1972.
- KHAN, P., « Idéologie et sociologie de la connaissance », *Année sociologique*, 1949-1950, p. 203-219.
- Kim, K. W., "The Limits of Behavioral Explanation in Politics", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 31 (août 1964), p. 315-327.

- KONSTANTINOV, F., « Sociologie et idéologie », *Homme et la Société*, n° 2 (octobre-décembre 1966), p. 25-41.
- LAKATOS, Imre, et MUSGRAVE, A., *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge University Press, 1971.
- LANDAU, M., « The Myth of Hyperfactualism in the Study of American Politics », *Political Science Quarterly*, vol. 83 (3) (septembre 1968), p. 378-399.
- LATOUCHE, Serge, « La crise de l'économie politique et ses effets épistémologiques », *Homme et la Société*, n° 18 (octobre-novembre-décembre 1970), p. 215-241.
- LAZARSFELD, Paul, *Philosophie des Sciences sociales*, Paris, Gallimard, 1970.
- LECOURT, Dominique, *Pour une critique de l'épistémologie*, Paris, Maspéro, coll. Théorie, 1972.
- LEFEBVRE, Henri, *Logique formelle logique dialectique*, Paris, Anthropos, 1971.
- LÉNINE, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Moscou, Éditions du Progrès, 1970.
- LICHTHEIM, Georges, *The Concept of Ideology*, New York, Random House, A Vintage Book, 1967.
- LOWRY, Michel, « Objectivité et point de vue de classe dans les sciences sociales », *Critiques de l'économie politique*, n° 9 (octobre-décembre 1972), pp 3-26.
- LUKACS, Georg, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.
- MANNHEIM, Karl, *Idéologie et Utopie*, Paris, J. Rivière, 1956.
- MARX, Karl, et ENGELS, Frederick, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1953.
- MERTON, R., *Éléments de théorie et de méthodes sociologiques*, Paris, Plon, 1965.
- MILLS, C.W., *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1969.
- MULLINS, W. A., « On the Concept of Ideology in Political Science », *American Political Science Review*, vol. 66, n° 2 (juin 1972), p. 498-510.
- MYRDAL, Gunnar, *Value in Social Theory*, New York, Harper and Bros, 1969.
- NATANSON, M., *Philosophy of the Social Sciences*, New York, Random House, 1963.
- NICOLAUS, Martin, « The Professional Organization of Sociology », dans BLACKBURN, Robin, *Ideology in Social Science*, Fontana, 1972.
- PARSONS, Talcott, « Évaluation et objectivité dans le domaine des sciences sociales : une interprétation des travaux de Max Weber », *Revue internationale des Sciences sociales*, vol. 17, n° 1 (1965), p. 49-69.
- PETRAS, J., « Ideology and United States Political Scientists », *Science and Society*, vol. 29 n° 2 (printemps 1965), p. 192-216.
- PIAGET, Jean, *Psychologie et épistémologie*, Paris, Denoël Gonthier, coll. Méditations, 1970.
- PIAGET, Jean, *Épistémologie des Sciences de l'homme*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1972.

- POPPER, Karl, *Logic of Scientific Discovery*, Toronto, University of Toronto Press, 1959.
- POPPER, Karl, *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon, 1956.
- RANCIÈRE, Jacques, « Sur la théorie de l'idéologie politique d'Althusser », *l'Homme et la Société*, n° 27 (1973), p. 31-63.
- RIECKEN, H. W., « Social Science and Contemporary Social Problems », *Items*, 23, (1969), p. 1-6.
- ROQUEPLO, Ph., « Huit thèses sur la signification de la science », *Politique aujourd'hui*, décembre 1971, p. 39-53.
- SARTRE, Jean-Paul, « Question de méthodes », dans *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.
- SCHUMPETER, J.A., « Science and Ideology », *American Economic Review*, mars 1949, p. 345-359.
- SHAW, Martin, « The Coming Crisis of Radical Sociology », dans BLACKBURN, Robin, *Ideology in Social Science*, Bungay, Fontana, 1972, p. 32-45.
- SMITH, Dusky Lee, « The Sunshine Boys : Toward a Sociology of Happiness », dans COLFAX et ROACH, *Radical Sociology*, New York, Basic Book, 1971.
- SNOW, C.P., *Les deux cultures*, Paris, J. Pauvert, 1968.
- TAYLOR, Charles, « Neutrality in Political Sciences », dans LASLETT, Peter, et RUNCIMAN, W. G., *Philosophy, Politics and Society*, Oxford, Basil Blackwell, 1969.
- UTOPIE, « La thèse de l'idéologie », *Utopie*, n° 5 (mai 1972), p. 58-108.
- VAPNARSKY, C., « On Methodological Individualism in Social Sciences », *Cornell Journal of Social Relations*, vol. 2, n° 1 (mars 1947), p. 1-18.
- VIRIEUX-REYMOND, A., *Introduction à l'épistémologie*, Paris, P.U.F., 1972.
- WALSBY, Harold, *The Domain of Ideologies : A Study of the Origin, Development and Structure of Ideologies*, Glasgow, W. MacLellan, 1947.
- WALDO, Dwight, « Values in Political Science », dans YOUNG, Robert, *Approaches to the Study of Politics*, Evanston, North Western University Press, 1958.
- WEBER, Max, *Le savant et la politique*, Paris, coll. 10/18, 1971.
- WEBER, Max, *Essais sur la théorie de la Science*, Paris, Plon, 1965.
- WINCH, Peter, *The Idea of Social Science*, London, Routledge and Kegan Paul, 1958.

Le positivisme (présentation et critiques).

- AYER, A.V., *Logical Positivism*, New York, The Free Press, 1951.
- CANTECOR, G., *Comte*, Paris, Mallottée, 1930.
- COMTE, Auguste, *La science sociale*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1972.
- COMTE, Auguste, *Cours de philosophie positive*, Paris, Éditions Garnier, 1926.
- COMTE, Auguste, *Œuvres choisies*, Paris, Aubier, 1943.

- GOULDNER, Alvin, *The Coming Crisis of Western Sociology*, London, Heinemann, 1971.
- GUSDORF, G., *Introduction aux sciences humaines*, Paris, Les Belles Lettres, 1960.
- HARTING, Frank, "The Social Functions of Positivism", *Philosophy of Science*, vol. 12 n° 2, (avril 1945).
- KOLAKOWSKI, Leszek, *Positivist Philosophy*, Harmondsworth, Pelican Book, 1972.
- LACROIX, Jean, *La sociologie d'Auguste Comte*, Paris, P.U.F., 1961.
- LAING, R. D., *La politique de l'expérience*, Paris, Stock, 1971.
- MARCUSE, Herbert, *Raison et Révolution*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- ZEITLIN, I., *Ideology and the Development of Sociological Theory*, N.J., Prentice Hall, 1968.

Pluralisme.

- ALMOND, G., et VERBA, S., *The Civic Culture*, Boston, Little Brown, 1965.
- BENTLEY, A., *The Process of Government*, Chicago, The University of Chicago Press, 1908.
- BOURRICAUD, François, « Qu'est ce que la polyarchie », *Revue de l'Action populaire*, 160 (juillet-août 1962), p. 807-821.
- BOURRICAUD, François, « Le modèle polyarchique et les conditions de sa survie », *Revue française de science politique*, vol. XX, (octobre 1970), p. 843-924.
- BURTENSHAW, C. J., "The Political Theory of Pluralism Democracy", *Western Political Quarterly*, vol. 21, (4) (décembre 1968), p. 577-587.
- DAHL, Robert, *Pluralist Democracy in the United States : Conflict and Consent*, Chicago, Rand McNally, 1967.
- DAHL, Robert, "A Critique of the Ruling Elite Model", *American Political Science Review*, vol. LII (juin 1958), p. 463-469.
- DAHL, Robert, *Who Governs ?* New Haven, Yale University Press, 1961.
- DAHL, Robert, "The City in the Future of Democracy", *American Political Science Review*, vol. 61, n° 4 (décembre 1967), p. 953-970.
- DAHL, R., *A Preface to Democratic Theory*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- DAHL, Robert, "Further Reflexion on the Elitist Theory of Democracy", *American Political Science Review*, vol. 60, n° 2 (juin 1966), p. 296-305.
- DOWNS, Anthony, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Brothers, 1957.
- ETZIONI, Amitai, *The Active Society*, New York, The Free Press, 1968.
- GALBRAITH, J. K., *American Capitalism : The Concept of Countervailing Power*, Boston, Houghton Mifflin, 1952.
- KETTLER, S., *Beyond the Ruling Class*, New York, Random House, 1963.

- KEY, V.O., *Politics, Parties and Pressure Groups*, New York, T.Y. Crowell, 1964.
- KORNHAUSER, W., *The Politics of Mass Society*, New York, The Free Press, 1959.
- LASKI, Harold, "The Pluralist State", dans *The Foundation of Sovereignty*, Freeport, N.Y., Books for Libraries Press, 1968.
- LATHAM, Earl, "The Group Basis of Politics : Notes for a Theory", *American Political Science Review*, vol. XLVI (juin 52), p. 376-397.
- LINDBLOM, Charles, *The Intelligence of Democracy*, New York, The Free Press, 1965.
- MANNHEIM, Karl, *Man and Society in an Age of Reconstruction*, New York, Harcourt, 1954.
- MAYO, H.B., "How Can We Justify Democracy", *American Political Science Review*, vol. 56, n° 3 (septembre 1962), p. 555-556.
- MERELMAN, Richard, "On the New Elitist Critiques of Community Power", *American Political Science Review*, vol. 62, n° 2 (juin 1968), p. 451-460.
- MONSEN, J., Jr. et MARK, W. C., *The Makers of Public Policy : American Power Groups and their Ideologies*, New York, McGraw-Hill, 1965.
- MC CLOSKEY, [Hebert], "Consensus and Ideology in American Politics", *American Political Science Review*, juin 64, p. 361-382.
- NEWBAUER Deane, "Some Conditions of Democracy", *American Political Science Review*, vol. 61 n° 4 (décembre 1967), p. 1002-1009.
- ROSE, A., *The Power Structure*, New York, Oxford University Press, 1967.
- SARTORI, Giovanni, *Democratic Theory*, Detroit, Wayne State University Press, 1962.
- SCHUMPETER, Joseph, *Capitalisme socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1967.
- TOURNON, Jean, « Le pluralisme : une mise à mort ratée », *Revue canadienne de Science politique*, vol. IV n° 2 (juin 1971), p. 265-280.
- TRUMAN, David, "The American System in Crisis", *Political Science Quarterly*, décembre 1959, p. 491-497.
- TRUMAN, David, *The Governmental Process*, New York, Knopf, 1951.

Critique du pluralisme.

- BACHRACH, Peter et BARATZ, Morton, *Power and Poverty : Theory and Practice*, New York, Oxford University Press, 1970.
- BACHRACH, P. et BARATZ, "Two Faces of Power", dans CONNOLLY, W.E., *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton Press, 1969.
- BACHRACH, Peter, *The Theory of Democratic Elitism : a critique*, Boston, Little, Brown, 1967.
- CONNOLLY, W. E., *Political Science and Ideology*, New York, Atherton Press, 1967.

- CONNOLLY, W. E. *The Bias of Pluralism*, New York, Atherton Press, 1969.
- COSER, Lewis, *The Functions of Social Conflict*, New York, The Free Press, 1956.
- DAMHOFF, W. E., *Who Rules America ?* Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1967.
- EHRlich, S., « Le problème du pluralisme », *Homme et Société*, n° 5 (juillet-septembre 1967), p. 113-118.
- HOROWITZ, I.L., *The New Sociology*, New York, Oxford University Press, 1965.
- KARIEL, H., *The Decline of American Pluralism*, Stanford, Stanford University Press, 1961.
- LOWI, Theodore J., "American Business, Public Policy, Case Studies and Political Theory", *World Politics*, vol. 16, n° 4 (juillet 1964), p. 677-715.
- MACPHERSON, C. B., *Democratic Theory*, London, Oxford University Press, 1973
- MARCUSE, Herbert, *Critique de la tolérance pure*, Paris, John Didier, 1969.
- MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Éditions de Minuit, 1968.
- McCoy, Ch. A. et PLAYFORD, J., *Apolitical Politics : A Critique of Behaviorism*, New York, Y. Crowell, 1967.
- MILLS, C. W., *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956.
- VACHET, André, « Notes sur la contradiction du radicalisme et du réformisme dans la gauche américaine », *Homme et Société*, n° 24-25 (avril-septembre 1972), p. 265-279.
- WALKER, "A Critique of the Elitist Theory of Democracy", dans Mc Coy, Ch. et PLAYFORD, J., *Apolitical Politics*, New York, T.Y. Crowell, 1967.

Les sociétés capitalistes avancées.

- AMIN, Samir, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970.
- BARAN, Paul, et SWEEZY, Paul, *Le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Maspéro, 1970.
- BIRNBAUM, Normand, *La crise de la société industrielle*, Paris, Anthropos, 1972.
- BLACKBURN, Robin, « The New Capitalism », dans *Ideology in Social Science*, Bungay, Fontana, 1972, p. 164-187.
- BON F. et BURNIER, M. A., *Classe ouvrière et révolution*, Paris, Seuil, 1971.
- CHOMSKY, N., *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, Paris, Seuil, coll. Points, 1971.
- CROZIER, Michel, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, coll. Points, 1971.
- GUNDER FRANK, André, *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro, 1970.
- HABERMAS, Jurgen, *Toward a Rational Society*, London, Heinemann, 1971.
- JALLE, Pierre, *L'impérialisme en 1970*, Paris, Maspéro, Petite Collection, 1970.

- LEFEBVRE, Henri, « La reproduction des rapports de production », *Homme et la Société*, n° 22 (octobre-décembre 1971), p. 3-25 ; n° 23 (janvier-mars 1972), p. 3-23.
- LEFEBVRE, Henri, *La survie du capitalisme*, Paris, Anthropos, 1973.
- LEFEBVRE, Henri, *Vers le cybernanthrope*, Paris, Denoël/Gonthier, coll. Méditations, 1971.
- 250 CRITIQUE ÉPISTÉMOLOGIQUE DE L'ANALYSE
- LEFEBVRE, Henri, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1970.
- LEFEBVRE, Henri, *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, coll. Idées, 1968.
- MANDEL, Ernest, *Europe versus America*, London, New Left Review, 1970.
- MILIBAND, Ralph, *The State in Capitalist Society*, London, Weidenfield et Nicolson, 1970.
- PALLOIX, Christian, *L'économie mondiale capitaliste*, Paris, Maspéro, 1971.
- RICHTA, Radovan, *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1969.
- SALOMON, Jean-Jacques, *Science et Politique*, Paris, Seuil, 1970.
- TOURAINÉ, Alain, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël/Gonthier, coll. Méditations, 1969.